République Française
MAIRIE DE CLAIRA

LISTE DES DELIBERATIONS EXAMINEES LORS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 22 SEPTEMBRE 2026

Numéro de délibération	Objet	Vote
D2026/09/01	Compte rendu des décisions du maire et des déclarations d'intention d'aliéner	PREND ACTE
D2026/09/02	Convention en vue de l'étude, du développement et de la réalisation d'un projet photovoltaïque sur la commune de Claira portée par EDF Power Solutions comportant une promesse de constitution de servitude du chemin rural dit « El cami de sanya »	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/03	Attribution de cartes cadeaux de noël aux agents territoriaux	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/04	Désignation d'un nouveau représentant de la commune à la Commission Locale de l'Eau des nappes plio-quaternaires de la plaine du Roussillon	Candidature de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA - 21 VOIX Candidature de Monsieur BARBÉ - 6 VOIX
D2026/09/05	Désignation de représentants de la commune au syndicat mixte départemental du service public d'assainissement non collectif (SPANC)	Candidatures de Messieurs Jean-Louis VINCIGUERRA et Marc BARATON – 21 VOIX Candidature de Monsieur Michel BARBÉ – 6 VOIX

D2026/09/06	Désignation des délégués au Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes de la plaine du Roussillon	Candidatures de Messieurs Jean-Louis VINCIGUERRA et Robert GREFFE – 21 VOIX Candidature de Monsieur Michel BARBÉ – 6 VOIX
D2026/09/07	Subvention exceptionnelle à l'association d'accompagnement de victimes d'inceste (AAVI 66)	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/08	Tarification des concessions funéraires du cimetière communal	Pour : 22 Abstention : 00 Contre : 05
D2026/00/09	Tarification des droits de place pour le marché de plein vent	Pour : 22 Abstention : 00 Contre : 05
D2026/09/10	Cession des terrains communaux cadastrés AB274, AB283 et AB288 sis carrer de las escales - lo pilo nord - à la SCI laura B.	*Demande d'amendement de Monsieur BARBE (5 voix Pour – 1 Abstention – 21 voix Contre)* Pour : 21 Abstention : 06 Contre : 00
D2026/09/11	Acquisition de la parcelle AP142 (partielle) sise 59 avenue de la Salanque appartenant à la copropriété dite « Orangerie »	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/12	Acquisition de la parcelle AA279 sise lieudit « El pou cremat » appartenant à Madame Hanna Joseline	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/13	Acquisition des parcelles AE16 et AE 155 sise lieudit « Mas bordas » appartenant à Madame Rodriguez Françoise	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/14	Acquisition des parcelles AP330 et AP333 sises impasse des fleurs appartenant à Madame Bau Marie-Hélène	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/15	Acquisition de la parcelle AP329 sise impasse des fleurs appartenant à la SCI Anda 66	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

D2026/09/16	Acquisition des parcelles AC6, AC7, AC8 sises lieudit « la gran selva » appartenant à Madame Doutres Christine	Pour : 22 Abstention : 05 Contre : 00
D2026/09/17	Régime indemnitaire des agents territoriaux : modification du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) et instauration de la prime de responsabilité	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/18	Résultat de la consultation publique sur la dénomination du parc de loisirs de la Torre nord	**PREND ACTE**
D2026/09/19	Présentation du Rapport Social Unique – exercice 2025	**PREND ACTE**
D2026/09/20	Pépinière départementale : demande d'attribution d'arbres et d'arbustes – campagne 2026-2027	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/21	Renouvellement de la convention de mise à disposition de la salle polyvalente entre la Communauté de Communes Corbières Salanque Méditerranée et la commune de Claira	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/22	Rapport annuel du Syndicat Départemental d'Energies et d'Electricité (SYDEEL) du Pays Catalan pour l'exercice 2025	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/23	Convention administrative de prêt à usage pour l'exécution du service public de restauration scolaire proposée par le Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le transport Pyrénées-Méditerranée (SYM)	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/24	Rapport annuel du Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le transport (SYM) Pyrénées-Méditerranée pour l'exercice 2025	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/25	Règlement Intérieur du Conseil Municipal	Pour : 21 Abstention : 00 Contre : 06
D2026/09/26	Convention de mandat avec le SYDEEL66 pour la coordination des travaux d'enfouissement et de mise en esthétique des réseaux de distribution électrique de basse tension (BT), d'éclairage public (EP) et de communications électroniques (FT) – Rue de Torreilles	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

D2026/09/27	Convention cadre de partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales en faveur du soutien des commerces de Claira	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/28	Décision modificative n°2 du Budget principal de l'exercice 2026	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
D2026/09/29	Convention avec l'association APLEC pour l'enseignement de la langue catalane auprès des écoles maternelle et élémentaire de Claira	Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

Affichée le 24 septembre 2026

Marc PETIT



Maire de CLAIRA

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260901-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

DECISIONS DU MAIRE - CONSEIL MUNICIPAL DU 22 SEPTEMBRE 2026

NUMERO	OBJET	MONTANT TTC	DATE
2026-32	AVENANT D'AJUSTEMENT CONTRACTUEL MARCHÉ D'ASSURANCES RESPONSABILITÉ CIVILE	0,287%	29/07/2026

Claira le 13 Septembre 2026

Marc PETIT, Maire



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260901-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER 38/2026 à 45/2026

N° DIA	DATE RECEPTION	PARCELLE	VENDEUR	ACQUEREUR	ADRESSE DU BIEN	SURFACE	PRIX DE VENTE	MOBILER	FRAIS	ZONE
38/2026	15/07/2026	AM112	MC	ER	20 Rue André Chenier	220m²	195000		10000 vendeur	UB
39/2026	24/07/2026	AC63	AS	AM	19 Chemin du Mas Bordas	435m²	150000			UD
40/2026	31/07/2026	AS58	T C	A J V B J	7 rue du Canadeil	386m²	240000	7900	11000 vendeur	UA
41/2026	31/07/2026	AO259 - AO261	R P	V H	5 Avenue de la Salanque et 8 rue du Marché	185 m²	435000		15000 acquéreur	UA
42/2026	05/08/2026	AC0169	M E SCI M B	P F	1 carrer de las Escales	3011m²	660000		48000 vendeur	UD
43/2026	20/08/2026	AO0242	J K	M E	4 impasse de la Paraguère	33m²	78500		6300 vendeur	UA
44/2026	07/09/2026	AH 74-75	B C B J	P W	Résidence le Hameau de CLAIRA	14350m²	120000			UB
45/2026	09/09/2026	AD0001	M L A S	SCI K P	La Gran Selva	3928m²	112865			1AUd

Délibération 2026/09/01

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260901-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre 2026 à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absents et excusés : Néant.

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				
Afférents	Présents	Qui ont pris acte		PREND ACTE
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/01

COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE ET DES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA)

Délibération 2026/09/01

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260901-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-22 ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la délibération n°2026/03/07 en date du 27 mars 2026 ayant pour objet les délégations du Conseil Municipal au Maire conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le tableau des décisions présenté et annexé ainsi que le relevé des déclarations d'intention d'aliéner ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

Le Conseil Municipal :

■ **PREND ACTE** des décisions prises par délégation donnée au Maire, telles qu'inscrites sur le tableau ci-joint.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

CONVENTION EN VUE DE L'ETUDE, DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION D'UN PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

COMPORTANT

PROMESSE DE CONSTITUTION DE SERVITUDES

EDF power solutions SA
43 Boulevard des BOUVETS
CS 90310
92 741 NANTERRE CEDEX
SA au capital de 226.755.000 euros
379.677.636 R.C.S. Nanterre
www.edf-powersolutions.com

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

SOMMAIRE

EXPOSE PREALABLE **5**

ARTICLE 1 : DESIGNATION DU TERRAIN OBJET DE LA PROMESSE CONSENTIE PAR LE PROMETTANT **6**

ARTICLE 2 - PROMESSE **6**

ARTICLE 3 – DUREE DE LA PROMESSE, MODALITES DE LEVEE D'OPTION **6**
3.1. La réalisation de la présente Promesse (dite « Levée d'Option ») 6
3.2 Toutefois, étant rappelé les délais inhérents au développement du Projet 6
3.3. Le Bénéficiaire précisera dans son ou ses courriers de Levée d'Option en une ou plusieurs fois : 7
3.4. Réitération en la forme authentique en cas de Levée d'Option 7
3.5. Force obligatoire 7

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROMETTANT RESULTANT DE LA PRESENTE PROMESSE **8**
4.1. Pouvoirs et autorisations consentis dès à présent par le Promettant 8
4.2. La présente Promesse implique également qu'à compter de ce jour et pendant toute sa durée : 8

ARTICLE 5 – INDEMNITE D'IMMOBILISATION **9**
5.1 - Indemnité d'immobilisation en l'absence de toute Levée d'Option : 9
5.2 - Indemnité d'Immobilisation en cas de Levée d'Option aux fins de Servitudes assorties de conditions suspensives : 9

ARTICLE 6 – CONDITIONS DU FUTUR ACTE AUTHENTIQUE EN CAS DE LEVEE DE L'OPTION **10**
6.1 - Durée 10
6.2 - Etat Initial/Emprises 10
6.3 - Construction, Exploitation et Entretien 10
6.4 - Responsabilité et assurance 11
6.5 - Redevances dues au titre des Servitudes 11
6.6 - Condition de paiement des redevances 11
6.7 - Indexation 11
6.8 - Cession, Apport en société, Sous-location 12
6.9 - Résolution judiciaire 12
6.10 - Caducité à compter de la prorogation du bail 12
6.11 - Protection du Preneur contre les risques de pollution 12
6.12 - Démantèlement 13

ARTICLE 7 – ETHIQUE ET RESPECT DE LA LEGISLATION EN VIGUEUR **13**
7.1. Définitions 13
7.2 - Questionnaire de conformité 13
- Prévention et gestion des Conflits d'intérêts (Annexe 5) 14
- Garanties et engagements éthiques 14

ARTICLE 8 – SUBSTITUTION **14**

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL **15**

ARTICLE 10 – FRAIS **15**

ARTICLE 11 – LOI APPLICABLE – LITIGES – ELECTION DE DOMICILE **15**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

ARTICLE 12 – COMMUNICATIONS **15**

LISTE DES ANNEXES **16**
Annexe 1 - Plan(s) de Situation du Terrain 17
Annexe 2 - Autorisation et Pouvoirs 18
Annexe 3 - Définition et description des Servitudes dont le Bénéficiaire pourra demander la constitution en vertu de la promesse 19
Annexe 4 - Indexation du Loyer et des Redevances 22
Annexe 5 - PRISE ILLEGALE D'INTERET : Principes et Recommandations 23
Annexe 6 - RGPD et Données Personnelles 25
Annexe 7 - Questionnaire de Conformité (autant de questionnaire que de Promettants indivisaires ou copropriétaires et y compris le ou les exploitants) ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

PROMESSE DE CONSTITUTION DE SERVITUDES

ENTRE :

➢ ***D'UNE PART :***

EDF power solutions France, société par actions simplifiée au capital de 400.500.000 Euros, dont le siège social est situé au 43 Boulevard des Bouvets - CS 90310 - 92741 NANTERRE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 434 689 915, représentée par Sofiane BOUKEBBOUS, Directeur de Zone sud-Est &Outre-mer , dûment habilité,

*Ci-après désignée comme le « **BENEFICIAIRE** » ou « **EMPHYTEOTE** »*

➢ ***ET, D'AUTRE PART***

Agissant en qualité de propriétaire :

Commune de CLAIRA – sise Hôtel de Ville, 66530 CLAIRA, représentée par Marc PETIT agissant en qualité de Maire de la Commune, dûment habilité à cet effet ainsi qu'il résulte de la délibération du Conseil Municipal du ci-annexée.

*Le propriétaire étant ci-après désigné comme le « **PROMETTANT** » ou « **PROPRIÉTAIRE** ».*

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** sont ci-après désignés ensemble les « PARTIES » et individuellement une « PARTIE ».

Préalablement aux conventions objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Préalablement aux conventions objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

EXPOSE PREALABLE

La société EDF power solutions France, **Bénéficiaire**, est une société ayant pour activités, l'étude, le développement et la réalisation en vue de leur exploitation, de projets de centrales photovoltaïques permettant la production, le stockage et la vente d'électricité au moyen d'énergie renouvelable. Tout projet photovoltaïque associé ou non à un ouvrage de stockage d'électricité par batterie est susceptible d'être porté par une société spécialement constituée et dédiée à sa construction et à son exploitation.

Dans ce contexte, le **Bénéficiaire** a formé le projet, sous réserve de validation du potentiel solaire, du résultat des études de faisabilité technique et économique et de l'obtention des autorisations nécessaires, de développer, de réaliser et d'exploiter une centrale photovoltaïque associée ou non à un ouvrage de stockage d'électricité par batterie (ci-après le Projet ou la centrale photovoltaïque), sur divers terrains situés sur la(les) commune(s) de CLAIRA (66530) (ci-après le « **Projet** »).

L'emplacement des structures portant les panneaux photovoltaïques, du ou des postes de livraison, des aménagements, aménagements électriques, des éventuels ouvrages de stockage d'électricité par batterie et des servitudes nécessaires notamment chemins d'accès et passage de câbles, clôtures) liés à l'implantation de la future centrale photovoltaïque ne pourront être précisés qu'une fois les études de faisabilité réalisées sur l'ensemble des terrains potentiellement concernés (ci-après le « **Site d'Etude** ») et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires.

Le **Promettant** est propriétaire de diverses parcelles de terres incluses dans le Site d'Etude du Projet.

Le **Promettant**, intéressé et favorable à ce Projet, est disposé à mettre les terrains lui appartenant qui sont désignés à l'article 1 ci-dessous (ci-après le « **Terrain** ») à la disposition du **Bénéficiaire** pour permettre son développement et sa réalisation en offrant à ce dernier, par le biais de la présente promesse de constitution de servitudes (ci-après la « **Promesse** »), la faculté de de constituer des servitudes sur tout ou partie du Terrain.

Les Parties ont en conséquence convenu d'arrêter ci-après, les termes et conditions dans lesquels le **Promettant** promet au **Bénéficiaire** de lui permettre de constituer des servitudes sur tout ou partie du **Terrain**.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

CONVENTIONS

ARTICLE 1 : DESIGNATION DU TERRAIN OBJET DE LA PROMESSE CONSENTIE PAR LE PROMETTANT

Le Terrain appartenant au **Promettant** objet de la présente Promesse, est désigné ci-dessous :

Le chemin rural appartenant au **Promettant** objet de la présente promesse et désigné sur le plan cadastral en Annexe 1, notamment le « Chemin rural dit El cami de Sanya sise sur la commune de CLAIRA (66530)

ARTICLE 2 - PROMESSE

Par les présentes, **le Promettant** confère, au **Bénéficiaire,** la faculté de constituer des servitudes réelles sur le **Terrain** désigné à l'article 1 dont les plans cadastraux figurent à **l'Annexe 1,** à l'effet d'y permettre l'implantation, l'exploitation et l'entretien, par **le Bénéficiaire,** de tout ou partie d'une centrale photovoltaïque.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA PROMESSE, MODALITES DE LEVEE D'OPTION

3.1. La réalisation de la présente Promesse (dite « Levée d'Option ») pourra être demandée par le **Bénéficiaire**, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par écrit remis en main propre au **Promettant** contre récépissé, en une ou plusieurs fois pour tout ou partie du Terrain et ce, pendant une période de cinq (5) années à compter de la signature de la présente Promesse (ci-après « le **Délai** »).

3.2 Toutefois, étant rappelé les délais inhérents au développement du Projet, et dès lors que le **Bénéficiaire** serait en mesure de justifier, avant l'expiration du Délai, de l'avancement significatif du développement du Projet, se traduisant notamment par le lancement formel des études évaluant les éventuels effets du Projet sur l'environnement (acoustiques, esthétiques, etc.) ou encore qu'il a procédé au dépôt d'un dossier de demande d'autorisation relative au Projet, le **Bénéficiaire** aura la faculté d'user de l'alternative suivante :

(i) Soit proroger unilatéralement la Promesse pour une période additionnelle de trois (3) années ;
(ii) Soit à tout moment Lever l'Option en assortissant la prise d'effet du Bail Emphytéotique et/ou de constitution de Servitudes des conditions suspensives suivantes :

a. Caractère définitif (purge des recours) du Permis de Construire nécessaire à la construction et à l'exploitation du Projet centrale photovoltaïque du **Bénéficiaire** ;

b. Premier tirage d'un financement sans recours pour la construction du Projet ayant les caractéristiques minimales suivantes :

- Montant minimum du Prêt : 80 % de l'investissement projeté
- Durée de remboursement minimale : 20 ans
- Taux fixe ou taux variable swappé, y compris marge de crédit maximum correspondant à un taux de marché pour ce type de financement tel qu'observé dans les 6 mois précédent la régularisation de l'Acte Authentique.

A cet effet, le **Bénéficiaire** s'engage à solliciter au moins trois établissements bancaires.

c. Sécurisation des conditions de raccordement de la future centrale photovoltaïque se traduisant par une proposition ferme de convention de raccordement par ENEDIS ou RTE.

d. Sécurisation des conditions économiques de vente de l'électricité produite par la future centrale photovoltaïque se traduisant par la signature d'un contrat de complément de rémunération avec ELECTRICITE DE FRANCE dans le cadre de la règlementation en vigueur

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

ou d'un contrat de vente d'électricité type « PPA » avec un client.

Les conditions suspensives ci-dessus devront être réalisées dans un délai de 4 (quatre) ans à compter de la réitération par acte authentique (la « **Période d'Attente** ») étant précisé que, conformément à l'article 1304-3 du Code civil, le **Bénéficiaire** s'engage à accomplir les démarches et diligences de nature à permettre la réalisation des conditions suspensives et ne pourra se prévaloir de leur défaillance s'il en a empêché volontairement l'accomplissement. En outre, ces conditions suspensives sont réputées stipulées dans l'intérêt du **Bénéficiaire** qui pourra y renoncer dans ce délai de 4 (quatre) ans et ainsi voir la constitution des Servitudes prendre effet. De son côté, le **Promettant** s'empêchera tout fait qui serait de nature à nuire au Projet et à la réalisation des conditions suspensives et, en particulier, maintiendrons les autorisations et engagements objets de l'article 4 pendant la Période d'Attente.

Le **Bénéficiaire**, s'il entend user de l'alternative ci-dessus, devra le notifier au **Promettant** avant l'expiration du Délai, accompagné de tout élément justificatif (copie du bon de commande des études ou de la campagne de mesures auprès du bureau d'études ou attestation de ce dernier, récépissé de dépôt administratif, etc...).

En cas de recours contre toute autorisation nécessaire au projet, le Délai, préalablement prorogé ou non en application du (i) prévu ci-dessus, est automatiquement prorogé d'un délai supplémentaire égal à la durée comprise entre la date d'introduction du (le cas échéant « premier ») recours et la date de la décision définitive du (le cas échéant « dernier ») recours. Dans ce cas, le **Bénéficiaire** devra informer par courrier recommandé avec avis de réception, le **Promettant** du ou des recours et de la durée approximative de la prorogation sans que le **Promettant** ne puisse s'y opposer. Le **Bénéficiaire** s'engage à tenir informé le **Promettant** de l'obtention de la décision définitive des Tribunaux. Toutefois cette prorogation ne pourra excéder cinq (5) années.

3.3. Le Bénéficiaire précisera dans son ou ses courriers de Levée d'Option en une ou plusieurs fois :

- la ou les parties du Terrain devant être grevées de Servitudes ;
- l'état de développement du Projet, et le cas échéant s'il entend assortir la prise d'effet de l'Acte Authentique de l'une et/ou l'autre des conditions suspensives prévues au (ii) ci-dessus ;

En revanche, si, à l'issue du Délai, éventuellement prorogé conformément au (i) ci-dessus, le **Bénéficiaire** n'a pas Levé l'Option, la présente Promesse sera automatiquement caduque sans aucune mise en demeure ou formalité, et les Parties déliées de toute obligation réciproque sauf le règlement de l'indemnité d'immobilisation éventuelle prévues à l'article 5.

3.4. Réitération en la forme authentique en cas de Levée d'Option

En cas de Levée d'Option par le **Bénéficiaire**, l'acte portant le Bail Emphytéotique et/ou la constitution de Servitudes, le cas échéant sous conditions suspensives, sera alors régularisé, en la forme authentique devant Maître Notaire à (ci-après l'« **Acte Authentique** ») désigné par le **Promettant** (ou à défaut, si le **Promettant** ne souhaite pas le désigner, par un Notaire choisi par le **Bénéficiaire**), et ce dans un délai maximum de 6 (six) mois à compter de la Levée d'Option, délai reconductible soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par écrit remis en main propre.

Lors de la régularisation par Acte Authentique, le **Promettant** devra justifier (ou être en mesure de justifier par son notaire) de :

- l'origine de propriété régulière du Bien Loué ;
- d'un état hypothécaire hors formalités datant de moins de deux (2) mois
- l'obtention de toutes mainlevées de sûretés, autorisations, agréments, renonciation à tous droits réels d'origine conventionnelle, judiciaire ou légale, à l'exception des servitudes de service public, sur le Bien Loué.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

- qu'il n'existe pas sur le Bien Loué d'autres contrats ou occupation susceptible d'en limiter la jouissance et l'usage du Bénéficiaire devenu emphytéote,

3.5. Force obligatoire

Il est ici rappelé qu'en vertu de l'article 1124 du Code civil :
« La promesse unilatérale est le contrat par lequel une partie, le promettant, accorde à l'autre, le bénéficiaire, le droit d'opter pour la conclusion d'un contrat dont les éléments essentiels sont déterminés, et pour la formation duquel ne manque que le consentement du bénéficiaire.
La révocation de la promesse pendant le temps laissé au bénéficiaire pour opter n'empêche pas la formation du contrat promis.
Le contrat conclu en violation de la promesse unilatérale avec un tiers qui en connaissait l'existence est nul. »

Les Parties conviennent qu'en cas de Levée d'Option, compte tenu de l'accord des Parties sur les conditions générales et essentielles de l'Acte Authentique à conclure comportant constitution de Servitudes sur tout ou partie du Terrain, il est d'ores et déjà convenu que dans le cas où l'une des Parties se refuserait de manière expresse ou implicite à régulariser ledit Acte Authentique, comme il est dit ci-avant, l'autre Partie sera en droit de la mettre en demeure par acte extrajudiciaire d'avoir à procéder à cette régularisation en l'étude du Notaire désigné par le **Promettant** (ou à défaut de désignation par le **Promettant**, le Notaire désigné par le **Bénéficiaire**), aux jour et heure qu'elle fixera.

Si à ces jours et heure, l'une des Parties ne régularise pas l'Acte Authentique, l'autre Partie pourra poursuivre en justice la constatation des constitutions des Servitudes, aux frais de la Partie défaillante.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU PROMETTANT RESULTANT DE LA PRESENTE PROMESSE

4.1. Pouvoirs et autorisations consentis dès à présent par le Promettant

Dès à présent, **le Promettant** consent au **Bénéficiaire** les pouvoirs et autorisations habilitant ce dernier à :

- Accéder au Terrain afin de procéder notamment à toute étude (sondage, passage d'un géomètre, mesures du potentiel solaire, diagnostics archéologiques, études hydrauliques, etc...) ;
- Déposer les demandes de toutes les autorisations administratives nécessaires qu'impliquent le développement, la réalisation et l'exploitation du projet de centrale photovoltaïque ;
- Installer, de manière provisoire, sur le Terrain tout équipement de mesures (exemple : piézomètre) nécessaire à la réalisation des études sur le Terrain ;
- Afficher sur le Terrain toutes autorisations administratives obtenues en vue de la réalisation du projet de centrale photovoltaïque.

Pour satisfaire aux éventuelles demandes des administrations compétentes, le **Promettant** signe l'autorisation jointe en **Annexe 2**.

Dans le cadre des présentes autorisations, et en particulier celle de procéder dès à présent à des études et implantations d'équipements de mesures, le **Bénéficiaire** s'engage à remettre le cas échéant le Terrain en son aspect initial au plus tard à l'expiration de la présente Promesse dans l'hypothèse où le **Bénéficiaire** n'a pas levé l'option à l'issue du Délai défini à l'article 3.1 tel qu'éventuellement prorogé.

Les dommages et pertes de cultures qui résulteraient des études et implantations d'équipements de mesure seront indemnisés par le **Bénéficiaire** au profit de tout exploitant impacté par ces travaux, conformément au barème établi par la Chambre d'Agriculture compétente.

4.2. La présente Promesse implique également qu'à compter de ce jour et pendant toute sa durée :

- Sauf accord préalable du Bénéficiaire, le Promettant s'interdit d'effectuer tout acte susceptible de porter atteinte à l'état, à la consistance et aux caractéristiques du Terrain et de consentir un quelconque droit

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

réel ou personnel, susceptible de porter atteinte aux conditions de jouissance promises au Bénéficiaire et de manière générale, de porter atteinte au Projet de la centrale photovoltaïque.

Ainsi et notamment, le **Promettant** et l'**Exploitant** s'interdisent de contracter avec tout tiers tout acte, relatif à tout autre projet, qui compromettrait de manière directe ou indirecte, le Projet photovoltaïque du **Bénéficiaire**.

De même, étant rappelé que la production électrique est directement dépendante des conditions d'écoulement du vent sur le site, en ce inclus les éventuels obstacles, le **Promettant** et l'**Exploitant** s'engagent à ne pas édifier ou laisser édifier de construction permanente d'une hauteur supérieure à 25 mètres qui puisse perturber l'écoulement du vent sur le Terrain, et ce sans avoir au préalable informé le **Bénéficiaire** de leur projet et recueilli son accord exprès. Le **Bénéficiaire**, dans l'hypothèse où il lève l'Option, pourra exiger le démantèlement, le démontage ou l'abattage de toute construction édifiée en violation des présentes.

- Le **Promettant**, s'il procédait à la vente de tout ou partie du Terrain, à tout démembrement de propriété et/ou à toute mise en indivision de tout ou partie du Terrain, devrait en informer préalablement le **Bénéficiaire** et s'engage à communiquer aux tiers acquéreurs, usufruitiers ou indivisaires une copie de la Promesse et à leur faire obligation d'en respecter l'intégralité des clauses et conditions.
- En cas de location par bail rural du Terrain à un fermier-exploitant agricole, le **Promettant** devra en informer préalablement le **Bénéficiaire** et s'engage à communiquer au nouveau un fermier-exploitant agricole les dispositions de la présente Promesse afin qu'il en reprenne l'ensemble des droits et obligations. Par ailleurs, à demande du **Bénéficiaire**, le nouveau un fermier-exploitant agricole devra fournir des contrats et engagements en cours concernant le Terrain, tels que PAC (Politique Agricole Commune), CAD (Contrat d'Agriculture Durable).
- Plus généralement, le **Promettant** s'engage à informer le **Bénéficiaire** de tout changement relatif à leur situation personnelle, hypothécaire ou locative affectant le Terrain.

ARTICLE 5 – INDEMNITE D'IMMOBILISATION

Les Parties conviennent qu'en tant que telle, la présente Promesse n'a pas d'impact, ou un impact limité, sur la jouissance et l'exploitation du Terrain qui pourra se poursuivre pendant la durée de la Promesse, et le cas échéant pendant la Période d'Attente.

5.1 - Indemnité d'immobilisation en l'absence de toute Levée d'Option :

En contrepartie de la Promesse consentie par le **Promettant** au profit du **Bénéficiaire** et des obligations qui en résultent, les Parties conviennent donc d'une indemnité d'immobilisation d'un montant unique, global et forfaitaire et non révisable, ni indexé de mille (1 000,00) euros qui sera exigible à l'expiration du Délai tel qu'éventuellement prorogé et au plus tard dans les 3 mois suivants, , de la présente Promesse en l'absence de toute Levée d'Option par courrier recommandé avec avis de réception sa date faisant foi.

Toutefois, à titre de seule exception, le **Bénéficiaire** pourra, sans avoir à payer cette indemnité renoncer au bénéfice de la présente Promesse :

- si le Site d'Etude ou le Terrain se révélait grevé d'une charge, servitude, sujétion, contrainte, affectant la faisabilité technique et/ou administrative et/ou financière du Projet Photovoltaïque telle que notamment, une incompatibilité du Projet avec son environnement (technique, paysager ou environnemental) révélée par les études préliminaires ou des délibérations défavorables au Projet rendues par l'autorité compétente de la commune concernée par le Projet,

et à condition que le **Bénéficiaire** en ait informé le **Promettant** par écrit avant l'expiration du Délai.

5.2 - Indemnité d'Immobilisation en cas de Levée d'Option aux fins de Servitudes assorties de conditions suspensives :

En cas de Levée d'Option aux fins de réitération par Acte Authentique, comportant uniquement des

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

constitutions de Servitudes, assorti de conditions suspensives, le **Bénéficiaire** versera au **Promettant**, une indemnité d'immobilisation d'un montant de mille euros (1.000,00 €) à titre d'indemnité d'immobilisation en cas de défaillance ou de non-réalisation des conditions suspensives à l'issue de la Période d'Attente.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DU FUTUR ACTE AUTHENTIQUE EN CAS DE LEVEE DE L'OPTION

Dans l'hypothèse où, le **Bénéficiaire** levait l'option aux fins de constitution de Servitudes assortie ou non de conditions suspensives sur tout ou partie du Terrain objet de la Promesse, lesdites Servitudes seront constituées pour venir grever la ou les parties du Terrain concernée(s) telles qu'identifiées par le **Bénéficiaire** (« Fonds Servants ») au profit de tout terrain sur lequel seront implantés toute installation (« Fonds Dominants »), le tout de manière à rendre possible la construction et l'exploitation de la centrale photovoltaïque, en ce compris les opérations de maintenance et d'entretien.

L'Acte Authentique portant constitution des Servitudes assorti ou non de conditions suspensives aura lieu aux conditions usuelles et de droit en ces matières et aux conditions particulières principales décrites et rappelées ci-après :

6.1 - Durée

Les Servitudes auront une durée fixée à 18 (dix-huit) ans à compter de la date de leur prise d'effet.

Toutefois, elles seront prorogeables pour deux périodes successives de 18 (dix-huit) ans pour la première reconduction et de 6 (six) ans pour la seconde sur demande écrite et expresse de l'**Emphytéote**, notifiée au **Propriétaire** un an au moins avant l'échéance du terme de la période contractuelle en cours. Les Servitudes, dont le terme aura ainsi été prorogé, continueront de s'exécuter aux mêmes termes et conditions et un acte notarié sera dressé, aux frais de l'Emphytéote, à seule fin de constater cette prorogation. Les Servitudes cesseront automatiquement et de plein droit, sans indemnité de part ni d'autre, au terme des baux emphytéotiques constituant les fonds dominants et au complet démantèlement de la centrale photovoltaïque, quelle qu'en soit la raison.

6.2 - Etat Initial/Emprises

Un Géomètre-Expert dressera les plans de numérotation cadastrale des chemins. Un plan fera apparaître dans le détail, d'une part, l'emprise définitive des différents éléments composant la centrale photovoltaïque pendant la durée de l'exploitation et d'autre part, l'éventuelle emprise temporaire pendant la phase des travaux d'implantation et de construction.

L'accès aux éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque, le passage des câbles et l'emplacement définitif des installations seront établis en tenant compte des contraintes techniques et administratives de l'**Emphytéote** en concertation avec le **Propriétaire**.

6.3 - Construction, Exploitation et Entretien

Pendant toute la phase de construction, en cas d'obstacles le **Promettant** s'engage à tout faire pour que l'**Emphytéote** ne soit pas entravé dans la poursuite de ses travaux. Ainsi, l'**Emphytéote** pourra, en respectant la loi et la bien séance, effectuer l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toute plantation qui se trouvant à moins de 2 mètres de la servitude gênerait la pose des câbles ou pourrait par sa croissance occasionner des avaries aux ouvrages.

Pendant toutes les phases d'installation, de construction et d'exploitation, **le Promettant** s'engage à laisser libre accès aux services dûment habilités à effectuer tous travaux nécessaires notamment d'installation, de construction et de maintenance. En outre, pendant toute la durée des servitudes, l'**Emphytéote** entretiendra et maintiendra, à ses frais, en parfait état l'ensemble des installations réalisées par lui sur le Terrain, sauf l'entretien courant des chemins remis en état ou construits par l'**Emphytéote** qui restera à la charge du **Promettant**.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Au cours de l'exploitation de la centrale photovoltaïque, les chemins seront remis en état par l'**Emphytéote** si nécessaire et uniquement lors des grosses maintenances nécessitant le passage de véhicules de fort tonnage.

Tous éventuels dégâts causés du fait des travaux de construction et/ou de maintenance de la centrale photovoltaïque, aux récoltes des parcelles cultivées feront l'objet d'une indemnité de compensation de la perte d'exploitation, directement versés à l'exploitant concerné. Celle-ci sera calculée sur la base des barèmes de la Chambre d'Agriculture du département du Terrain en vigueur au moment des travaux.

6.4 - Responsabilité et assurance

L'**Emphytéote** sera seul responsable des accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'exécution des travaux nécessaires à l'implantation, l'installation ainsi que la présence et l'exploitation de la centrale photovoltaïque. A ce titre, l'**Emphytéote** souscrira une police d'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable et devra en justifier sur simple demande du **Propriétaire**.

6.5 - Redevances dues au titre des Servitudes

Au titre des Servitudes qui viendront grever les parcelles, l'**Emphytéote** sera redevable à l'égard du **Propriétaire** des redevances suivantes :

- Redevance annuelle de : 500,00 € (Cinq cents euros)

Cette redevance est arrêtée compte tenu de toutes les sujétions et charges qui seront effectivement imposées à tout ou partie du Terrain désigné en Annexe 1 soit :

- Au titre de la constitution de droits et de tour d'échelle ;
- Au titre de la constitution des droits et servitudes d'accès, et de la création et/ou utilisation des chemins existants, et/ou création d'un accès et/ou mise en place de rayons de giration devant rester en place tout au long de l'exploitation de la centrale photovoltaïque ;
- Au titre de la constitution des droits et servitudes de passage de câbles et réseaux enfouis
- Au titre de la constitution des droits et servitudes hydrauliques devant rester en place tout au long de l'exploitation de la centrale photovoltaïque.
- Au titre de la constitution de droits et servitudes pour des mesures contre les incendies permettant le passage de techniciens et d'engins en vue de prévenir les incendies par le débroussaillage voire le défrichage (sous réserve de potentielles autorisations) autours des installations, tout au long de la construction et de l'exploitation de la centrale photovoltaïque

Les définitions et description des servitudes dont le Bénéficiaire pourra demander la constitution sont décrites en annexe 3 des présentes. Le paiement de toutes redevances s'effectuera entre les mains du **Propriétaire**, par chèque ou virement, conformément à la loi.

6.6 - Condition de paiement des redevances

A compter de la prise d'effet des servitudes, l'**Emphytéote** s'oblige à payer les redevances au **Propriétaire** à terme à échoir jusqu'au démantèlement de la centrale photovoltaïque. Le paiement de la première année s'effectuera dans les 90 jours suivant l'ouverture de chantier justifiée par la déclaration d'ouverture de chantier signée du Maire, puis à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte.

Le paiement de toutes redevances s'effectuera entre les mains du **Propriétaire**, par chèque ou virement, conformément à la loi.

6.7 - Indexation

Les indemnités annuelles seront indexées selon la formule définie à l'Annexe 4.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

6.8 - Cession, Apport en société, Sous-location

Le **Propriétaire** est informé que les servitudes ci-avant sont accessoires à des emphytéoses dont le **Bénéficiaire-Emphytéote** peut librement disposer. Ainsi, afin d'assurer le lien d'accessoire entre ces servitudes et ces emphytéoses, le **Propriétaire** consent à ce qui suit.

Le **Bénéficiaire-Preneur** pourra disposer, à quelque titre que ce soit, pour quelque cause que ce soit sans restriction, de tout ou partie de ses droits issus des présentes, dès lors que leur transfert est accessoire à celui des emphytéoses qui en profitent. Dans ce cas, il pourra notamment céder et apporter en société les présentes.

En cas de fusion de la société **Bénéficiaire-Emphytéote**, la société issue de la fusion ou, en cas d'apport des actes authentiques, la société bénéficiaire de l'apport sera substituée de plein droit à la société **Bénéficiaire-Emphytéote** dans tous les droits et obligations découlant des présentes.

Pour ce qui concerne spécifiquement de la cession, il est rappelé que l'intention des parties est d'assurer le lien d'accessoire entre les servitudes et les emphytéoses qui en profitent. Ainsi, le **Propriétaire** consent à ce que le **Bénéficiaire-Emphytéote** puisse les céder librement. Toute cession est portée sans délai à la connaissance du **Propriétaire**, par lettre recommandée avec avis de réception. Le cessionnaire est directement engagé envers le **Propriétaire**, libérant corrélativement le cédant, à la date à laquelle cette cession est portée à sa connaissance. Le **Propriétaire** l'accepte et y consent.

Toute sous location devra, pour être opposable au **Propriétaire**, lui être notifiée.

6.9 - Résolution judiciaire

La résolution du bail constituant le fonds dominant des servitudes pourra intervenir judiciairement dans les conditions prévues à l'article L 451-5 du Code Rural. S'en suivrait l'extinction pure et simple des servitudes.

6.10 - Caducité à compter de la prorogation du bail

En cas de prorogation du bail et parce que l'exploitation normale de la centrale photovoltaïque constitue un élément déterminant du consentement de l'Emphytéote, preneur à Bail Emphytéotique du fonds dominant, les Parties conviennent que si pendant la période de renouvellement du bail survenait l'un des évènements suivants :

- interdiction d'implanter, d'exploiter tout ou partie des installations constitutives d'une centrale photovoltaïque sur les biens loués et plus largement sur le site d'implantation de la centrale photovoltaïque, pour une cause indépendante de **l'Emphytéote** ;
- cessation (par résiliation ou annulation), pour une cause indépendante du Preneur, du contrat d'achat ou du contrat de complément de rémunération de l'électricité produite par la centrale photovoltaïque modifiant substantiellement l'équilibre économique des conditions de son exploitation ;
- Modification législative ou réglementaire bouleversant l'équilibre économique de l'exploitation de la centrale photovoltaïque et rendant le coût de la poursuite de celle-ci manifestement disproportionné ;
- Destruction, par suite d'un sinistre, de 50% et plus des constructions et aménagements de la centrale photovoltaïque et/ou du réseau de transport d'électricité,

L'**Emphytéote** aurait la faculté d'invoquer la caducité du bail emphytéotique constitué sur le fonds dominant et notifierait celle-ci au **Bailleur**. Dans ce cas, la constitution de servitudes sur le ou les fonds servants cesserait de fait, et l'emphytéote devrait en prévenir le **Propriétaire** par courrier recommandé avec avis de réception.

6.11 - Protection du Preneur contre les risques de pollution

Le **Bénéficiaire** n'est pas responsable de la pollution ou des risques de pollution que peut présenter le

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Terrain. Le **Promettant-Propriétaire** reste entièrement responsable des préjudices qui pourraient résulter de l'état du Terrain

6.12 - Démantèlement

Avant l'expiration de l'acte de servitude ou en cas de résiliation à la demande du **Propriétaire**, l'**Emphytéote** devra démanteler les ouvrages à ses frais conformément à la réglementation en vigueur. Il s'oblige à engager les travaux de démantèlement des ouvrages dans un délai maximum de 12 mois avant la date d'expiration du bail des fonds dominants ou en cas de résiliation, à les effectuer dans un délai maximum de 24 mois suivant de la date de réception de l'avis de résiliation du bail des fonds dominants. L'**Emphytéote** s'engage à ce que le démantèlement soit achevé avant le dernier jour de validité du bail du fonds dominant. L'**Emphytéote** devra plus généralement restituer aux biens loués leur aspect initial, néanmoins concernant les chemins le Propriétaire pour les conserver en l'état sur simple demande. Sur demande du **Propriétaire**, un état des lieux après démantèlement sera établi par un expert aux frais de l'**Emphytéote.**

ARTICLE 7 – ETHIQUE ET RESPECT DE LA LEGISLATION EN VIGUEUR

Chacune des Parties s'engage à exécuter la présente Promesse dans le respect des législations et réglementations en vigueur.

7.1. Définitions

Pour les besoins du présent article

- « Conflit d'intérêts » signifie toute situation où la présente Promesse et ses effets (i) interfèrent avec tout autre intérêt du Promettant, (ii) influencent ou paraissent influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions de toute Personne intéressée. Ceci inclut sans s'y limiter toute situation où le Promettant (i) est une Personne intéressée ou le conjoint d'une Personne intéressée, (ii) entretient une relation familiale, financière, contractuelle ou à tout autre intérêt avec une Personne intéressée.
- « Personne intéressée » signifie toute personne dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public, ou investie d'un mandat électif public qui participe, élabore, instruit, vote ou valide tout avis, autorisation, permis, délibération, ou toute décision publique favorable, attendu.e.s par le Bénéficiaire en relation avec ses activités.
- « Pratique Prohibée » désigne :
  - les infractions de corruption et de trafic d'influence actifs (articles 433-1 et 445-1 du Code pénal) ou passifs (articles 432-11 et 445-2 du Code pénal), de concussion (articles 432-10 du Code pénal), de prise illégale d'intérêts (articles 432-12 et 432-13 du Code pénal), de favoritisme (article 432-14 du Code pénal), de détournement de fonds publics (article 432-15 du Code pénal) d'abus de confiance (article 314-1 du Code pénal), de recel (article 321-1) et de blanchiment (article 324-1) ;
  - tout acte de terrorisme défini aux articles 421-1 à 421-8 du même Code pénal ;
  - tout acte constituant le délit de fraude fiscale défini à l'article 1741 du Code général des impôts.

7.2 - Questionnaire de conformité

Le **Promettant** reconnaît et accepte (i) qu'il a rempli le questionnaire de conformité **(Annexe 7)** de bonne foi, (ii) que toute information fournie dans le questionnaire de conformité est factuellement correcte et complète au moment de sa signature et de sa remise à au Bénéficiaire, (iii) si besoin, d'actualiser le questionnaire pour toute la durée de la présente Promesse.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

7.3 - Prévention et gestion des Conflits d'intérêts (Annexe 5)

- Le **Promettant** atteste au **Bénéficiaire** qu'à la date de signature et pour toute la durée de la présent Promesse, (i) il a dument informé, et s'engage à informer, le **Bénéficiaire** de tout Conflit d'intérêts et (ii) qu'il a pris et s'engage à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser tout Conflit d'intérêts.
- Si le **Promettant** est une Personne intéressée, il s'engage notamment à observer l'ensemble des obligations prévues à l'article L122-1 du Code général de la fonction publique.
- Si le **Promettant** est le conjoint d'une Personne intéressée ou entretient une relation familiale, financière, contractuelle ou a tout autre intérêt avec une Personne intéressée, le Promettant s'engage à informer sans délai, la Personne intéressée et le Bénéficiaire, du Conflit d'intérêts.

7.4 - Garanties et engagements éthiques

- Ni le **Promettant**, ni ses ayants-droits, et le cas échéant ses dirigeants et administrateurs
  - ne font l'objet (i) d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée en France, ou (ii) de poursuites judiciaires, en France ou à l'étranger, pour toute Pratique Prohibée ;
  - n'ont, directement ou indirectement, commis, promis, autorisé, participé à, ou financé une Pratique Prohibée visant à la signature de la présente Promesse.
- A la date de signature et pour toute la durée de la présent Promesse, le Promettant s'engage à :
  - ne pas commettre, promettre, autoriser, participer à, ou financer, directement ou indirectement, une Pratique prohibée dans le cadre de l'exécution de la présente Promesse ;
  - signaler sans délai au Bénéficiaire tout manquement à ses engagements tels que définis dans le présent article.

Le **Promettant** reconnait que le **Bénéficiaire** doit se conformer - y compris dans le cadre de la présente **Promesse** - aux règlementations relatives aux sanctions internationales (mesures de gel des avoirs et autres mesures restrictives) édictées par la France et l'Union européenne

7.3 En cas de violation du présent article

Le **Promettant** indemnise, défend et dégage de toute responsabilité le **Bénéficiaire** en cas de réclamations, amendes, demandes, dommages-intérêts (y compris pour atteinte à la réputation), pertes ou dépenses, intérêts et pénalités encourus par le **Bénéficiaire** en raison d'une telle violation.

ARTICLE 8 – SUBSTITUTION

Ainsi qu'il a été exposé au préambule, le **Bénéficiaire** est susceptible de poursuivre le développement, la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque par le biais d'une société spécialement constituée à cet effet, appelée « Société de Projet ».

Aussi, et d'accord exprès entre les Parties, le **Promettant** donne expressément et par avance son accord pour les besoins du présent article 8, que le **Bénéficiaire** pourra se substituer dans le bénéfice de la présente Promesse et/ou dans le bénéfice du futur Acte Authentique, toute personne morale de son choix qui prendra alors la qualité de **Bénéficiaire** et, ultérieurement, de l'**Emphytéote**, le tout sous la seule réserve, que le substitué s'engage à respecter l'intégralité des termes et conditions de la présente Promesse. En tout état de cause, ladite substitution devra être, conformément aux dispositions de l'article 1216 du Code civil, constatée dans un écrit entre le **Bénéficiaire**, en tant que cédant, et la Société de Projet substituée, qui sera notifié au **Promettant-Propriétaire**, par lettre recommandée avec accusé de réception avec copie à l'autre Partie.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les engagements relatifs à la protection des données à caractère personnel (« RGPD ») figurent en Annexe [6].

ARTICLE 10 – FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments tant des présentes que de leurs suites seront supportés par le **Bénéficiaire-Emphytéote** qui s'y oblige expressément.

En particulier, le **Bénéficiaire Emphytéote** s'engage à prendre en charge les frais d'étude sur le Terrain ainsi que les frais relatifs aux démarches administratives, les frais notariés d'établissement de l'Acte Authentique ainsi que l'ensemble des droits en découlant.

ARTICLE 11 – LOI APPLICABLE – LITIGES – ELECTION DE DOMICILE

Le présent Contrat est soumis au Droit Français. Tout litige relatif à l'interprétation, la validité ou l'exécution de la présente Promesse sera soumis au Tribunal judiciaire du lieu de situation du Terrain.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur domicile et siège social respectif.

ARTICLE 12 – COMMUNICATIONS

Toutes les communications, notifications ou mises en demeure qui seraient nécessaires pour l'exécution des présentes seront effectuées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social ou au domicile élu de la Partie qui en sera destinataire, tout délai courant de la date de première présentation de cette lettre, les indications de la Poste faisant foi, ou encore par acte extrajudiciaire ou par remise d'un écrit contre récépissé.

Chacun des Parties s'oblige à notifier à l'autre son changement de siège social ou de domicile. A défaut, les communications, notifications et mises en demeure seront valablement faites aux sièges sociaux et domiciles indiqués en tête des présentes.

Fait le
à

En 2exemplaires originaux

Le Promettant	**Pour le Bénéficiaire** EDF power solutions France Représentée par Sofiane BOUKEBBOUSDirecteur de Zone Sud-Est & outre-Mer

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 - Plan cadastral du Terrain objet de la promesse de bail emphytéotique

Annexe 2 - Autorisation et pouvoirs donnés par le Propriétaire pour les études, mesures et réalisations des démarches administratives

Annexe 3 - Définition et description des Servitudes dont le Bénéficiaire pourra demander la constitution en vertu de la promesse

Annexe 4 - Formule d'indexation des loyers ou redevances

Annexe 5 - Note d'information sur l'éthique et la prise illégale d'intérêt

Annexe 6- RGPD

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 1 - Plan(s) de Situation du Terrain



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 2 - Autorisation et Pouvoirs

Nous soussignés :

Agissant en qualité de propriétaire :

Commune de CLAIRA (66530) représentée par Marc PETIT agissant en qualité de Maire de la Commune, dûment habilité à cet effet ainsi qu'il résulte de la délibération du Conseil Municipal du 22/09/26 ci-annexée.

Autorisons

EDF power solutions France, société par actions simplifiée au capital de 400.500.000 Euros, dont le siège social est situé au 43 Boulevard des Bouvets - CS 90310 - 92741 NANTERRE Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 434 689 915,

Et, toute société qui lui soit affiliée en charge du développement de projets de construction de centrales photovoltaïques.

A réaliser toutes les démarches administratives nécessaires à l'implantation d'une centrale photovoltaïque et notamment demande de permis de construire, demande d'autorisation de défrichement le cas échéant et réalisation des démarches pour mettre en œuvre les mesures d'accompagnement diverses.

Et toute autre démarche nécessaire à la mise en place d'une centrale photovoltaïque, concernant notre terrain ci-dessous définis :

- Chemin rural dit « El cami des Sanya »

Soit au total 1 Chemin rural.

Cette autorisation est valable 5 ans à compter de la date de signature (sauf prorogation de 3 ans).

Fait le , à

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Signature(s) :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 3 - Définition et description des Servitudes dont le Bénéficiaire pourra demander la constitution en vertu de la promesse

Il est rappelé que l'assiette, l'implantation et la longueur exactes et définitives de ces servitudes seront établies en tenant compte des contraintes techniques et administratives du **Bénéficiaire** en concertation avec le **Propriétaire** et l'**Exploitant**, afin de préserver au mieux la capacité de culture.

❖ Servitude de passage (câbles, réseaux, lignes canalisations)

Elle permet de relier notamment certaines installations d'une centrale photovoltaïque entre elles et/ou au réseau de distribution ou de transport d'électricité et autres réseaux. Cette servitude comprend donc toute installation et pose de lignes souterraines (à une profondeur comprise entre 0,80 à 1,20 mètre), notamment des câbles électriques d'alimentation et d'évacuation de l'énergie électrique, des câbles de mesures et de commande, d'autres câbles de télécommunication, des câbles électroniques de type fibre optique, téléphoniques ou télématiques et, le cas échéant, de raccordement au service des eaux et, plus généralement, de toute tuyauterie.

Cette servitude emporte :

- un droit de passage sur une largeur de deux (2) à cinq (5) mètres en surface en fonction du nombre de câbles installés (pour la vérification, l'entretien, les réparations et les éventuels remplacements) et d'affouiller, en souterrain ;
- la faculté de procéder à tous travaux de câblage et autres travaux accessoires, et notamment :
  - le creusement de tranchées pour le passage de câbles électriques et autres équipements destinés, notamment, à raccorder entre elles les installations du projet du **Preneur** ;
  - le passage de toutes machines et véhicules afin de préparer et réaliser les travaux de câblage et autres travaux accessoires.

❖ Servitude d'Accès (passage de personnes, véhicules, engins, installations)

Cette servitude a pour objet de permettre le passage en tous temps de toutes personnes, d'engins, grues et tous véhicules, pour accéder librement aux fonds dominants pris à bail emphytéotique, en général sur une bande d'une largeur de cinq (5) à (6) mètres en ligne droite et jusqu'à soixante (60) mètres en courbe, aux fins de construction, d'exploitation, de contrôle, de nettoyage, de maintien, d'expertise, de remplacement, de rénovation, de modification, d'agrandissement, de démantèlement notamment d'une centrale photovoltaïque et de ses accessoires.

Les voies d'accès réalisées par le **Preneur** dans ce cadre, et sous l'impérieuse réserve des règles de sécurité applicables sur le site, pourront être utilisées par le **Propriétaire** et l'**Exploitant**, leur entretien normal étant à la charge du **Preneur**.

Néanmoins :

- l'utilisation par le **Propriétaire** et l'**Exploitant** de ces voies d'accès ne doit jamais gêner l'usage que le **Preneur** voudrait en avoir ;
- chacune des Parties est seule responsable des dommages qu'elle causerait, elle-même, ou par les personnes ou les choses dont elle doit répondre, en utilisant ces voies ;
- aucune culture, aucun labourage ne pourra être pratiqué sur l'assiette des voies d'accès ou à leurs abords immédiats, à moins de 1 mètre de la limite de leur assiette.

❖ Servitude de Tour d'Echelle

Pour permettre la maintenance et la réparation des éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque y compris sa clôture, cette servitude est concédée sur une distance de 5 à 10 mètres tout autour de la clôture de la centrale photovoltaïque.

De convention expresse, cette servitude de tour d'échelle comprend également le droit de déposer, sur l'ensemble de son assiette, tous les matériaux nécessaires à l'entretien, et la réparation de la centrale photovoltaïque.

Le tour d'échelle ainsi concédé, à titre de servitude permanente, pourra être exercé durant n'importe quelle période de l'année afin de permettre la maintenance et la réparation des éléments constitutifs de la centrale photovoltaïque à tout moment, le **Preneur** devra toutefois prévenir le **Propriétaire** et l'**Exploitant** dans les meilleurs délais

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

❖ Servitude pour des mesures contre les incendies

Pendant toutes les phases d'installation, de construction et pendant toute la durée d'exploitation de la centrale photovoltaïque, le Bailleur consent à la création de servitudes pour des mesures contre les incendies permettant le passage de techniciens et d'engins en vue de prévenir les incendies par le débroussaillage voire le défrichage (sous réserve de potentielles autorisations) autours des installations. Cette servitude inclue les OLD (obligations légales de débroussaillement) légalement mise en place par les propriétaires.

Le but est de créer une ceinture de sécurité en cas d'incendie, dans le but de protéger les installations et leurs abords, en limitant la propagation du feu, et de faciliter l'intervention des secours et de protéger la biodiversité et son cadre de vie, mais aussi si le feu démarre des installations de protéger la végétation et la biodiversité environnante.

Le débroussaillement consiste sur une profondeur d'au moins 50 mètres (jusqu'à 100 mètres et plus dans certains départements) autour de la clôture des installations, à réduire la quantité de végétaux et à créer des discontinuités dans la végétation restante.

Les mesures de protection incendies seront définies en concertation avec les services de secours départementaux qui tiennent compte des spécificités locales et dans tous les cas conformément à la règlementation en vigueur.

❖ Servitude hydraulique :

Les aménagements hydrauliques sont réalisés sous forme de fossés de collecte, de stockage et d'infiltration ou des fossés de diffusion selon le schéma de principe décrits ci-dessous. Les dimensionnements seront définis suite à l'étude hydraulique effectuée sur le Terrain.

Fossé de collecte

Les fossés de collecte permettent de canaliser les eaux tout en favorisant leur infiltration et leur stockage. Ils évitent ainsi la formation de ravines et améliorent la qualité des eaux en piégeant les matières en suspension.

Les fossés de collecte peuvent être associés à des redents, qui favorisent le ralentissement et la décantation des ruissellements. Ces fossés à redents sont orientés dans le sens de la pente (selon un axe perpendiculaire aux courbes de niveaux), afin de réduire la vitesse d'écoulement et éviter tout risque d'érosion.

En absence de topographie, la pente du fossé a été prise égale à 100%.

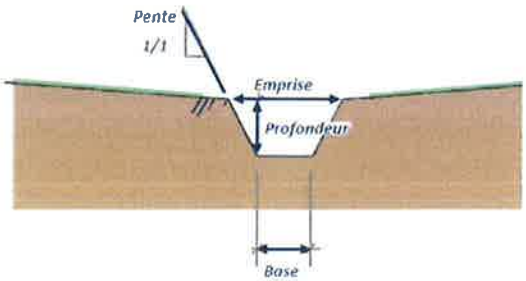


Figure 1:Schéma de principe d'un fossé

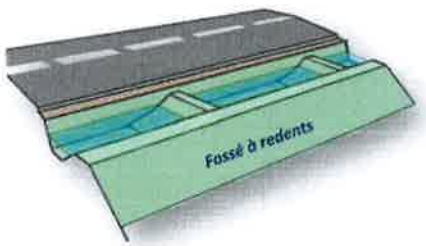


Figure 2: Fossé à redents

Fossé de stockage et d'infiltration

Un fossé de stockage et d'infiltration permet de compenser l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Le fossé sera placé en bordure aval des aménagements créés. Des redents pourront être ajoutés pour compenser la pente du fossé.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

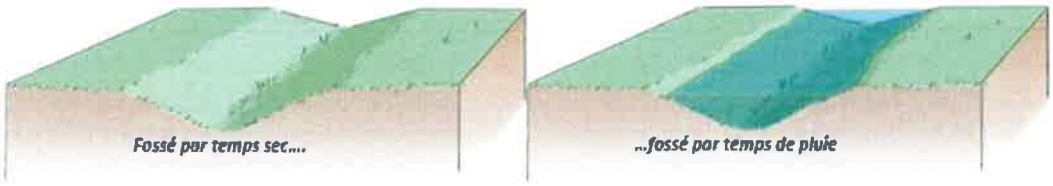


Figure 3: Fossé de stockage et d'infiltration

Fossé de diffusion

Un fossé de diffusion est un ouvrage de lutte contre les érosions. Il fonctionne par surverse, grâce à la lame diffusion constituée par une ouverture longitudinale enrochée, et restitue un écoulement non concentré possédant donc des forces érosives moindre qu'un flux concentré.



Figure 4: Fossé de diffusion

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 4 - Indexation du Loyer et des Redevances

Les loyers et redevances seront indexés sur l'indice d'inflation L défini dans le contrat de vente d'électricité au Gestionnaire de Réseau par la centrale photovoltaïque. L'indexation s'effectue à date anniversaire de la prise d'effet de l'acte authentique par l'application du Coefficient L ainsi défini dans la publication de l'arrêté du 17 février 2023 :

$$L = 0{,}8 + 0{,}15\frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS0} + 0{,}05\frac{FM0ABE0000}{FM0ABE0000_0}$$

Formule dans laquelle :

1 - ICHTrev-TS est la dernière valeur définitive connue au 1er novembre précédant la date anniversaire de la prise d'effet de l'acte authentique, de l'indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés) dans les industries mécaniques et électriques ;

2 - FM0ABE0000 est la dernière valeur définitive connue au 1er novembre précédant la date anniversaire de la prise d'effet de l'acte authentique, de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français pour l'ensemble de l'industrie ;

3 - ICHTrev-TS0 et FM0ABE0000$_0$ sont les dernières valeurs définitives connues au 1er novembre précédant la date de prise d'effet de l'acte authentique.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 5 - PRISE ILLEGALE D'INTERET : Principes et Recommandations

Qu'est-ce que la prise illégale d'intérêt ?

- La prise illégale d'intérêt est un délit défini par l'article 432-12 du nouveau Code pénal.
- La prise illégale d'intérêt est le fait pour un élu d'utiliser ses fonctions au sein d'un organe d'une collectivité publique pour en tirer un avantage personnel.

(art 432-12 NCP: Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction.)

Quelques Définitions

Définition de « l'élu intéressé » en droit administratif (2 critères) :

- « Intérêt » à l'affaire, appréciée largement par le juge administratif : patrimonial, professionnel ou commercial et peut concerner un membre de la famille proche (ascendant, descendant, époux)
- Influence effective sur la délibération. La seule présence de l'élu intéressé aux délibérations, sans avoir pris part au vote, peut avoir eu une influence sur le résultat du vote.

Définition de « l'élu intéressé » en droit pénal :

- Est sanctionnée la prise d'un « intérêt quelconque », lorsque la personne en cause possède un intérêt personnel, pécuniaire ou patrimonial mais également un intérêt de nature morale, politique ou encore d'image
- La prise illégale d'intérêt est caractérisée malgré l'absence d'enrichissement personnel des élus.

Les principes de la prise illégale d'intérêt

- La participation d'un élu intéressé aux débats ou au vote d'une délibération du conseil municipal entraine son illégalité (art. L2131-11 CGCT) ;
- Les PC délivrés par un maire intéressé sont illégaux (art. L422-7 CU)
- La délivrance d'avis de personnes intéressées dans le cadre de la procédure de délivrance d'autorisation peut entrainer l'annulation de l'autorisation (principe d'impartialité)

Recommandations

Le Maire intéressé :

- ne doit pas participer aux travaux préparatoires d'une délibération portant sur le projet auquel il est supposé être intéressé, ni être le rapporteur du projet de délibération.
- ne doit pas délivrer le permis de construire du projet auquel il est intéressé. Le conseil municipal doit désigner un autre de ses membres pour prendre la décision.
- ne doit pas délivrer un avis sur un projet auquel il est intéressé et doit être remplacé par un adjoint.
- ne doit pas délivrer un avis ou un accord sur quelque document d'urbanisme (création ou modification) permettant l'aboutissement du projet et doit être remplacé par un adjoint.

Le Conseiller Municipal intéressé :

- ne doit pas participer aux travaux préparatoires ni être le rapporteur du projet de délibération. Il ne doit pas non plus siéger à la séance du conseil municipal au cours de laquelle sera adoptée la délibération concernée.

Il convient à cet égard de relever que la circonstance qu'il ait donné procuration ne suffira pas à ce que le juge pénal le considère comme n'ayant pas conservé la «surveillance» de l'affaire.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Rappel des Elus de la commune

	NOM DE LA COMMUNE : CLAIRA					
	ELU			CONJOINT(E)		
	NOM	PRENOM	NOM DE JEUNE FILLE	NOM	PRENOM	NOM DE JEUNE FILLE
Noms et Prénoms des Elus actuels de la ou des commune(s) ainsi que de leur conjoint						

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Annexe 6 - RGPD et Données Personnelles

Les termes « **Données à Caractère Personnel** », « **Traitement** », « **Responsable du Traitement** », « **Destinataire** », « **Sous-Traitant** », « **Autorité de Contrôle** » ont la définition qui leur est donnée à l'article 4 du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 (ci-après le « **RGPD** »).

A l'occasion de la signature et pour l'exécution de la Promesse, le Promettant et l'Exploitant communiquent au Bénéficiaire des Données à Caractère Personnel les concernant, en particulier des données relatives à leur état civil ainsi que des données relatives au Terrain et/ou à leur activité professionnelle. Ces Données à Caractère Personnel font l'objet d'un Traitement par le Bénéficiaire en tant que Responsable du Traitement dans le strict respect des dispositions applicables en matière de protection des Données à Caractère Personnel et notamment du RGPD et de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite loi Informatique et Libertés (ci-après la « **Règlementation Applicable** »).

Les Données à Caractère Personnel du Promettant et de l'Exploitant font l'objet d'un Traitement par le Bénéficiaire pour permettre la gestion, le suivi et la mise en œuvre de la Promesse, en ce inclus les contacts et échanges avec le Promettant et l'Exploitant, ainsi que plus généralement le développement du Projet. Ces Traitements sont donc fondés sur l'exécution de la Promesse.

Pour la réalisation des finalités précitées, les Données à Caractère Personnel du Promettant et de l'Exploitant ne seront accessibles qu'aux salariés du Bénéficiaire qui ont besoin d'y accéder dans le cadre du Projet. Ces Données à Caractère Personnel sont également susceptibles de faire l'objet d'un Traitement par des prestataires de services, tiers, agissant en tant que Sous-Traitant, pour exécuter notamment les études de faisabilité (experts techniques mandatés par le Bénéficiaire tels que géomètre, bureau d'études techniques, conseil agricole, etc.), ou réaliser les prestations d'hébergement, de stockage, d'analyses des données ou encore de maintenance informatique. Ces Sous-Traitants n'agissent que sur instructions du Bénéficiaire et n'auront accès aux Données à Caractère Personnel du Promettant et de l'Exploitant que pour exécuter les prestations que le Bénéficiaire leur aura confiées et seront tenus aux mêmes obligations de sécurité et de confidentialité que le Bénéficiaire.

Ces Données à Caractère Personnel sont susceptibles d'être transférées, outre à la Société de Projet visée à l'article 9, aux Destinataires suivants agissant en qualité de Responsable du Traitement distinct :

- les administrations instruisant les demandes et délivrant les autorisations administratives nécessaires au Projet,
- tout tiers expert foncier (ex : Géomètres-Experts, Huissiers)
- les Offices notariaux lors de la réitération par acte authentique,
- tout tiers expert de la Maîtrise d'œuvre,
- les établissements financiers appelés à financer les investissements nécessaires à la construction du Projet,
- les conseils juridiques du Bénéficiaire,
- tout tiers dans le cadre d'une fusion, acquisition ou cession de tout ou partie des actifs de la Société de Projet.

Les Données à Caractère Personnel sont hébergées et traitées sur le territoire de l'Union Européenne. Elles seront conservées pendant toute la durée de la relation contractuelle et pendant les durées de prescription applicable.

Conformément à la Règlementation Applicable, le Promettant et l'Exploitant bénéficient d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement de tout ou partie des Données à Caractère Personnel les concernant respectivement. Le Promettant et l'Exploitant bénéficient également d'un droit d'opposition, d'un droit à la limitation du Traitement et un droit à la portabilité des Données à Caractère Personnel. Le Propriétaire et l'Exploitation disposent en outre du droit de faire parvenir au Bénéficiaire des directives spéciales relatives au sort de leurs Données à Caractère Personnel après leur décès. Le Promettant et l'Exploitant peuvent exercer ces droits sur simple demande par courrier à EDF power solutions France – Service Foncier - 43 Boulevard des Bouvets – CS 90310 – 92741 Nanterre Cedex ou par e-mail foncier@edf-power.com.

Enfin, si le Promettant et/ou l'Exploitant pensent que leurs droits ne sont pas respectés, ils peuvent introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Contrôle (en France, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

Paraphes :

Propriétaires dit « le Promettant »	EDF power solutions France dit « le Bénéficiaire »

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Note de synthèse sur le projet Agrivoltaïque concernant la commune de Claira

EDF Power solutions

UN GROUPE MAJORITAIREMENT PUBLIC

Acteur français de premier plan, filiale à **100% D'EDF**

Développer **30 GWc** en France entre 2020 et 2035

UNE PROXIMITÉ DES TERRITOIRES

256 COMMUNES partenaires de nos projets d'énergie renouvelable

18 CENTRES DE MAINTENANCE LOCAUX au plus près des projets

L'EXPÉRIENCE D'UN LEADER

Plus de **3 800 COLLABORATEURS PASSIONNÉS,** Actifs dans **21 PAYS**

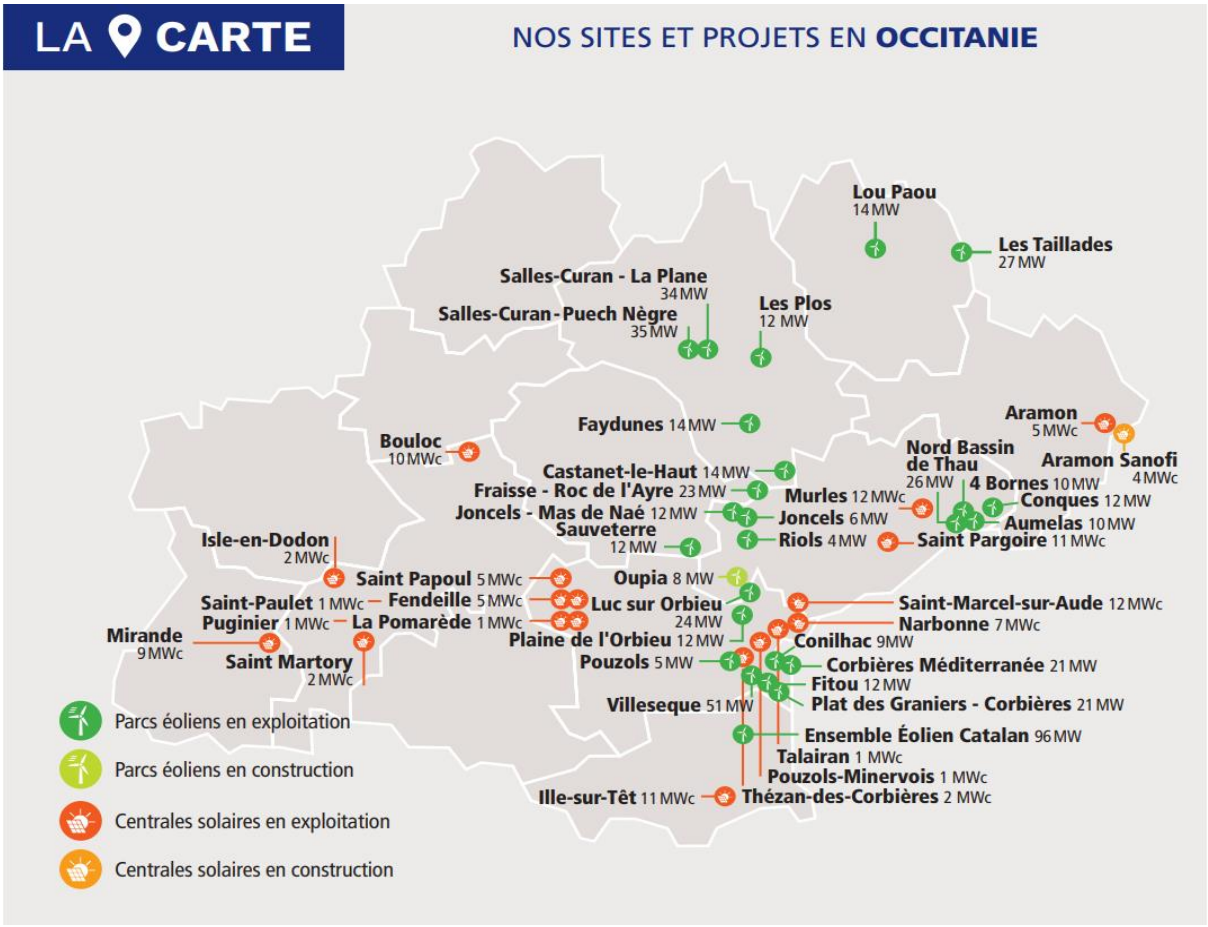
1ère centrale installée **2008**
30 centrales en France

Des compétences intégrées sur l'ensemble de la chaîne de valeur du renouvelable



Développement — Construction — Production — Exploitation - Maintenance — Démantèlement Recyclage

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



Objectifs nationaux

La France s'est fixée pour objectif de multiplier par 10 la puissance installée en énergie solaire afin d'atteindre 100 GW de capacité de production d'ici 2050.

Jusqu'à présent, le développement du photovoltaïque au sol a principalement ciblé des sites dits « dégradés ». Cependant, on peut considérer que la majorité de ces sites « intéressants » pour l'implantation de tels projets sont déjà équipés ou en passe de l'être prochainement.

Par ailleurs, le développement du solaire sur des bâtiments (toitures individuelles, hangars agricoles, bâtiments commerciaux) ou des ombrières ne permettra probablement d'atteindre qu'environ la moitié des objectifs nationaux. Cela s'explique par les contraintes techniques et économiques liées à leur mise en œuvre, ainsi que par leur rentabilité souvent moindre.

Dans ce contexte, le territoire de Claira, se trouve naturellement sa place dans le développement des énergies renouvelables à travers l'agrivoltaïsme. Ce modèle repose sur le principe de combiner, sur une même parcelle, une activité agricole et une production photovoltaïque, permettant ainsi une valorisation multifonctionnelle des terres.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Axe de développement ➔ Agrivoltaïsme

Les principes clés d'un projet Agrivoltaique

L'origine du projet :

Le projet porté par un jeune agriculteur a pour but de remettre en culture une parcelle en jachère dans le cadre d'une diversification des productions, avec aujourd'hui une production basée sur l'Arboriculture, le but est d'implanter sur ces parcelles en jachère une nouvelle production fourragère.

Le concept d'Agrivoltaisme :

Un projet agrivoltaïque (Agri-PV) se distingue fondamentalement d'un projet photovoltaïque classique par son approche intégrée, qui vise à concilier la production d'énergies renouvelable avec le maintien, voire l'amélioration, des activités agricoles. Là où un projet photovoltaïque classique se concentre principalement sur la production d'électricité solaire, l'agrivoltaïsme s'inscrit dans une démarche multifonctionnelle, répondant simultanément à des enjeux énergétiques, agricoles et environnementaux.

Grâce à nos démonstrateurs et à nos retours d'expérience, nous savons aujourd'hui que, sur des cultures de fourrages ou des pâturages, les rendements agricoles peuvent être améliorés.

Chaque projet est conçu en collaboration avec l'agriculteur, en s'adaptant à ses pratiques et à sa manière de travailler. Par exemple :

Un espacement inter-rangée d'environ 7 mètres est prévu pour permettre la culture de la parcelle.

L'agrivoltaïsme offre également une solution innovante face aux défis climatiques. En protégeant les cultures des aléas tels que les sécheresses, la grêle ou les vents violents, il contribue à sécuriser les rendements agricoles. De plus, l'ombre partielle générée par les panneaux réduit l'évaporation de l'eau, limitant ainsi les besoins en irrigation, ce qui constitue un atout majeur dans les régions confrontées à des stress hydriques.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Les 4 services rendus par les installations agrivoltaïques

Amélioration du potentiel et de l'impact agronomiques	• Amélioration des qualités agronomiques • **ET** Augmentation ou maintien du rendement • Remise en activité d'un terrain inexploité
Adaptation au changement climatique	• Limitation des impacts thermiques (canicule, gel précoce ou tardif) • Limitation des effets du rayonnement (brûlure foliaires) • Limitation du stress hydrique, diminution de l'évaporation • Amélioration de l'efficience d'utilisation de l'eau
La protection contre les aléas	• Protection contre les aléas météorologiques (grêle, neige, etc.)
L'amélioration du bien-être animal	• Amélioration du confort thermique des animaux : • Apport d'ombre et de fraîcheur pour le bétail • Maintien des animaux dans leurs zone de neutralité thermique • **ET** Apport de services ou de structures améliorant les conditions de vie des animaux (fourrage, grattoir, abreuvoir) • Abris régulier limitant « l'entassement » des animaux au même endroit

Créer, maintenir ou développer durablement une production agricole

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Le projet

DIMENSIONNEMENT et choix technique :

Localisation : Critères initiaux

Afin de valider la zone actuelle, nous nous sommes assurés qu'elle ne répondait pas aux critères d'exclusion suivants :

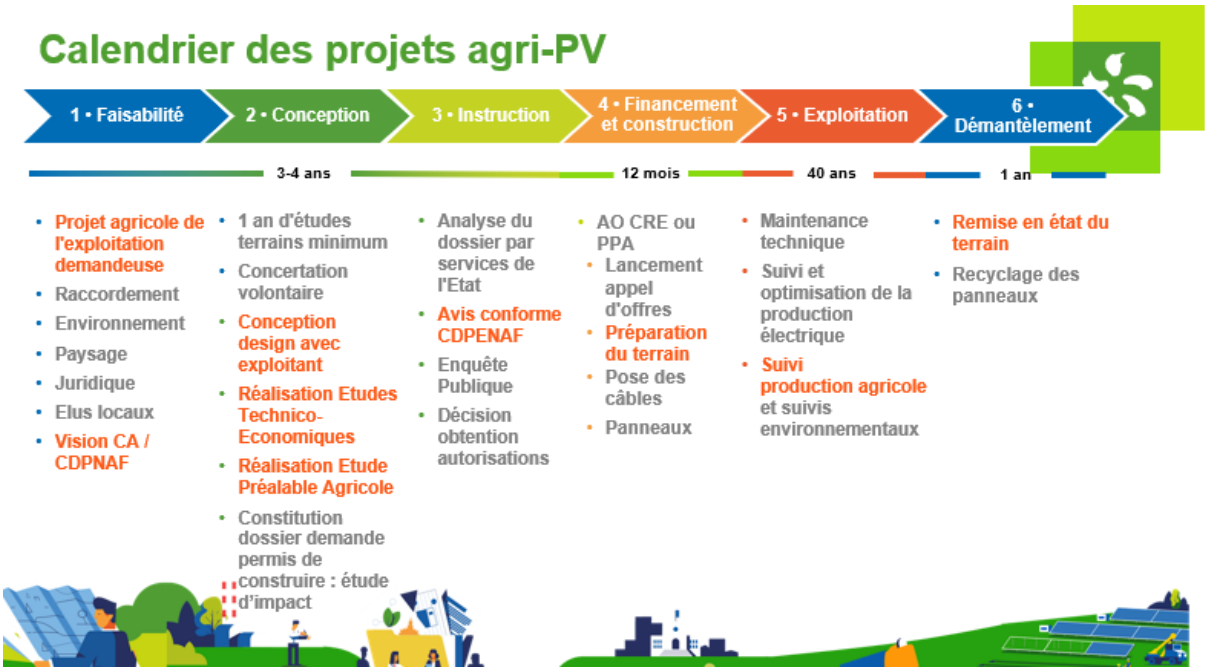
- Zones humides ou forestières,
- Zones situées à moins de 500 m des sites classés ou inscrits,
- Zones présentant des pentes trop fortes,
- Zones contenant des contraintes environnementales fortes

Au-delà de ces critères techniques, la zone d'étude présente également l'avantage d'un impact paysager limité, grâce à sa position au sud de la commune dans une plaine agricole et à son éloignement du centre-bourg de plus d'un kilomètre.

Pour mener ce projet à bien, nous prendrons en charge des études approfondies sur chaque aspect, en mettant un accent particulier sur la dimension agricole. Cela inclut notamment des études environnementales et agro-pédologiques, qui seront intégrées sur le plan principal.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Calendrier estimatif d'un projet :

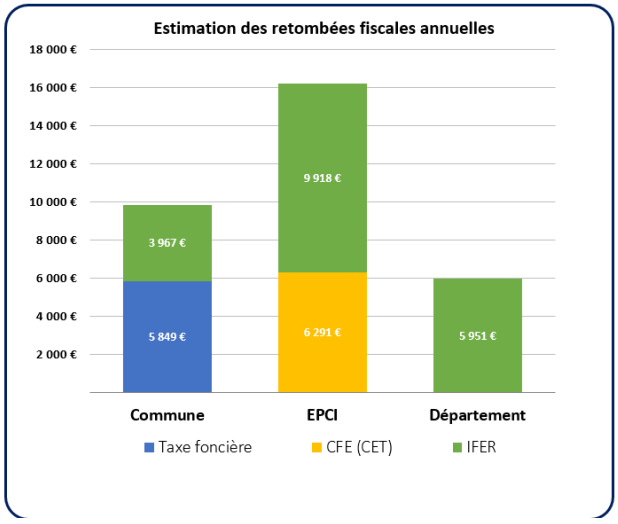


Les retombées pour le territoire

Retombées pour la commune :

- Taxes : **9 816 €** (estimation) par an pendant toute la durée de vie du parc solaire pour la commune, ainsi qu'une estimation de **20 000€** de taxe d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



- Prise à bail d'un chemin rural pour l'accés au site permettant un loyer annuel de **500€**

Les externalités positives souvent oubliées :

Un projet de ce type permet, dans un contexte global de déprise agricole, de préserver durablement des activités agricoles actives ainsi que des espaces cultivés tout au long de la durée du projet.

Cette approche contribue notamment à limiter les risques d'incendie grâce aux pâturages et aux obligations légales de débroussaillement (OLD) qui seront réalisés sans par nos soins. Mais, au-delà de cet aspect, elle permet surtout de promouvoir une filière agricole solidement ancrée dans le territoire, renforçant ainsi son attractivité et sa résilience.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant.

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote :
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		
27	21	27		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/02

CONVENTION EN VUE DE L'ETUDE, DU DEVELOPPEMENT ET DE LA REALISATION D'UN PROJET PHOTOVOLTAIQUE SUR LA COMMUNE DE CLAIRA PORTE PAR EDF POWER SOLUTIONS COMPORTANT UNE PROMESSE DE CONSTITUTION DE SERVITUDE POUR LE CHEMIN RURAL DIT « EL CAMI DE SANYA »

Délibération 2026/09/02

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260902-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la convention en vue de l'étude, du développement et de la réalisation d'un projet de centrale photovoltaïque comportant une promesse de constitution de servitudes annexée ;

VU la zone d'étude concernées proposée par EDF Power Solutions et annexée à la présente délibération ;

EDF Power Solutions, filiale à 100% d'EDF, fait partie des leaders dans la transition énergétique et développe, construit et exploite depuis 2008 des centrales photovoltaïques au sol avec une puissance significative en région Occitanie en développement ou en construction, avec plusieurs références historiques.

La société EDF Power Solutions propose à la commune de prendre à sa charge l'ensemble d'un projet, de la conception à son exploitation ainsi que son démantèlement. Afin qu'elle puisse lancer des autorisations nécessaires à la réalisation du parc photovoltaïque, à la revente de l'électricité, ainsi que le raccordement au réseau électrique, elle sollicite une délibération du Conseil Municipal motivée en ce sens.

Le projet porte sur une zone d'étude présentée à la municipalité qui fera l'objet d'une convention intégrant une promesse de servitudes concernant le chemin rural « El cami de sanya ». Le projet intègre des parcelles privées. Il est à noter que le chemin rural dit « El cami de sanya » jouxtant la zone d'études est aussi inclus au projet. La zone du projet est annexée à la présente délibération.

A la suite d'une présentation du projet en séance, Monsieur le Maire rappelle les objectifs nationaux relatifs au développement photovoltaïque qui sont explicités dans la loi de transition énergétique ainsi que les objectifs de la Région Occitanie qui souhaite devenir la première région à énergie positive en 2050.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'EMETTRE** un avis favorable à l'étude du projet Photovoltaïque sur le territoire communal, et autorise Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à l'avancée du projet ;

■ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer une promesse de constitution de servitudes telle que prévue dans la convention en annexe de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA * 66600 * PYRÉNÉES-ORIENTALES

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260903-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant.

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote :
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		
27	21	27		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/03

ATTRIBUTION DE CARTES CADEAUX DE NOEL AUX AGENTS TERRITORIAUX

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.731-3 ;

VU le Budget principal de l'exercice 2026 approuvé par délibération n°D2026/04/40 du 23 avril 2026 ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260903-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU l'avis n°369315 du Conseil d'Etat du 23 octobre 2003 ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 22 septembre 2026 ;

CONSIDERANT que les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir ;

CONSIDERANT qu'une valeur peu élevée de cartes cadeaux attribuées à l'occasion de Noël n'est pas assimilable à un complément de rémunération ;

CONSIDERANT que l'Assemblée délibérante reste libre de déterminer les types d'actions, le montant des dépenses, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ;

CONSIDERANT qu'il est proposé que la commune de Claira attribue des cartes cadeaux aux agents suivants : Titulaires, Stagiaires, Contractuels (CDI), Contractuels (CDD), Apprentis, dès lors que le contrat soit égal ou supérieur à 6 mois de présence dans la collectivité au 25 décembre 2026. Les agents en situation de disponibilité sont exclus du dispositif ;

CONSIDERANT que ces cartes cadeaux sont attribuées à l'occasion de la Fête de Noël dans les conditions suivantes : chèques cadeaux de 150 € par agent ayant travaillé plus de six mois dans l'année 2026, et 30 € par enfant de moins de quatorze ans au 1er janvier 2026 ;

CONSIDERANT que ces cartes cadeaux seront distribuées aux agents début décembre pour les achats de Noël. Ils devront être utilisés dans l'esprit cadeau. Ils ne pourront en aucun cas être utilisés pour l'alimentation non festive, l'essence, le tabac, les débits de boissons, les jeux de hasard ;

CONSIDERANT que les crédits prévus à cet effet sont inscrits au budget ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** que les agents de la commune (Titulaires, Stagiaires, Contractuels (CDI), Contractuels (CDD), dès lors que le contrat soit égal ou supérieur à 6 mois de présence dans la collectivité au 25 décembre 2026), bénéficient de cartes cadeaux à l'occasion de la Fête de Noël dans les conditions suivantes : cartes cadeaux de 150 € par agent, et 30 € par enfant de moins de quatorze ans au 1er janvier 2026 ;

■ **DE DIRE** que les crédits sont ouverts au budget principal de l'exercice 2026.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/04

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260904-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		- Candidature de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA : 21 voix - Candidature de Monsieur Michel BARBE : 06 voix
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/04

DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT DE LA COMMUNE A LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU DES NAPPES PLIO-QUATERNAIRES DE LA PLAINE DU ROUSSILLON

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260904-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2121-21 ;

VU le Code de l'Environnement, et notamment son article L.212-4 ;

VU la délibération n°2026/04/22 du 09 avril 2026 ayant pour objet la désignation d'un représentant de la commune à la Commission Locale de l'Eau des nappes plio-quaternaires de la plaine du Roussillon ;

Par délibération du 09 avril 2026 susvisée, la commune a désigné Monsieur Frédéric NICOLEAU comme représentant de la commune à la Commission Locale de l'Eau des nappes plio-quaternaires de la plaine du Roussillon. A la suite de sa démission du Conseil Municipal, une nouvelle désignation est nécessaire.

Il est rappelé que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un outil de planification, à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre la qualité de l'eau et la protection des milieux aquatiques et la satisfaction des usages.

Le SAGE des Nappes du Roussillon est un document qui vise à planifier la gestion de l'eau à l'échelle locale sur la décennie 2020-2030. La vocation du SAGE est de trouver des solutions collectives pour protéger les nappes du Roussillon. Il est élaboré par les acteurs locaux réunis au sein d'une commission spécifique, la Commission Locale de l'Eau (C.L.E.).

Animateur de la C.L.E., le Syndicat des Nappes de la Plaine du Roussillon est le moteur de la mise en œuvre concrète des actions, par l'apport d'expertises, de conseils, d'appuis, de recherches de financements, la réalisation de travaux et la vision globale de la démarche SAGE.

La vocation de la C.L.E. est de réaliser le SAGE en réunissant tous les acteurs locaux impliqués dans l'exploitation, la préservation ou la gestion des nappes du Roussillon.

La C.L.E. est un lieu de débats et d'échanges permettant de construire une culture commune de la gestion des nappes, et de résoudre les éventuels conflits d'usages. Elle peut également donner des avis sur les autorisations administratives accordées par l'État.
La CLE constitue une commission administrative.

Les membres des 3 collèges de la C.L.E. ont vocation à représenter tous les usagers des nappes et toutes les personnes ayant une part dans leur gestion. La composition de la C.L.E. est déterminée par arrêté préfectoral.

La CLE est composée de trois collèges :

- Collège des collectivités territoriales et des établissements publics ;
- Collège des usagers ;
- Collège des services de l'Etat et organismes associés.

La répartition du pourcentage de membres par collège est régie par la loi.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, il est proposé au Conseil Municipal de désigner un nouvel élu représentant de la commune de Claira à la C.L.E. des nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon.

Sur proposition de Monsieur le Maire, conformément à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260904-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Un appel à candidatures est effectué en séance. Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA et Monsieur Michel BARBÉ présentent une candidature.

Conformément aux dispositions en vigueur, le Conseil Municipal procède à cette désignation au scrutin secret et à la majorité absolue.

Après dépouillement du scrutin, les résultats sont les suivants :
Nombre de votants : 27
Nombre de suffrages exprimés : 27
Majorité absolue : 14

Ont obtenu :
- Jean-Louis VINCIGUERRA 21 voix
- Michel BARBÉ 06 voix

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

■ **DESIGNE** Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA en qualité de représentant de la commune à la Commission Locale de l'Eau (C.L.E.) du SAGE des Nappes du Roussillon.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (9 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260904-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Délibération 2026/09/05

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260905-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		- Candidature de Messieurs Jean-Louis VINCIGUERRA et Marc BARATON : 21 voix - Candidature de Monsieur Michel BARBE : 06 voix
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/05

DESIGNATION DE REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5711-1 ;

Délibération 2026/09/05

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260905-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU les statuts du SPANC ;

VU la délibération n°2026/04/18 du 09 avril 2026 ayant pour objet la désignation de représentants de la commune au syndicat mixte départemental du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Par délibération du 09 avril 2026 susvisée, la commune a désigné Monsieur Frédéric NICOLEAU comme représentant suppléant de la commune au syndicat mixte départemental du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). A la suite de sa démission du Conseil Municipal, une nouvelle désignation est nécessaire.

Il convient de procéder à une nouvelle désignation d'un(e) délégué(e) titulaire et d'un(e) délégué(e) suppléant(e) pour représenter la commune au Syndicat mixte départemental du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

Conformément aux dispositions en vigueur, le Conseil Municipal procède à cette désignation au scrutin secret et à la majorité absolue.

Un appel à candidatures est effectué en séance.

Les candidatures de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA en tant que délégué titulaire, et de Monsieur Marc BARATON, en tant que délégué suppléant, sont proposées. Il en est de même pour la candidature de Monsieur Michel BARBÉ en tant que délégué titulaire (sans présentation d'un(e) délégué(e) suppléant(e).

Après dépouillement du scrutin, les résultats sont les suivants :
Nombre de votants : 27
Nombre de suffrages exprimés : 27
Majorité absolue : 14

Ont obtenu :
- Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA et Monsieur Marc BARATON : 21 voix
- Monsieur Michel BARBÉ : 06 voix

En conséquence, le Conseil Municipal :

■ **PROCLAME** élu Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA en qualité de délégué titulaire ;

■ **PROCLAME** élu Monsieur Marc BARATON en qualité de délégué suppléant

comme représentants de la commune au syndicat mixte départemental du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA * PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 *

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/06

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260906-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre 2026 à dix-huit heures et trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		- Candidature de Messieurs Jean-Louis VINCIGUERRA et Robert GREFFE : 21 voix - Candidature de Monsieur Michel BARBE : 06 voix
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/06

DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT MIXTE POUR LA PROTECTION ET LA GESTION DES NAPPES SOUTERRAINES DE LA PLAINE DU ROUSSILLON

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.5211-8 et L.5212-7 ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260906-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU les statuts du Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes Souterraines de la plaine du Roussillon approuvés par arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLAI/2019108-0001, et notamment son article 5.1 ;

VU la délibération n°2026/04/15 du 09 avril 2026 ayant pour objet la désignation des délégués au Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes Souterraines de la plaine du Roussillon ;

Par délibération du 09 avril 2026 susvisée, la commune a désigné Monsieur Frédéric NICOLEAU comme représentant de la commune au Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes Souterraines de la plaine du Roussillon. A la suite de sa démission du Conseil Municipal, une nouvelle désignation est nécessaire.

Monsieur le Maire expose qu'il convient de procéder à la désignation d'un(e) délégué(e) titulaire et d'un(e) délégué(e) suppléant(e) pour représenter la commune au Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes Souterraines de la plaine du Roussillon.

Conformément aux dispositions en vigueur, le Conseil Municipal procède à cette désignation au scrutin secret et à la majorité absolue.

Un appel à candidatures est effectué en séance.

Les candidatures de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA en tant que délégué titulaire, et de Monsieur Robert GREFFE, en tant que délégué suppléant, sont proposées. Il en est de même pour la candidature de Monsieur Michel BARBÉ, en tant que délégué titulaire (sans présentation d'un(e) délégué(e) suppléant(e).

Après dépouillement du scrutin, les résultats sont les suivants :
Nombre de votants : 27
Nombre de suffrages exprimés : 27
Majorité absolue : 14

Ont obtenu :
- Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA et Monsieur Robert GREFFE : 21 voix
- Monsieur Michel BARBÉ : 06 voix

En conséquence, le Conseil Municipal :

- **PROCLAME** élu Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA en qualité de délégué titulaire,
- **PROCLAME** élu Monsieur Robert GREFFE en qualité de délégué suppléant

comme représentants de la commune au Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion des Nappes Souterraines de la plaine du Roussillon.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (9 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/07

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260907-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/07

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION D'ACCOMPAGNEMENT DE VICTIMES D'INCESTE (AAVI 66)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260907-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU la demande de subvention présentée par l'Association d'Accompagnement de Victimes d'Inceste (AAVI 66) ;

Il est porté à la connaissance de l'Assemblée la demande de subvention exceptionnelle de l'Association d'Accompagnement de Victimes d'Inceste, dite AAVI, pour l'année 2026.

Cette association organise des groupes de parole à destination des familles, adolescents et jeunes adultes. Elle instaure un espace d'écoute et d'assistance destiné aux victimes pour partager et avancer vers une reconstruction. Elle soutient les familles pour que les proches comprennent mieux et accompagnent les personnes victimes vers la guérison. Elle organise également un point « info écoute inceste » hebdomadaire.

Entendu l'exposé de Monsieur Jean PUGINIER, adjoint délégué à la vie associative et aux sports ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** l'attribution d'une subvention à l'Association d'Accompagnement de Victimes d'Inceste, pour l'exercice 2026, d'un montant de 500 € ;

- **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice 2026.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (9 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/08

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260908-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 22 Abstention : 00 Contre : 05
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/08

TARIFICATION DES CONCESSIONS FUNERAIRES DU CIMETIERE COMMUNAL

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260908-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2223-1 à L.2223-51 et R.2223-11 ;

VU la Loi n°96-142 du 21 février 1996 abrogeant l'article 3 de l'ordonnance du 6 décembre 1843.

VU la délibération du Conseil Municipal du 24 octobre 2008 ayant pour objet la rectification des tarifs des concessions du cimetière ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 05 juin 2008 ayant pour objet le prix des concessions au cimetière ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 1er février 2013 ayant pour objet la modification du tarif des cases du colombarium ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 14 février 2014 ayant pour objet la modification des tarifs des concessions du cimetière ;

VU l'instruction NOR BD R 00 00078 du 27 septembre 2000 ;

Considérant que la gestion du cimetière relève du domaine public communal. La délivrance des concessions est encadrée par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant que les concessions attribuées au sein du cimetière de Claira relèvent de différentes catégories ; concessions au sol (parcelle de terrain) et concessions en casiers (enfeus), et colombariums ;

Considérant que l'article R.2223-11 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « des tarifs différenciés pour chaque catégorie de concessions sont fixés par le Conseil Municipal de la commune » ;

Considérant que la commune peut décider librement des modalités de répartition de la recette liée aux cessions de terrains, enfeus et cases de colombarium. Cette volonté doit être formalisée expressément par une délibération de l'Assemblée délibérante. En vertu de la délibération du 05 juin 2008 susvisée, 2/3 du montant de la recette est imputée au budget de la commune et le 1/3 restant est affecté au budget du Centre Communal d'Action Sociale ;

Considérant que le prix des concessions du cimetière communal n'a pas fait l'objet d'une modification depuis plus de 10 ans et qu'il convient d'actualiser les prix ;

Considérant que la commune, pour envisager la revalorisation des tarifs des concessions du cimetière, a mené une étude comparative des tarifs pratiqués par les communes avoisinantes et a constaté que les montants des redevances de la commune sont inférieurs à ceux pratiqués par les villes alentours et prix de revient de la construction des nouvelles concessions ;

Considérant que pour permettre l'entretien des cimetières, et au regard du prix des travaux engagés (extension d'enfeus et de columbariums) tout en continuant à offrir un service de qualité, il est proposé de revaloriser lesdits tarifs comme détaillé ci-dessous, en s'ajustant aux coûts actuels des constructions engagées et aux tarifs pratiqués par les communes limitrophes, et en continuant d'attribuer une quote-part de deux tiers à la commune et d'un tiers au CCAS ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les tarifs des concessions qui seront consenties sur une durée de 30 ans selon les propositions suivantes :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260908-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

	Anciens tarifs	Nouveaux tarifs
TERRAIN (7,75m²) pour 30 ANS	472,52 €	1 190,00€
CASIERS/ENFEUS pour 30 ans	1 061,00 €	1 475,00 €
COLOMBARIUM pour 30 ans	371,80 €	450,00 €

Entendu l'exposé de Madame Carole SALCENACH, Conseillère municipale déléguée aux assurances, à la gestion du cimetière et aux archives communales ;

Après en avoir délibéré à la majorité des membres présents et représentés **(22 VOIX POUR, 0 ABSTENTION, 5 VOIX CONTRE :** Monsieur Michel BARBÉ (procuration de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE), le Conseil Municipal **DECIDE :**

- **D'APPROUVER** la revalorisation des tarifs des concessions du cimetière communal qui sont désormais limitées à une durée de 30 ans comme mentionné dans le tableau ci-dessus ;

- **D'AUTORISER** le reversement au CCAS d'un tiers des produits de concessions perçus sur le budget principal de la commune ;

- **DE DIRE** que la nouvelle tarification sera applicable à compter du 1er octobre 2026 ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire, ou toute personne habilitée par lui, à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (9 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260908-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Délibération 2026/09/09

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260909-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 22 Abstention : 00 Contre : 05
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/09

TARIFICATION DES DROITS DE PLACE POUR LE MARCHE DE PLEIN VENT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260909-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU l'arrêté municipal n°2026-20 portant modification du règlement général du marché de plein vent en date du 30 juillet 2026 ;

Considérant que dans le cadre de la mise en place du nouveau règlement du marché de plein vent, il convient de délibérer sur les nouveaux tarifs des droits de place pour l'occupation du domaine public à l'occasion du marché de plein vent ;

Considérant qu'il est proposé de fixer à compter du 1er octobre 2026, la redevance d'occupation du domaine public à 2 € par mètre linéaire (ml) par jour de marché ;

Entendu l'exposé de Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, adjointe déléguée aux commerces, à l'artisanat et au marché de plein vent ;

Après en avoir délibéré à la majorité des membres présents et représentés **(22 VOIX POUR, 0 ABSTENTION, 5 VOIX CONTRE :** Monsieur Michel BARBÉ (procuration de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE), le Conseil Municipal **DECIDE :**

■ **D'APPROUVER** la tarification des droits de place pour le marché de plein vent, à compter du 1er octobre 2026, à 2 € par mètre linéaire (ml) par jour de marché ;

■ **DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice 2026.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (9 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/10

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260910-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 21 Abstention :06 Contre :00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/10

CESSION DES TERRAINS COMMUNAUX CADASTRES AB 274, AB 283, AB 288 SIS CARRER DE LAS ESCALES - LO PILO NORD

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260910-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le Code de l'urbanisme ;

VU le courriel en date du 24 juillet 2025 de Madame Laura BONIFASSY proposant l'acquisition des parcelles suivantes AB n°274, AB n°288 et AB n°283 sises carrer de las Escales 66530 Claira ;

VU la délibération n°2025/09/23 du 24 septembre 2025 ayant pour objet la cession des terrains communaux cadastrés AB n°274, AB n°288, AB n°283 sises carrer de las Escales 66530 Claira ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés à la présente délibération ;

VU l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la DDFIP du 07 septembre 2026 ;

VU la demande d'amendement au projet de délibération présentée en séance par Monsieur Michel BARBÉ ;

CONSIDERANT la demande de l'acquéreur souhaitant utiliser la clause de substitution qui lui permet de se substituer à une autre personne dans le cadre d'un compromis de vente relatif à l'achat d'un bien ;

CONSIDERANT que la parcelle AB n°288, d'une superficie de 2 m² sise carrer de las Escales, a été classée dans le domaine public communal selon le cabinet de géomètre Expert GPO et a fait l'objet d'un arrêté municipal n°52/2025 portant désaffectation d'un bien du domaine public ;

CONSIDERANT que la parcelle AB n°283, d'une superficie de 218 m², sise carrer de las Escales a été classée dans le domaine public communal selon le cabinet de géomètre Expert GPO et a fait l'objet d'un arrêté municipal n°64/2025 portant désaffectation d'un bien du domaine public ;

CONSIDERANT que la désaffectation des parcelles cadastrées AB n°288 et AB n°283 et le déclassement du domaine public pour les intégrer dans le domaine privé de la commune ont été constatés par le Conseil Municipal dans sa délibération n°2025/09/23 du 24 septembre 2025 susvisée ;

CONSIDERANT que la vente des parcelles sera substituée à la SCI LAURA B immatriculée sous le n° SIRET 105 932 826 00016 représentée par Madame Laura BONIFASSY ;

CONSIDERANT l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la DDFIP du 07 septembre 2026 ;

CONSIDERANT qu'il convient de réviser le prix de cession au regard de l'estimation du pôle d'évaluation domaniale susvisée ;

CONSIDERANT que Monsieur le Maire propose de procéder à la vente des parcelles ci-dessous :

- Parcelle AB n°274, lot n°2 du lotissement communal « El Crest », d'une superficie de 1230 m², au prix de 120€/m² soit 147 600 € incluant la TVA immobilière applicable (sur marge) d'un montant de 17 738,65 € ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260910-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

- Parcelle AB n°288, d'une superficie de 2 m² au prix de 110€/m² soit 220 € ;
- Parcelle AB n°283, d'une superficie de 218 m² au prix de 110€/m² soit 23 980 € ;

CONSIDERANT que la cession proposée permettra à terme la clôture du budget annexe du lotissement « El Crest » ;

CONSIDERANT la demande d'amendement présentée en séance par Monsieur Michel BARBÉ :

« Nous sommes étonnés que ce point revienne à l'ordre du jour car il a été voté le 23 septembre 2025. Au vu des difficultés de stationnement et de circulation sur ce secteur il nous parait opportun aujourd'hui de proposer un aménagement incluant des stationnements au vu de la surface importante des parcelles (1450m²) ce qui permettrait tout de même aux acquéreurs de conserver leur projet.
Nous proposons, par amendement, d'aménager une partie des parcelles AB 274 et AB 283 en stationnement.
Ce secteur connaît un réel besoin en matière de stationnement, ce qui conduit aujourd'hui certains véhicules à stationner sur les trottoirs en gravier.
Il faut rappeler que les parcelles de ce secteur ont été vendues progressivement, sans véritable plan d'ensemble d'aménagement, ce qui explique notamment l'absence de stationnement suffisant.
Notre amendement vise donc à permettre de rétablir un fonctionnement normal du secteur et à apporter une réponse concrète aux besoins des riverains en sécurisant la circulation.
Nous demandons donc que cette proposition d'aménagement soit étudiée et prise en compte ».

CONSIDERANT qu'après présentation et exposé de cet amendement, un vote de l'assemblée doit être organisé ;

Après en avoir débattu et délibéré sur l'amendement proposé, le Conseil Municipal **DECIDE,** à la majorité absolue des membres présents et représentés **(21 voix CONTRE :** Monsieur Marc PETIT (pouvoir de Monsieur Guy WALCZAK), Madame Isabelle LE MOUEE (pouvoir de Madame Jennifer DUBECQ), Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA (pouvoir de Madame Nolwenn DUCES), Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ (pouvoir de Madame Karine GUILLEMAT), Monsieur Jean-Marc HOULNE, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DELOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI – **5 voix POUR :** Monsieur Michel BARBÉ (pouvoir de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE – **1 ABSTENTION** : Madame Joëlle ESTELA METOIS,:

■ **DE REJETER** l'amendement proposé par Monsieur Michel BARBE ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré à la majorité absolue des suffrages exprimés des membres présents et représentés (**0 voix CONTRE - 21 voix POUR - 6 ABSTENTIONS** : Monsieur Michel BARBÉ (pouvoir de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE), Madame Joëlle ESTELA METOIS, le Conseil Municipal **DECIDE :**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260910-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

■ **D'APPROUVER** la proposition de cession à Madame Laura BONIFASSY, gérante de la SCI LAURA B ou toute autre personne morale s'y substituant dans la limite de la clause de substitution susvisée, des parcelles suivantes :

- Parcelle AB274, lot n°2 du lotissement communal « El Crest », d'une superficie de 1230 m² au prix de 120€/m², soit 147 600 € incluant la TVA immobilière applicable (sur marge) d'un montant de 17 738,65 € ;
- Parcelle AB n°288, d'une superficie de 2 m² au prix de 110€/m², soit 220 € ;
- Parcelle AB n°283, d'une superficie de 218 m² au prix de 110€/m², soit 23 980 € ;

■ **DE PRECISER** que le prix de cession est fixé à 171 800 € (cent soixante et onze mille huit cents euros) hors frais de notaire ;

■ **DE PROCEDER** à la cession, dans les conditions ci-dessus évoquées, en autorisant Monsieur le Maire à signer l'acte et à procéder à toutes les formalités nécessaires en désignant l'Office notarial SCP Maîtres FOURES, BOCQUET, LACHAU sis 9 Boulevard Wilson et 13 bis rue Jeanne d'Arc, à 66025 Perpignan Cedex, pour les besoins de la vente, et notamment pour recevoir l'acte en la forme authentique ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260910-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

SCI LAURA B
30 chemin du Mas Bordas
66530 CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
4 place de la République
66530 CLAIRA

CLAIRA LE 30/07/2026

je soussignée SCI LAURA B ~~désigeant~~ siégeant au 30 chemin du Mas Bordas à CLAIRA dénomée promettant, m'engage à acquérir de façon ferme et irrévocable le bien desigré à dessous :

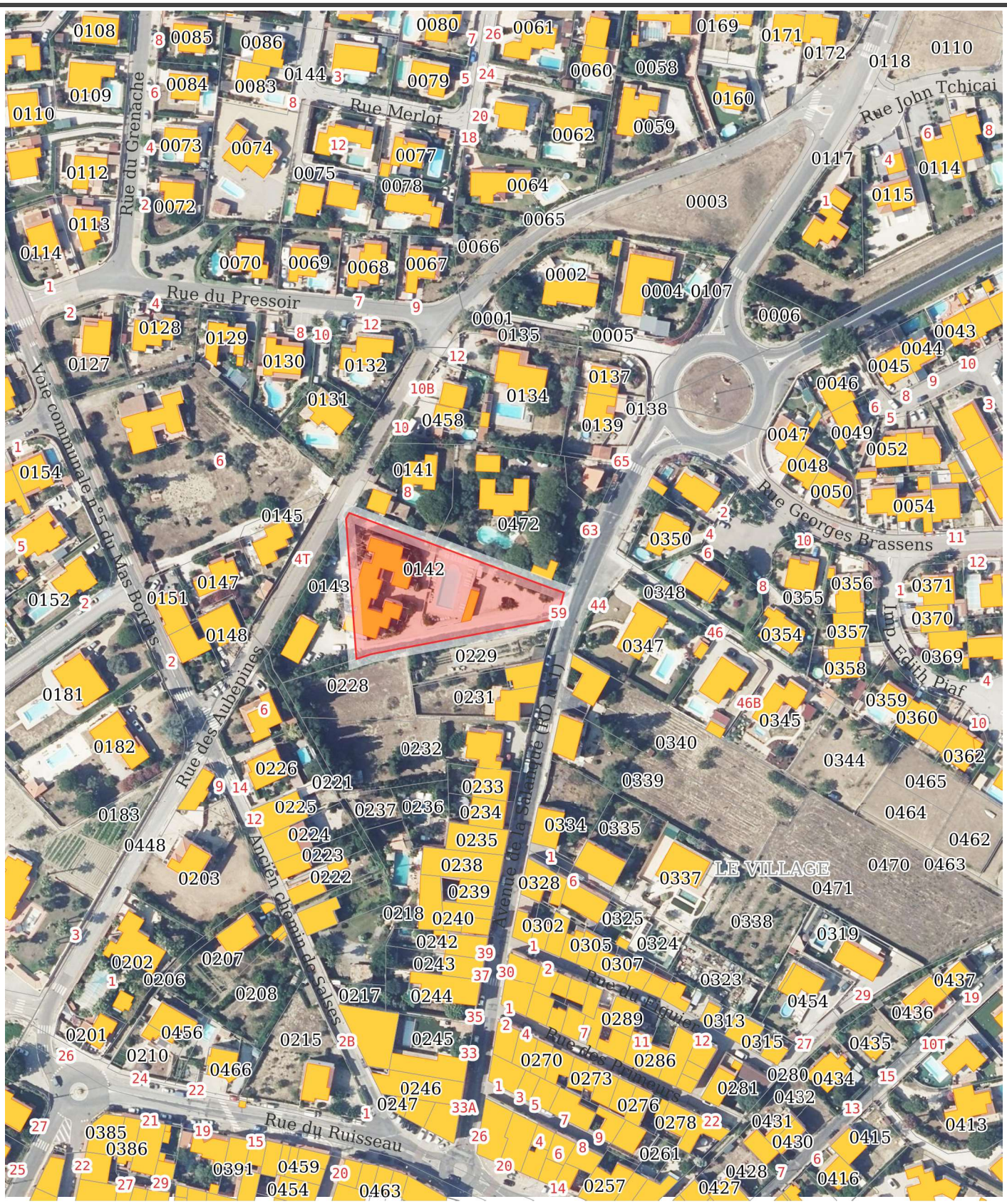
Un terrain constructible cadastré AB0274 situé au carrer de las Escales à CLAIRA comprenant les 3 lots suivants: Lot N2 d'une superficie de 1230 m² au prix de 147 600 €, la parcelle AB N288 d'une superficie de 2 m² pour un montant de 120 € ainsi que la parcelle AB.N283 d'une superficie de 218 m² pour un montant de 13 080 € ce qui représente une offre d'achat globale au prix de 160 800 €.

"Bon pour achat"

Scanned with CamScanner

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260911-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



Echelle : 1/2000

0 20m 40m

N

Délibération 2026/09/11

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260911-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/11

ACQUISITION PARTIELLE DE LA PARCELLE AP142 SISE 59 AVENUE DE LA SALANQUE APPARTENANT A LA COPROPRIETE DITE « ORANGERAIE »

Délibération 2026/09/11

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260911-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre du projet d'aménagement de l'avenue de la Salanque, et dans un souci de cohérence urbaine, la commune envisage de procéder à l'acquisition complémentaire d'une partie de la parcelle cadastrée section AP n°142 appartenant à la copropriété dite « Orangeraie », afin d'harmoniser les revêtements de sol jusqu'à l'entrée physique de la propriété.

En l'espèce, la partie à extraire de la parcelle cadastrée section AP n°142 est située au 59 Avenue de la Salanque, d'une superficie estimée à 32 m².

Monsieur le Maire précise que l'acquisition de la parcelle susvisée sera réalisée à l'euro symbolique, hors frais de notaire et frais de bornage, et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition d'une partie de la parcelle section AP n°142 appartenant à la copropriété dite « Orangeraie » d'une superficie de 32 m² située au 59 Avenue de la Salanque 66530 Claira ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 1 € (un euro) hors frais de notaire et de bornage ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique, devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE C
PYRÉNÉES-ORIENTALES

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260912-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



N

Echelle : 1/2000

0 20m 40m

Délibération 2026/09/12

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260912-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/12

ACQUISITION DE LA PARCELLE AA279 SISE LIEUDIT « EL POU CREMAT » APPARTENANT A MADAME HANNA JOSELINE

Délibération 2026/09/12

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260912-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune mène une politique volontariste en matière d'acquisitions et de stratégie foncière.

À ce titre, le secteur situé entre la zone commerciale et le futur collège est d'ores et déjà constitué de plusieurs parcelles appartenant à la collectivité. Dans cette perspective, la poursuite des acquisitions foncières apparaît cohérente avec la stratégie de maîtrise foncière engagée par la commune et avec les perspectives de développement de ce secteur.

La commune envisage de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée suivante :

- AA n°279 sise lieudit « El Pou Cremat », d'une superficie de 4652 m² appartenant à Madame Joseline HANNA.

Monsieur le Maire précise que l'acquisition de la parcelle susvisée sera réalisée en début d'année 2027 au prix de 6 €/m², soit un montant total de 27 912 € hors frais de notaire, et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition des parcelles section AA n°279 appartenant à Madame Joseline HANNA, sise lieudit « El Pou Cremat » à 66530 Claira, dans les conditions mentionnées ci-dessus ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 27 912 € (vingt-sept mille neuf cent douze euros) hors frais de notaire ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

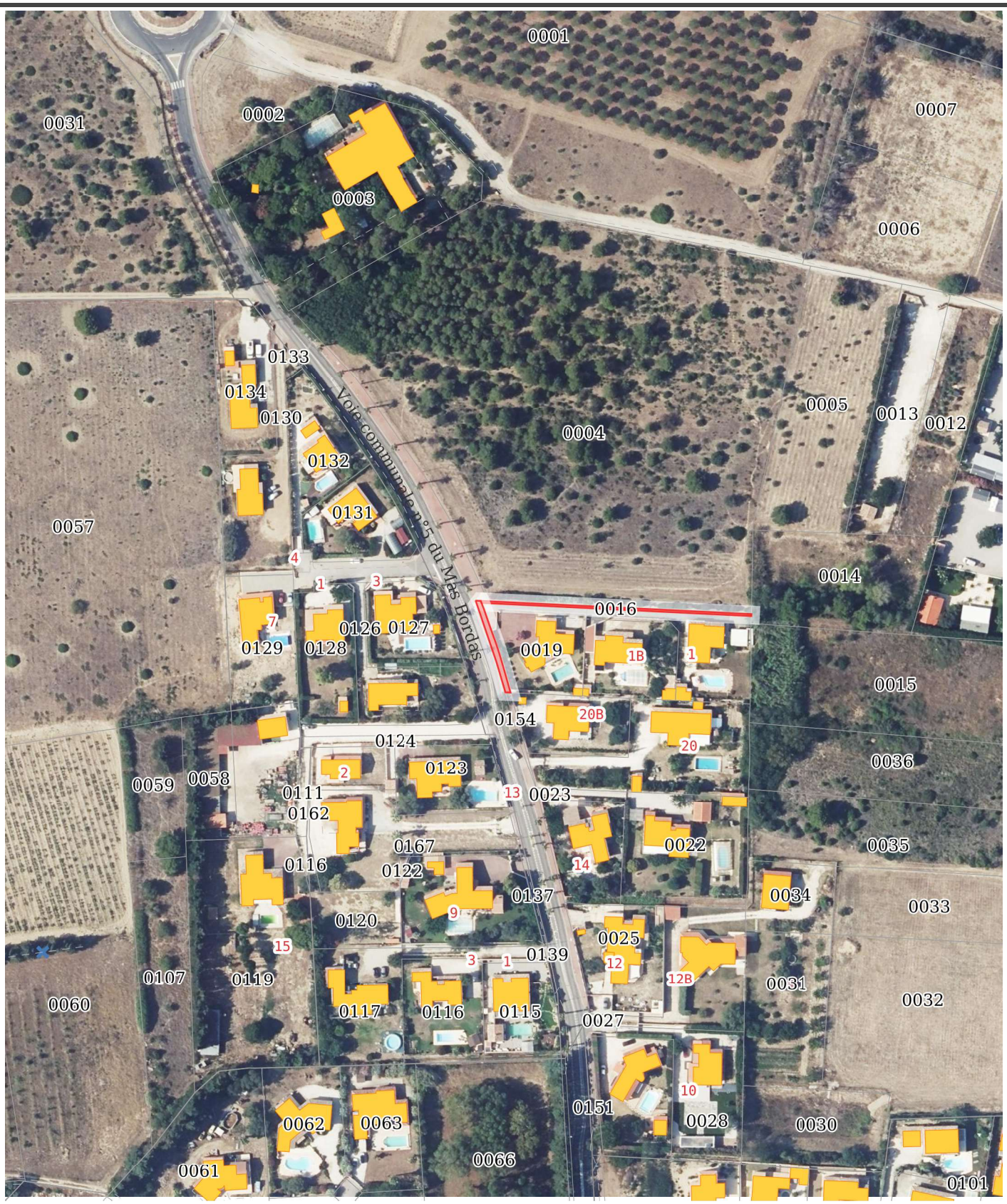
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260913-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



Echelle : 1/2000

0 20m 40m

N

Délibération 2026/09/13

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260913-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/13

ACQUISITION DES PARCELLES CADASTREES AE16 ET AE155 SISES LIEUDIT « MAS BORDAS » APPARTENANT A MADAME RODRIGUEZ FRANCOISE

Délibération 2026/09/13

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260913-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune mène, depuis 2024, un travail de régularisation foncière visant notamment à clarifier la domanialité des voies et emprises affectées à l'usage public.

À ce titre, les parcelles mentionnées ci-dessous constituent une dépendance d'une voie ouverte à la circulation publique et comprennent plusieurs réseaux publics. La commune envisage de procéder à l'acquisition des parcelles cadastrées suivantes :

- AE n°16 sise lieu-dit « Mas Bordas », d'une superficie de 75 m² appartenant à Madame Françoise RODRIGUEZ ;
- AE n°155, sise lieu-dit « Mas Bordas » d'une superficie de 68 m² appartenant à Madame Françoise RODRIGUEZ ;

L'objectif est d'assurer la pleine maîtrise foncière des emprises susmentionnées et de régulariser leur appartenance au domaine public communal.

Ces acquisitions permettront notamment à la commune d'assurer l'entretien, la gestion et, le cas échéant, la réalisation de travaux sur ces emprises.

Monsieur le Maire précise que l'acquisition des parcelles susvisées sera réalisée à l'euro symbolique hors frais de notaire et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition des parcelles section AE n°16 et AP n°155 appartenant à Madame Françoise RODRIGUEZ sises lieu-dit « Mas Bordas » 66530 Claira ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 1 € (un euro) hors frais de notaire ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique, devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026

Marc PETIT — Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

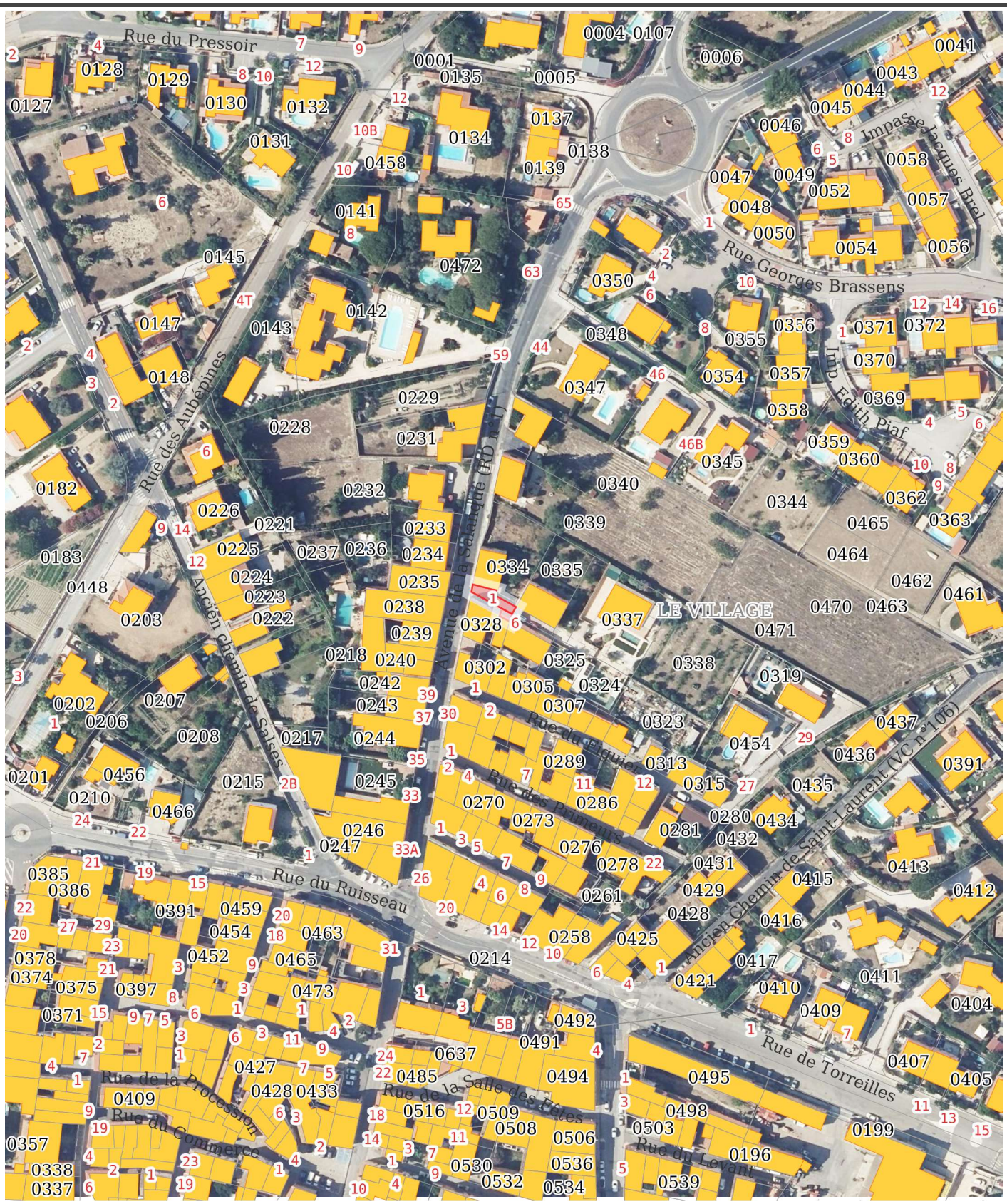
Robert GREFFE — Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260914-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



Echelle : 1/2000

0 20m 40m

Délibération 2026/09/14

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260914-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/14

ACQUISITION DES PARCELLES AP330 ET AP333 SISES IMPASSE DES FLEURS APPARTENANT A MADAME BAU MARIE-HELENE

Délibération 2026/09/14

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260914-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune mène, depuis 2024, un travail de régularisation foncière visant notamment à clarifier la domanialité des voies affectées à l'usage public.

À ce titre, l'impasse des Fleurs constitue une voie ouverte à la circulation publique et comprend plusieurs réseaux publics. La commune envisage de procéder à l'acquisition des parcelles cadastrées suivantes :

- AP n°330 sise impasse des Fleurs, d'une superficie de 12 m², appartenant à Madame Marie-Hélène BAU ;
- AP n°333 sise impasse des Fleurs, d'une superficie de 61 m² appartenant à Madame Marie-Hélène BAU.

L'objectif est d'assurer la pleine maîtrise foncière des emprises constitutives de l'impasse des Fleurs et de régulariser leur appartenance au domaine public communal.

Ces acquisitions permettront notamment à la commune d'assurer l'entretien, la gestion et, le cas échéant, la réalisation de travaux sur ces emprises.

Monsieur le Maire précise que l'acquisition des parcelles susvisées sera réalisée à l'euro symbolique hors frais de notaire et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition des parcelles section AP n°330 et AP n°333 appartenant à Madame Marie-Hélène BAU, sises impasse des Fleurs 66530 Claira ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 1 € (un euro) hors frais de notaire ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique, devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

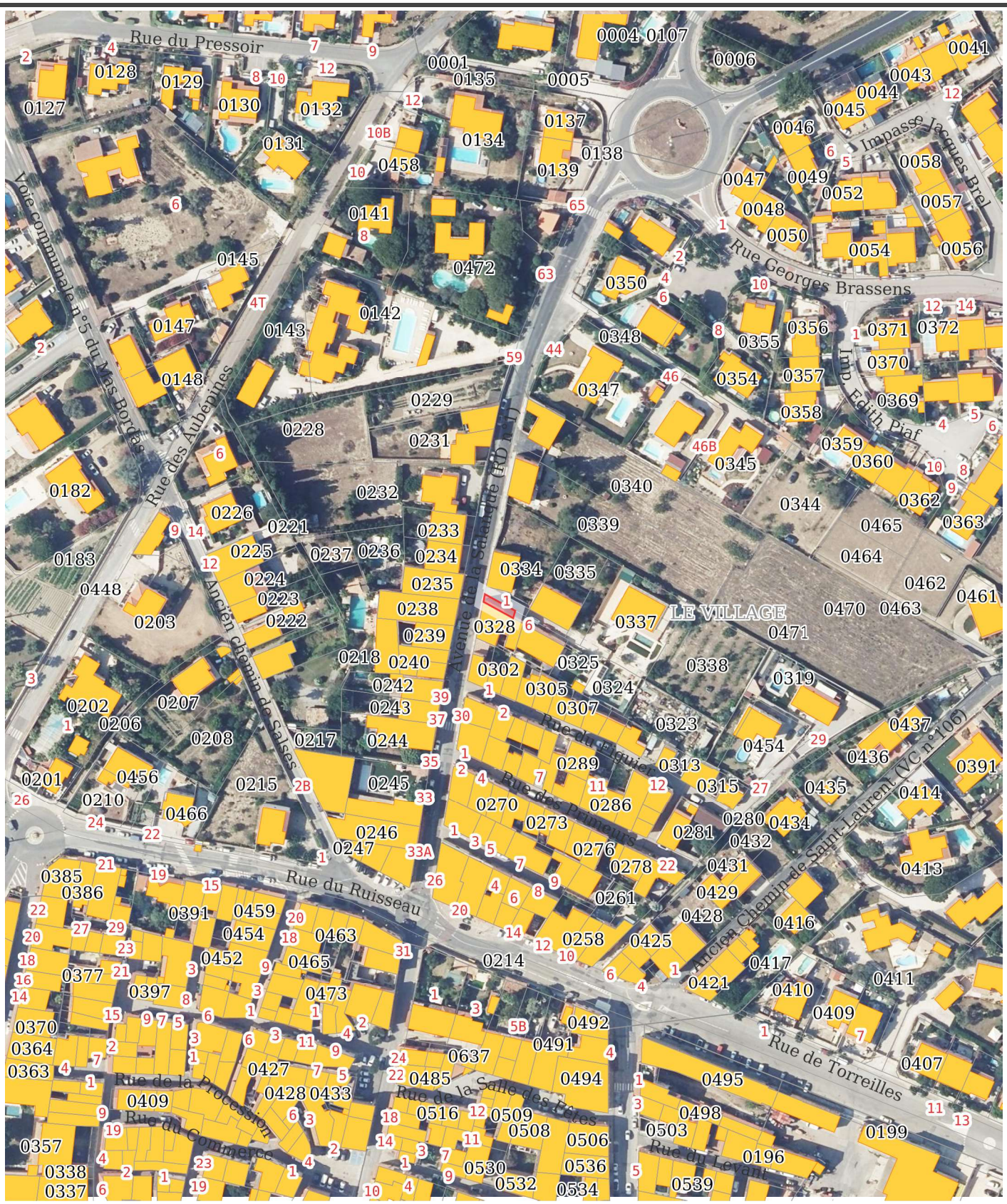
Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260915-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



Echelle : 1/2000

0 20m 40m

Délibération 2026/09/15

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260915-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/15

ACQUISITION DE LA PARCELLE AP329 SISE IMPASSE DES FLEURS APPARTENANT A LA SCI ANDA 66

Délibération 2026/09/15

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260915-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune mène, depuis 2024, un travail de régularisation foncière visant notamment à clarifier la domanialité des voies affectées à l'usage public.

À ce titre, l'impasse des Fleurs constitue une voie ouverte à la circulation publique et comprend plusieurs réseaux publics. La commune envisage de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée suivante :

- AP n°329 sise Impasse des Fleurs, d'une superficie de 35 m², appartenant à la SCI ANDA 66.

L'objectif est d'assurer la pleine maîtrise foncière des emprises constitutives de l'impasse des Fleurs et de régulariser leur appartenance au domaine public communal.

Cette acquisition permettra notamment à la commune d'assurer l'entretien, la gestion et, le cas échéant, la réalisation de travaux sur cette emprise.

Monsieur le Maire précise que l'acquisition de la parcelle susvisée sera réalisée à l'euro symbolique hors frais de notaire et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition de la parcelle section AP n°329 appartenant à la SCI ANDA 66 sise impasse des Fleurs 66530 Claira ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 1 € (un euro) hors frais de notaire ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique, devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Plan cadastral

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260916-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026



N

Echelle : 1/2000

0 20m 40m

Délibération 2026/09/16

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260916-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 22 Abstention : 05 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/16

ACQUISITION DES PARCELLES AC N°6, AC N°7, AC N°8 SISES LIEUDIT « LA GRAN SELVA » APPARTENANT A MADAME CHRISTINE DOUTRES

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260916-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-21 et L.2241-1 ;

VU le plan de situation et la matrice cadastrale annexés ;

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la commune mène une politique volontariste en matière d'acquisitions et de stratégie foncière.

À ce titre, le secteur situé à la zone artisanale est d'ores et déjà constitué de plusieurs parcelles appartenant à la collectivité. Dans cette perspective, la poursuite des acquisitions foncières apparaît cohérente avec la stratégie de maîtrise foncière engagée par la commune.

La commune envisage de procéder à l'acquisition des parcelles cadastrées suivantes :

- AC n°6 sise lieudit « La Gran Selva », d'une superficie de 640 m², appartenant à Madame Christine DOUTRES ;
- AC n°7 sise lieudit « La Gran Selva », d'une superficie de 504 m², appartenant à Madame Christine DOUTRES ;
- AC n°8 sise lieudit « La Gran Selva », d'une superficie de 1 536 m², appartenant à Madame Christine DOUTRES ;

Monsieur le Maire précise que l'acquisition de la parcelle susvisée sera réalisée au prix de 1€/m², soit un montant total de 2 680 € hors frais de notaire et ne nécessite pas l'évaluation du service France Domaine pour lequel seule une saisine, pour un projet d'acquisition d'un montant égal ou supérieur à 180 000 €, est obligatoire.

Après avoir délibéré à la majorité absolue des suffrages exprimé **(0 VOIX CONTRE, 5 ABSTENTIONS :** de Monsieur Michel BARBÉ (pouvoir de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE)**, 21 VOIX POUR),** le Conseil Municipal **DECIDE :**

■ **D'APPROUVER** la proposition d'acquisition des parcelles section AC n°6, AC n°7 et AC n°8 appartenant à Madame Christine DOUTRES sises lieudit « La Gran Selva » 66530 CLAIRA ;

■ **DE PRECISER** que le prix d'acquisition est fixé à 2 680 € (deux mille six cent quatre-vingts euros) hors frais de notaire ;

■ **DE DIRE** que la vente sera passée par acte authentique, devant notaire (SCP OLLET, VIDAL, CANOVAS-GADEL, Notaires, 4 Espace Méditerranée 66000 Perpignan) ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération qui pourra signer tous les actes et documents nécessaires.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/17

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260917-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D2026/09/17

REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS TERRITORIAUX : MODIFICATION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) ET INSTAURATION DE LA PRIME DE RESPONSABILITE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique (CGFP), notamment ses articles L.712-1 et L.714-13 ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260917-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'État ;

VU le Décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'État ;

VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

VU les textes fixant les montants de référence pour les corps de l'État en application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 :
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs et transposables aux adjoints administratifs et aux adjoints d'animation territoriaux ;
- Arrêtés du 19 mars 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs et transposables aux rédacteurs, éducateurs des activités physiques et sportives et animateurs territoriaux ;
- Arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques et transposables aux adjoints techniques et agents de maîtrise territoriaux ;
- Arrêtés du 3 juin 2015 et du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration et transposables aux attachés territoriaux et secrétaires de mairie de catégorie A ;
- Décret 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire de la fonction publique territoriale.

VU le Décret n°88-631 du 6 mai 1988 relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 23 février 2017 relative à la mise en place du nouveau régime indemnitaire : RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) ;

VU la délibération n°2025/03/16 du Conseil Municipal en date du 07 mars 2025 ayant pour objet les modalités de maintien du régime indemnitaire applicable aux agents éligibles au RIFSEEP ;

VU l'avis favorable des membres du Comité Social Territorial du 22 septembre 2026 ;

VU le tableau des effectifs en vigueur ;

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que, dans la Fonction Publique Territoriale, les conditions de suspension ou de maintien du Régime Indemnitaire des agents sont fixées par délibération de la collectivité territoriale. Le régime indemnitaire des agents de la commune a été institué par la délibération cadre du 23 février 2017 susvisée et modifié par délibération du 7 mars 2025 susvisée.

Monsieur le Maire souligne que la commune souhaite préciser les modalités de versement du régime indemnitaire (RIFSEEP) aux agents placés en situation de temps partiel pour raison thérapeutique.

Tout d'abord, Monsieur le Maire rappelle que le montant de l'Indemnité de Fonction, de

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260917-DE
Date de délibération : 17/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Sujétion et d'Expertise (IFSE) est attribué dans les conditions fixées par la délibération du 23 février 2017 et de l'évolution des dispositions légales et règlementaires applicables. Lorsqu'une part fixe d'indemnité est attribuée mensuellement, en référence aux avantages acquis, elle est modulée en cas de Congé Maladie Ordinaire dans la mesure où elle suit le régime indemnitaire global versé en fonction des dispositions règlementaires applicables au sort du traitement. En ce qui concerne le complément individuel annuel (CIA), son versement et sa modulation sont en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel, comme le précise la délibération cadre susvisée.

Monsieur le Maire souhaite modifier les conditions de modulation du régime de l'IFSE en raison de l'éloignement temporaire du service d'un agent.

Au sens de l'article L.714-6 du CGFP, le régime indemnitaire est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement. Ainsi, l'IFSE sera maintenue pendant les périodes de :

- Congés annuels,
- Congés de maternité, dont les congés pathologiques, congé de paternité ou congés d'adoption,
- Congés pour formation professionnelle ou participation aux concours,
- Congés pour formation syndicale,
- Congés pour maladie professionnelle dûment constatée,
- Congés pour enfant malade,
- Période de préparation au reclassement.

<u>En cas de Congé de Maladie Ordinaire :</u>
L'IFSE fait l'objet d'une retenue de 1/30ème du montant mensuel du régime indemnitaire attribué, par jour d'arrêt, dès le 1er jour d'arrêt.

<u>En cas de Congé de longue maladie ou de grave maladie :</u>
En cas de Congé Longue Maladie (CLM) ou de Congé Grave Maladie (CGM), les fonctionnaires bénéficient du maintien de l'IFSE :

- A hauteur de 33 % la 1ère année ;
- Et de 60 % les 2èmes et 3èmes années.

Lorsqu'une période de CLM ou de CGM est reconsidérée rétroactivement en Congé Longue Durée (CLD), l'agent conserve l'IFSE maintenue au titre du Congé Longue Maladie ou de Congé Grave Maladie initialement accordée.

<u>En cas de Congé de longue durée :</u>
L'IFSE est suspendue.

<u>En cas de Congé pour accident de travail imputable au service</u> :
L'IFSE est maintenue dans son intégralité.

<u>En cas de temps partiel pour raison thérapeutique</u> :
Pendant les périodes de temps partiel pour raison thérapeutique, le montant de l'IFSE est calculé au prorata de la durée effective du service.
Cette disposition s'applique aux agents fonctionnaires et stagiaires éligibles au RIFSEEP.

Monsieur le Maire propose qu'en cas de mi-temps thérapeutique d'un agent conduisant à un temps partiel à 50%, le montant du RIFSEEP versé pendant la période de ce mi-temps soit proratisé à 50%.

Ensuite, Monsieur le Maire souhaite instaurer la prime de responsabilité pour certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales. Cette prime est cumulable avec le RIFSEEP.

Cette prime est payable mensuellement en appliquant, au montant du traitement soumis à retenue pour pension du bénéficiaire, un taux individuel fixé dans la limite d'un taux maximum

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260917-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

de 15%. Pour la commune de Claira, il est proposé de fixer ce taux à 10%.

En ce sens, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la modification du régime indemnitaire applicable aux agents éligibles au RIFSEEP en proratisant le montant versé du RIFSEEP en cas de mi-temps thérapeutique à 50% des agents ;

■ **D'APPROUVER** l'instauration de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction à un taux individuel de 10%.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de Claira

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260918-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2025.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				
Afférents	Présents	Qui ont pris acte		PREND ACTE
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/18

RESULTAT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA DENOMINATION DU PARC DE LOISIRS DE LA TORRE NORD

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260918-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU la consultation publique en date du 1er juin au 30 juin 2026 publiée dans le Bon Dia et sur le site internet de la commune ;

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que des travaux ont été effectués sur le secteur de la Torre nord et qu'un parc de loisirs a été réalisé. Afin de permettre aux clairanencs de participer à ce projet, il a été décidé de lancer une consultation publique qui a été publiée dans la gazette municipale, Bon Dia, ainsi que sur le site internet de la ville.

Monsieur le Maire précise qu'à l'issue de ladite consultation les noms qui ont été majoritairement cités sont les suivants :

- Sophie ADENOT
- Thomas PESQUET
- Pierre ROGER
- Square Caravelle
- Square Concorde
- Parc des Constellations
- Square Ariane
- Square Saint-Exupéry
- Square Roland Garros
- Parc de la Galaxie
- Parc du Cosmos
-

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal de prendre acte de ces propositions et de solliciter l'avis de l'Assemblée qui se prononcera lors du prochain Conseil Municipal sur la dénomination retenue pour cet équipement public.

Le Conseil Municipal **DECIDE :**

■ **DE PRENDRE ACTE** des propositions issues de la consultation publique effectuée du 1er au 30 juin 2026 telles que mentionnées ci-dessus afin de solliciter l'avis de l'Assemblée qui se prononcera au prochain Conseil Municipal sur la dénomination de cet équipement.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2025

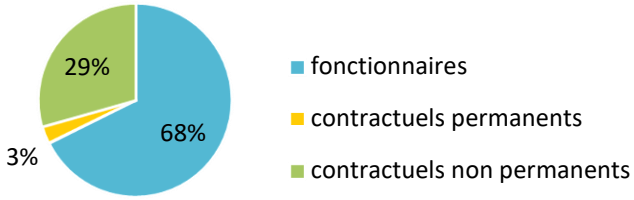
COMMUNE DE CLAIRA

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2025. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2025 transmises en 2026 par la collectivité au Centre de Gestion des Pyrénées-Orientales.

Effectifs

68 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2025

> 46 fonctionnaires
> 2 contractuels permanents
> 20 contractuels non permanents



Aucun contractuel permanent en CDI

Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

Précisions emplois non permanents

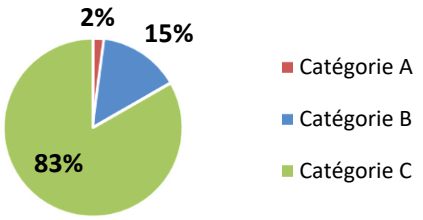
- Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- 95 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- Personnel temporaire intervenu en 2025 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

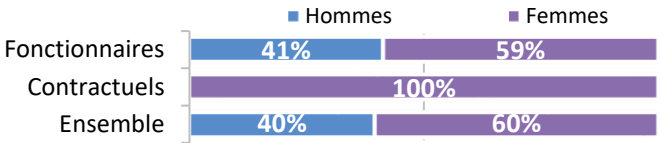
Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	26%		25%
Technique	30%	50%	31%
Culturelle			
Sportive			
Médico-sociale	9%	50%	10%
Police	4%		4%
Incendie			
Animation	30%		29%
Total	**100%**	**100%**	**100%**

Répartition des agents par catégorie



Répartition par genre et par statut



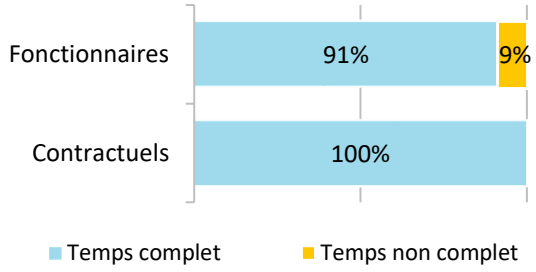
Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	27%
Adjoints d'animation	25%
Adjoints administratifs	15%
Rédacteurs	8%
ATSEM	8%

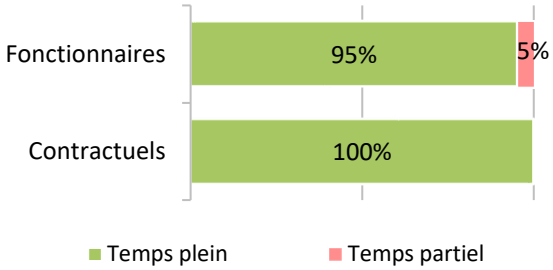
Temps de travail des agents permanents

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Répartition des agents à temps complet ou non complet



Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	4 fonctionnaires TNC	0 contractuels TNC
Animation	14%	
Administrative	8%	
Technique	7%	0%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel
8% des femmes à temps partiel

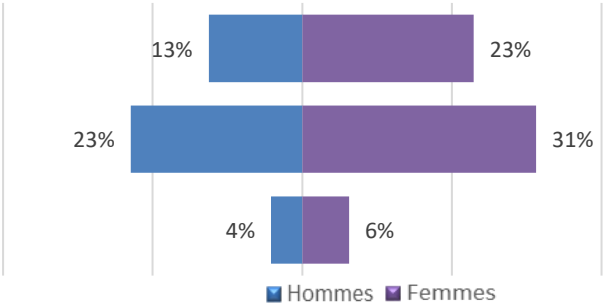
Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 45 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	**44,67**
Contractuels permanents	**55,00**
Ensemble des permanents	**45,10**

Âge moyen* des agents non permanents	
Contractuels non permanents	**36,50**

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



** L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge*

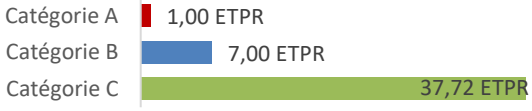
Équivalent temps plein rémunéré

64,72 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2025

> 43,72 fonctionnaires
> 2,00 contractuels permanents
> 19,00 contractuels non permanents

117 790 heures travaillées rémunérées en 2025

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

Aucune position particulière

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Mouvements

En 2025, 9 arrivées d'agents permanents et 2 départs

1 contractuel non permanent nommé stagiaire

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2024 [1]	Effectif physique au 31/12/2025
41 agents	**48 agents**

[1] *cf. page 7*

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025		
Fonctionnaires	↗	**2,2%**
Contractuels	↘	**-150,0%**
Ensemble	↗	**17,1%**

Principales causes de départ d'agents permanents

Mutation	100%

Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Remplacements (contractuels)	67%
Voie de mutation	22%
Arrivées de contractuels	11%

** Variation des effectifs :*

(effectif physique rémunéré au 31/12/2025 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2024) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2024)

Évolution professionnelle

Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

Aucun lauréat d'un examen professionnel

Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité

Aucun agent n'a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

20 avancements d'échelon et 7 avancements de grade

Sanctions disciplinaires

Une sanction disciplinaire prononcée en 2025

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2025

	Hommes	Femmes
Sanction 1er groupe	1	0
Sanction 2ème groupe	0	0
Sanction 3ème groupe	0	0
Sanction 4ème groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre d'agents contractuels

Motif de la sanction prononcée (fonctionnaires et contractuels en 2025)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)	100%

Budget et rémunérations

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Les charges de personnel représentent 45,35 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	5 246 192 €	Charges de personnel*	2 378 969 €	Soit 45,35 % des dépenses de fonctionnement

** Montant global*

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	1 280 322 €
Primes et indemnités versées :	150 853 €
IFSE :	125 464 €
CIA :	18 140 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	381 €
Nouvelle Bonification Indiciaire :	7 970 €
SFT *(titulaire uniquement)* :	19 361 €
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €

Rémunérations des agents sur emploi non permanent :

367 214 €

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	s		32 738 €		34 619 €	
Technique			s		24 595 €	s
Culturelle						
Sportive						
Médico-sociale					23 185 €	s
Police					32 455 €	
Incendie						
Animation			23 690 €		23 798 €	
Toutes filières	**s**		**33 173 €**		**26 263 €**	**20 859 €**

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 11,78 %

Part des primes et indemnités sur les rémunérations :	
Fonctionnaires	**12,18%**
Contractuels sur emplois permanents	**0,00%**
Ensemble	**11,78%**

- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires
- Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- 23 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2025
- Aucune heure complémentaire réalisée et rémunérée en 2025

↑↳‡↪ #N/A

IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A				s	s							
Catégorie B	5 808 €	871 €	*13%*	9 400 €	1 240 €	*12%*						
Catégorie C	1 782 €	285 €	*14%*	1 231 €	208 €	*14%*						

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Absences

En moyenne, 36,8 jours d'absence pour tout motif médical en 2025 par fonctionnaire

> **En moyenne, 37,5 jours d'absence pour tout motif médical en 2025 par agent contractuel permanent**

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » *(maladies ordinaires et accidents de travail)*	**4,45%**	**10,27%**	**4,69%**	**2,36%**
Taux d'absentéisme médical *(toutes absences pour motif médical)*	**10,09%**	**10,27%**	**10,10%**	**2,36%**
Taux d'absentéisme global *(toutes absences y compris maternité, paternité et autre)*	**10,71%**	**10,27%**	**10,70%**	**2,36%**

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences *Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)*

- Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- 48,9 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé
- La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

2 accidents du travail déclarés au total en 2025

> 2 accidents du travail pour 68 agents en position d'activité au 31 décembre 2025

> En moyenne, 0 jour d'absence consécutif par accident du travail

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

5 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- 1 travailleur handicapé recruté sur emploi non permanent
- 4 travailleurs handicapés fonctionnaires
- 0 travailleur handicapé en catégorie A, 1 en catégorie B, 4 en catégorie C

Prévention et risques professionnels

ASSISTANTS DE PRÉVENTION
1 assistant de prévention désigné dans la collectivité

FORMATION
6 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

DÉPENSES
2 560 € dépensés en faveur de la prévention et de la sécurité

DOCUMENT DE PRÉVENTION
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

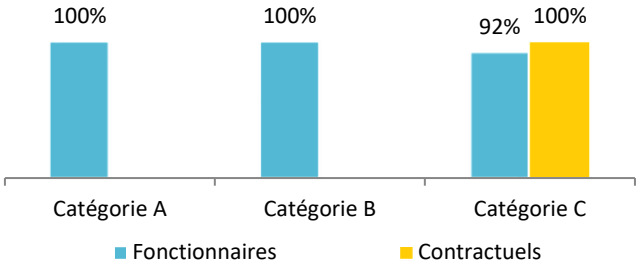
Dernière mise à jour : 2025

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Formation

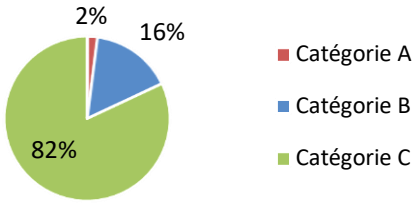
En 2025, 93,8% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2025



50 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2025

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 1 jour par agent

32 338 € ont été consacrés à la formation en 2025

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	47 %
Coût de la formation des apprentis	37 %
Frais de déplacement	10 %
Autres organismes	6 %

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	12%
Autres organismes	88%

Action sociale et protection sociale complémentaire

La collectivité participe aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Prévoyance
Montant global des participations	**1 440 €**
Montant moyen par bénéficiaire	**180 €**

L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies directement par la collectivité
- Prestations servies par l'intermédiaire d'un organisme à but non lucratif ou d'une association locale

Relations sociales

Jours de grève

Aucun jour de grève recensé en 2025

Comité Social Territorial

4 réunions en 2025 dans la collectivité

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Précisions méthodologiques

1Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2024

Pour les fonctionnaires :
Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2025
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :
Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2025
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :
Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2024
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2024

[2]Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2025 x 365}} \times 100$$

Note de lecture :
Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	*Absences compressibles* + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	*Absences médicales* + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…)*
Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2025. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2025 transmis en 2025 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.

DONNÉES SOCIALES DES CENTRES DE GESTION

L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : septembre 2026 *Version 1*

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				
Afférents	Présents	Qui ont pris acte		
27	21	27		**PREND ACTE**

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/19

PRESENTATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE (RSU) – EXERCICE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L.231-1 du Code Général de la Fonction Publique relatif à l'élaboration du Rapport Social Unique (RSU) ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260919-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le Décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au Rapport Social Unique dans la Fonction Publique ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant, pour la Fonction Publique Territoriale, la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

VU l'avis favorable du Comité Social Technique (CST) en date du 22 septembre 2026 ;

VU le Rapport Social Unique 2025 annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT que le Rapport Social Unique est avant tout un outil d'accompagnement dans la gestion des ressources humaines (RH) et qu'il permet de :

- réaliser un état des lieux des données RH de la collectivité (mieux connaitre sa collectivité, apprécier la caractéristique des emplois et la situation des agents, comparer les données et mesurer l'évolution des données sur plusieurs années, etc.) ;

- apprécier la mise en œuvre de mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap ;

- construire une stratégie RH (anticiper les besoins, décider des grandes orientations RH et des priorités à traiter dans le cadre des contraintes budgétaires, etc.) ;

- alimenter les lignes directrices de gestion (définir la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines ainsi que les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels, etc.) ;

- animer le dialogue social ;

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **PRENNE ACTE** de la présentation du Rapport Social Unique 2025 de la commune de Claira, annexé à la présente.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de Claira

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Délibération 2026/09/20

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260920-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/20

PEPINIERE DEPARTEMENTALE :
DEMANDE D'ATTRIBUTION D'ARBRES ET D'ARBUSTES – CAMPAGNE 2026-2027

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260920-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

VU le courrier du Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales en date du 03 juillet 2026 relatif au soutien aux communes de la Pépinière départementale ;

CONSIDERANT qu'il est donné lecture d'un courrier du Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales proposant à la commune l'acquisition gratuite de plants auprès de la Pépinière départementale ;

CONSIDERANT qu'il est précisé que ces arbres et arbustes seront plantés sur différents espaces verts de la commune pour embellissement ;

Ainsi, il est proposé de demander les plants suivants pour le fleurissement de l'Avenue de la Salanque :

Palette A - massifs à visibilité contrainte		
Nom commun	**Nom Latin**	**Quantité**
Thym serpolet	*Thymus serpyllum*	30
Santoline petit cyprès	*Santolina chamaecyparissus*	30
Santoline à feuilles de romarin	*Santolina rosmarinifolia*	30
Sarriette des montagnes	*Satureja montana*	30
Immortelle d'Italie	*Helichrysum italicum*	30
Lavande à toupet	*Lavandula stoechas*	30
Sauge petites feuilles (mélange coloris)	*Salvia microphylla*	30
Germandrée petit chêne	*Teucrium chamaedrys*	30
TOTAL		**240**
Palette B - massifs à hauteur libre		
Nom commun	**Nom Latin**	**Quantité**
Romarin arbustif	*Rosmarinus officinalis*	20
Ciste cotonneux	*Cistus albidus*	20
Ciste de Crête	*Santolina rosmarinifolia*	20
Myrte commun	*Myrtus communis*	20
Laurier tin	*Viburnum tinus*	20
Germandrée arbustive	*Teucrium fruticans*	20
Lavande officinale	*Lavandula angustifolia*	20
TOTAL		**140**

Entendu l'exposé de Monsieur Robert GREFFE, Conseiller municipal ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260920-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

■ **DE SOLLICITER** du Conseil Départemental des Pyrénées-Orientales l'attribution, pour la campagne 2026-2027 des arbres et arbustes par la Pépinière Départementale selon la liste précitée ;

■ **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260920-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CORBIÈRES SALANQUE MÉDITERRANÉE
Communauté de Communes

Convention de mise à disposition de la salle polyvalente de Claira

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La communauté de communes Corbières Salanque Méditerranée, représentée par son Président , autorisé par la délibération prise en date du ..... de l'organe délibérant, à contracter cette présente convention, ci-après désignée « **C3SM** »,

D'UNE PART,

ET

La commune de Claira, représentée par son Maire, , autorisé par la délibération prise en date du ..... de l'organe délibérant, à contracter cette présente convention, et ci-après désignée « **la Commune** »,

D'AUTRE PART,

LESQUELS ONT CONVENU CE QUI SUIT :

1. Objet de la convention

La C3SM met à la disposition de la Commune un équipement de type « **Salle polyvalente** » dont elle est propriétaire, située rue du 14 juillet, 66530 Claira et qui figure au cadastre sous la référence **AP 165** – ELS HORTS.

2. Description de l'équipement

SALLE POLYVALENTE DE CLAIRA

Classement réglementaire : TYPE X / 2ème Catégorie

La partie principale de cet équipement est composée d'un simple RDC et comprend :

- Une grande salle de 1200m2 possédant une aire d'activité sportive de 1012m2,

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Des gradins sur la longueur de cette salle, pour 250 places assises,
- Un local pour le rangement du matériel, situé sous les gradins et ouvert sur l'aire sportive,
- Un local technique pouvant être utilisé pour du rangement accessoire ou par la préparation de plats par un traiteur,
- Une première salle de 120m2 (sol souple),
- Une deuxième salle de 120m2 (équipée d'un parquet et d'un miroir mural de danse),
- Plusieurs blocs vestiaires avec sanitaires,
- Un hall d'accueil avec coin buvette,
- Un local chaufferie,
- Un local électrique (TGBT)
-

Effectif réglementaire maximal :

- Public : **1322** personnes
- Personnel : **7** personnes
- TOTAL : **1329** personnes

La partie extension est composée :

Au RDC :

- Une salle de 143m2,
- Un hall avec escalier et ascenseur,
- Des vestiaires avec douches,
- Des locaux de rangement,
- Un local « Centrale de Traitement de l'Air » (CTA),
- Un local chaufferie,
- Un local électrique

Effectif réglementaire maximal :

- Public : 60
- Personnel : 1
- TOTAL : 61

A l'étage :

- Une deuxième salle de 137m2 (équipée d'un parquet, d'une barre de danse + miroir mural),
- Un local de rangement

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Effectif réglementaire maximal :

- Public : 60
- Personnel : 1
- TOTAL : 61

Equipements

L'ensemble du bâtiment est équipé (liste non exhaustive) :

- De climatisations / chauffages,
- D'installations sportives et évènementielles,
- D'un système de contrôle d'accès,
- D'un ascenseur,
- D'un groupe électrogène,
- D'équipements de sécurité incendie conformes à la réglementation des ERP

3. Destination

Les locaux et leurs installations mis à la disposition constituent un équipement culturel et sportif dont la C3SM conserve de façon prioritaire la gestion et la possibilité d'organisation d'évènements intercommunaux.

Le reste du temps il est laissé le soin à la Commune d'assurer la gestion et la fréquentation de l'équipement en lien direct avec la vie municipale.

4. Etat des lieux

Un état des lieux contradictoire sera établi au moment de la mise à disposition de l'équipement et dressera la liste exhaustive des installations et matériels ainsi que leur état, puis sera annuellement renouvelé en même temps que la convention.

5. Contrepartie 5. Contrepartie

5.1 Charges

La présente mise à disposition est consentie selon le principe de répartition des charges relatives aux coûts de fonctionnement du site (fluides, maintenance, prestations de services) selon un principe 50/50 (50% à charge de la C3SM et 50% à charge de la

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Commune), ce montant étant susceptible d'évoluer au fil des années en fonction de l'évolution des prix et des besoins en prestations.

Les charges d'investissement et globalement de propriétaire restent du domaine de la C3SM. Ainsi, durant la convention, les travaux autres que petites réparations et entretien courant à la charge de la Commune, ou qui ne seraient pas imputables à une faute de cette dernière, sont de la responsabilité exclusive de la C3SM.

5.2 Modalités de remboursement

La Commune bénéficiaire de la mise à disposition s'engage à rembourser à la C3SM, et à la fin de chaque année civile, le montant des dépenses de charges de fonctionnement (à hauteur de 50% du montant total), sur la base d'un état récapitulatif détaillé qui lui sera communiqué.

5.3 Relation avec les occupants

Dans le cadre de la fréquentation de l'équipement en lien direct avec la vie municipale, la Commune se substitue à la C3SM dans la relation avec les occupants, ainsi que l'établissement des règles d'utilisation qu'elle juge nécessaire de leur imposer, y compris la gestion des plannings et le contrôle d'accès.

L'équipement est soumis à la réglementation des « établissements recevant du public » (ERP). D'une manière générale, la Commune interdira toute activité allant à l'encontre de cette réglementation.

5.4 Utilisation de l'équipement par la C3SM

Lorsqu'elle souhaitera disposer de l'équipement pour l'organisation de ses évènements, la C3SM informera la Commune dans les meilleurs délais.

5.5 Travaux

Les réfections, modifications ou transformations des locaux ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord de la C3SM. La C3SM deviendra propriétaire de toute amélioration et de tout aménagement effectué par la Commune.

La mise à disposition pourra être suspendue temporairement en cas de travaux nécessaires affectant les locaux et/ou les installations que devra entreprendre la C3SM dans le cadre de ses obligations de propriétaire de l'équipement.

5.6 Communication

Il est demandé à la commune de faire valoir sur chacun de ses supports de communication liés à l'utilisation de la salle, que le bâtiment est communautaire, en y apposant le logo de la C3SM.

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

6. Entretien des locaux

La Commune s'engage à faire maintenir les lieux conformes à leur composition initiale. Elle prendra à sa charge toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition.

La Commune signalera immédiatement par écrit (courrier ou mail), tous les désordres et sinistres qui se produiraient dans les lieux occupés même s'il n'en résultait aucun dégât apparent.

L'entretien de l'équipement est assuré par la Commune qui effectuera le nettoyage des lieux, du mobilier et du matériel de façon à les maintenir en parfait état de propreté et de fonctionnement. Les équipements et produits nécessaires à cet exercice sont à la charge de la Commune.

Cet entretien sera assumé par la C3SM lors de l'organisation d'événements communautaires.

Dans le cadre de ses obligations de propriétaire, la C3SM assurera toutes les réparations nécessaires occasionnées par vétusté ou force majeure.

7. Exploitation de l'équipement

La Commune s'engage à gérer l'exploitation et le fonctionnement de l'équipement, la mise en place de créneaux ponctuels et/ou permanents au profit d'associations ou autres (planification, gestion des accès, des badges, besoin matériel, gestion et création de code alarme etc...).

Les demandes de mise à disposition de structure temporaire (podium, scène etc...) seront également prises en charge par la Commune et toute installation devra se conformer à la règlementation en vigueur.

La Commune s'engage à assurer tous les protocoles de maintenance engagés par la C3SM afin d'assurer le maintien en parfait état des équipements présents sur site, dans le but de garantir l'intégrité et l'utilisation en sécurité de l'établissement (anti-légionelle, défibrillateurs, manipulation sur les réseaux ECS, nettoyage toiture, contrôle opérationnel des éclairages de sécurité, groupe électrogène etc...). Les agents communaux seront formés par les services communautaires à la mise en œuvre de ces protocoles dès signature de la présente convention. 5

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

8. Responsabilité et assurances

La Commune est tenue de souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir : sa responsabilité civile, le vol, les dégradations ou la destruction.

Elle doit fournir à la C3SM une attestation d'assurance à jour pour toute la durée de la mise à disposition.

La C3SM reconnaît avoir garanti auprès d'une compagnie d'assurances les risques inhérents à son statut de propriétaire.

La C3SM ne serait être tenue responsable des accidents ou dommages pouvant survenir à l'occasion de l'exercice des activités de l'équipement durant les plages d'utilisation qui sont sous la responsabilité de la Commune.

9. Durée et date d'effet de la convention

La présente convention de mise à disposition prendra effet le 1er mai 2026. Elle est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, et pour une durée totale qui ne pourra excéder 7 ans. Elle pourra être dénoncée d'un commun accord par l'une ou l'autre des parties, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

10. Contrôles

Les représentants qualifiés de la C3SM auront accès, à tout moment, aux locaux pour en vérifier l'état et l'utilisation conforme.

11. Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Fait à ..... le .....

LE PRESIDENT LE MAIRE de Claira

Faire précéder les signatures de la mention manuscrite « LU ET APPROUVÉ ».

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

DEPARTEMENT DES PYRENEES ORIENTALES

COMMUNAUTE DE COMMUNES
«CORBIERES SALANQUE MEDITERRANEE »
41 CHEMIN DU MAS BORDAS - 66530 CLAIRA

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

2026.04.27AFF14-1

DÉLIBÉRATION
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 27 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt-six et le vingt-sept avril à 18h00, en application des articles L5211-2 et L 5211-11 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire légalement convoqué, s'est assemblé au siège de la C3SM à Claira, sous la présidence de Monsieur Jérôme PALMADE, Président.

Convocations : 21 avril 2026

Membres présents : (44)
Mme ALAMO Marion ; M. ARMANGAU Alexis ; M. BARBÉ Michel ; M. BERTRAND Rémy ; Mme BLANC Florie ; Mme BOHER THEVENOT Sophie ; M. BONILLO Thomas ; M. BURGAT Ludovic ; M. CASTIES Christian ; M. COLOMER Louis ; M. DALMAU Pierre ; M. DELER Olivier ; M. DENIS Benjamin ; M. DIAZ Michel ; M. DOUCET Olivier ; M. DOUMENC André ; Mme DUBECQ Jennifer ; Mme DURAND Nicole ; Mme DUTILLEUL Céline ; Mme GLEIZES Marie-José ; M. GUILLET David ; Mme HARAMBOURE Céline ; M. IZARD Alain ; M. LARREGOLA Michel ; Mme LE MOUEE Isabelle ; M. LOPEZ Jean-Jacques ; M. MARTINEZ Mathieu ; M. OAKES Jonathan ; M. OLIVER Fabrice ; M. PALMADE Jérôme ; Mme PANO Jeanine ; M. PASCOAL Luis ; M. PETIT Marc ; Mme POUILLAUDE Myriam ; M. PUGINIER Jean ; M. RAINERO Alex ; M. RAYNAL Gauthier ; Mme RIVES Pascale ; Mme SAREHANE Saadia ; Mme SEDES Michèle ; M. TENA Christophe ; Mme VALENTE DE OLIVEIRA LOPES Sonia ; M. VINCIGUERRA Jean-Louis ; M. ZUBIETA Bruno.

Membres absents : (6)
M. FUENTES Frédéric ; M. GAZAGNOL Arnaud ; M. GIBERT Jean-Michel ; Mme GIMENEZ Vanessa ; Mme POYET Priscillia ; Mme SAINT-SEVIN GRAU Marie-Claude

Procurations :

1. M. FUENTES Frédéric donne procuration à M. PALMADE Jérôme
2. M. GIBERT Jean-Michel donne procuration à M. DOUCET Olivier
3. Mme GIMENEZ Vanessa donne procuration à Mme DUTILLEUL Céline
4. Mme POYET Priscillia donne procuration à Mme RIVES Pascale

Le quorum est atteint pour délibérer valablement.

Madame ALAMO Marion est élue secrétaire de séance à l'unanimité.

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE POLYVALENTE A LA COMMUNE DE CLAIRA

Vu

- Le CGCT, art. L. 5210-1 à L. 5211-62 et plus particulièrement CGCT, art. L. 5211-17, L. 5211-17-1 et L. 5211-41 à L. 5211-41-3
- Le CGCT, art. L. 5214-1 à L. 5217-19, R. 5211-1 à D. 5211-53 et R. 5214-1 à D. 5217-38
- La délibération n°2022.17.11AFF19 en date du 17 novembre 2022 modifiant au titre des compétences optionnelles d'intérêt communautaire, par la rédaction de l'Article 6-3, la compétence « Création, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire» et mettant en place des conventions d'utilisation des salles communautaires avec chaque commune dans lesquelles elles sont construites,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de renouveler la convention qui est arrivée à échéance,

Le Conseil communautaire, à l'**UNANIMITÉ** des membres présents ou représentés, par **48 voix POUR (dont 4 procurations),**

DECIDE :

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention d'utilisation de la salle communautaire avec la commune de CLAIRA, dans laquelle elle est construite, précisant :

1. Les responsabilités intercommunales et communales dans le fonctionnement de cette salle au quotidien.

2. Le fait que la C3SM conserve de façon prioritaire la disposition de la salle pour des événements intercommunaux. Le reste du temps, il sera laissé le soin à la commune de gérer la fréquentation associative en lien direct avec la vie municipale.

3. L'adoption d'un règlement d'utilisation de cette salle joint en annexe ;

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

4. Le principe de répartition des charges relatives aux « fluides » selon un principe 50/50, les charges d'investissement et globalement de propriétaires restant du domaine de la C3SM.

5. La manutention et le nettoyage de la salle liés à la fréquentation quotidienne de la salle seront à la charge de la commune. Ces derniers seront assumés par la C3SM lors d'événements communautaires.

Fait et délibéré en séance, le 27/04/2026
Délibération publiée le .11/05/2026…… Pour extrait conforme

Le Président
M. PALMADE Jérôme

Le secrétaire de séance
Mme ALAMO Marion

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la communauté de communes Corbières Salanque Méditerranée dans ce même délai de deux mois, étant précisé que la communauté de communes Corbières Salanque Méditerranée dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Accusé de réception en préfecture
066-200070365-20260427-AFF14-1MaDspCLA-DE
Date de télétransmission : 11/05/2026
Date de réception préfecture : 11/05/2026

Délibération 2026/09/21

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/21

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA SALLE POLYVALENTE ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CORBIERES SALANQUE MEDITERRANEE ET LA COMMUNE DE CLAIRA

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260921-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°2026.04.27AFF14-1 du 27 avril 2026 ayant pour objet le renouvellement de la convention de mise à disposition de la salle polyvalente à la commune de Claira ;

VU le courrier du Président de la Communauté de Communes Corbières Salanque Méditerranée adressé à Monsieur le Maire de Claira en date du 17 juin 2026 ;

VU le projet de convention de mise à disposition annexé à la présente délibération ;

CONSIDERANT que, par délibération du 27 avril 2026, la Communauté de Communes a approuvé le renouvellement de la convention de mise à disposition de la salle polyvalente de Claira ;

CONSIDERANT que la convention de mise à disposition a pour objet de préciser :
- les responsabilités dans le fonctionnement des salles ;
- le fait que la Communauté de communes conserve, de façon prioritaire, la disposition des salles pour des événements intercommunaux étant précisé que le reste du temps, il est laissé le soin aux communes de gérer la fréquentation associative en lien direct avec la vie municipale ;
- les règles d'utilisation de l'équipement ;
- le principe de répartition des charges relatives aux fluides selon le principe 50/50 ; les charges d'investissement et de propriété restent de compétence communauté ;
- la manutention et le nettoyage des salles liés à la fréquentation quotidienne des salles sont à la charge de la commune à l'exception des événements communautaires ;

CONSIDERANT qu'il appartient à la commune de se prononcer sur la nouvelle convention de mise à disposition proposée annexée à la présente délibération ;

Entendu l'exposé de Monsieur Jean PUGINIER, adjoint délégué à la vie associative et sportive,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la convention de mise à disposition de la salle polyvalente entre la Communauté de Communes Corbières Salanque Méditerranée et la commune de Claira telle qu'annexée à la présente délibération ;

■ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention et tous les actes afférents.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

SYDEEL 66
PAYS CATALAN

Rapport d'activités 2025



SYDEEL66

LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE DES COLLECTIVITÉS DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES

- MISE EN ESTHÉTIQUE DES RÉSEAUX
- ÉCLAIRAGE PUBLIC
- TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
- MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

ÉDITO DU PRÉSIDENT

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



L'année 2025 restera une année particulière pour notre syndicat: nous avons célébré, les **30 ans du SYDEEL66** ! Trois décennies au service des communes du département, trois décennies durant lesquelles notre syndicat n'a cessé de grandir, de se diversifier et de s'adapter aux enjeux d'un territoire en pleine mutation.

Cet anniversaire n'est pas un aboutissement, mais une étape. Il **témoigne de la confiance** que nos 220 communes adhérentes nous accordent **depuis 1995**, et de la pertinence d'un syndicat fondé sur la mutualisation et la solidarité territoriale.

2025 aura également été une **année d'accélération** sur le plan de la transition énergétique.

Sur la compétence éclairage public, nous avons déployé le **programme « EPNJ »**, qui vient renforcer notre action en faveur d'un éclairage plus raisonné et plus économe au **bénéfice** de nos communes adhérentes.

Notre service conseil en énergie partagé a lui aussi franchi un cap avec le **« CEP+ »** et le déploiement de la plateforme Smart Éco Energy, un outil qui permet à nos communes de mieux connaître, suivre et maîtriser leurs **consommations d'énergie**.

Sur le volet mobilité, nous avons franchi une étape majeure avec le lancement **« d'AQUI »**, un nouveau réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques, porté par un opérateur privé, Bouygues Energie & Services, qui vient **renforcer l'offre de recharge** à destination des habitants et des usagers en itinérance sur notre territoire.

Ces résultats sont le fruit d'un **travail collectif**.

Je tiens à **remercier chaleureusement** les élus du Comité Syndical, les Vice-Présidents, Lionel Vidal, notre Directeur Général des Services, ainsi que l'ensemble du personnel du SYDEEL66 et nos partenaires, dont l'expertise, la disponibilité et l'engagement quotidien permettent de répondre efficacement aux attentes de notre territoire.

Fort de ces **30 années d'expérience**, le SYDEEL66 poursuit son engagement aux côtés des collectivités pour accompagner leurs projets et répondre, ensemble, aux enjeux de la transition énergétique.

Le Président du SYDEEL66
Jean MAURY



SOMMAIRE

Edito du Président	02
Avancement du siège social	03
Les instances	04-06
Bilan financier	07-09
Service public de distribution d'électricité	10-12
Mise en esthétique des réseaux	13-15
Éclairage public	16-17
Embellissement des postes de transformation	18
Transition énergétique	19-21
Mobilité électrique	22-23
Ressources humaines	24-25
Faits marquants 2025	26-27

Avancement du siège social

► Bilan 2025

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



Depuis 2023, le SYDEEL66 s'est lancé dans le projet de création d'un nouveau siège social sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall. Basé sur de fortes ambitions environnementales, ce nouveau bâtiment a de multiples objectifs : Améliorer le fonctionnement de l'activité, disposer d'espace dédié à la réception et à l'accueil, être vertueux et exemplaires. En 2025, le chantier a été lancé et le bâtiment enfin sortie de terre !

Janvier 2025 - Première réunion de chantier

La première réunion de chantier pour la construction du futur siège social du SYDEEL66 s'est tenue le **14 janvier 2025**, marquant ainsi une **étape clé** dans la concrétisation de ce projet. Cette réunion, qui s'est déroulée sur la commune de Saint-Féliu-d'Avall, a rassemblé les principaux acteurs du projet : maître d'œuvre, architectes, entreprises et représentants du Syndicat. Elle a permis de définir les grandes étapes à venir, de valider le planning prévisionnel et de coordonner les différentes interventions pour assurer la bonne réalisation des travaux.

Le Président n'a pas manqué d'exprimer sa **satisfaction** :

« Nous sommes ravis de voir ce projet prendre vie. Ce nouveau siège social incarne notre vision pour l'avenir et répondra aux besoins du syndicat. Ce projet constitue une étape majeure pour le SYDEEL66 et illustre son engagement dans la transition énergétique avec la création de ce bâtiment à énergie positive ».



Février 2025 - Le chantier est lancé !

Début 2025, le SYDEEL66 franchit une étape majeure avec le **lancement officiel** des travaux de son nouveau siège social. Les premières livraisons de matériaux ont marqués le début concret de cette réalisation avec notamment l'arrivée des pierres, premier ouvrage emblématique du futur bâtiment. Ce lancement a ouvert la voie à l'intervention progressive de l'ensemble des corps de métier qui se succèdent tout au long du chantier, chacun contribuant, par son savoir-faire, à la construction de ce nouveau bâtiment.





Déménagement en Septembre 2026

Les instances

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

▶ Le SYDEEL66 est composé d'un bureau syndical composé d'un Président, 14 Vice-Présidents et un membre du bureau, ainsi que d'un comité syndical, composé de 59 délégués élus et répartis par secteurs locaux d'énergie sur l'ensemble du territoire.

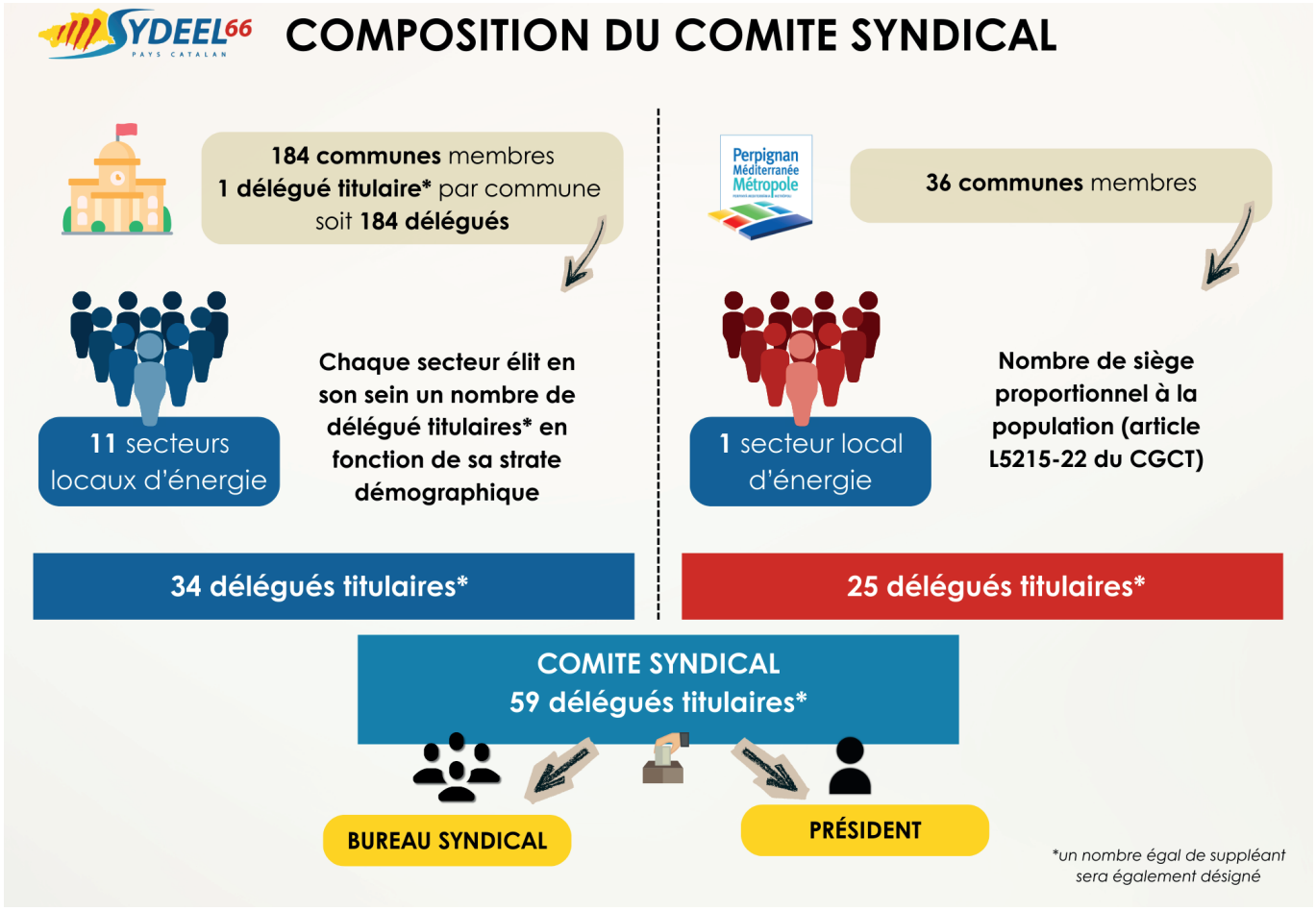


LE COMITÉ SYNDICAL

Les délégués qui forment le comité syndical sont répartis entre **12 Secteurs Locaux d'Énergie (SLE)** fixés sur le périmètre déjà existant des EPCI du Département des Pyrénées-Orientales. Soit : 11 secteurs représentant les communes et 1 secteur représentant la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole.

La composition du comité syndical

Pour désigner les **59 membres** qui siègent au comité syndical, les délégués communaux élus par les conseils municipaux de chaque commune, ont pu désigner par secteur local d'énergie et en fonction de la strate démographique un nombre de délégués titulaires et suppléants, qui forme aujourd'hui le comité syndical du SYDEEL66.



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Les délégués actuels du comité syndical

Agly Fenouillèdes
FOURCADE Didier (Trilla)
LLANES Jean-Luc (Saint-Paul-de-Fenouillet)

Albères Côte Vermeille et Illbéris
FAJAL Serge (Collioure)
PORTEIX Yves (Sorède)
POURET Jacques (Ortaffa)
PUJOL Gérard (Laroque-des-Albères)

Aspres
BERNARDY Laurent (Banyuls-dels-Aspres)
FANTIN Gilbert (Tordères)
SUCH Christophe (Thuir)

Conflent-Canigou
ARGILES André (Nyer)
MAURY Jean (Ria-Sirach)
PLAZA Gérard (Los Masos)
PRATS Eliane (Clara)

Corbières Salanque Méditerranée
GIBERT Jean-Michel (Salses-le-Château)
MARTINEZ Mathieu (Pia)
VINCIGUERRA Jean-Louis (Claira)

Haut Vallespir
LLAURENSY Alain (Amélie-les-Bains-Palalda)
OGIER Thomas (Arles-sur-Tech)

Pyrénées Catalanes
GARCIA Michel (Matemale)
TAHOCES Antoine (Sansa)

Pyrénées Cerdagne
GRAU Claude (Égat)
PEIPOCH Isidore (Palau-de-Cerdagne)

Roussillon Conflent
DAYET François (Bouleternère)
STORCH Jacques (Ille-sur-Têt)
VILA Patrice (Néfiach)

Sud Roussillon
CABALLE Eric (Corneilla-del-Vercol)
LLUGANY Julien (Latour-Bas-Elne)
LOPEZ Thierry (Saint-Cyprien)
THIBAUT Jean-Jacques (Théza)

Vallespir
ARNAUDIES Jacques (Vivès)
FARRE Joseph (Reynès)
RAMSEYER Régis (Saint-Jean-Pla-de-Corts)
VIZERN Michel (Maureillas-las-Illas)

Perpignan Méditerranée Métropole
AMIGOU Marie-José (Saint-Laurent-de-la-Salanque)
AUROY Jean-Jacques (Llupia)
CAMPS Philippe (Vingrau)
CARRE Sylvain (Saint-Hippolyte)
DELCLOS Jordi (Saleilles)
GILLARD André (Cabestany)
GOT Patrick (Baho)
HURTEBIZE Philippe (Cassagnes)
IRLES Jacqueline (Villeneuve-de-la-Raho)
JORDA Edmond (Sainte-Marie-la-Mer)
MARGUERON Gérald (Tautavel)
MARTINEZ Théophile (Cases-de-Pène)
MORICONI Jean-Charles (Pollestres)
MUTI Carla (Canohès)
PEREZ Michel (Saint-Estève)
PIQUE Nathalie (Pézilla-la-Rivière)
PORTEILS Ludovic (Opoul-Périllos)
POTEL Julien (Rivesaltes)
RESPAUT François (Le Soler)
SCHMITT Henri (Peyrestortes)
SENENT-AUSINA Laurence (Bompas)
TOMAS Luc (Saint-Féliu-d'Avall)
TORRALBA Geoffrey (Torreilles)
TORRENS Jean-Claude (Saint-Nazaire)
VIGNAU Gilbert (Villelongue-de-la-Salanque)

LE BUREAU SYNDICAL

Le bureau syndical du SYDEEL66 est composé du Président, de 14 Vice-Présidents et d'un membre du bureau qui ont été élus dans chaque secteurs locaux d'énergie. Ils permettent une représentativité sur l'ensemble du territoire et un relais entre les élus locaux et le syndicat. Le comité syndical a adopté par délibération, des délégations au Président et au bureau syndical. Lors de chaque assemblée, le Président rend compte des travaux du bureau et des décisions prises en vertu des délégations.

Les membres du bureau actuels



Président : **Jean MAURY**, Maire de Ria-Sirach
▸ 1er Vice-Président : **Edmond JORDA**, Maire de Sainte-Marie-la-Mer
▸ 2ème Vice-Président : **Jacques ARNAUDIES**, Maire de Vivès
▸ 3ème Vice-Président : **Claude GRAU**, Maire d'Egat
▸ 4ème Vice-Président : **Michel GARCIA**, Maire de Matemale
▸ 5ème Vice-Présidente : **Laurence SENENT-AUSINA**, Maire de Bompas
▸ 6ème Vice-Président : **Jean-Jacques THIBAUT**, Maire de Théza
▸ 7ème Vice-Président : **Yves PORTEIX**, Maire de Sorède
▸ 8ème Vice-Président : **Luc TOMAS**, Maire de Saint-Féliu-d'Avall
▸ 9ème Vice-Président : **Laurent BERNARDY**, Maire de Banyuls-dels-Aspres
▸ 10ème Vice-Président : **Didier FOURCADE**, Maire de Trilla
▸ 11ème Vice-Président : **Patrice VILA**, Maire de Néfiach
▸ 12ème Vice-Président : **André ARGILES**, Maire de Nyer
▸ 13ème Vice-Président : **Jean-Louis VINCIGUERRA**, Adjoint au Maire de Claira
▸ 14ème Vice-Président : **Thomas OGIER**, Adjoint au Maire de Arles-sur-Tech
▸ Membre du bureau : **Michel PEREZ**, Adjoint au Maire de Saint-Estève

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES COMMISSIONS

Plusieurs commissions ont été créées afin de traiter des dossiers sur des thématiques spécifiques. Les commissions sont des réunions de travail qui ont un rôle essentiel pour orienter des décisions au sein du syndicat.

Commission d'Appel d'Offres (CAO)

La commission **d'Appel d'Offres**, se réunit si nécessaire pour examiner les candidatures et les offres pour l'attribution de marchés publics. Cette instance est composée de 5 membres. En 2025, cette commission s'est réunie **5 fois** dans le cadre de la commande publique.



Commission travaux

La commission travaux et exploitation IRVE, éclairage public et communications électroniques est chargée d'étudier les dossiers pour toutes les demandes de travaux et notamment pour les gros travaux coordonnés avec d'autres collectivités. Elle est également force de proposition dans le cadre des participations financières du SYDEEL66 et des conditions techniques et administratives relatives aux compétences du syndicat. Cette instance est composée de **12 membres**.

► En 2025, les membres de cette commission ont été réunis afin de faire un point sur les prévisions des programmes travaux de l'année, sur la nouvelle tarification pour les IRVE et sur l'état d'avancement de l'Appel à Initiative Privé (AIP) des IRVE.

Commission transition énergétique

La commission transition énergétique est chargée de proposer les orientations pour le développement du syndicat en matière d'efficacité et de transition énergétique. Cette instance est composée de **12 membres**.

► En 2025, les membres de cette commission ont statué sur deux points majeurs : La mise en place d'un nouveau service CEP+ ainsi que sur le Fonds de transition énergétique lancé en 2024.

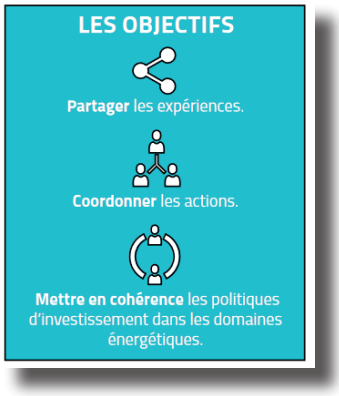
Autres commissions

La Commission Consultative Paritaire de l'Energie

► La **CCPE** a été créée conformément aux dispositions de l'article 198 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, prévoyant la création par les syndicats d'énergies d'une Commission consultative regroupant SYDEEL66 et tous les EPCI à fiscalité propre du département.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux

► La **CCSPL** du SYDEEL66 réunit 5 élus du Comité Syndical et 5 représentants d'associations ou institutions locales. Conformément à l'article L. 1413-1 du CGCT, elle a pour missions de rendre un avis sur les projets de création de services publics (DSP, régie), d'examiner chaque année les comptes rendus d'activités des délégataires (électricité, gaz, IRVE, avitaillement gaz), et de formuler des propositions d'amélioration à la demande de ses membres.



Chiffres clés 2025

Instances de décision

4 Comité Syndicaux

5 Bureaux Syndicaux

7 Commissions

22 décisions du bureau

83 délibérations du comité syndical

► Retrouvez les délibérations et procés verbaux sur le site internet du SYDEEL66 : Publications → Actes administratifs
www.sydeel66.com

Bilan Financier

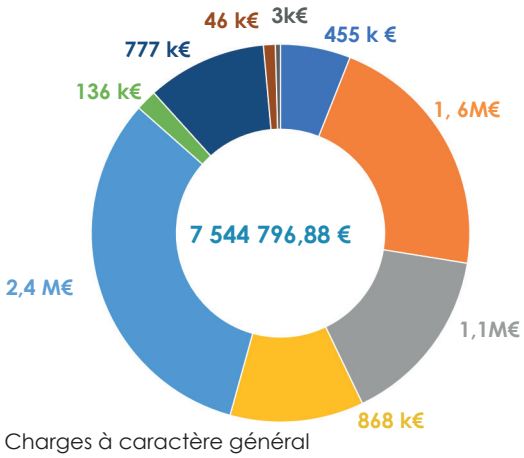
Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

▶ Le SYDEEL66 dispose d'un budget principal et de deux budgets annexes pour la compétence «IRVE» et pour la compétence «Communications électroniques». Ces données sont extraites du CFU 2025.

LE BUDGET PRINCIPAL

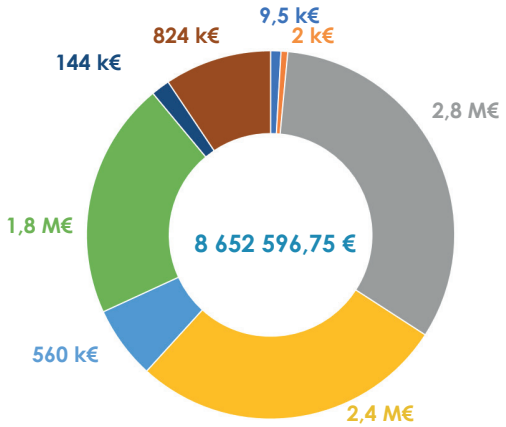
FONCTIONNEMENT

Les dépenses 2025



- Charges à caractère général
- Facture énergie compétence EP
- Maintenance EP
- Charges de personnel et frais assimilés
- Reversement TCCFE aux communes
- Dotations aux armortissements
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières
- Charges spécifiques

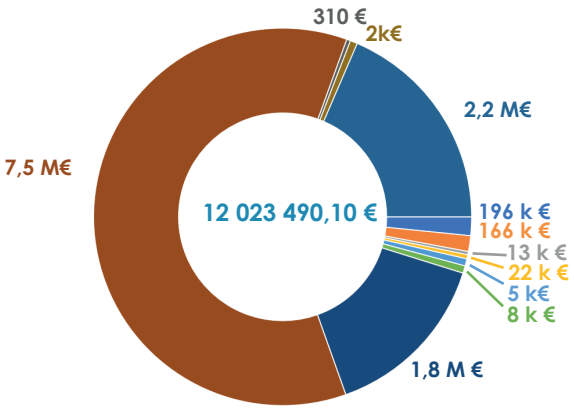
Les recettes 2025



- Atténuation de charges
- Opérations d'ordre
- Contribution des communes (AODE et EP) et produits des services
- Encaissement TCCFE
- Dotations et participations
- Redevances de Concessions ENEDIS R1 et R2
- Produits spécifiques
- Excédent reporté 2024

INVESTISSEMENT

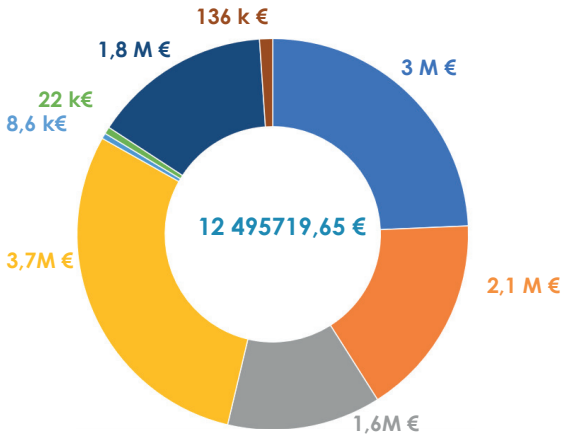
Les dépenses 2025



- Subventions d'investissement
- Emprunts
- Frais d'études et logiciels
- Opération patrimoniales
- Diverses subventions attribuées
- Matériel informatique, bornage terrain siège social
- Construction siège social
- Travaux réseaux BT et EP
- Participations financières
- Opérations d'ordre
- Travaux de mise en esthétique réseaux EP et FT

Reste à réaliser : **3,5 M €**

Les recettes 2025



- Résultats antérieur reporté 2024
- F.C.T.V.A + Affectation du résultat
- Emprunts et dettes assimilées
- Subventions et autofinancement des communes
- Frais d'études et logiciels
- Opérations patrimoniales
- Autofinancement des communes réseaux EP et FT
- Amortissements des immobilisations

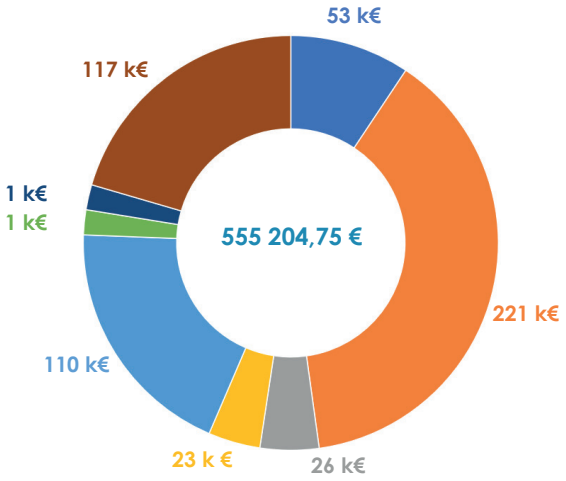
Reste à réaliser : **2,6 M €**

LE BUDGET IRVE
(Infrastructures de recharge pour véhicules électriques)

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

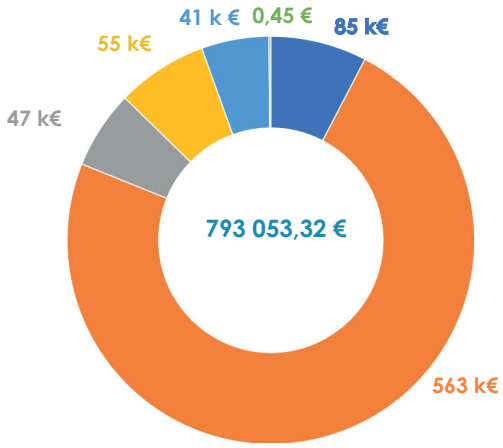
FONCTIONNEMENT

Les dépenses 2025



- Frais généraux de fonctionnement
- Frais de factures énergie
- Maintenance IRVE
- Entretien et réparations IRVE
- Contrat de prestation de services
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières - Intérets d'emprunt
- Dotations aux amortissements

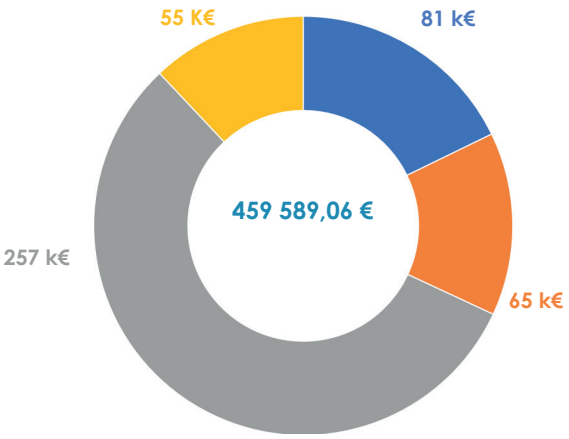
Les recette 2025



- Résultat de fonctionnement reporté
- Recettes des usagers
- Contributions communes
- Amortissement subventions ADEME/CD66
- Autres produits de gestion courante
- Produits spécifiques

INVESTISSEMENT

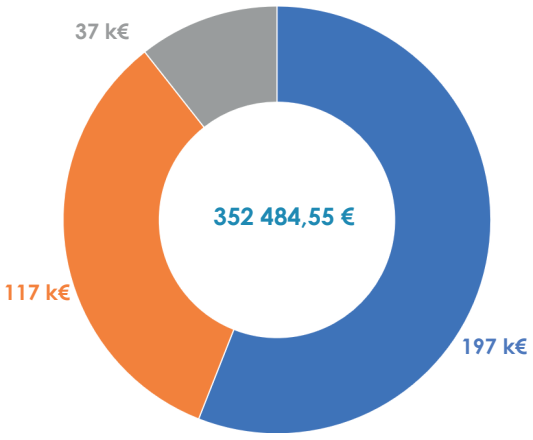
Les dépenses 2025



- Résultat d'investissement reporté
- Emrpunt et dettes assimilées
- Immobilisations en cours / travaux pour pose nouvelles bornes
- Opérations d'ordre / reprise subventions Ademe - CD66

Reste à réaliser : **54 k€**

Les recette 2025



- Subvention d'investissement
- Amortissements frais études et matériel transports
- Excédent de fonctionnement capitalisé

Reste à réaliser : **95 k€**

LE BUDGET COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

Accusé de réception en préfecture
066-216600592-20260923-D20260923-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

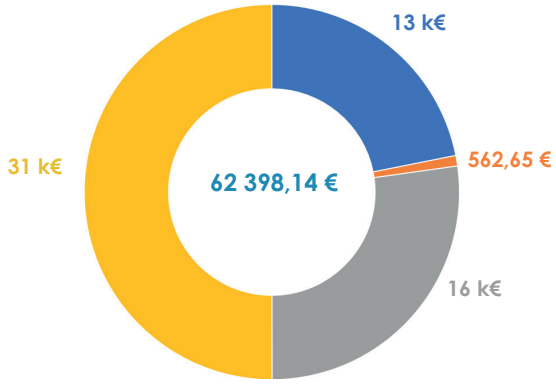
FONCTIONNEMENT

Les dépenses 2025



- Charges à caractère général

Les recette 2025



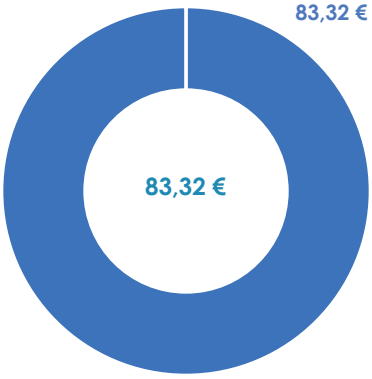
- Contributions des communes
- FCTVA
- Redevances d'occupation domaine public
- Résultat de fonctionnement reporté

INVESTISSEMENT

Les dépenses 2025

0€

Les recette 2025



- Dotation - FCTVA

Chiffres clés 2025

Bilan financier

1 555
mandats administratifs

1 401
titres de recettes

Prévisions budgétaires 2026

Budget principal :
16 861 562,46 €

Budget annexe IRVE :
1 263 753,87 €

Budget annexe CE :
70 736,78 €

Le service public de distribution d'électricité

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

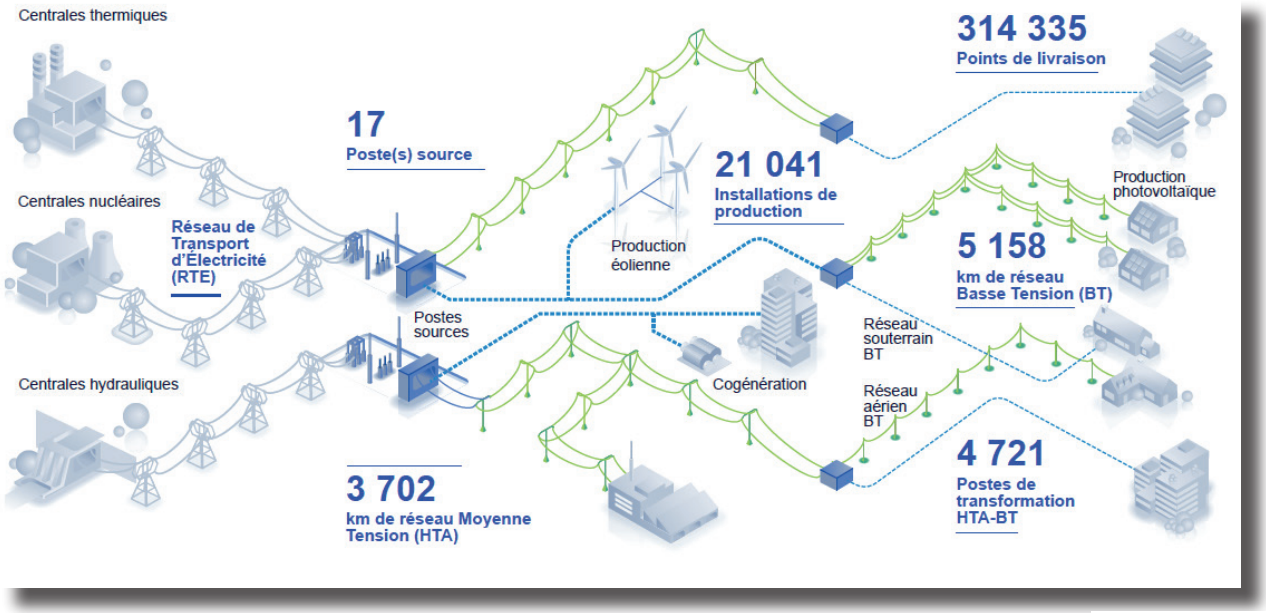
La concession : patrimoine et chiffres clés

▶ Le SYDEEL66 est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) pour le compte de 184 communes et de PMM (en représentation-substitution de 36 communes). À ce titre, le SYDEEL66 se doit d'assurer le suivi et le contrôle de la bonne exécution de son contrat de concession.

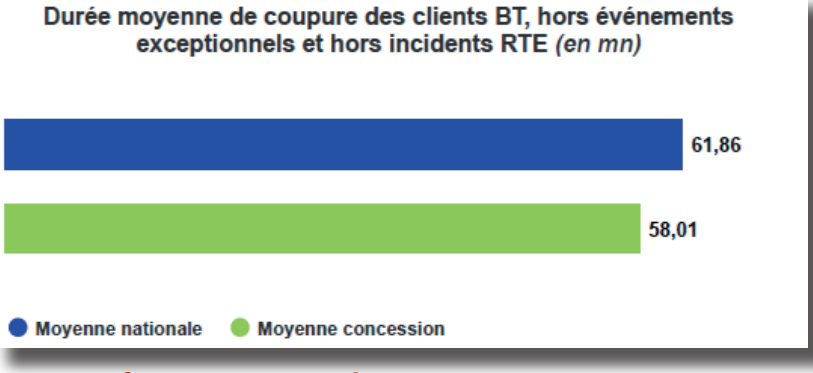
PATRIMOINE DE LA CONCESSION

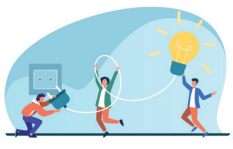
Le contrat de concession signé entre les différentes parties permet de déployer une desserte électrique de qualité pour le service public, adapté aux enjeux de la transition énergétique et un service de qualité aux clients de la concession. Il est scindé en deux composantes : la partie "distribution" est concédée à ENEDIS, et la "fourniture" aux tarifs réglementés de vente (TRV) est déléguée à EDF Branche Commerce.

Le développement et l'exploitation du réseau public de distribution d'électricité en 2025



Le contrôle de la concession et la qualité de la fourniture





La qualité de la fourniture

L'appréciation de la qualité d'alimentation sur le territoire de la concession tient en compte des incidents majeurs survenus en 2025, des principales actions d'amélioration mises en oeuvre dans l'année et de l'évolution des indicateurs de suivi et de la qualité.

Le contrôle de concession

Ce contrôle a pour objectif de garantir une bonne qualité de fourniture d'électricité, l'entretien du patrimoine concédé, de favoriser les investissements et d'être ainsi le garant de la qualité du service public concédé.

CHIFFRES CLES DE LA CONCESSION

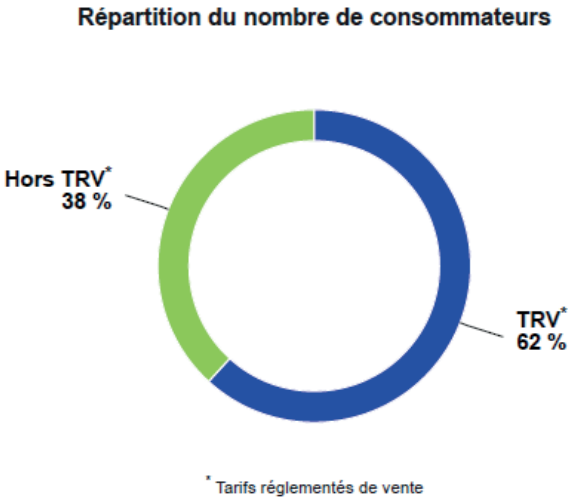
Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CRAC 2025 - Chaque année, Enedis transmet à chacune des collectivités concédantes un Compte Rendu d'Activités de Concession (CRAC). Ce document contractuel synthétise une année de travail au service de la concession. La qualité des CRAC est une préoccupation d'Enedis qui œuvre pour fournir de plus en plus d'informations locales.

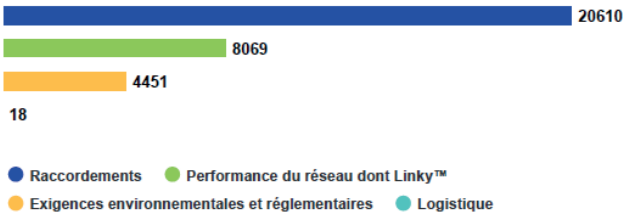


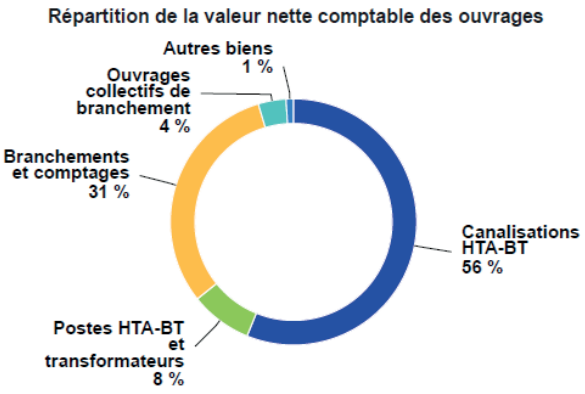
Retrouvez l'intégralité des CRAC sur le site du SYDEEL66 : **www.sydeel66.com** Publications > Rapports d'activités

Le nombre de consommateurs

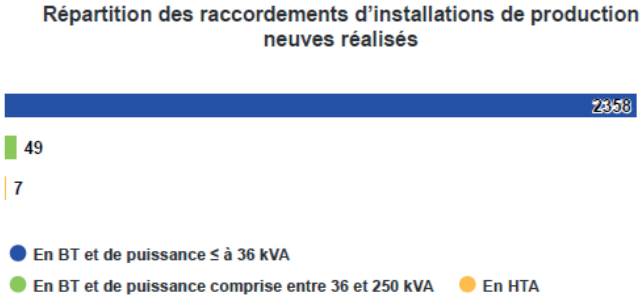


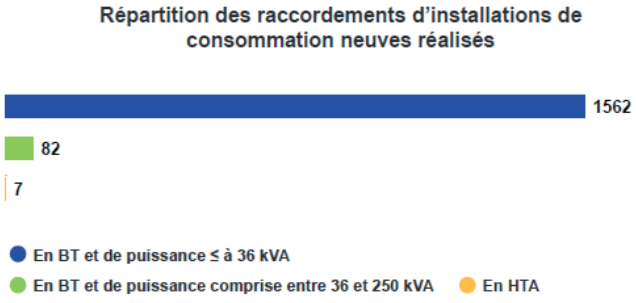
Les investissements et le patrimoine





Les racordements à la concession





Les consommateurs raccordés au réseau public

Les utilisateurs raccordés au RPD sont les clients consommateurs, qui soutirent de l'électricité au réseau et les clients producteurs qui injectent de l'électricité sur celui-ci. Ils sont présentés dans les tableaux ci-après.

	2024	2025	Variation *en %*
Nombre de clients	311 956	**314 335**	**0,8 %**
Énergie acheminée *(en MWh)*	1 815 142	**1 910 432**	**5,2 %**
Acheminement facturé* *(en k€)*	98 524	**113 651**	**15,4 %**

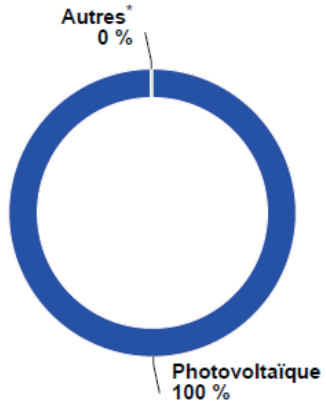
* Hors acheminement en compteurs.

CHIFFRES CLES DE LA CONCESSION

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

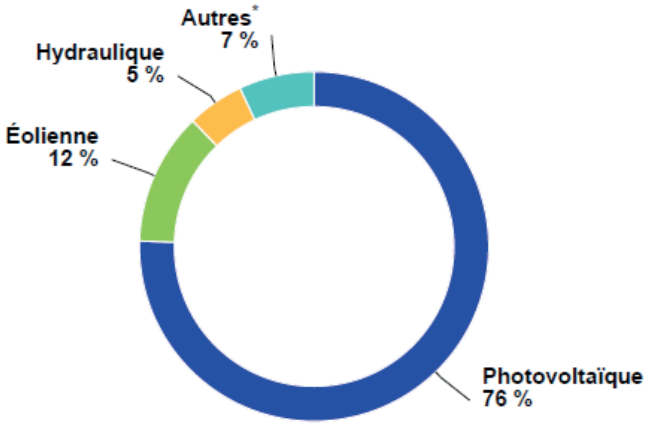
Les producteurs sur la concession

Répartition du nombre de producteurs



* Producteurs d'énergie d'origine éolienne, hydraulique, cogénération, biomasse.

Répartition de la puissance des producteurs



* Cogénération, biomasse…

Les installations de la production raccordées au réseau public

	2024			2025		
	Nombre	Puissance installée*	Quantité d'énergie produite**	Nombre	Puissance installée*	Quantité d'énergie produite**
Photovoltaïque	18 293	399 146	**471 939 934**	20 996	449 277	**518 272 803**
Éolien	9	69 700	**139 047 536**	9	73 000	**128 291 596**
Hydraulique	25	31 319	**45 194 892**	25	31 319	**56 354 902**
Autres	13	39 664	**50 914 760**	11	41 455	**48 247 911**
Total	**18 340**	**539 829**	**707 097 122**	**21 041**	**595 051**	**751 167 212**

* La puissance est exprimée en kVA pour les producteurs raccordés en BT et en kW pour ceux en HTA. ** En kWh.

La fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente en 2025

Les clients Tarif Bleu

Répartition des clients Tarif Bleu résidentiel et non résidentiel (*en nombre de clients*)



Répartition des consommations des clients Tarif Bleu résidentiel et non résidentiel (*en MWh*)



Tarif Bleu résidentiel Tarif Bleu non résidentiel

Souscriptions dans l'année Tarif Bleu résidentiel

10 065 (5,4 %)

Résiliations dans l'année Tarif Bleu résidentiel

15 800 (8,5 %)

La mensualisation

Clients mensualisés Tarif Bleu résidentiel

119 393

La facturation électronique

Clients bénéficiant de la facturation électronique Tarif Bleu résidentiel

96 861 (52,3 %)

Mise en esthétique des réseaux

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

► Dans le cadre de ses missions d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, le SYDEEL66 assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de mise en esthétique des réseaux pour les 220 communes adhérentes. Ces opérations permettent de sécuriser les réseaux, de renforcer la qualité de fourniture tout en embellissant les communes.



EFFACER ET SÉCURISER LES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

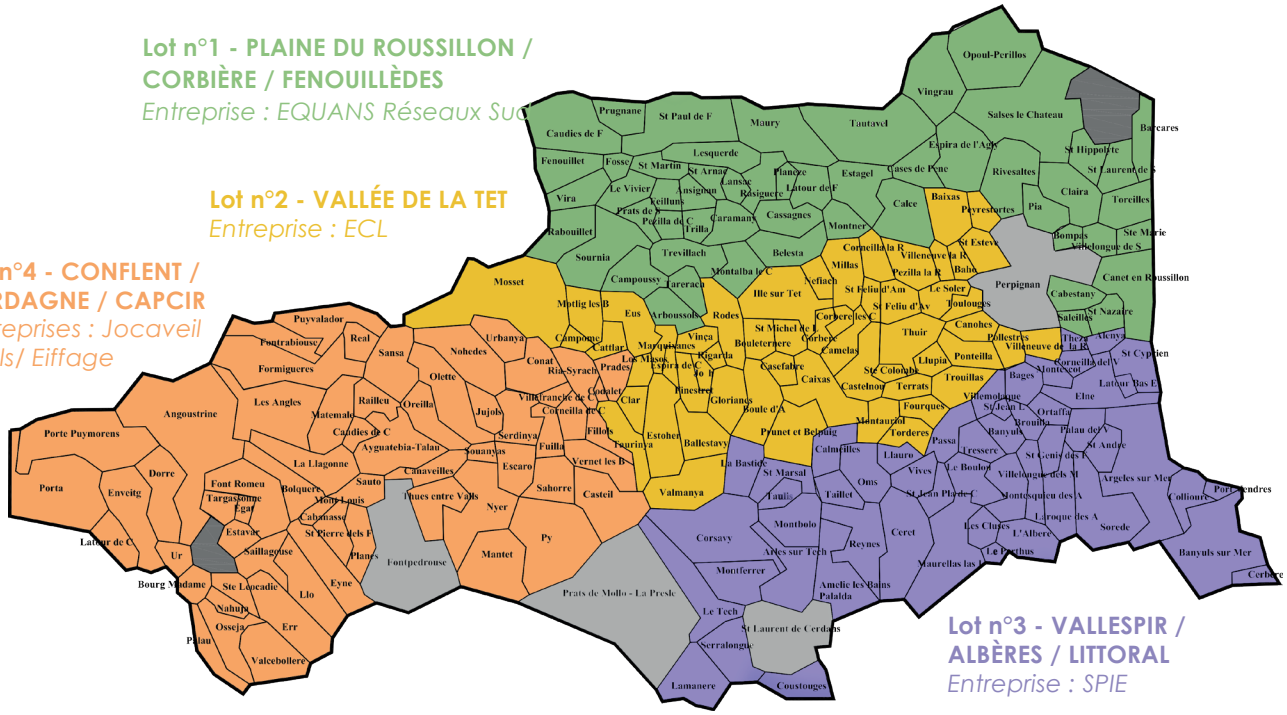
Les opérations de mise en esthétique des réseaux, permettent l'enfouissement et la mise en discrétion des réseaux aériens concernant la basse tension, l'éclairage public et les communications électroniques. Ces opérations ont plusieurs objectifs : sécuriser les réseaux et renforcer la qualité de fourniture tout en embellissant le cadre de vie des habitants des communes.

Carte des lots et entreprises titulaires du marché public travaux

Lot n°1 - PLAINE DU ROUSSILLON / CORBIÈRE / FENOUILLÈDES
Entreprise : EQUANS Réseaux Sud

Lot n°2 - VALLÉE DE LA TET
Entreprise : ECL

Lot n°4 - CONFLENT / CERDAGNE / CAPCIR
Entreprises : Jocaveil & Fils/ Eiffage



Lot n°3 - VALLESPIR / ALBÈRES / LITTORAL
Entreprise : SPIE

Chiffres clés 2025

Mise en esthétique des réseaux



785 k € de subvention versée par le SYDEEL66

37 chantiers effectués

10,1 km réseaux enfouis

28 communes concernées

5,8 milions d'euros investis par les communes, le SYDEEL66 Enedis et Orange

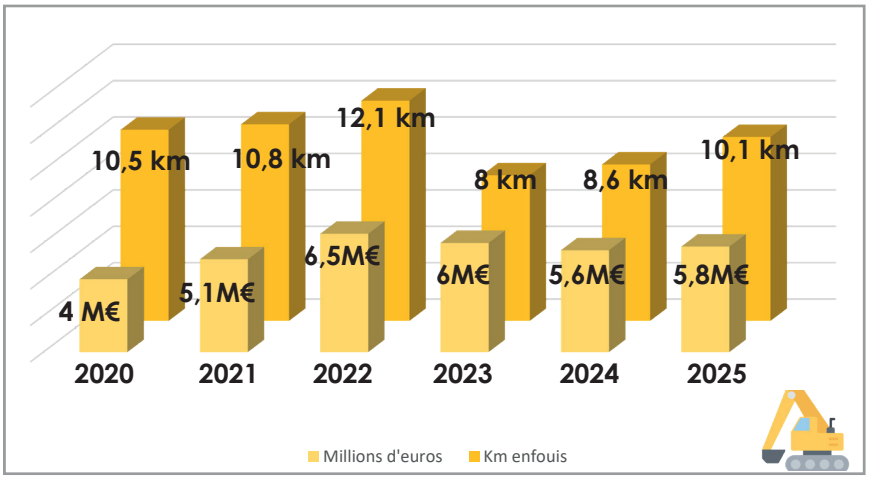
Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ZOOM SUR...

Les opérations de mise en esthétique réalisées par le SYDEEL66 depuis 2020
(en Millions d'euros et en km enfouis)

Notre coeur du métier

La mise en esthétique des réseaux constitue le cœur de métier du SYDEEL66. En tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, le Syndicat accompagne les communes dans leurs projets d'enfouissement des réseaux, qui représentent chaque année une grande partie de son activité et de ses investissements. La revalorisation des aides financières en 2020 a permis de soutenir la réalisation des travaux malgré la hausse des coûts. Au-delà de l'amélioration du cadre de vie, ces opérations renforcent la sécurité et la résilience des réseaux tout en contribuant à la valorisation du patrimoine et à la qualité paysagère des communes.



► Avant/Après - Rue des Mésanges, Baho

Avant



Ces opérations répondent à une nécessité de sécuriser les réseaux. En effet, les fils nus, souvent fragilisés et vétustes sont remplacés par des câbles souterrains moins exposés aux aléas climatiques. L'objectif est également de préserver l'environnement visuel du village, puisque l'enfouissement de ces réseaux améliore l'esthétique et le cadre de vie des habitants.



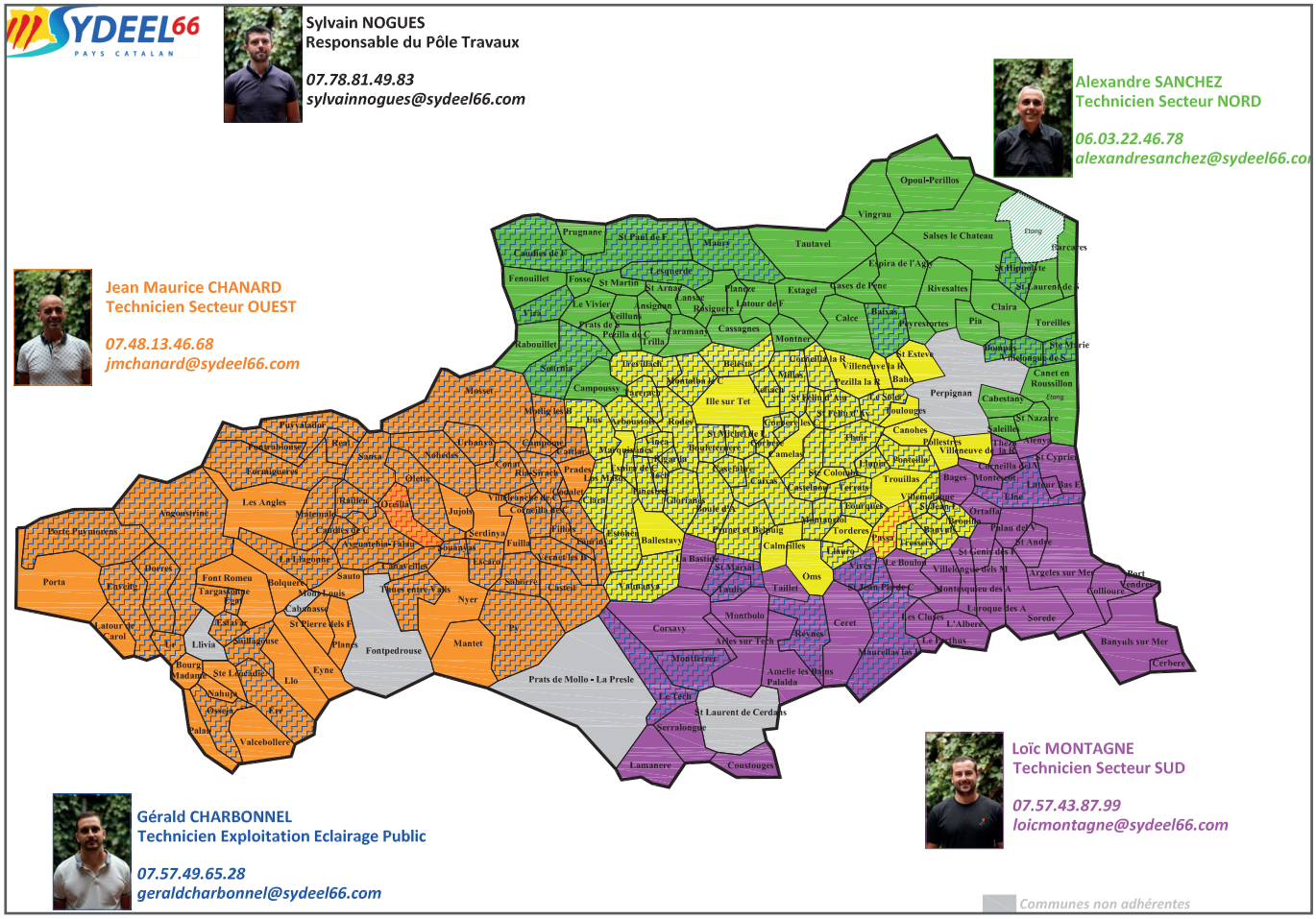
Après

L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Organisation du pôle travaux

La répartition territoriale des chargés d'affaires permet d'assurer une proximité avec les élus locaux.



De plus, le SYDEEL66 met à disposition des collectivités membres, un **interlocuteur SYDEEL66** qui aura en charge d'assister, de conseiller et d'accompagner celles-ci auprès des concessionnaires Enedis, Edf et Orange.

1 **Accompagnement et assistances auprès des communes pour les demandes de :**

- ► Branchement
- ► Raccordement / Extension
- ► Déplacement d'ouvrage

2 **Analyse et avis sur les demandes de constructions de lignes du concessionnaire (Articles 323-25 du Décret n°2015-1823 du 30 décembre 2015),**

► Examen des projets présentés par Enedis : il s'agit, par exemple, de contrôler que les clauses du contrat de concession relatives à l'intégration des ouvrages dans l'environnement sont correctement appliquées, ou encore de conforter des observations de maires concernés.

3 **Analyse, à la demande des communes, des devis d'Enedis entrainant contribution financière des communes dans le cadre de raccordement et/ou extension liés à une autorisation de construire, d'un déplacement d'ouvrage, ect ...**

► De plus en plus de communes sollicitent l'aide du syndicat pour les aider à comprendre le choix de la solution de raccordement ou de la tarification d'Enedis.

► Le syndicat peut transmettre également aux communes des plans des réseaux et de la réglementation sur ce sujet.

Interlocuteur SYDEEL66 : Loïc Montagne - loicmontagne@sydeel66.com

Éclairage public

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

▶ Le SYDEEL66 assure pour les communes qui la lui transfère cette compétence optionnelle, elle comprend les travaux neufs et de rénovation, la maintenance (préventive et curative), l'exploitation, la cartographie du patrimoine lumineux et le contrôle de l'énergie.

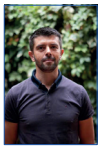


L'ÉCLAIRAGE PUBLIC, BIEN PLUS QUE DE LA LUMIÈRE

Fidèle à sa philosophie de solidarité territoriale, le SYDEEL66 mutualise pour cette compétence des moyens humains, son expertise, son expérience et son concours financier. Le syndicat joue un rôle central dans la gestion de l'éclairage public. Cette compétence permet de mettre en œuvre des politiques énergétiques cohérentes sur un territoire, en optimisant les installations et en favorisant les économies d'énergie.

Pour une gestion performante et citoyenne

Carte des communes adhérentes à la compétence éclairage public (au 01 juillet 2026)

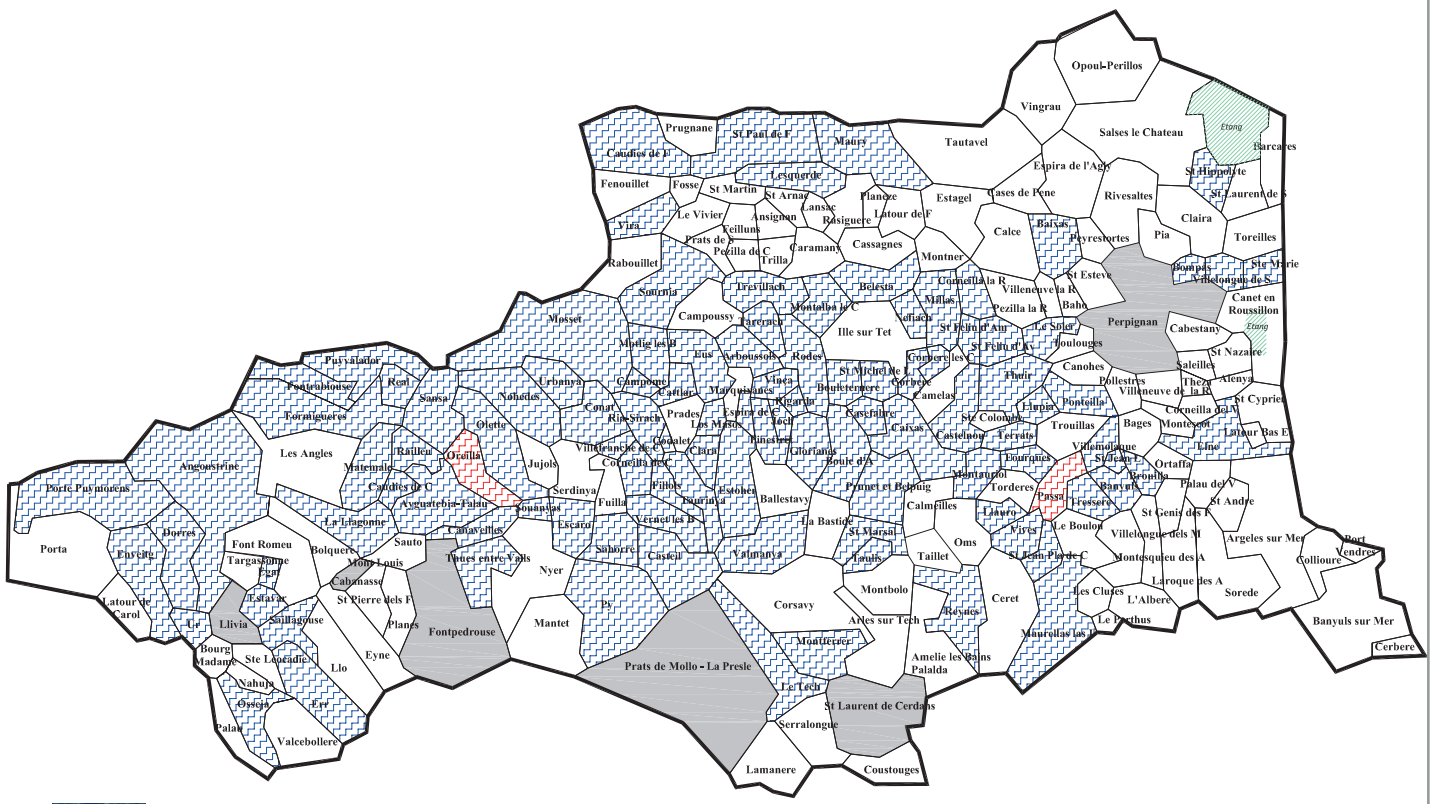


Sylvain NOGUES
Responsable du Pôle Travaux

07.78.81.49.83
sylvainnogues@sydeel66.com

108 communes

36 605 points lumineux en gestion





Gérald CHARBONNEL
Technicien Exploitation Eclairage Public

07.57.49.65.28
geraldcharbonnel@sydeel66.com

Communes non adhérentes

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Chiffres clés 2025
Éclairage public



296 k € de subvention versée par le SYDEEL66

Pr… d'économie d'énergie générés par les travaux

31 chantiers effectués

380 points lumineux rénovés

3 650 opérations de maintenance

801 k € d'euros investis par les communes et le SYDEEL66

ACTIVITÉ 2025 DU SERVICE

ZOOM SUR...

Programme EPNRJ : un éclairage public plus intelligent

Dans le cadre de sa compétence en matière d'éclairage public, le SYDEEL66 a déployé le **programme « EPNRJ »**, qui vise à équiper les armoires de commande d'éclairage public des communes avec des horloges communicantes pilotables à distance. Cette modernisation permet **d'optimiser les horaires** de fonctionnement de l'éclairage public, **d'adapter les consommations** aux besoins réels et de **faciliter les interventions** techniques sans déplacement systématique. En améliorant le pilotage des installations, le SYDEEL66 accompagne les communes dans la maîtrise de leurs dépenses énergétiques et la modernisation de leur patrimoine d'éclairage public.


Armoire avec horloge

Le SYDEEL66 a pu bénéficier d'une aide de la FNCCR dans le cadre du programme : **Lum'ACTEE+**

26 communes bénéficiaires

302 horloges installées

Extinction de l'éclairage public



Le SYDEEL66 **conseille et accompagne** les communes dans cette démarche d'extinction de l'éclairage public. C'est une démarche tant économique qu'environnementale qui se généralise.

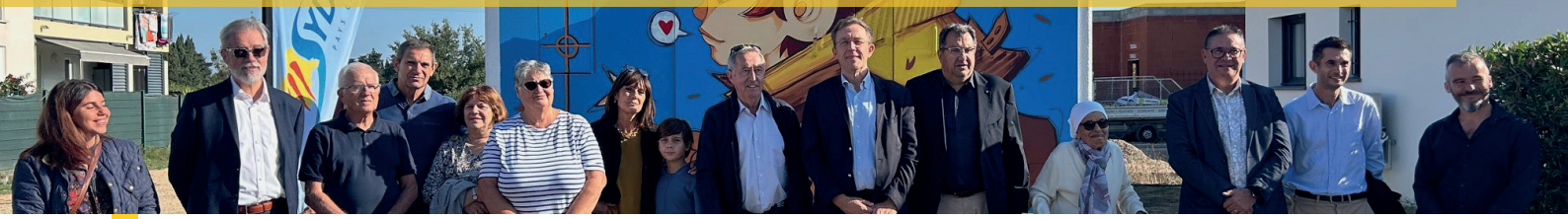
69 communes qui pratiquent **l'extinction de l'éclairage public** en 2025

Le SYDEEL66 accompagne également les communes lorsqu'elles souhaitent **rallumer de façon total ou partiel**, leur éclairage public.

EMBELLISSEMENT DES POSTES DE TRANSFORMATION

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

▶ Dans sa politique d'amélioration du cadre de vie et afin de valoriser son patrimoine, le SYDEEL66 en partenariat avec ENEDIS et la commune, ont mis en place un programme de réhabilitation et d'embellissement des postes de transformation dégradés ou vétustes.



AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE ET VALORISATION DU PATRIMOINE

Chaque année, une dizaine de communes sont retenues pour le programme de réhabilitation des postes de transformation. Elles bénéficient des financements du SYDEEL66 et d'ENEDIS conformément à un partenariat commun.

Les réalisations en 2025


Err


Ria-Sirach


Saint-Jean-Lasseille



Saint-Laurent-de-la-Salanque


Saint-Nazaire


Saleilles

Chiffres clés 2025

15 500 €
investis par les communes

3 000 €
de subventions versées par le SYDEEL66

6 postes
embellis

TRANSITION ENERGETIQUE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

► Le SYDEEL66 s'engage dans la transition énergétique en proposant diverses actions et programmes de financement, pour permettre aux collectivités de faire face aux enjeux énergétique et écologiques conformément à la loi climat de 2019.



ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS

Le SYDEEL66 met en place depuis plusieurs années, un certain nombre de démarches et outils à destination de ses collectivités partenaires pour les accompagner dans la voie de l'efficacité et de la sobriété énergétique. Face à ce défi, le SYDEEL66 s'engage au travers d'actions et missions auprès des communes membres.

▸ Le Conseil en Energie Partagé (CEP)

Le SYDEEL66 propose à ses communes adhérentes le dispositif **CEP** depuis le début des années 2010. Il permet de partager les **compétences d'un conseiller en énergie**. L'intégration de cette nouvelle ressource au sein des équipes communales permet d'agir afin de réduire consommation et dépenses en énergie. Le Conseil en Energie Partagé (CEP) est un service, réparti en 2 phases, sur 5 ans dont l'objectif est de permettre à la collectivité de mener une **politique maîtrisée** sur son patrimoine.

Le CEP en 2025...



496 bâtiments en gestion



14 audits réalisés



32 communes adhérentes

Le CEP+ : la nouveauté lancée en 2025 avec le déploiement de la plateforme « Smart Eco Energy »



Le SYDEEL66 et Orange, ont signé une convention pour déployer la solution Smart Eco-energy dans plusieurs communes du département. La plateforme Smart Eco-energy permettra aux communes de suivre en **temps réel** leurs consommations d'énergie, **d'optimiser les coûts** des bâtiments publics et de l'éclairage public, et **d'ajuster** leurs contrats grâce à l'analyse des données de consommation. La solution intègre également des **capteurs de qualité de l'air** dans les écoles et un système d'alertes en cas de dérives de consommation, afin d'accompagner les collectivités dans une **gestion plus efficace et durable** de leurs ressources énergétiques.

Les chiffres

► **10** communes adhérentes

► **463** contrats en gestion

► **210** bâtiments en gestion

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

▸ Le programme ACTEE « Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique »

Le programme ACTEE est un dispositif porté au niveau national par la FNCCR, qui vise à **accélérer la rénovation énergétique des bâtiments publics** en soutenant et en accompagnant la mutualisation des actions d'efficacité énergétique par le financement d'ingénierie, d'études et de matériel de suivi et d'analyse.

2025

Rénovation énergétique du bâtiment de l'école primaire de Maureillas Las-Illas

Grâce à l'accompagnement du SYDEEL66, la commune de Maureillas-las-Illas a mené la **rénovation énergétique** de son école primaire datant de 1882. Le Syndicat a apporté un **appui technique et financier** tout au long du projet, qui a permis de réduire de **43 %** les consommations d'énergie et de près de **70 %** les émissions de gaz à effet de serre. Le SYDEEL66 a également mobilisé **29 000 € d'aides financières** via le Fonds de Transition Énergétique et le programme ACTEE.

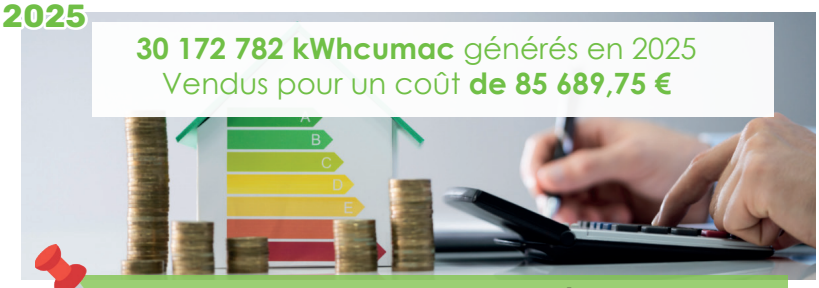


▸ Certificat d'Économie d'Énergie (CEE)

Le dispositif des **CEE** a pour objectif de valoriser auprès des fournisseurs d'énergie une partie des travaux de rénovation énergétique. Le SYDEEL66 propose de **valoriser les travaux de performance énergétique et de collecter** les CEE réaliser par les collectivités afin de leur permettre de bénéficier d'une aide financière supplémentaire.

2025

30 172 782 kWhcumac générés en 2025
Vendus pour un coût **de 85 689,75 €**



En parallèle, le SYDEEL66 a **valorisé** l'opération bâtiment pour la commune de :
Prades – Prime de 1 405,61 €

Groupement d'achat d'électricité et de Gaz



Ces groupements de commande permet de garantir aux collectivités locales, des offres aux meilleurs tarifs et des services associés de qualité.

En 2025...

▪ Marché électricité

125	5 215	87 GWh
membres	sites	(volume de consommation)

▪ Marché gaz

10	42	80,4
membres	sites	GWh (volume de consommation)

Infos

Le marché d'énergie a été **renouvelé en 2026** pour 2 ans (2027/2028) :
▪ **EDF** → Titulaire du lot « Bâtiments »
▪ **LLUM** → Titulaire du lot « Éclairage public »

Attribution des «Fonds de Transition Énergetique»

En 2024, le SYDEEL66 a créé le fonds de transition énergétique. Destiné à **soutenir les projets de réhabilitation** du patrimoine bâti des collectivités, la commission transition énergétique à analyser l'ensemble des demandes et au regard des critères et de l'analyse technique, les subventions ont été attribuer en 2025 aux communes suivantes :

- **CASSAGNES** - Mairie
- **ERR** - Nouvelle mairie
- **MONTAURIOL** - Salle polyvalente
- **BAGES** - Stade municipal
- **ELNE** - Complexe sportif
- **TRESSERRE** - Site «Coeur pulsant»
- **MAUREILLAS-LAS-ILLAS**- Ecole
- **CANET-EN-ROUSSILLON** - Ecole maternelle «Les Paquerettes»
- **LAROQUES-DES-ALEBRES** - Foyer d'amination communal

Le fonds de transition énergétique constitue un levier concret pour accompagner les collectivités dans leurs projets de rénovation énergétique.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ZOOM SUR...

Programme ECO POUSSE

Le programme Eco Pousse (anciennement Watty à l'école)est un programme pédagogique qui **sensibilise les enfants** des écoles élémentaires et maternelles aux économies. Portée par la société EcoCO2, le programme est soutenu dans les Pyrénées-Orientales grâce au SYDEEL66 depuis 9 ans.

2025

- **3 324** élèves
- **150** classes
- **2** c/c et **25** communes

▸ Énergies Renouvelables : Le SYDEEL66 accompagne les collectivités

Engagé dans la transition énergétique et le développement durable, le SYDEEL66 **accompagne**, notamment à travers le réseau « Les GéNÉRATEURS », les collectivités des Pyrénées-Orientales dans la **valorisation des énergies renouvelables**. Ce service a pour mission de promouvoir et d'accompagner l'implantation de **solutions énergétiques durables**, adaptées aux besoins des territoires.

Les chiffres clés 2025

▸ Les Générateurs

- **3** notes d'opportunités;
- **1** suivi de projet jusqu'à réalisation
- **4** Co-animation de formations/tables rondes
- **3** accompagnements pour le montage du projet ;
- **Organisation de la journée** « Les Générateurs » sur le Domaine de Besombes à Claira

▸ Missions SYDEEL66

- **20** notes d'opportunités en toiture
  - **15** d'entre-elles sont en **autoconsommation collective**, un modèle qui s'impose dans la valorisation économique des projets de communes.

▸ AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE : Le SYDEEL66 a rejoint une boucle locale d'énergie

Le SYDEEL66 rejoint une **boucle locale d'énergie** innovante dédiée à l'autoconsommation collective, en partenariat avec VALECO / VALECO PMO. Une des 11 éoliennes du parc de Saint-Arnac / Lesquerde sera entièrement consacrée à l'alimentation de cette boucle locale. Objectif : alimenter **5 bornes de recharge publiques** avec une énergie 100 % locale et renouvelable :

- Latour-de-France (2 bornes)
- Saint-Paul-de-Fenouillet
- Maury
- Sournia

70 % de l'électricité utilisée par ces bornes sera issue directement de **l'éolienne** dédiée. Les 30 % restants continueront d'être fournis par Engie. Une initiative concrète pour **accélérer la décarbonation** des mobilités, développer les circuits courts énergétiques et expérimenter de nouveaux modèles de **partage d'énergie.**



ZOOM SUR...

L'escale « Les GéNéRATEURS d'Occitanie » à Claira - Domaine de Besombes

Organisée par le réseau Les Générateurs Occitanie, la commune de Claira et Sun'Agri, cette visite a permis aux élus de découvrir l'installation agrivoltaïque du Domaine de Besombes, exploitation viticole familiale équipée depuis 2023 d'une centrale de 1,92 MWc couvrant 2,5 hectares de vignes. Les premiers retours font état d'une amélioration des rendements et de la qualité de la production, tout en rappelant que les bénéfices de l'agrivoltaïsme devront être confirmés sur le long terme.



MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

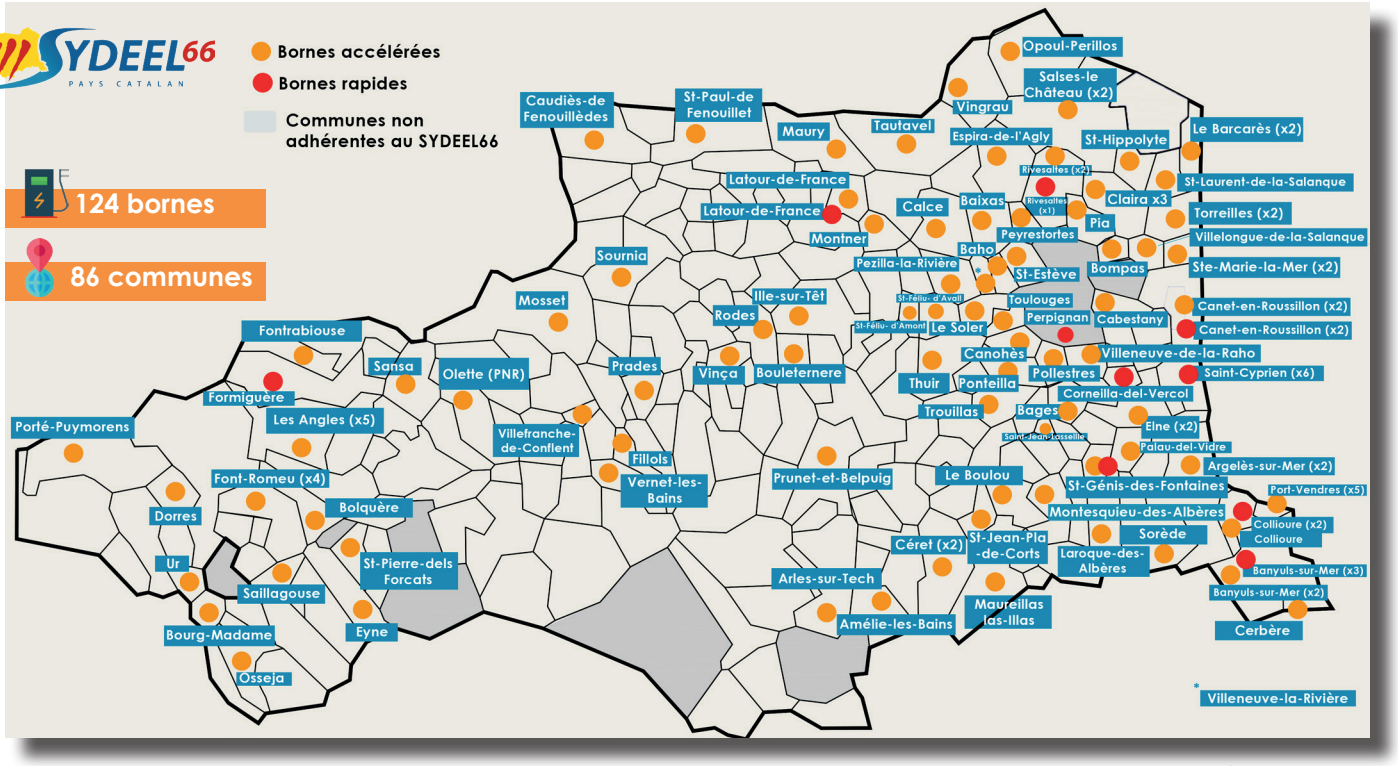
▶ Depuis 2016, le SYDEEL66 s'est engagé dans le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques à travers sa compétence «Infrastructures de Recharge pour Véhicules électriques». Aujourd'hui, le syndicat est véritablement un acteur engagé dans la mobilité électrique sur le territoire des Pyrénées-Orientales.

LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTROMOBILITÉ

Porteur du projet le SYDEEL66, à la fois maître d'œuvre et maître d'ouvrage de cette compétence optionnelle, a permis de développer la mobilité électrique dans les Pyrénées-Orientales. Par ailleurs, le maillage équilibré des bornes imaginé par le syndicat, offre la possibilité aux utilisateurs de véhicules électriques de se déplacer sans difficulté.

Favoriser le développement de l'électromobilité sur le territoire

Carte déploiement des bornes de recharge sur le département des Pyrénées-Orientales



Révéo, un réseau Régional de bornes publiques



Les **syndicats départementaux d'énergies** de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Gard, de l'Hérault, du Lot, de la Lozère, des Pyrénées-Orientales et des Hautes-Pyrénées associés aux **Métropoles** de Toulouse et de Montpellier, se sont regroupés afin d'organiser un service commun relatif au déploiement et à l'exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE). Les objectifs de ce groupement visent notamment à offrir un service innovant, « décarboné » et interopérable à l'ensemble du territoire, afin de faciliter la mobilité interdépartementale des utilisateurs de véhicules électriques de la région Occitanie. Aujourd'hui, RÉVÉO représente plus de **2000 bornes** de recharge réparties dans la région aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale !

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AQUI : la mobilité électrique change d'échelle dans les Pyrénées-Orientales !

À l'occasion du Salon des Maires et des Collectivités Locales (SMCL), le 18 novembre 2025, le Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan (SYDEEL66), Bouygues Energies & Services (Equans France) et ElinVest ont signé **l'Appel à Initiatives Privées** pour le déploiement du réseau de recharge pour véhicules électriques :

« AQUÍ – Chargez ici pour aller partout ».



Ce projet prévoit l'installation de **306 nouveaux points** de charge dans **28 communes** des Pyrénées-Orientales d'ici fin 2026, portant le réseau à plus de **500 points de charge accessibles sur l'ensemble du territoire.** Complémentaire au réseau Révéo, AQUÍ vise à **renforcer** la couverture des zones urbaines, littorales et touristiques, avec un déploiement prioritaire sur les principaux axes de circulation. Le programme représente un **investissement de 10 millions d'euros** financé par ElinVest, tandis que Bouygues Energies & Services assurera l'installation, l'exploitation et la maintenance des stations pendant 15 ans, avec l'appui de l'entreprise locale ECL.

Pensé pour offrir un **service fiable** et simple d'utilisation, le réseau garantira :

- Un taux de **disponibilité** de 97 %
- Une **assistance** 24h/24 et 7j/7
- Une **interopérabilité** avec Révéo.

« AQUÍ démontre qu'il est possible d'allier attractivité territoriale et transition énergétique. En renforçant les infrastructures locales, nous facilitons la vie des usagers et accompagnons les collectivités dans leur ambition d'un territoire plus durable et connecté. »
Jean MAURY, Président du SYDEEL66



TOP 5 des bornes les plus utilisées en 2025

1. **Collioure**
Place du 8 Mai 1945
1 723 sessions

2. **Argelès-sur-Mer**
Avenue du Grau
1 279 sessions

3. **Canet-en-Roussillon**
Quai de Barcelone
1 276 sessions

4. **Banyuls-sur-Mer**
Parking espace méditerranée
1 233 sessions

5. **Font-Romeu**
Av. d'Espagne
1 176 sessions

Révéo

Chiffres clés 2025
Mobilité électrique

117
bornes en service

43 260
sessions de charge

21
mise en service en 2025

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RESSOURCES HUMAINES

▶ Pilier essentiel du bon fonctionnement de l'organisation, la gestion des ressources humaines reflète les dynamiques internes et les choix stratégiques de l'année écoulée.

Chiffres clés 2025

L'équipe du SYDEEL66

41 ans moyenne d'âge

18 agents

10 hommes

8 femmes

Masse salariale

901 357,04 €

Statut

10 Titulaires

8 Contractuels

A — **6 %** Catégorie A

B — **66 %** Catégorie B

C — **28 %** Catégorie C

Evolution des effectifs et des carrières

Au cours de l'année 2025, un agent a été stagiairisé en catégorie C. Dans le cadre de la **réorganisation des services**, le SYDEEL66 a également renforcé la Direction des finances par le recrutement, par voie de mutation, d'un agent titulaire de catégorie B.
Par ailleurs, **deux contrats** ont été renouvelés, permettant d'assurer la continuité des missions du syndicat.
Le SYDEEL66 poursuit une **politique active** d'accompagnement des parcours professionnels de ses agents en appliquant les dispositions statutaires relatives à l'évolution de carrière.

Ainsi, en 2025 :
• **2 agents** ont bénéficié d'un avancement de grade au grade d'Adjoint administratif principal de 2ème classe, l'un à la suite de la réussite à un examen professionnel et l'autre au titre de l'ancienneté après inscription au tableau annuel d'avancement ;
• **6 agents** ont bénéficié d'un avancement d'échelon.

L'action sociale en faveur du personnel

Le SYDEEL66 a adhéré, à compter du 01/03/25, à la convention de participation **«Maintien de salaire»** conclue par le CGD66 avec Rempart Mutuelle. Les agents ayant adhéré au dispositif bénéficient d'une **participation employeur** de 30 € par mois.

Actions de prévention

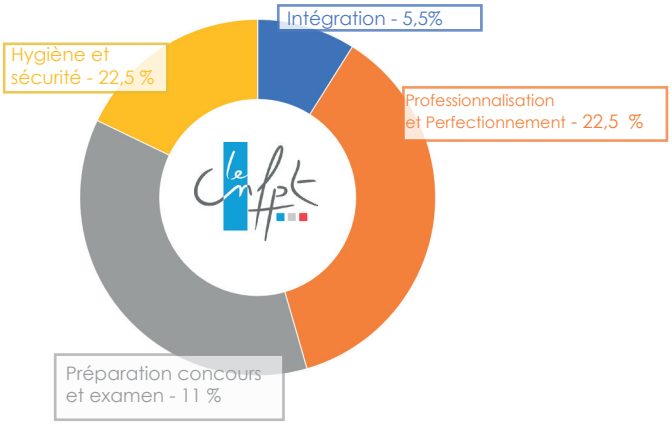
La désignation d'une **Assistante de prévention** a permis de poursuivre la mise en œuvre de sa **politique de prévention des risques professionnels**. Le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) ainsi que le plan d'actions associé constituent désormais les **outils de référence** en matière de santé et de sécurité au travail.

Perspectives 2026

- Adhésion à la convention de participation à la **prévoyance maintien de salaire** avec le CDG66
- Réorganisation du **pôle transition énergétique, mobilité et communications numériques** sera engagée afin d'intégrer la nouvelle compétence relative à la vidéoprotection.
- L'installation des équipes dans le **nouveau siège social** du SYDEEL66, qui s'accompagnera d'une évolution des conditions de travail et de l'organisation des services. À ce titre, le **Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP)** fera l'objet, en 2026, d'une révision complète.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Bilan des formations 2025 (% d'agent)





Santé au travail et absentéisme

En 2025, les **absences** pour raison de santé représentent 144 jours, répartis comme suit :
- 5 agents titulaires : 38 jours d'absence ;
- 2 agents contractuels : 106 jours d'absence.

Le **taux d'absentéisme** pour raison de santé s'établit à 3,51 % pour un effectif de 18 agents. Ce taux est calculé hors congés maternité, conformément à la méthodologie habituellement retenue dans la Fonction Publique Territoriale.

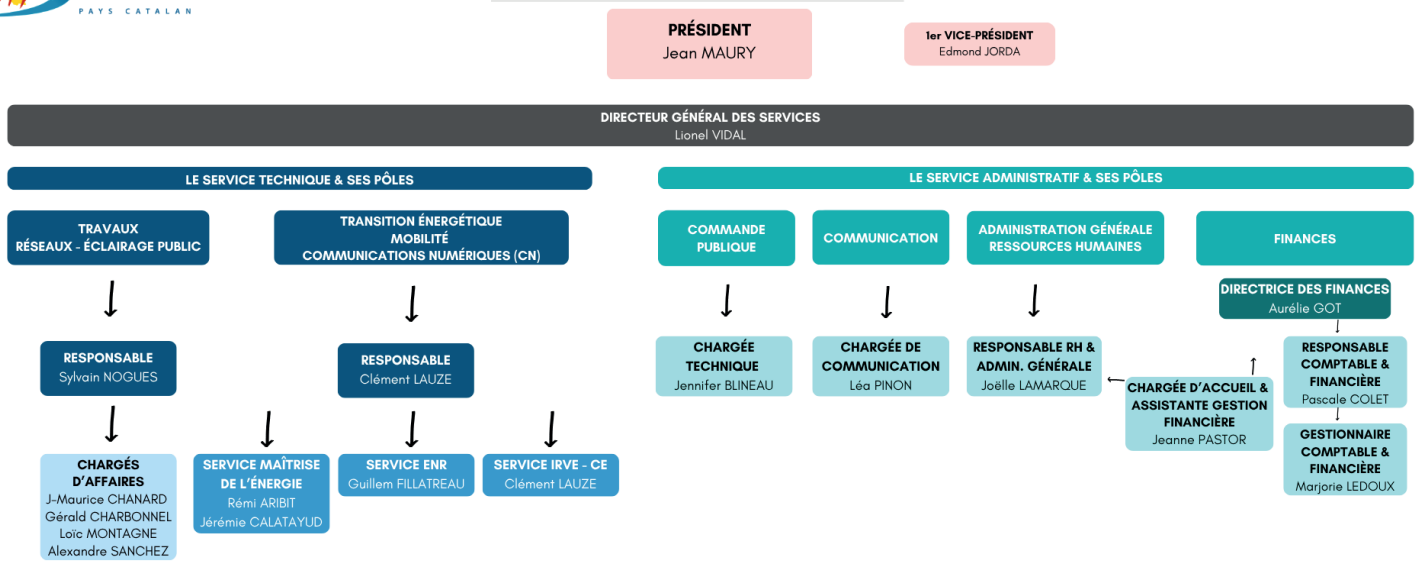
Par ailleurs :
- 1 congé maternité a représenté 120 jours d'absence ;
- Aucun accident de service n'a été recensé au cours de l'année.

Une équipe au service des collectivités locales des Pyrénées-Orientales

Au 07/26

SYDEEL66 PAYS CATALAN

ORGANIGRAMME SYDEEL66



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FAITS MARQUANTS 2025

▶ L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements clés qui ont rythmé l'actualité du syndicat.



RETROSPECTIVE 2025

MOMENT FORT 2025 - Les 30 ans du SYDEEL66

Le vendredi 20 juin 2025, le SYDEEL66 a célébré ses 30 ans d'action au service des communes des Pyrénées-Orientales, lors d'un anniversaire chaleureux et inoubliable, en présence de nombreux élus, partenaires, agents et entreprises locales.









JANVIER 2025 - Cérémonie des voeux

Comme chaque année, le président du SYDEEL66, Jean MAURY a présenté ses voeux à l'ensemble des élus du syndicat, des partenaires, prestataires et agents. Cet évènement a permis de présenter les perspectives de l'année et de réaffirmer les engagements du syndicat au service des collectivités.

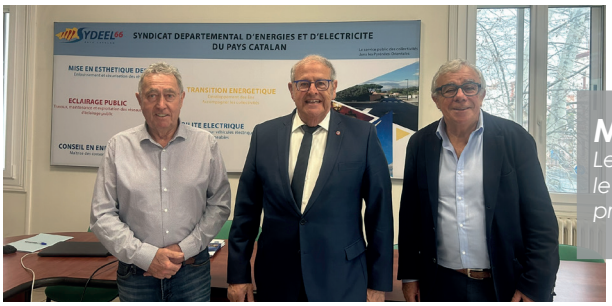


Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FEVRIER 2025 - Assemblée générale de l'entente TEOPM

Cette rencontre a rassemblé les Présidents et Directeurs des syndicats d'énergie de la région Occitanie. Au cœur des échanges : la feuille de route stratégique de l'Entente pour structurer et accélérer la transition énergétique en Occitanie Pyrénées Méditerranée.





MARS 2025- Visite du sénateur Jean Sol

Le sénateur des Pyrénées-Orientales, a rendu visite au SYDEEL66 le 06 Mars 2025, témoignant ainsi de son engagement envers les projets territoriaux et énergétiques portés par le syndicat.

MARS 2025- Salon des Maires

Le SYDEEL66 a eu le plaisir de participer au Salon des Maires des Pyrénées-Orientales. Un événement incontournable qui a réuni les élus et acteurs locaux pour échanger autour des enjeux du développement durable, de la transition énergétique et des solutions innovantes pour les collectivités.





SEPTEMBRE 2025- "Parole d'élus"

« La digitalisation, un levier pour une énergie plus transparente et efficace » Jean MAURY, Président du Sydeel 66 a partagé sa vision dans Paroles d'élus. Le numérique au service de la transition énergétique dans les Pyrénées-Orientales.



NOVEMBRE 2025- Groupement d'achat, un an après, quel bilan ?

Cette réunion a permis de dresser le bilan avec l'ensemble des adhérents du marché d'électricité, d'éclairer sur les évolutions réglementaires et fiscales et de présenter les prochains marchés de fourniture d'électricité.



DECEMBRE 2025- Nouvelle présidence pour TEOPM

Cette nouvelle rencontre a rassemblé les Présidents et Directeurs des syndicats d'énergie de la région Occitanie, Après deux années de présidence, Jean MAURY a passé la main à M. Jean-Claude BESSOU, président du Syndicat d'énergie du Lot.

DECEMBRE 2025 - Lancement de la promotion "SYDEEL66", la nouvelle session de formation "Monteur en réseaux électriques à l'IFTP Occitanie

C'est avec grand plaisir que M. Jean MAURY, président du SYDEEL66, a pris part le 5 décembre 2025, au CFA de Perpignan, à l'inauguration officielle d'une nouvelle session de formation « Monteur en Réseaux Électriques », ainsi que de son plateau technique. Cet événement marque une étape importante pour l'IFTP Occitanie, confirmant son engagement à proposer aux apprenants un environnement de formation innovant, en adéquation avec les exigences opérationnelles du terrain.



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

SYDEEL66
PAYS CATALAN

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES ET D'ELECTRICITE DU PAYS CATALAN

www.sydeel66.com

Sydeel66

Nouveau siège social :
33 bis Avenue du Roussillon - 66170 SAINT-FELIU-D'AVALL
contact@sydeel66.com - 04 68 68 98 72

Directeur de publication : Jean MAURY / **Conception, rédaction, crédits photos** : SYDEEL66 / **Impression** : Imprimerie du Néoulous

Délibération 2026/09/22

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/22

RAPPORT ANNUEL DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES ET D'ELECTRICITE (SYDEEL 66) DU PAYS CATALAN POUR L'EXERCICE 2025

Délibération 2026/09/22

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260922-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-39 ;

VU le rapport annuel d'activité de l'exercice 2025 présenté par le Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité (SYDEEL) du Pays Catalan annexé à la présente délibération ;

En vertu des dispositions de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte financier unique arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le Conseil Municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au Conseil Municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale* ».

Monsieur le Maire rappelle que le SYDEEL 66 intervient notamment dans la mise en esthétique des réseaux, dans l'embellissement des postes de transformation et dans la mobilité électrique au titre de sa compétence « infrastructures de recharge pour véhicules électriques ».

Le SYDEEL a communiqué son rapport d'activité pour l'exercice 2025, qui est porté à la connaissance de l'Assemblée.

Entendu l'exposé de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, adjoint délégué aux travaux, à l'eau et à l'environnement ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** le rapport après débat, établi et présenté pour l'exercice 2025 par le Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260923-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONVENTION ADMINISTRATIVE DE PRÊT A USAGE POUR L'EXECUTION DU SERVICE PUBLIC DE RESTAURATION SCOLAIRE

Entre les soussignés,

La commune de CLAIRA 66530, représentée par son maire en exercice dûment habilité par délibération du conseil municipal

Ci-après dénommée : « la commune »

Et

Le Syndicat Mixte pour la Restauration Collective, l'Animation Pédagogique et le Transport sis 23 Rue de la Sardane 66000 Perpignan et représenté par son Président dûment habilité par délibération en date du 2 septembre 2020

Ci-après dénommé « le SYM P-M » ou « le Syndicat »

Il est convenu que conformément à ses statuts, le SYM P-M prête pour usage à la commune les biens dont la désignation suit :

ARTICLE 1 – DESIGNATION

Dénomination	Nom du fournisseur	Marque	Date de mise en service
Laveuse à capot casier 60x50	SN ROUGER	Marque : COMENDA Modèle : PRIME : PC1800RXL	10/07/2026

Acquisition pour le restaurant scolaire : école élémentaire

ARTICLE 2 – DUREE DU CONTRAT

La durée du prêt est liée à la durée de vie de l'équipement. Le prêt prend fin à partir de la constatation de l'obsolescence du matériel prêté.

ARTICLE 3 – JOUISSANCE DU BIEN

La commune aura la jouissance des biens à compter du 10 juillet 2026, date de mise en service du bien auprès de la commune.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DU PRET

La commune s'engage à respecter les conditions suivantes du prêt sous peine de résiliation immédiate du prêt à la demande du SYM P-M, ainsi que le versement

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260923-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

d'indemnités au SYM P-M correspondantes à la valeur nette comptable du bien définie à la date de retrait du bien.

1. La commune exploitera les biens prêtés dans leur état au jour de l'entrée en jouissance, sans recours pour quelque cause que ce soit et, notamment, pour mauvais état, vices apparents ou cachés ou enfin erreur dans la désignation.
2. La commune exploitera sous sa seule responsabilité les biens prêtés conformément à l'usage particulier du bien par du personnel professionnel et formé. Elle veillera en bon père de famille à la garde et à la conservation des biens prêtés.
3. La commune assurera les biens prêtés.
4. A l'expiration du contrat, l'emprunteur rendra les biens au prêteur sans que celui-ci ait à lui payer d'indemnités excepté dans le cas d'un retrait de la commune du syndicat. Dans ce cas, le retrait entrainerait l'annulation du contrat de prêt. La commune deviendrait alors propriétaire du bien en s'acquittant de la valeur nette comptable du bien calculée sur l'amortissement du bien restant.
5. Le présent contrat est strictement personnel. Le matériel prêté ne peut en aucune façon donner lieu à la concession d'un droit quelconque à un tiers à la convention.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN

La commune assurera le nettoyage des biens prêtés. L'entretien technique des biens sera assuré gratuitement par le Syndicat qui restera tenu définitivement des dépenses qu'il pourrait se trouver obligé à faire pour l'entretien et les réparations éventuelles des biens prêtés à l'exception de celles qui seraient la conséquence d'un mauvais usage du matériel prêté et auxquelles la commune serait dès lors tenue.

ARTICLE 6 – CARACTERE GRATUIT DU PRET A USAGE

Le SYM P-M s'oblige à laisser la commune jouir gratuitement de l'équipement et sans contrepartie d'aucune sorte.

ARTICLE 7 – PROPRIETE DU MATERIEL

Le matériel désigné en article premier demeure tout le long du prêt la propriété exclusive du Syndicat. Le présent contrat n'emporte aucun transfert de propriété ou assimilé à la commune. Le matériel demeure inscrit à l'inventaire du Syndicat et son amortissement est réalisé par le Syndicat.

Fait à Perpignan, le 29 juillet 2026

Le SYM P-M,
Le Président,
Robert RAYNAUD

SYM PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE 23 rue de la Sardane 66000 PERPIGNAN

La Commune
Le Maire

Délibération 2026/09/23

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260923-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/23

CONVENTION ADMINISTRATIVE DE PRET A USAGE POUR L'EXECUTION DU SERVICE PUBLIC DE RESTAURATION SCOLAIRE PROPOSEE PAR LE SYNDICAT MIXTE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE, L'ANIMATION PEDAGOGIQUE ET LE TRANSPORT PYRENEES-MEDITERRANEE (SYM)

Délibération 2026/09/23

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260923-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°C.06/2026 du Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le transport Pyrénées Méditerranée (SYM) en date du 25 février 2026 ;

VU la convention administrative de prêt à usage pour l'exécution du service public de restauration scolaire proposée par le SYM annexée ;

Conformément à ses statuts et à la délibération du 25 février 2026 susvisée, le Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le transport Pyrénées Méditerranée (SYM) propose à ses communes membres de bénéficier d'un prêt à usage de matériel pour le service de restauration scolaire des écoles de la commune.

La convention proposée prévoit le prêt à titre gratuit et personnel d'une laveuse à capot casier pour la durée de vie de l'équipement qui sera affectée au service de restauration de l'école élémentaire. Les conditions de prêt sont mentionnées dans ladite convention.

Entendu l'exposé de Madame Isabelle LE MOUÉE, Adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires, accueils de loisirs sans hébergement, culture ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la convention administrative de prêt à usage pour l'exécution du service public de restauration scolaire proposée par le Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le transport Pyrénées Méditerranée (SYM) qui est annexée à la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

: SYM Pyrenees- Mediterranee (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 25660029700046

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE PERPIGNAN

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : SYM Pyrenees- Mediterranee (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble 5
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés 6
B3.1 - Liste des organismes de regroupement 7
B3.2 - Liste des établissements publics créés 8
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 9
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses 10
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes 11
D - Bilan synthétique 12
E - Compte de résultat synthétique 13
F - Taux des contributions et produits afférents en N 15

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget 16

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement 17
A1.2 - Recettes d'investissement 18
A2.1 - Dépenses de fonctionnement 19
A2.2 - Recettes de fonctionnement 20

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement 21
B2 - Recettes d'investissement 23
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25
D1 - Dépenses de fonctionnement 26
D2 - Recettes de fonctionnement 29

III - Etats financiers

A - Bilan 31
B - Compte de résultat 35
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables) 38
D - Balance des comptes 39

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble 50
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble 52
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 54

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 56
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 57
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 61
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 63
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 64
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement 66
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 67
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 68
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes 69
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 70
B3 - Etat des provisions 71
B4 - Etat des charges transférées 73
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers 74
B6 - Prêts 75
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 76
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 77
B7.3 - Etat des emprunts garantis 78
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis 79
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail 80
B7.6 - Etat des marchés de partenariat 81
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale 82
B7.8 - Autres engagements donnés 83

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

B7.9 - Autres engagements reçus 84
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 85
B9 - Etat du personnel 86
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 89
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 90
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 91

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 92
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses 93
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 94
C2.1 - Situation des AP 96
C2.2 - Situation des AE 97

IV - Annexes

C - Etats annexés budgétaires

C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 98
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 105

IV - Etats annexés

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 112
D2 - Gestion des fonds européens 113
D3 - Actions de formation des élus 114
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes 115
D5 - Identification des flux croisés 116
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement 117
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement 118
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) 120
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 121
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse 122
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail 123
E - État des Contrôles du Compte Financier 124

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 125

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ; *les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	234952

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

I

B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	350 721,69	10 330 000,00	10 680 721,69
	Recettes réalisées (1)	B	136 214,67	10 773 741,92	10 909 956,59
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	398 529,12	12 657 564,87	13 056 093,99
	Dépenses réalisées (1)	E	150 565,73	10 567 673,22	10 718 238,95
	Restes à réaliser	F	43 242,00	0,00	43 242,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-14 351,06	206 068,70	191 717,64
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	47 807,43	2 327 564,87	2 375 372,30
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	33 456,37	2 533 633,57	2 567 089,94
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-43 242,00	0,00	-43 242,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-9 785,63	2 533 633,57	2 523 847,94

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	47 807,43	0,00	-14 351,06	0,00	33 456,37
Fonctionnement	2 327 564,87	0,00	206 068,70	0,00	2 533 633,57
TOTAL I	**2 375 372,30**	**0,00**	**191 717,64**	**0,00**	**2 567 089,94**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**2 375 372,30**	**0,00**	**191 717,64**	**0,00**	**2 567 089,94**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE

B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES — C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 43 242,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	32 474,40
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	10 767,60
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES

C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**0,00**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Bilan synthétique (en milliers d'euros) — D

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	147,39
Autres immobilisations incorporelles	51,57
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	0,00
Constructions	627,50
Réseaux et installations de voirie	0,00
Réseaux divers	0,00
Installations techniques, agencements et matériel	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	198,30
Immobilisations corporelles en cours	**0,00**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**0,00**
Immobilisations financières (nettes)	**0,00**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**1 024,76**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	1 494,21
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	1 881,60
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**3 375,81**
Comptes de régularisation (III)	7,97
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**4 408,53**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	106,23
Neutralisations et régularisations	3,05
Réserves	573,01
Report à nouveau	2 327,56
Résultat de l'exercice	206,07
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**3 215,92**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	375,92
Dettes financières et autres emprunts	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**375,92**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	802,42
Autres dettes non financières	9,74
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**812,16**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**1 188,08**
Comptes de régularisation (III)	4,53
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**4 408,53**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros) — E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	0,00	0,00
Participations	421,56	404,92
Compensations, autres attributions et autres participations	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	10 227,86	9 980,23
Produits des cessions d'actifs	0,00	0,00
Autres produits de gestion	95,32	52,70
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,00	2,54
Reprises du financement rattaché à un actif	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**10 744,74**	**10 440,38**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	9 713,99	9 464,44
Charges de personnel	660,78	640,69
Indemnités des élus (et membres du CESR)	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	1,45	3,55
Impôts et taxes	14,26	13,69
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	131,37	117,25
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**10 521,86**	**10 239,61**
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	10,93	10,26
Autres charges	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**10,93**	**10,26**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**211,95**	**190,51**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,00**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**5,88**	**6,27**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-5,88**	**-6,27**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**206,07**	**184,24**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

II

A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	60 000,00	35 294,40	58,82	32 474,40
204	Subventions d'équipement versées (6)	20 000,00	9 122,04	45,61	0,00
21	Immobilisations corporelles	292 530,07	80 150,24	27,40	10 767,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**372 530,07**	**124 566,68**	**33,44**	**43 242,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	25 999,05	25 999,05	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**25 999,05**	**25 999,05**	**100,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**398 529,12**	**150 565,73**	**37,78**	**43 242,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**398 529,12**	**150 565,73**	**37,78**	**43 242,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**398 529,12**	**150 565,73**		**43 242,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	4 500,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	343,56	343,56	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**343,56**	**4 843,56**	**1 409,81**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*200 378,13*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*150 000,00*	*131 371,11*	*87,58*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**350 378,13**	**131 371,11**	**37,49**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**350 721,69**	**136 214,67**	**38,84**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**47 807,43**			
Total des recettes de la section d'investissement		**398 529,12**	**136 214,67**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	11 474 186,74	9 704 706,24	3 439,27	9 708 145,51	84,61	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	800 000,00	709 888,59	0,00	709 888,59	88,74	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	20 000,00	12 384,98	0,00	12 384,98	61,92	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**12 294 186,74**	**10 426 979,81**	**3 439,27**	**10 430 419,08**	**84,84**	**0,00**
66	Charges financières	10 000,00	5 883,03	0,00	5 883,03	58,83	0,00
67	Charges spécifiques	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**12 307 186,74**	**10 432 862,84**	**3 439,27**	**10 436 302,11**	**84,80**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*200 378,13*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*150 000,00*	*131 371,11*	*0,00*	*131 371,11*	*87,58*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**350 378,13**	**131 371,11**	**0,00**	**131 371,11**	**37,49**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**12 657 564,87**	**10 564 233,95**	**3 439,27**	**10 567 673,22**	**83,49**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**12 657 564,87**	**10 564 233,95**	**3 439,27**	**10 567 673,22**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

II

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	29 001,21	0,00	29 001,21	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	9 920 000,00	9 937 298,77	290 562,50	10 227 861,27	103,10	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	410 000,00	421 556,40	0,00	421 556,40	102,82	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	94 675,04	0,00	94 675,04	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**10 330 000,00**	**10 482 531,42**	**290 562,50**	**10 773 093,92**	**104,29**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	648,00	0,00	648,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**10 330 000,00**	**10 483 179,42**	**290 562,50**	**10 773 741,92**	**104,30**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**10 330 000,00**	**10 483 179,42**	**290 562,50**	**10 773 741,92**	**104,30**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 327 564,87**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**12 657 564,87**	**10 483 179,42**	**290 562,50**	**10 773 741,92**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée — B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	34 905,60	0,00	34 905,60	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	388,80	0,00	388,80	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	60 000,00	35 294,40	0,00	35 294,40	24 705,60
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	9 122,04	0,00	9 122,04	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	20 000,00	9 122,04	0,00	9 122,04	10 877,96
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	76 409,12	0,00	76 409,12	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	2 335,92	0,00	2 335,92	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	1 081,22	0,00	1 081,22	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	323,98	0,00	323,98	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	292 530,07	80 150,24	0,00	80 150,24	212 379,83
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**372 530,07**	**124 566,68**	**0,00**	**124 566,68**	**247 963,39**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	25 999,05	0,00	25 999,05	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	25 999,05	25 999,05	0,00	25 999,05	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses financières		**25 999,05**	**25 999,05**	**0,00**	**25 999,05**	**0,00**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**398 529,12**	**150 565,73**	**0,00**	**150 565,73**	**247 963,39**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**398 529,12**	**150 565,73**	**0,00**	**150 565,73**	**247 963,39**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**398 529,12**	**150 565,73**	**0,00**	**150 565,73**	**247 963,39**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes d'investissement - Vue détaillée — B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	-4 500,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	343,56	0,00	343,56	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	343,56	343,56	0,00	343,56	0,00
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**343,56**	**4 843,56**	**0,00**	**4 843,56**	**-4 500,00**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*200 378,13*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*6 562,75*	*0,00*	*6 562,75*	*0,00*
28041411	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*63 117,23*	*0,00*	*63 117,23*	*0,00*
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*	*0,00*	*8 051,40*	*0,00*	*8 051,40*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

Recettes d'investissement - Vue détaillée

B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*	*0,00*	*41 705,51*	*0,00*	*41 705,51*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*3 900,00*	*0,00*	*3 900,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*6 927,08*	*0,00*	*6 927,08*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*638,37*	*0,00*	*638,37*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*468,77*	*0,00*	*468,77*	*0,00*
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*150 000,00*	*131 371,11*	*0,00*	*131 371,11*	*18 628,89*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***350 378,13***	***131 371,11***	***0,00***	***131 371,11***	***219 007,02***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**350 721,69**	**136 214,67**	**0,00**	**136 214,67**	**214 507,02**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**47 807,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**398 529,12**	**136 214,67**	**0,00**	**136 214,67**	**262 314,45**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

II

C1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée — D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	53 876,16	0,00	53 876,16	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	2 491,39	0,00	2 491,39	0,00
60622	Carburants	0,00	13 045,00	298,69	12 746,31	0,00
60623	Alimentation	0,00	8 464 437,82	0,00	8 464 437,82	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	43 468,09	0,00	43 468,09	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	530,91	0,00	530,91	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	3 950,83	0,00	3 950,83	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	38 643,71	0,00	38 643,71	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	2 907,02	0,00	2 907,02	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	75 167,05	432,00	74 735,05	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	25 744,28	0,00	25 744,28	0,00
61358	Autres	0,00	4 155,60	0,00	4 155,60	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	5 666,34	0,00	5 666,34	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	1 897,40	0,00	1 897,40	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	1 372,60	0,00	1 372,60	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	18 329,11	0,00	18 329,11	0,00
6161	Multirisques	0,00	10 576,21	801,21	9 775,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 151,99	0,00	1 151,99	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	4 510,00	0,00	4 510,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	5 200,32	0,00	5 200,32	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	7 927,58	785,00	7 142,58	0,00
6234	Réceptions	0,00	2 520,14	0,00	2 520,14	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	909 377,06	0,00	909 377,06	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	2 992,53	0,00	2 992,53	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	475,38	0,00	475,38	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	4 863,89	0,00	4 863,89	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	5 184,00	0,00	5 184,00	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	11 474 186,74	9 710 462,41	2 316,90	9 708 145,51	1 766 041,23
6218	Autre personnel extérieur	0,00	5 844,59	0,00	5 844,59	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	6 094,03	0,00	6 094,03	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	8 169,32	0,00	8 169,32	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	352 604,95	0,00	352 604,95	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	7 268,22	0,00	7 268,22	0,00
64113	NBI	0,00	4 509,67	0,00	4 509,67	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	12 932,60	0,00	12 932,60	0,00
64131	Rémunérations	0,00	80 388,75	0,00	80 388,75	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	73 586,35	0,00	73 586,35	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	97 926,42	0,00	97 926,42	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	27 844,55	0,00	27 844,55	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	1 225,98	0,00	1 225,98	0,00
6488	Autres	0,00	31 493,16	0,00	31 493,16	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	800 000,00	709 888,59	0,00	709 888,59	90 111,41
total chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	10 932,49	0,00	10 932,49	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	450,00	0,00	450,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65888	Autres	0,00	1 002,49	0,00	1 002,49	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	20 000,00	12 384,98	0,00	12 384,98	7 615,02
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**12 294 186,74**	**10 432 735,98**	**2 316,90**	**10 430 419,08**	**1 863 767,66**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	5 883,03	0,00	5 883,03	0,00
total chapitre 66	Charges financières	10 000,00	5 883,03	0,00	5 883,03	4 116,97
total chapitre 67	Charges spécifiques	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**12 307 186,74**	**10 438 619,01**	**2 316,90**	**10 436 302,11**	**1 870 884,63**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*200 378,13*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*131 371,11*	*0,00*	*131 371,11*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*150 000,00*	*131 371,11*	*0,00*	*131 371,11*	*18 628,89*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***350 378,13***	***131 371,11***	***0,00***	***131 371,11***	***219 007,02***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**12 657 564,87**	**10 569 990,12**	**2 316,90**	**10 567 673,22**	**2 089 891,65**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**12 657 564,87**	**10 569 990,12**	**2 316,90**	**10 567 673,22**	**2 089 891,65**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée — D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	29 001,21	0,00	29 001,21	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	29 001,21	0,00	29 001,21	-29 001,21
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	9 322 824,59	12 264,01	9 310 560,58	0,00
706888	Autres	0,00	919 240,40	17 995,74	901 244,66	0,00
70848	aux autres organismes	0,00	16 056,03	0,00	16 056,03	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	9 920 000,00	10 258 121,02	30 259,75	10 227 861,27	-307 861,27
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Communes membres du GFP	0,00	421 556,40	0,00	421 556,40	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	410 000,00	421 556,40	0,00	421 556,40	-11 556,40
75888	Autres	0,00	94 675,04	0,00	94 675,04	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	94 675,04	0,00	94 675,04	-94 675,04
Total des recettes de gestion des services		**10 330 000,00**	**10 803 353,67**	**30 259,75**	**10 773 093,92**	**-443 093,92**
total chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	648,00	0,00	648,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	0,00	648,00	0,00	648,00	-648,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**10 330 000,00**	**10 804 001,67**	**30 259,75**	**10 773 741,92**	**-443 741,92**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

II

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**10 330 000,00**	**10 804 001,67**	**30 259,75**	**10 773 741,92**	**-443 741,92**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**2 327 564,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**12 657 564,87**	**10 804 001,67**	**30 259,75**	**10 773 741,92**	**1 883 822,95**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Bilan (en euros) — A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		1 343 990,66	1 196 600,74	147 389,92	201 385,11
Autres immobilisations incorporelles		123 368,12	71 802,03	51 566,09	30 885,84
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions		627 499,69	0,00	627 499,69	627 499,69
Réseaux et installations de voirie		0,00	0,00	0,00	0,00
Réseaux divers		0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, agencements et matériel		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		465 900,42	267 600,91	198 299,51	171 789,00
Immobilisations corporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**2 560 758,89**	**1 536 003,68**	**1 024 755,21**	**1 031 559,64**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les redevables et comptes rattachés		1 494 210,09	0,00	1 494 210,09	1 657 133,60
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Bilan (en euros)

A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 494 210,09**	**0,00**	**1 494 210,09**	**1 657 133,60**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		1 881 598,74	0,00	1 881 598,74	1 494 506,41
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**1 881 598,74**	**0,00**	**1 881 598,74**	**1 494 506,41**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		7 970,52	0,00	7 970,52	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**5 944 538,24**	**1 536 003,68**	**4 408 534,56**	**4 183 199,65**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Bilan (en euros)

A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		0,00	0,00
Fonds globalisés		101 728,05	101 384,49
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		4 500,00	0,00
Rattachées à un actif non amortissable		0,00	0,00
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		3 050,00	3 050,00
RÉSERVES		573 011,38	573 011,38
REPORT A NOUVEAU		2 327 564,87	2 143 326,73
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		206 068,70	184 238,14
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**3 215 923,00**	**3 005 010,74**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		0,00	0,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		375 922,15	401 921,20
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		0,00	0,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**375 922,15**	**401 921,20**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		802 423,80	774 085,38
Dettes fiscales et sociales		952,53	0,00
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Bilan (en euros)

A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		8 784,43	2 182,33
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**812 160,76**	**776 267,71**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**1 188 082,91**	**1 178 188,91**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		4 528,65	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**4 408 534,56**	**4 183 199,65**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Compte de résultat (en euros) — B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		0,00	0,00	0,00
Participations		421 556,40	404 915,40	16 641,00
Compensations, autres attributions et autres participations		0,00	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		0,00	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		10 227 861,27	9 980 232,99	247 628,28
Produits des cessions d'actifs		0,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		95 323,04	52 695,56	42 627,48
Production stockée et immobilisée		0,00	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		0,00	2 537,05	-2 537,05
Reprises du financement rattaché à un actif		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**10 744 740,71**	**10 440 381,00**	**304 359,71**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		9 713 990,10	9 464 437,29	249 552,81
Charges de personnel		660 779,44	640 686,10	20 093,34
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*460 196,14*	*447 865,25*	*12 330,89*
Dont charges sociales		*200 583,30*	*192 820,85*	*7 762,45*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		0,00	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		1 452,49	3 548,80	-2 096,31
Impôts et taxes		14 263,35	13 693,26	570,09
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		131 371,11	117 247,95	14 123,16
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**10 521 856,49**	**10 239 613,40**	**282 243,09**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		10 932,49	10 260,08	672,41
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*10 932,49*	*10 260,08*	*672,41*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**10 932,49**	**10 260,08**	**672,41**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**211 951,73**	**190 507,52**	**21 444,21**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		0,00	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		5 883,03	6 269,38	-386,35
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**5 883,03**	**6 269,38**	**-386,35**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-5 883,03**	**-6 269,38**	**386,35**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**206 068,70**	**184 238,14**	**21 830,56**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.	0,00	101 384,49	0,00	0,00	0,00	343,56	0,00	101 728,05	0,00	101 728,05
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**101 384,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343,56**	**0,00**	**101 728,05**	**0,00**	**101 728,05**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**101 384,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343,56**	**0,00**	**101 728,05**	**0,00**	**101 728,05**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	573 011,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	573 011,38	0,00	573 011,38
	Sous Total compte 106	**0,00**	**573 011,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**573 011,38**	**0,00**	**573 011,38**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**674 395,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**343,56**	**0,00**	**674 739,43**	**0,00**	**674 739,43**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	2 143 326,73	0,00	184 238,14	0,00	0,00	0,00	2 327 564,87	0,00	2 327 564,87
	Sous Total compte 11	**0,00**	**2 143 326,73**	**0,00**	**184 238,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 327 564,87**	**0,00**	**2 327 564,87**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	184 238,14	184 238,14	0,00	0,00	0,00	184 238,14	184 238,14	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**184 238,14**	**184 238,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**184 238,14**	**184 238,14**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	4 500,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**	**4 500,00**
	Sous Total compte 13	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**	**4 500,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	401 921,20	0,00	0,00	25 999,05	0,00	25 999,05	401 921,20	0,00	375 922,15
	Sous Total compte 164	**0,00**	**401 921,20**	**0,00**	**0,00**	**25 999,05**	**0,00**	**25 999,05**	**401 921,20**	**0,00**	**375 922,15**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**401 921,20**	**0,00**	**0,00**	**25 999,05**	**0,00**	**25 999,05**	**401 921,20**	**0,00**	**375 922,15**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	3 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00	0,00	3 050,00
	Sous Total compte 19	**0,00**	**3 050,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 050,00**	**0,00**	**3 050,00**
	Total classe 1	**0,00**	**3 406 931,94**	**184 238,14**	**184 238,14**	**25 999,05**	**4 843,56**	**210 237,19**	**3 596 013,64**	**0,00**	**3 385 776,45**
2031	Frais d'études	25 380,00	0,00	0,00	0,00	34 905,60	0,00	60 285,60	0,00	60 285,60	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 203	**25 380,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 905,60**	**0,00**	**60 285,60**	**0,00**	**60 285,60**	**0,00**
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	1 414 428,21	0,00	0,00	79 559,59	9 122,04	0,00	1 423 550,25	79 559,59	1 343 990,66	0,00
	Sous Total compte 204141	**1 414 428,21**	**0,00**	**0,00**	**79 559,59**	**9 122,04**	**0,00**	**1 423 550,25**	**79 559,59**	**1 343 990,66**	**0,00**
	Sous Total compte 20414	**1 414 428,21**	**0,00**	**0,00**	**79 559,59**	**9 122,04**	**0,00**	**1 423 550,25**	**79 559,59**	**1 343 990,66**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**1 414 428,21**	**0,00**	**0,00**	**79 559,59**	**9 122,04**	**0,00**	**1 423 550,25**	**79 559,59**	**1 343 990,66**	**0,00**
	Sous Total compte 204	**1 414 428,21**	**0,00**	**0,00**	**79 559,59**	**9 122,04**	**0,00**	**1 423 550,25**	**79 559,59**	**1 343 990,66**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	62 693,72	0,00	0,00	0,00	388,80	0,00	63 082,52	0,00	63 082,52	0,00
	Sous Total compte 205	**62 693,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388,80**	**0,00**	**63 082,52**	**0,00**	**63 082,52**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**1 502 501,93**	**0,00**	**0,00**	**79 559,59**	**44 416,44**	**0,00**	**1 546 918,37**	**79 559,59**	**1 467 358,78**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	88 758,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 758,11	0,00	88 758,11	0,00
21318	Autres bâtiments publics	538 741,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	538 741,58	0,00	538 741,58	0,00
	Sous Total compte 2131	**627 499,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**627 499,69**	**0,00**	**627 499,69**	**0,00**
	Sous Total compte 213	**627 499,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**627 499,69**	**0,00**	**627 499,69**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	238 550,34	0,00	0,00	0,00	76 409,12	0,00	314 959,46	0,00	314 959,46	0,00
21828	Autres matériels de transport	42 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 700,00	0,00	42 700,00	0,00
	Sous Total compte 2182	**42 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 700,00**	**0,00**	**42 700,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	66 911,86	0,00	0,00	0,00	2 335,92	0,00	69 247,78	0,00	69 247,78	0,00
	Sous Total compte 2183	**66 911,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 335,92**	**0,00**	**69 247,78**	**0,00**	**69 247,78**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	29 635,45	0,00	0,00	0,00	1 081,22	0,00	30 716,67	0,00	30 716,67	0,00
	Sous Total compte 2184	**29 635,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 081,22**	**0,00**	**30 716,67**	**0,00**	**30 716,67**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	1 485,00	0,00	0,00	0,00	323,98	0,00	1 808,98	0,00	1 808,98	0,00
2188	Autres	6 467,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 467,53	0,00	6 467,53	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 218	**385 750,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 150,24**	**0,00**	**465 900,42**	**0,00**	**465 900,42**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**1 013 249,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 150,24**	**0,00**	**1 093 400,11**	**0,00**	**1 093 400,11**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	13 097,77	0,00	0,00	0,00	6 562,75	0,00	19 660,52	0,00	19 660,52
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**13 097,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 562,75**	**0,00**	**19 660,52**	**0,00**	**19 660,52**
28041411	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	1 213 043,10	79 559,59	0,00	0,00	63 117,23	79 559,59	1 276 160,33	0,00	1 196 600,74
	Sous Total compte 2804141	**0,00**	**1 213 043,10**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**63 117,23**	**79 559,59**	**1 276 160,33**	**0,00**	**1 196 600,74**
	Sous Total compte 280414	**0,00**	**1 213 043,10**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**63 117,23**	**79 559,59**	**1 276 160,33**	**0,00**	**1 196 600,74**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**1 213 043,10**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**63 117,23**	**79 559,59**	**1 276 160,33**	**0,00**	**1 196 600,74**
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**1 213 043,10**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**63 117,23**	**79 559,59**	**1 276 160,33**	**0,00**	**1 196 600,74**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e	0,00	44 090,11	0,00	0,00	0,00	8 051,40	0,00	52 141,51	0,00	52 141,51
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 270 230,98**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**77 731,38**	**79 559,59**	**1 347 962,36**	**0,00**	**1 268 402,77**
28181	Installations générales, agencements et	0,00	94 740,41	0,00	0,00	0,00	41 705,51	0,00	136 445,92	0,00	136 445,92
281828	Autres matériels de transport	0,00	27 305,83	0,00	0,00	0,00	3 900,00	0,00	31 205,83	0,00	31 205,83
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**27 305,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 900,00**	**0,00**	**31 205,83**	**0,00**	**31 205,83**
281838	Autre matériel informatique	0,00	55 272,32	0,00	0,00	0,00	6 927,08	0,00	62 199,40	0,00	62 199,40
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**55 272,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 927,08**	**0,00**	**62 199,40**	**0,00**	**62 199,40**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	29 017,32	0,00	0,00	0,00	638,37	0,00	29 655,69	0,00	29 655,69
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**29 017,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**638,37**	**0,00**	**29 655,69**	**0,00**	**29 655,69**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	1 157,77	0,00	0,00	0,00	468,77	0,00	1 626,54	0,00	1 626,54
28188	Autres	0,00	6 467,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 467,53	0,00	6 467,53
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**213 961,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 639,73**	**0,00**	**267 600,91**	**0,00**	**267 600,91**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**213 961,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 639,73**	**0,00**	**267 600,91**	**0,00**	**267 600,91**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 28	**0,00**	**1 484 192,16**	**79 559,59**	**0,00**	**0,00**	**131 371,11**	**79 559,59**	**1 615 563,27**	**0,00**	**1 536 003,68**
	Total classe 2	**2 515 751,80**	**1 484 192,16**	**79 559,59**	**79 559,59**	**124 566,68**	**131 371,11**	**2 719 878,07**	**1 695 122,86**	**2 560 758,89**	**1 536 003,68**
4011	Fournisseurs	0,00	774 085,38	9 677 853,41	9 702 752,56	0,00	0,00	9 677 853,41	10 476 837,94	0,00	798 984,53
	Sous Total compte 401	**0,00**	**774 085,38**	**9 677 853,41**	**9 702 752,56**	**0,00**	**0,00**	**9 677 853,41**	**10 476 837,94**	**0,00**	**798 984,53**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	115 444,64	115 444,64	0,00	0,00	115 444,64	115 444,64	0,00	0,00
	Sous Total compte 404	**0,00**	**0,00**	**115 444,64**	**115 444,64**	**0,00**	**0,00**	**115 444,64**	**115 444,64**	**0,00**	**0,00**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	0,00	0,00	3 439,27	0,00	0,00	0,00	3 439,27	0,00	3 439,27
	Sous Total compte 40	**0,00**	**774 085,38**	**9 793 298,05**	**9 821 636,47**	**0,00**	**0,00**	**9 793 298,05**	**10 595 721,85**	**0,00**	**802 423,80**
411	Redevables	1 638 619,80	0,00	9 994 308,52	10 433 494,42	0,00	0,00	11 632 928,32	10 433 494,42	1 199 433,90	0,00
4161	Créances douteuses	4 327,06	0,00	350 256,85	350 370,22	0,00	0,00	354 583,91	350 370,22	4 213,69	0,00
	Sous Total compte 416	**4 327,06**	**0,00**	**350 256,85**	**350 370,22**	**0,00**	**0,00**	**354 583,91**	**350 370,22**	**4 213,69**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	14 186,74	0,00	290 562,50	14 186,74	0,00	0,00	304 749,24	14 186,74	290 562,50	0,00
	Sous Total compte 418	**14 186,74**	**0,00**	**290 562,50**	**14 186,74**	**0,00**	**0,00**	**304 749,24**	**14 186,74**	**290 562,50**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**1 657 133,60**	**0,00**	**10 635 127,87**	**10 798 051,38**	**0,00**	**0,00**	**12 292 261,47**	**10 798 051,38**	**1 494 210,09**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	0,00	346 168,93	346 168,93	0,00	0,00	346 168,93	346 168,93	0,00	0,00
	Sous Total compte 42	**0,00**	**0,00**	**346 168,93**	**346 168,93**	**0,00**	**0,00**	**346 168,93**	**346 168,93**	**0,00**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	68 713,33	68 713,33	0,00	0,00	68 713,33	68 713,33	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	0,00	211 368,75	212 321,28	0,00	0,00	211 368,75	212 321,28	0,00	952,53
	Sous Total compte 43	**0,00**	**0,00**	**280 082,08**	**281 034,61**	**0,00**	**0,00**	**280 082,08**	**281 034,61**	**0,00**	**952,53**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	15 202,35	15 202,35	0,00	0,00	15 202,35	15 202,35	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**15 202,35**	**15 202,35**	**0,00**	**0,00**	**15 202,35**	**15 202,35**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	1 756,38	1 756,38	0,00	0,00	1 756,38	1 756,38	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**1 756,38**	**1 756,38**	**0,00**	**0,00**	**1 756,38**	**1 756,38**	**0,00**	**0,00**
44331	Dépenses	0,00	0,00	1 840,92	1 840,92	0,00	0,00	1 840,92	1 840,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 4433	**0,00**	**0,00**	**1 840,92**	**1 840,92**	**0,00**	**0,00**	**1 840,92**	**1 840,92**	**0,00**	**0,00**
44341	Dépenses	0,00	0,00	9 122,04	9 122,04	0,00	0,00	9 122,04	9 122,04	0,00	0,00
44342	Recettes - Amiable	0,00	0,00	421 556,40	421 556,40	0,00	0,00	421 556,40	421 556,40	0,00	0,00
44346	Recettes - Contentieux	0,00	0,00	3 643,20	3 643,20	0,00	0,00	3 643,20	3 643,20	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**434 321,64**	**434 321,64**	**0,00**	**0,00**	**434 321,64**	**434 321,64**	**0,00**	**0,00**
44361	Dépenses	0,00	0,00	1 840,92	1 840,92	0,00	0,00	1 840,92	1 840,92	0,00	0,00
	Sous Total compte 4436	**0,00**	**0,00**	**1 840,92**	**1 840,92**	**0,00**	**0,00**	**1 840,92**	**1 840,92**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**0,00**	**0,00**	**439 759,86**	**439 759,86**	**0,00**	**0,00**	**439 759,86**	**439 759,86**	**0,00**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	3 065,85	3 065,85	0,00	0,00	3 065,85	3 065,85	0,00	0,00
	Sous Total compte 44	**0,00**	**0,00**	**458 028,06**	**458 028,06**	**0,00**	**0,00**	**458 028,06**	**458 028,06**	**0,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	1 870,63	1 241,51	8 155,31	0,00	0,00	1 241,51	10 025,94	0,00	8 784,43
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	311,70	78 879,48	78 567,78	0,00	0,00	78 879,48	78 879,48	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**311,70**	**78 879,48**	**78 567,78**	**0,00**	**0,00**	**78 879,48**	**78 879,48**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,00	0,00	5 281,80	5 281,80	0,00	0,00	5 281,80	5 281,80	0,00	0,00
	Sous Total compte 4672	**0,00**	**0,00**	**5 281,80**	**5 281,80**	**0,00**	**0,00**	**5 281,80**	**5 281,80**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**0,00**	**311,70**	**84 161,28**	**83 849,58**	**0,00**	**0,00**	**84 161,28**	**84 161,28**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 46	**0,00**	**2 182,33**	**85 402,79**	**92 004,89**	**0,00**	**0,00**	**85 402,79**	**94 187,22**	**0,00**	**8 784,43**
47138	Autres	0,00	0,00	109 941,59	109 941,59	0,00	0,00	109 941,59	109 941,59	0,00	0,00
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**0,00**	**109 941,59**	**109 941,59**	**0,00**	**0,00**	**109 941,59**	**109 941,59**	**0,00**	**0,00**
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	0,00	26 459,01	30 512,66	0,00	0,00	26 459,01	30 512,66	0,00	4 053,65

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**0,00**	**26 459,01**	**30 512,66**	**0,00**	**0,00**	**26 459,01**	**30 512,66**	**0,00**	**4 053,65**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	150,29	150,29	0,00	0,00	150,29	150,29	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**0,00**	**26 609,30**	**30 662,95**	**0,00**	**0,00**	**26 609,30**	**30 662,95**	**0,00**	**4 053,65**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	0,00	45 552,30	46 027,30	0,00	0,00	45 552,30	46 027,30	0,00	475,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**0,00**	**182 103,19**	**186 631,84**	**0,00**	**0,00**	**182 103,19**	**186 631,84**	**0,00**	**4 528,65**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	7 970,52	0,00	0,00	0,00	7 970,52	0,00	7 970,52	0,00
47218	Autres dépenses	0,00	0,00	298,69	298,69	0,00	0,00	298,69	298,69	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**0,00**	**0,00**	**8 269,21**	**298,69**	**0,00**	**0,00**	**8 269,21**	**298,69**	**7 970,52**	**0,00**
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	32 276,32	32 276,32	0,00	0,00	32 276,32	32 276,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 472	**0,00**	**0,00**	**40 545,53**	**32 575,01**	**0,00**	**0,00**	**40 545,53**	**32 575,01**	**7 970,52**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**0,00**	**0,00**	**222 648,72**	**219 206,85**	**0,00**	**0,00**	**222 648,72**	**219 206,85**	**3 441,87**	**0,00**
	Total classe 4	**1 657 133,60**	**776 267,71**	**21 820 756,50**	**22 016 131,19**	**0,00**	**0,00**	**23 477 890,10**	**22 792 398,90**	**1 502 180,61**	**816 689,41**
515	Compte au Trésor	1 493 372,11	0,00	10 958 927,86	10 571 901,23	0,00	0,00	12 452 299,97	10 571 901,23	1 880 398,74	0,00
	Sous Total compte 51	**1 493 372,11**	**0,00**	**10 958 927,86**	**10 571 901,23**	**0,00**	**0,00**	**12 452 299,97**	**10 571 901,23**	**1 880 398,74**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	1 134,30	0,00	2 447,06	2 381,36	0,00	0,00	3 581,36	2 381,36	1 200,00	0,00
	Sous Total compte 541	**1 134,30**	**0,00**	**2 447,06**	**2 381,36**	**0,00**	**0,00**	**3 581,36**	**2 381,36**	**1 200,00**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**1 134,30**	**0,00**	**2 447,06**	**2 381,36**	**0,00**	**0,00**	**3 581,36**	**2 381,36**	**1 200,00**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	131 371,11	131 371,11	0,00	0,00	131 371,11	131 371,11	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	3 549,74	3 549,74	0,00	0,00	3 549,74	3 549,74	0,00	0,00
588	Autres virements internes	0,00	0,00	0,24	0,24	0,00	0,00	0,24	0,24	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**134 921,09**	**134 921,09**	**0,00**	**0,00**	**134 921,09**	**134 921,09**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**1 494 506,41**	**0,00**	**11 096 296,01**	**10 709 203,68**	**0,00**	**0,00**	**12 590 802,42**	**10 709 203,68**	**1 881 598,74**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	53 876,16	0,00	53 876,16	0,00	53 876,16	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 876,16**	**0,00**	**53 876,16**	**0,00**	**53 876,16**	**0,00**
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	2 491,39	0,00	2 491,39	0,00	2 491,39	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 491,39**	**0,00**	**2 491,39**	**0,00**	**2 491,39**	**0,00**
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	13 045,00	298,69	13 045,00	298,69	12 746,31	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	8 464 437,82	0,00	8 464 437,82	0,00	8 464 437,82	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	43 468,09	0,00	43 468,09	0,00	43 468,09	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 520 950,91**	**298,69**	**8 520 950,91**	**298,69**	**8 520 652,22**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	530,91	0,00	530,91	0,00	530,91	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 950,83	0,00	3 950,83	0,00	3 950,83	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	38 643,71	0,00	38 643,71	0,00	38 643,71	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 125,45**	**0,00**	**43 125,45**	**0,00**	**43 125,45**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	2 907,02	0,00	2 907,02	0,00	2 907,02	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 569 474,77**	**298,69**	**8 569 474,77**	**298,69**	**8 569 176,08**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 623 350,93**	**298,69**	**8 623 350,93**	**298,69**	**8 623 052,24**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	75 167,05	432,00	75 167,05	432,00	74 735,05	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	25 744,28	0,00	25 744,28	0,00	25 744,28	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	4 155,60	0,00	4 155,60	0,00	4 155,60	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**	**29 899,88**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	5 666,34	0,00	5 666,34	0,00	5 666,34	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	1 897,40	0,00	1 897,40	0,00	1 897,40	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**	**1 897,40**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	1 372,60	0,00	1 372,60	0,00	1 372,60	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	18 329,11	0,00	18 329,11	0,00	18 329,11	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 701,71**	**0,00**	**19 701,71**	**0,00**	**19 701,71**	**0,00**
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 599,11**	**0,00**	**21 599,11**	**0,00**	**21 599,11**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	10 576,21	801,21	10 576,21	801,21	9 775,00	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 576,21**	**801,21**	**10 576,21**	**801,21**	**9 775,00**	**0,00**
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 151,99	0,00	1 151,99	0,00	1 151,99	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	4 510,00	0,00	4 510,00	0,00	4 510,00	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 661,99**	**0,00**	**5 661,99**	**0,00**	**5 661,99**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 570,58**	**1 233,21**	**148 570,58**	**1 233,21**	**147 337,37**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	5 844,59	0,00	5 844,59	0,00	5 844,59	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 844,59**	**0,00**	**5 844,59**	**0,00**	**5 844,59**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,32	0,00	5 200,32	0,00	5 200,32	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	7 927,58	785,00	7 927,58	785,00	7 142,58	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 520,14	0,00	2 520,14	0,00	2 520,14	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 648,04**	**785,00**	**15 648,04**	**785,00**	**14 863,04**	**0,00**
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	909 377,06	0,00	909 377,06	0,00	909 377,06	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**909 377,06**	**0,00**	**909 377,06**	**0,00**	**909 377,06**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 992,53	0,00	2 992,53	0,00	2 992,53	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 992,53**	**0,00**	**2 992,53**	**0,00**	**2 992,53**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	475,38	0,00	475,38	0,00	475,38	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	4 863,89	0,00	4 863,89	0,00	4 863,89	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 339,27**	**0,00**	**5 339,27**	**0,00**	**5 339,27**	**0,00**
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 184,00	0,00	5 184,00	0,00	5 184,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 184,00**	**0,00**	**5 184,00**	**0,00**	**5 184,00**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**944 385,49**	**785,00**	**944 385,49**	**785,00**	**943 600,49**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	6 094,03	0,00	6 094,03	0,00	6 094,03	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	8 169,32	0,00	8 169,32	0,00	8 169,32	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**	**14 263,35**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	352 604,95	0,00	352 604,95	0,00	352 604,95	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	7 268,22	0,00	7 268,22	0,00	7 268,22	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	4 509,67	0,00	4 509,67	0,00	4 509,67	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 932,60	0,00	12 932,60	0,00	12 932,60	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**377 315,44**	**0,00**	**377 315,44**	**0,00**	**377 315,44**	**0,00**
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	80 388,75	0,00	80 388,75	0,00	80 388,75	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 388,75**	**0,00**	**80 388,75**	**0,00**	**80 388,75**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 001,21	0,00	29 001,21	0,00	29 001,21
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**457 704,19**	**29 001,21**	**457 704,19**	**29 001,21**	**428 702,98**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	73 586,35	0,00	73 586,35	0,00	73 586,35	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	97 926,42	0,00	97 926,42	0,00	97 926,42	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	27 844,55	0,00	27 844,55	0,00	27 844,55	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**199 357,32**	**0,00**	**199 357,32**	**0,00**	**199 357,32**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 225,98	0,00	1 225,98	0,00	1 225,98	0,00
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 225,98**	**0,00**	**1 225,98**	**0,00**	**1 225,98**	**0,00**
6488	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	31 493,16	0,00	31 493,16	0,00	31 493,16	0,00
	Sous Total compte 648	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 493,16**	**0,00**	**31 493,16**	**0,00**	**31 493,16**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**689 780,65**	**29 001,21**	**689 780,65**	**29 001,21**	**660 779,44**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	10 932,49	0,00	10 932,49	0,00	10 932,49	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**	**10 932,49**	**0,00**
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	450,00	0,00	450,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002,49	0,00	1 002,49	0,00	1 002,49	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 002,49**	**0,00**	**1 002,49**	**0,00**	**1 002,49**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 452,49**	**0,00**	**1 452,49**	**0,00**	**1 452,49**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 384,98**	**0,00**	**12 384,98**	**0,00**	**12 384,98**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	5 883,03	0,00	5 883,03	0,00	5 883,03	0,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**	**5 883,03**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	131 371,11	0,00	131 371,11	0,00	131 371,11	0,00
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**	**131 371,11**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 569 990,12**	**31 318,11**	**10 569 990,12**	**31 318,11**	**10 567 673,22**	**29 001,21**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	12 264,01	9 322 824,59	12 264,01	9 322 824,59	0,00	9 310 560,58
706888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	17 995,74	919 240,40	17 995,74	919 240,40	0,00	901 244,66
	Sous Total compte 70688	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 995,74**	**919 240,40**	**17 995,74**	**919 240,40**	**0,00**	**901 244,66**
	Sous Total compte 7068	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 995,74**	**919 240,40**	**17 995,74**	**919 240,40**	**0,00**	**901 244,66**
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 259,75**	**10 242 064,99**	**30 259,75**	**10 242 064,99**	**0,00**	**10 211 805,24**
70848	aux autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 056,03	0,00	16 056,03	0,00	16 056,03
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 056,03**	**0,00**	**16 056,03**	**0,00**	**16 056,03**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 056,03**	**0,00**	**16 056,03**	**0,00**	**16 056,03**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 259,75**	**10 258 121,02**	**30 259,75**	**10 258 121,02**	**0,00**	**10 227 861,27**
74741	Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	421 556,40	0,00	421 556,40	0,00	421 556,40
	Sous Total compte 7474	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**	**0,00**	**421 556,40**
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 675,04	0,00	94 675,04	0,00	94 675,04
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**	**0,00**	**94 675,04**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	648,00	0,00	648,00	0,00	648,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**648,00**	**0,00**	**648,00**	**0,00**	**648,00**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 259,75**	**10 775 000,46**	**30 259,75**	**10 775 000,46**	**0,00**	**10 744 740,71**
	Total général	**5 667 391,81**	**5 667 391,81**	**33 180 850,24**	**32 989 132,60**	**10 750 815,60**	**10 942 533,24**	**49 599 057,65**	**49 599 057,65**	**16 512 211,46**	**16 512 211,46**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRÉSENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

A3

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	398 529,12	150 565,73	43 242,00	204 721,39
RECETTES	398 529,12	184 022,10	0,00	214 507,02
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 657 564,87	10 567 673,22	0,00	2 089 891,65
RECETTES	12 657 564,87	13 101 306,79	0,00	-443 741,92

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	398 529,12	150 565,73	43 242,00	204 721,39
RECETTES	398 529,12	184 022,10	0,00	214 507,02
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 657 564,87	10 567 673,22	0,00	2 089 891,65
RECETTES	12 657 564,87	13 101 306,79	0,00	-443 741,92

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	398 529,12	150 565,73	43 242,00	204 721,39
RECETTES	398 529,12	184 022,10	0,00	214 507,02
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	12 657 564,87	10 567 673,22	0,00	2 089 891,65
RECETTES	12 657 564,87	13 101 306,79	0,00	-443 741,92
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**13 056 093,99**	**10 718 238,95**	**43 242,00**	**2 294 613,04**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**13 056 093,99**	**13 285 328,89**	**0,00**	**-229 234,90**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE — B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**550 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					550 000,00									
102780085100026365403	CAISSE REGIONALE CREDIT MUTUEL	31/12/2018		31/03/2019	550 000,00	F		1,500	1,500	euros	T	P	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**550 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**375 922,10**					**25 999,06**	**5 883,03**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		375 922,10					25 999,06	5 883,03	0,00	0,00
10278008510002636 5403	N	0,00	A-1	375 922,10	13,00	F		1,500	25 999,06	5 883,03	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**375 922,10**					**25 999,06**	**5 883,03**	**0,00**	**0,00**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	375 922,10	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT — B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N — B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME — B1.8

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12/N	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.9

AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 500,00 €		14/02/2022
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	2041411-10 Biens Amortis.	10	
L	2041411-15 Biens Amortis.	15	
L	2051-5 Biens Amortis.	5	
L	2181-10 Biens Amortis.	10	
L	2181-5 Biens Amortis.	5	
L	2181-3 Biens Amortis.	3	
L	2182-5 Biens Amortis.	5	
L	2183-5 Biens Amortis.	5	
L	2183-3 Biens Amortis.	3	
L	2183-10 Biens Amortis.	10	
L	2184-3 Biens Amortis.	3	
L	2184-5 Biens Amortis.	5	
L	2184-10 Biens Amortis.	10	
L	2188-3 Biens Amortis.	3	
L	2188-5 Biens Amortis.	5	
L	2041411-5 Biens Amortis	5	11/03/2021
L	2185-5 Biens Amortis	5	11/03/2021
L	21828-5 Biens Amortis	5	11/03/2021
L	21838-5 Biens Amortis	5	11/03/2021
L	21848-5 Biens Amortis	5	11/03/2021
L	2031-5 Biens Amortis.	5	14/02/2022

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES — B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS — B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PRETS — B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 31/12/N	Montant de l'annuité recouvré		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	0,00
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	0,00
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 31/12/N correspond au reste à employer au 31/12/N, l'annuité reçue au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**13 101 306,79**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**0,00**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.5

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exer- cice d'ori- gine du con- trat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant de la redevance sur la totalité du contrat	Montant des redevances restant à courir					
						N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant (exercice N+5 et suivants)	Total (1)
Crédits-bails mobiliers					0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.6

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 31/12/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 31/12/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.8

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des délégations de service public					0,00	0,00	0,00
Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital au 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN — B7.9

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					0,00	0,00	0,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS — B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**10 932,49**	
Personnes de droit privé	**10 932,49**	
Associations	**10 932,49**	
CLUB DES PARTENAIRES	3 000,00	
COS	4 932,49	
LES TOQUES	2 000,00	
OFF DE PERPIGNAN	1 000,00	
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**0,00**	
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**0,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**0,00**	
Autres	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**9,00**	**0,00**	**9,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1IERE CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2IEME CLASSE	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
ATTACHE HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
REDACTEUR	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2IEME CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**10,00**	**4,73**	**14,73**	**5,51**	**1,71**	**7,22**
ADJOINT TECHNIQUE	C	3,00	2,71	5,71	3,00	0,71	3,71
ADJOINT TECHNIQUE PPAL 2IEME CLASSE	C	0,00	1,02	1,02	0,51	0,00	0,51
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1IERE CLASSE	C	1,00	1,00	2,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2IEME CLASSE	C	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
INGENIEUR	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TECHNICIEN	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1IERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1IERE CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		19,00	4,73	23,73	9,51	1,71	11,22

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
ADJOINT TECHNIQUE	C	TECH	371,00	0,00	332-8-2°	CDD Contrat à durée déterminée
TECHNICIEN PRINCIPAL 1IERE CLASSE	B	TECH	573,00	0,00	332-8-2°	CDD Contrat à durée déterminée
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX
LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DF
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

B11.1

B11.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions, dépréciations**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
Total des dépenses réelles		0,00
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

B11.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	**Libellé (1)**	**Montant**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
018	**RSA**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**47 807,43**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-15 210,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**32 597,43**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**32 597,43**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**32 597,43**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**25 999,05**	**25 999,05**	**43 242,00**	**69 241,05**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**350 721,69**	**131 714,67**	**0,00**	**131 714,67**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**324 722,64**	**105 715,62**	**-43 242,00**	**62 473,62**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**47 807,43**			**47 807,43**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**47 807,43**			**47 807,43**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**110 281,05**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES — C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**25 999,05**	**I**	**25 999,05**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**25 999,05**		**25 999,05**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	25 999,05		25 999,05
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES — C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**350 721,69**	**III**	**131 714,67**
Ressources propres externes de l'année (a)		**343,56**		**343,56**
10222	FCTVA	343,56		343,56
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**350 378,13**		**131 371,11**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*5 150,00*		*6 562,75*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*63 000,00*		*63 117,23*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*7 966,75*		*8 051,40*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*61 097,54*		*41 705,51*
281828	*Autres matériels de transport*	*3 900,00*		*3 900,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*8 000,00*		*6 927,08*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*545,92*		*638,37*
28185	*Matériel de téléphonie*	*339,79*		*468,77*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*			
33…	*En-cours de production de biens (4)*			

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*200 378,13*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME — C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs) (1)	AP votées dans l'année (2)	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (3)	Flux d'AP affectées dans l'année (4) = (1) + (2) - (3)	AP affectées annulées (5)	Stock d'AP affectées restant à financer (6) = (4) - (5)	CP mandatés au budget de l'année N	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT — C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE

C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DÉCHETS, PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION

IV

C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – GESTION DES FONDS EUROPEENS — D2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D3

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	NOM DE L'ORGANISME DE FORMATION	COÛT DE LA FORMATION	DATE ET LIEU DE LA FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT RELATIF AUX RESSOURCES ET DEPENSES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES – Annexe à l'article D. 4312-7

D4

Evolution des dépenses associées à la formation professionnelle des jeunes

	APPRENTISSAGE			ENS PRO ss statut scolaire			FORMATIONS CONTINUES en alternance			TOTAL		
	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%	Année n	Année n-1	%
Montant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Etat des ressources de l'apprentissage

RESSOURCES	MONTANT		
	Année n	Année n-1	%
1ère section FNDMA	0,00	0,00	0,00
2ème section FNDMA	0,00	0,00	0,00
Dotations décentralisation (1)	0,00	0,00	0,00
Dotation indemnité comp. forfaitaire	0,00	0,00	0,00
Contribution additionnelle (2)	0,00	0,00	0,00
FSE	0,00	0,00	0,00
FEDER	0,00	0,00	0,00
FEOGA	0,00	0,00	0,00
Reversement excédent de ressources CFA (3)	0,00	0,00	0,00
Autres ressources	0,00	0,00	0,00
Total ressources externes	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Effort propre de la collectivité	0,00	0,00	0,00
Total ressources	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Dotations au titre des lois du 7 janvier 1983 et du 23 juillet 1987.
(2) Article 37 de la loi de finances initiale pour 2005.
(3) Article R. 116-17 du code du travail.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES (1) — D5

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. la liste des opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Prévisions	Réalisations – mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Solde Prévisions / réalisations
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM – INVESTISSEMENT

D6.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**0,00**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		**0,00**
Autres dépenses éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des dépenses réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
040	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

D - AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION – ÉTATS DE RÉPARTITION DE LA TEOM - FONCTIONNEMENT

D6.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		0,00

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Recettes issues de la TEOM		0,00
Dotations et participations reçues		0,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (3)	0,00

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
Total des recettes réelles		**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***0,00***
TOTAL GENERAL		**0,00**

(1) Compléter par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » dans la mesure où il faut établir un état par service.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT

D7.1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

D7.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ETAT DE SYNTHESE PAR CONVENTION

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

(1) Ensemble des AP et AE ouverts sur l'opération, tous exercices confondus
(2) Ensemble des AP et AE engagés sur l'opération, sur l'exercice courant
(3) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés pour l'opération, tous exercices cumulés
(4) Ensemble des crédits décaissés ou encaissés sur l'exercice budgétaire N pour la mise en œuvre de l'opération

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 04/05/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
M PHILIPPE PUJOL	du 01/01/2025	au 04/05/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

GARCIA Sandrine (1018057461-0), Inspecteur divisionnaire FiP classe normale **A DDFiP DES PYRENEES-ORIENTALES, le 07/05/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

PUJOL Philippe (1013653958-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A PERPIGNAN, le 07/05/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 22/06/2026 par l'organe délibérant.

RAYNAUD ROBERT (rraynaud2-xt), ordonnateur **A PERPIGNAN, le 29/06/2026**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RAPPORT D'ACTIVITE 2025

Article 5211-39 du CGCT

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.

Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale.

SYM
Pyrénées - Méditerranée
RESTAURATION + ANIMATION + TRANSPORT

ÉDITO DU PRESIDENT

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

2025 restera comme une année charnière pour notre syndicat, une année où nous avons **renforcé nos fondations** en nous appuyant sur les valeurs qui nous unissent. Face à des défis économiques et sociaux toujours plus complexes, nous avons consolidé notre force collective pour mieux servir nos communes membres, nos enfants et familles.

Une mutualisation et une solidarité au service de tous :

Cette année, nous avons **approfondi notre démarche de mutualisation**. En optimisant nos ressources et en partageant nos savoir-faire, nous avons permis à chaque commune de bénéficier d'un soutien accru (renforcement de la présence du SYM auprès des équipes de restauration, écriture et mise à disposition des restaurants scolaires d'un guide des bonnes pratiques en hygiène et sécurité…). Cette dynamique a non seulement amélioré notre efficacité, mais elle a aussi **renforcé notre solidarité**, en offrant à chaque commune et à chaque acteur une place active au sein de notre réseau (nouveau format pour les commissions des menus permettant l'accueil de plus de communes mais également une écoute renforcée, mise en œuvre « d'ateliers transports » …)

Une intégration réussie des nouvelles communes

L'arrivée des communes qui nous ont rejoints en 2023, 2024 et 2025 en témoigne. Leur adhésion a dépassé le cadre d'un simple élargissement : elle a **consolidé nos liens** et **étendu notre capacité d'action**. Grâce à un accompagnement personnalisé et à des échanges réguliers, ces nouvelles communes ont rapidement adopté et partagé nos méthodes de travail. Leur intégration réussie prouve que notre syndicat sait **accueillir, unifier et mobiliser**, tout en restant fidèle à ses principes fondateurs, et nos valeurs de service public

Des synergies renforcées avec les territoires

Nous avons également **intensifié nos liens avec les territoires** à travers des rencontres, des formations et des projets communs. Ces initiatives ont permis de :

- Créer des synergies durables,
- Illustrer que la solidarité se construit chaque jour, par des actions concrètes.

Un exemple emblématique est la mise en place d'un **groupe de travail dédié à la rédaction d'un livret des bonnes pratiques antigaspi**. Composé d'agents de restauration, d'animateurs et de responsables, ce groupe s'est réuni à trois reprises en 2025 pour avancer sur ce projet fédérateur.

Un rôle clé dans les politiques publiques : communales, intercommunales et nationales

En 2025, nous avons **affirmé notre place dans les politiques publiques**, tant au niveau communal que national. Que ce soit lors de négociations ou de consultations, notre objectif est resté constant : **défendre les intérêts de nos communes** et veiller à ce que leurs besoins soient pris en compte.

Le renouvellement du marché restauration a été lancé le 18 août 2025. Le cahier des charges écrit de manière collégiale par le COPIL Restauration composé de l'ensemble des Vice-Présidents, ainsi que des membres de la commission restauration et de la commission des finances (17 membres). Il réaffirme ainsi l'ancrage territorial du SYM par des achats locaux ainsi qu'une implication confortée et reconnue au sein du Plan Alimentaire Territorial « mangeons local 66 ».

Le lancement d'un nouveau marché de maintenance préventive et curative pour le matériel « fours, armoires froides er laveuses » est également le signe indéniable d'une volonté d'œuvrer pour la défense des intérêts de nos communes adhérentes en simplifiant la prise en charge des pannes.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Enfin le travail mené sur le marché transports avec l'accompagnement d'un bureau d'études a permis de se poser les bonnes questions sur les besoins des communes et de leurs établissements scolaires en termes de transports scolaires, tout en restant prudents compte tenu de la situation géopolitique que nous subissons

2026 : une année de confiance et d'ambition

Désormais, une nouvelle équipe est en place. Les bases solides que nous avons construites en 2025 nous permettront de :

- Poursuivre nos efforts en matière de mutualisation,
- Élargir et poursuivre nos actions solidaires,
- Développer nos projets structurants

Notamment par la poursuite de la réflexion sur la construction d'une nouvelle cuisine centrale et d'une légumerie, la poursuite du programme de lutte contre le gaspillage alimentaire avec la mise en service de trois escape game dédiés au gaspillage alimentaire ainsi que la rédaction d'un guide des bonnes pratiques à l'attention de l'ensemble des restaurants scolaires.

Pour conclure, je souhaite exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble de nos membres, élus, partenaires, la directrice et l'ensemble des équipes pour leur engagement indéfectible. C'est grâce à vous que notre syndicat reste une force vive, où **la mutualisation et la solidarité** ne sont pas de simples concepts, mais une réalité vécue au quotidien.

TABLE DES MATIERES

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I – Présentation synthétique de la structure 5

I- 1 : Création et historique de la structure 6

I- 2 : Des compétences techniques au service des politiques locales 7

I- 3 : Les moyens de la structure 9

I-3-A : Une Gouvernance partagée et participative 8

I-3-B : Des moyens humains et matériels au service des communes 10

I-3-C : Des commissions de travail nombreuses 11

I-3-D : Les moyens financiers 13

I- 4 : Les orientations budgétaires et perspectives pour 2025 16

II – La gestion des compétences **17**

II- 1 : La compétence Restauration 18

II-1-A : Une gouvernance partagée et transparente 18

II-1-B : Une alimentation socialement soutenable 20

II-1-C : Une alimentation durable 21

II-1-D : La lutte contre le gaspillage alimentaire 21

ZOOM sur le portage de repas à domicile 22

II- 2 : La compétence Animation Pédagogique 25

II-2-A : Les ateliers pédagogiques 25

II-2-B : Le fruit pour la récré 27

II-2-C : Les évènements 28

II-2-D : La communication 32

II- 3 : La compétence Transport 34

II-2-A : L'activité du marché 34

II-2-B : La politique de transports financés 36

II-2-C : Le renouvellement du marché 36

III – Annexes **37**

III- 1 : Les réunions du Comité et du Bureau Syndical – Ordres du jour .....

III- 2 : Rapport d'activité Elior 2024 / 2025 .....

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I - PRESENTATION SYNTHETIQUE DE LA STRUCTURE

I-1 CREATION ET HISTORIQUE DE LA STRUCTURE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le syndicat mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et les transports a été créé en 1958 par le premier arrêté préfectoral portant création du Syndicat Intercommunal Scolaire de Perpignan, le syndicat était alors constitué de 10 communes et gérait les mêmes compétences que celles qu'il gère aujourd'hui. Après les communes de Toulouges et d'Estagel, celles de Saint Genis des Fontaines et de Palau Del Vidre, la commune de Corneilla La Rivière a rejoint le SYM P-M pour l'ensemble des compétences Restauration Maternelle et Primaire, les transports et l'animation pédagogique autour de l'alimentation en 2025.

Le Syndicat en 2025 couvre un territoire de 234 952 habitants.

Chaque commune adhérente paie une capitation (cotisation par habitant) fixée et réaffirmée en 2025 à 1.80 € pour un montant total versé en 2025 de 421 556.40 €.

Le Syndicat en 2025 rassemble 30 communes, 13 CCAS et la Caisse des Ecoles de Perpignan

Baho + CCAS

Baixas

Canet en Roussillon + CCAS

Cases de Pène

Claira + CCAS

Corneilla la Rivière

Espira de l'Agly + CCAS

Estagel

Le Soler + CCAS

Llupia

Palau Del Vidre

Perpignan + CCAS + Caisse des Ecoles

Peyrestortes

Pézilla la Rivière + CCAS

Pia + CCAS

Pollestres

Ponteilla-Nyls

Sainte Marie la Mer + CCAS

Saint Féliu d'Avall + CCAS

Saint Genis des Fontaines

Saint Nazaire

Saint Paul de Fenouillet + CCAS

Saleilles

Tautavel

Torreilles

Toulouges

Villelongue-de-la-Salanque + CCAS

Villeneuve de la Raho

Villeneuve la Rivière + CCAS

Vingrau

I-2 LES COMPETENCES AU SERVICE DES POLITIQUES LOCALES :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En 2025, le SYM P-M poursuit le soutien des politiques communales :

UN ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES EDUCATIVES LOCALES ET NATIONALES :

a) Le SYM P-M promeut les principes d'une alimentation durable dans les assiettes des enfants et des tous petits en affichant un taux d'achat durable au sens de **la Loi Egalim de 56 % dont 30 % de matière première BIO et 26 % d'achat de matière première en Signe Qualité et Origine (Label Rouge AOP / IGP / AOC / HVE / BBC / MSC etc.)**

b) Le SYM P-M **conforte les programmes éducatifs des écoles** qui lui sont rattachées par la facilitation et la prise en charge de nombreux ateliers pédagogiques. **Transmettre, partager, sensibiliser, impulser** sont les objectifs définis par cette compétence à part entière du SYM Pyrénées-Méditerranée. Avec **69 propositions d'ateliers** pédagogiques différents, des actions phares comme le **« Fruit pour la récré », le concours des Mini Toques**, le Syndicat a créé un maillage important permettant de proposer aux enfants des écoles primaires et maternelles un panel d'activités éducatives structurantes. Le nombre de partenariats est également le signe de la volonté de créer des synergies avec l'ensemble des acteurs du territoire : Chambres Consulaires, Associations, Collectivités, Etablissements Publics etc…

UN ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES DE SOLIDARITES ET DE MOBILITES

Le SYM P-M assure aux écoles de son périmètre ainsi qu'aux centres de loisirs un service de transport dont le coût est négocié en amont par les services et dont les modalités d'accès sont simplifiées et prises en charge par les services du Syndicat. Les transports financés par le SYM P-M permettent en outre dans un paysage financier très restreint, d'élargir les possibilités de mobilité de l'ensemble des élèves du périmètre.

Plus de 5000 transports sont effectués par an sur le périmètre du SYM PM et au-delà de ce dernier et 10 % de ces transports sont financés par le SYM PM.

UN ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES SOCIALES DE MAINTIEN A DOMICILE

Par la mise en œuvre de la compétence « Livraison de repas à domicile pour personnes âgées ou dépendants », un service est mis à disposition des communes qui développe un lien véritable et une veille sociale complémentaire aux actions des CCAS en plus d'un service de restauration à domicile de qualité avec le prestataire BARBOTEU Restauration. 400 convives sont ainsi livrés tous les jours par les services du SYM ou des CCAS adhérents à leur domicile. Des améliorations constantes sont apportées à la prestation : nouveau prestataire en boulangerie avec un pain au levain avec farines traditionnelles et locales, nouvelle proposition de pain de mie, le grand repas organisé depuis deux ans ….

POUR L'ENSEMBLE DE SES COMPETENCES, LE SYNDICAT A OPTE POUR UN MODE DE GESTION DIT "CONCEDE".

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



Les compétences "transport" et "restauration" sont gérées par marché public auprès de prestataires divers :

La compétence "Transport" est assurée au travers d'un marché public (accord cadre) relatif à l'exécution des services de transports périscolaires et pédagogiques. Un nouvel accord-cadre signé au 1er février 2023 pour une période de 2 ans renouvelable par tacite reconduction, est passé avec un groupement d'entreprises constitué de 4 opérateurs de transports :

- Gep Vidal (Kéolis),
- Autocars Pages (Kéolis),
- P.O.A. (Pyrénées Orientales Autocars)
- Evasion Catalane.

Le marché est passé pour un montant de 2 579 101.34 € HT pour une durée maximale de 4 ans.

La compétence "Restauration" est quant à elle assurée par un accord-cadre de 4 lots et deux prestataires de service :

- La société Elior pour la restauration scolaire élémentaire et préélémentaire et les structures de petite enfance
- La société Guy Barboteu restauration pour les personnes âgées et dépendantes.

La procédure de renouvellement du Marché a débuté en 2025, la publication du marché a été faite le 18/08/2025, le dépôt des offres le 27/10/2025 et l'attribution aura lieu en 2026.

L'accord cadre est d'un montant estimé total sur 4 ans de 26 600 000 € HT.

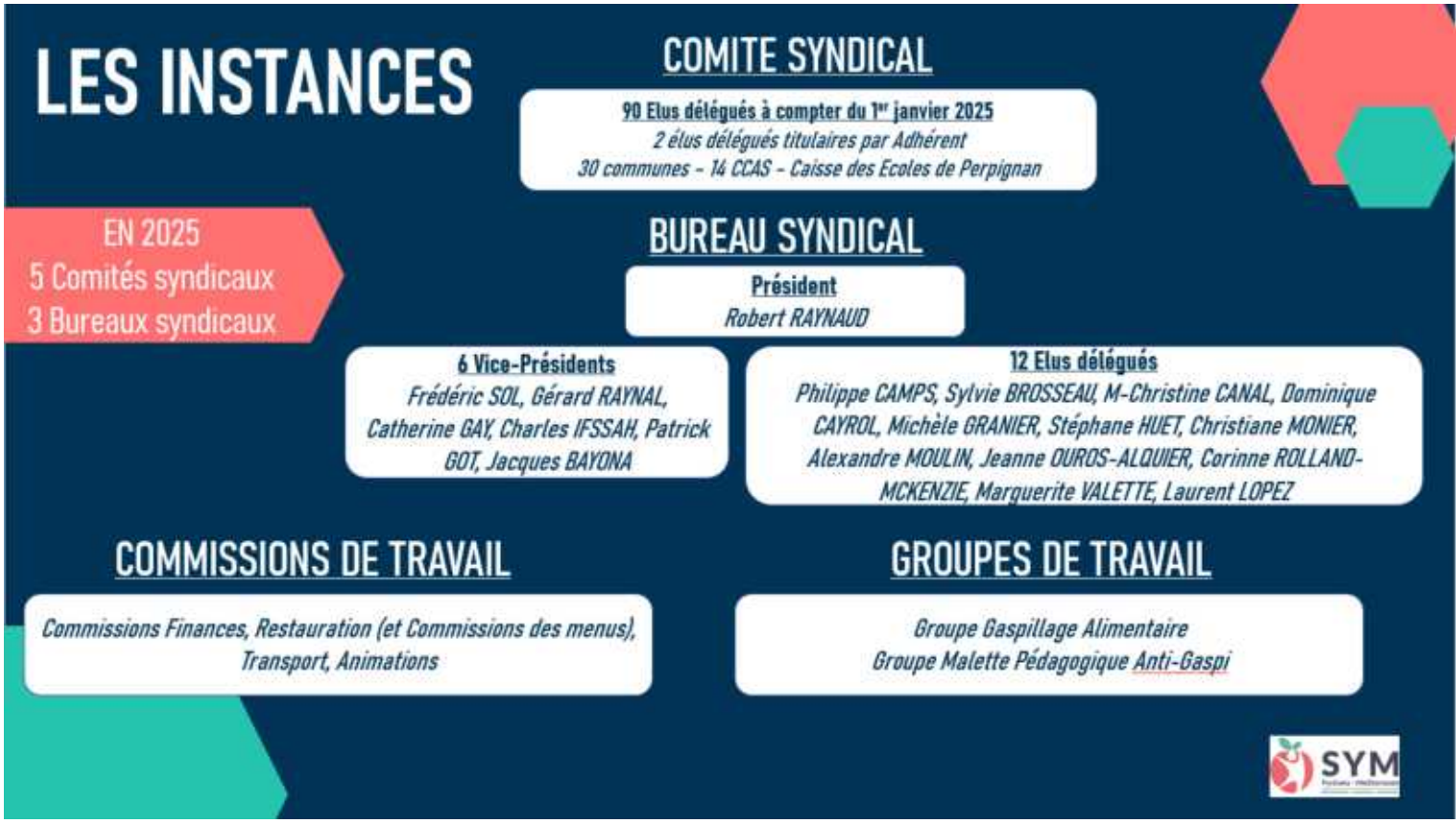
La compétence "Animation" est gérée en gestion directe et fait l'objet de nombreux partenariats : la Chambre d'Agriculture et le Plan Alimentaire Territorial, le CIVAM Bio 66, l'association IDA 66, l'association Slow Food, les Toques Blanches du Roussillon et d'Occitanie, la SCIC le Local pour le Fruit pour La Récré. Le SYM P-M fait également appel à des intervenants extérieurs. La compétence Animation représente une dépense d'environ 100 000 € tous les ans. 2025 a été l'année du lancement du 20ème challenge des Minis- Toques.

I-3 LES MOYENS DE LA STRUCTURE :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I-3-A : UNE GOUVERNANCE PARTAGEE ET PARTICIPATIVE

LES INSTANCES DE DECISION SE REUNISSENT REGULIEREMENT :



En 2025, l'ensemble des Elus délégués se sont réunis 5 fois en Comité Syndical et 3 fois en Bureau Syndical.





La commune de Corneilla la Rivière a rejoint le SYM au 1er janvier 2025 portant à 90 le nombre d'élus délégués. Cependant la CCAS de Tautavel ayant été dissous et transféré les compétences à la commune a entrainé 2 élus en moins pour le comité syndical.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I-3-B : DES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS AU SERVICE DES COMMUNES

En 2025, l'équipe a connu un départ à la retraite :

- Le responsable du service restauration auquel a succédé un nouvel agent qui a rejoint la collectivité le 17 février 2025 en contrat de droit public sur le grade de Technicien Principal Territorial.

L'équipe a été confortée également par le recrutement d'un agent chargé des Ressources Humaines sur le grade de Rédacteur territorial en détachement de la Fonction Publique d'Etat, après le décès de l'agent en charge des RH recruté en 2024.
Désormais tout en conservant le même nombre d'agents (13), le SYM P-M se réorganise et augmente sa capacité de service.

L'ensemble des compétences de la structure sont gérées par les moyens humains et matériels suivants :

MOYENS HUMAINS	
EFFECTIF AU 31 DECEMBRE 2025 : 13 AGENTS	
REPARTITION PAR CATEGORIE	REPARTITION PAR FILIERE
Catégorie C : 8 Catégorie B : 4 Catégorie A : 1	Technique : 8 Administrative : 5

Montant de dépenses au chapitre 012 : 680 887 € soit une augmentation de 2.7 % par rapport à l'année 2024. La part des charges de personnel est de 6 % des dépenses de fonctionnement.

MOYENS MATERIELS	
UN SIEGE ADMINISTRATIF	23 RUE DE LA SARDANE Immeuble le Castell 66000 PERPIGNAN
UNE FLOTTE AUTOMOBILE	2 Véhicules frigorifiques 1 véhicule de livraison de produits lessiviels et autres 3 véhicules de service de type V.L.

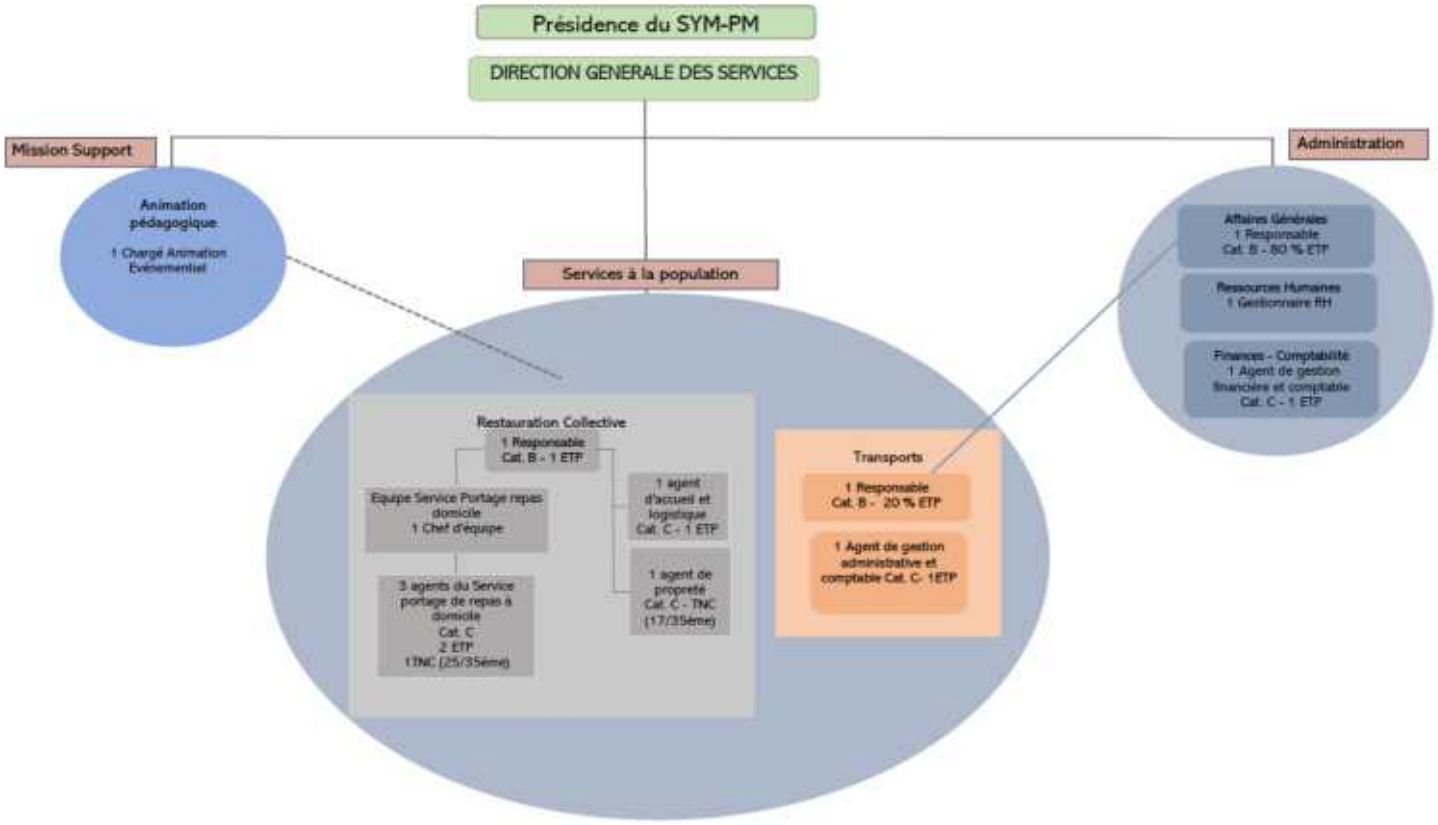
Les véhicules frigorifiques (2) font l'objet d'une location auprès de la société « le petit forestier ».

Les autres véhicules sont la propriété du SYM P-M.

Les agents du SYM P-M se déplacent tous les jours sur l'ensemble du territoire afin d'assurer une proximité importante avec les communes membres.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Une réorganisation a eu lieu en 2025 qui a donné lieu à un nouvel organigramme plus fonctionnel et transversal :



Le Syndicat est organisé autour de 4 services qui correspondent aux trois compétences définies par les statuts ainsi qu'un service administratif regroupant les RH et le service comptabilité. Il a été arrêté en comité syndical du 11 juin 2025.

I-3-C : DES COMMISSIONS DE TRAVAIL NOMBREUSES

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL SONT NOMBREUSES ET SE REUNISSENT EGALEMENT TRES REGULIEREMENT



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL



Réunion des Vice-Présidents
5 réunions

Commission RESTAURATION
6 réunions

Commission TRANSPORT
5 réunions

Commission ANIMATION
2 réunions

Commission FINANCES
5 réunions

Commissions des menus scolaires : 6 réunions
Commissions des menus crèches : 1 réunion
Commissions des menus portage : 6 réunions

La Commission des Finances est en charge du suivi financier de la structure et du budget ainsi que des décisions prises en matière de dépenses et de recettes. Elle se réunit deux à trois fois par an, une première fois pour valider le Rapport d'Orientation Budgétaire, une deuxième fois pour valider les décisions budgétaires et celles liées aux modifications tarifaires des marchés. La Commission des Finances qui s'est étoffée en 2023 est depuis cette année-là souvent associée à la réunion des Vice-Présidents.

La Commission Restauration est en charge du suivi du marché restauration et de la gestion de la compétence restauration. Elle a notamment pour mission l'étude du rapport d'activité des prestataires restauration, des prestations, les pénalités appliquées aux prestataires et le suivi de la compétence. **En 2024, afin d'anticiper le prochain marché restauration, elle a été amenée à lancer l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour son renouvellement. La première réunion de cadrage a eu lieu le 9 décembre 2024. La commission restauration se transforme en Comité de pilotage en charge des décisions stratégiques sur l'écriture du nouveau cahier des charges du marché de restauration et du suivi de la procédure de mise en concurrence, des négociations et de la proposition de décision d'attribution pour la Commission d'Appel d'Offres. Ces réunions se sont poursuivies sous forme de COPIL en 2025. Ce dernier s'est réuni 4 fois en 2025 : 21 janvier, 21 mars, 23 juin, 24 novembre 2025.**

Il est à noter le rôle prépondérant des Commissions des Menus scolaires, portage et crèches qui se penchent sur l'ensemble des menus des prestataires et retravaillent directement les propositions à l'instant T.

La Commission Transport est chargée du suivi de la compétence, et du suivi de l'exécution du marché. En 2025 les membres de la commission transports ont été amenés à lancer le marché transport ainsi la commission s'est également transformée en COPIL avec la commission finances et les Vice-présidents : le COPIL s'est réuni 3 fois en 2025, les 18 septembre, le 29 octobre et le 10 décembre 2025.

Enfin la Commission Animation valide les offres du catalogues pédagogiques et le suivi de l'ensemble des actions : mini-toques, partenariats etc…

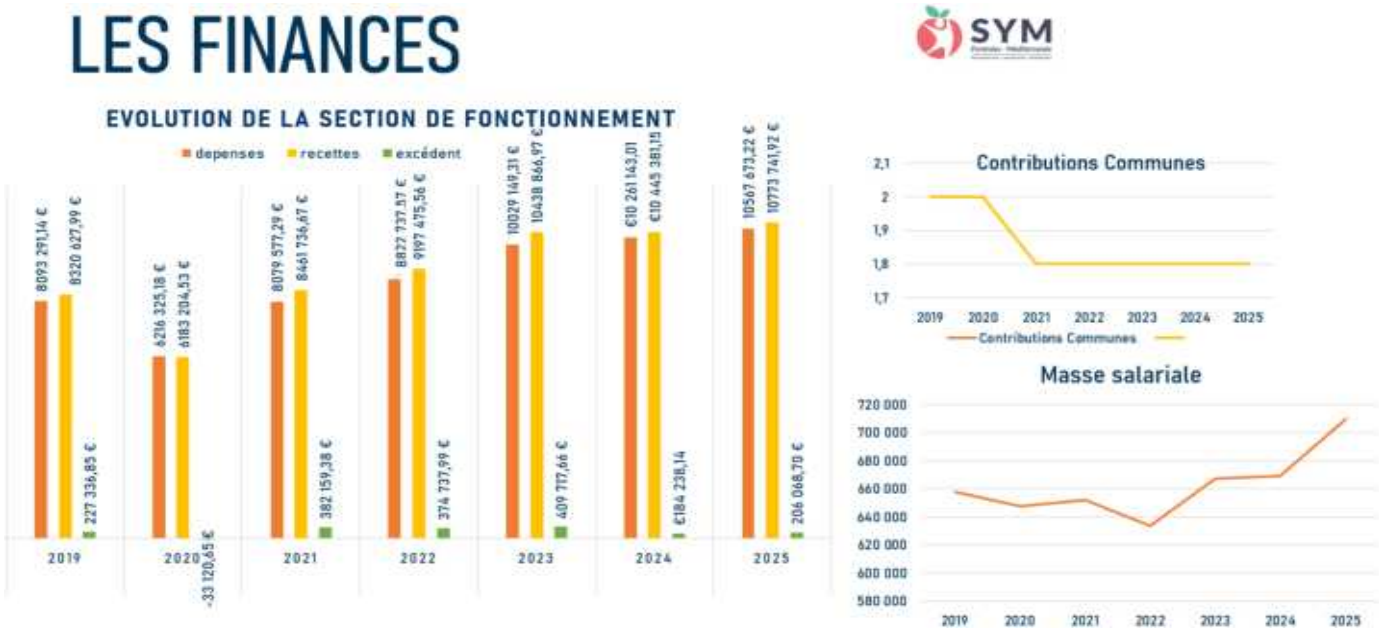
Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

I-3-D : LES MOYENS FINANCIERS

1 - Le Fonctionnement :

Syndicat de gestion, le SYM P-M mesure l'intensité de son activité par l'évolution des dépenses de fonctionnement et plus précisément le chapitre 11.

La section de fonctionnement a enregistré une augmentation en dépenses de 306 530.21 € et de 328 360.77 € en recettes. L'excédent de clôture des dépenses et recettes réelles se stabilise en 2025 à 206 068,70 € représentant 1.91 % % des recettes de fonctionnement.



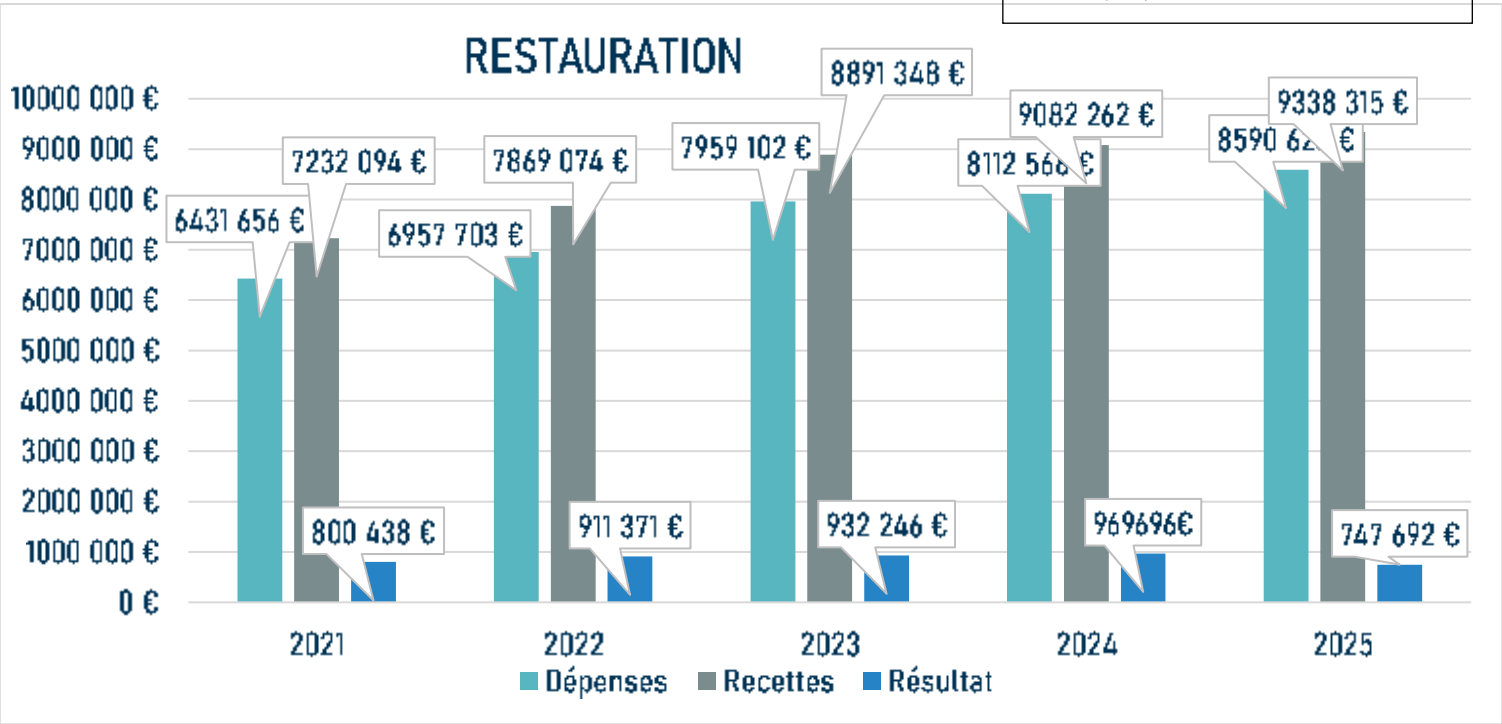
La masse salariale reste constante. Le ratio Dépenses de Personnel / Dépenses de Fonctionnement est de seulement 6.71 % %.

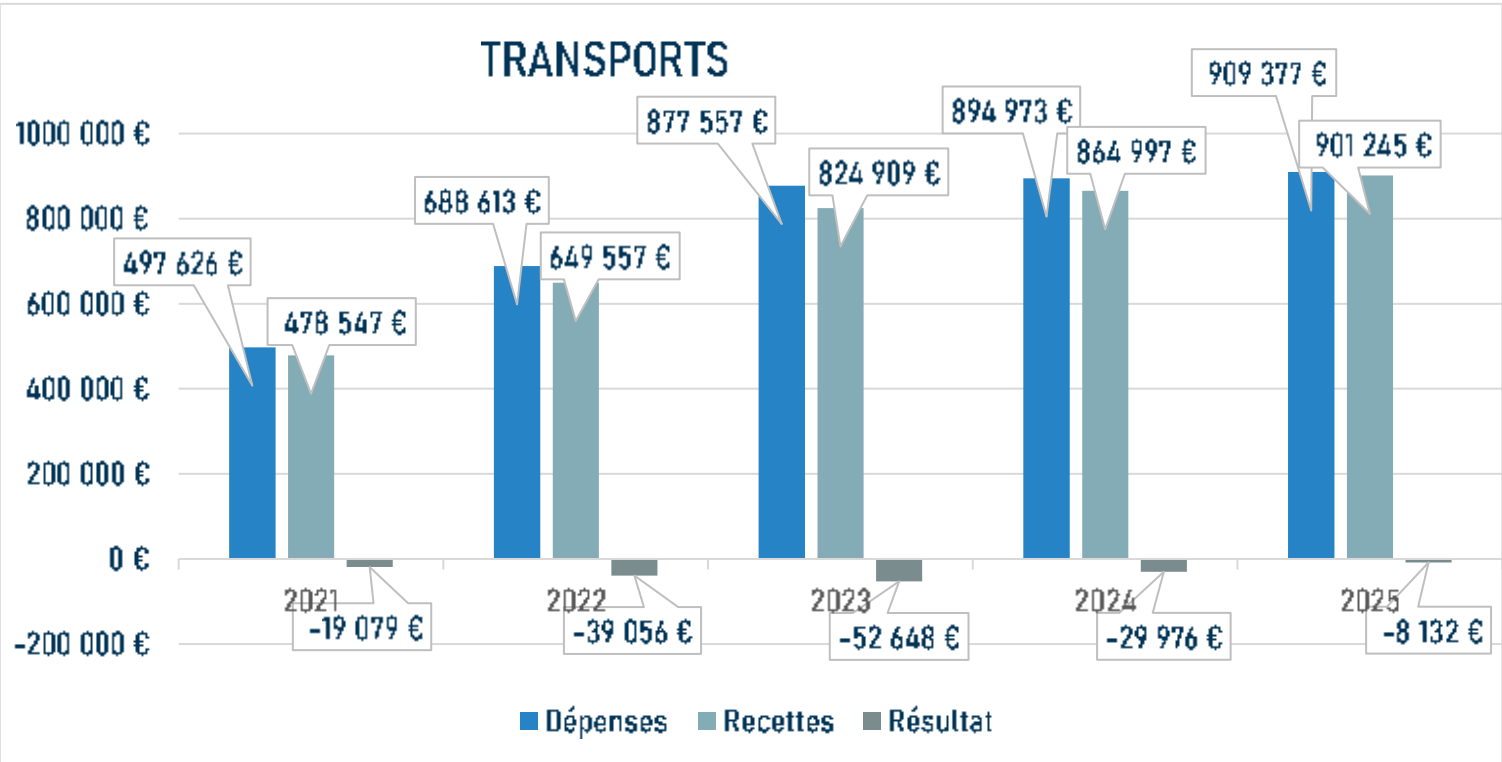
Les recettes et dépenses augmentent sur la compétence restauration et transport. Ces augmentations sont dues à deux facteurs : l'augmentation des effectifs et des contributions, l'adhésion de nouvelles communes.

Du point de vue des contributions des communes, le montant de la capitation est resté inchangé à 1.80 €.

EVOLUTION DES DEPENSES DE CHAQUE COMPETENCE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026





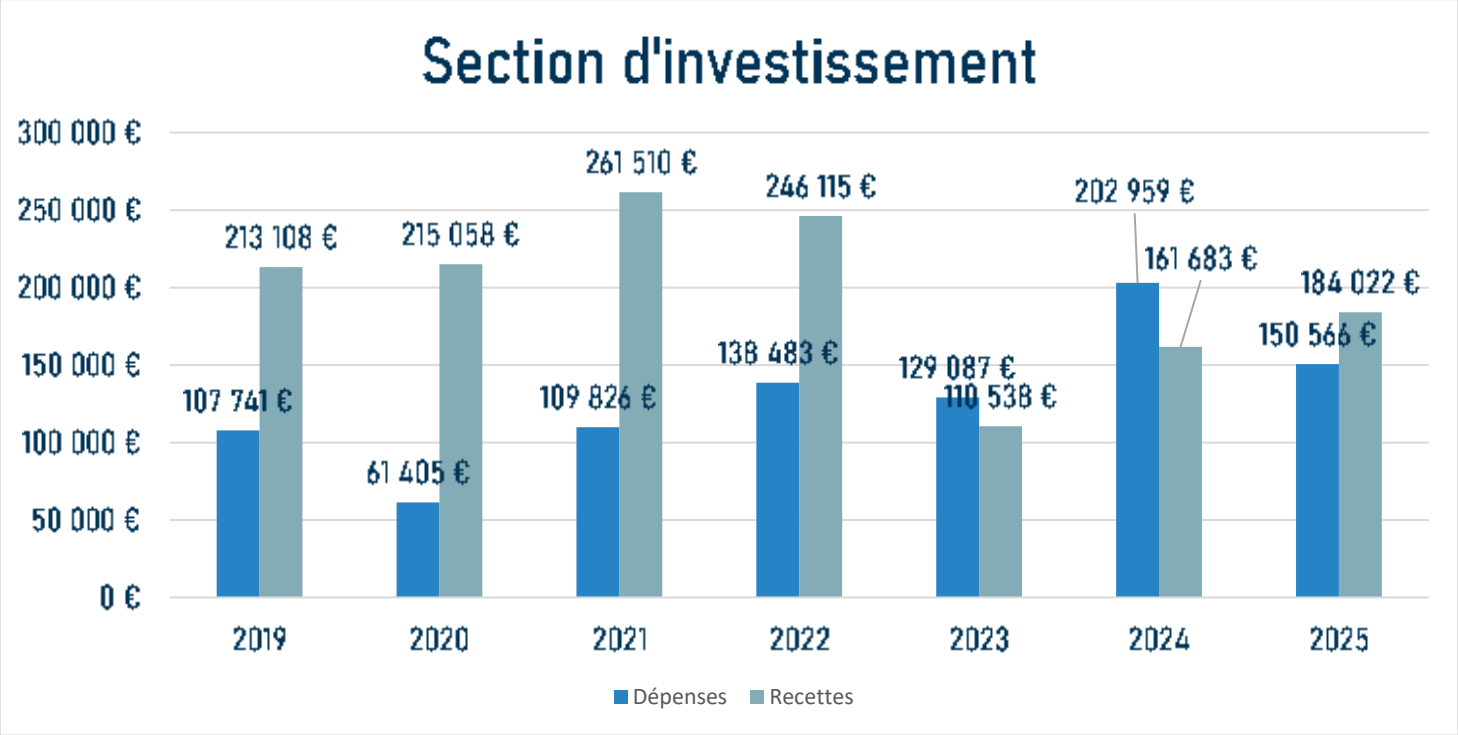
Pour conclure sur la section de fonctionnement, il est à noter une augmentation générale de l'ensemble des postes de compétences.

Concernant la compétence transports, le déficit enregistré diminue encore, les mesures mises en place depuis deux ans pour réduire ce dernier portent leur fruit. En 2025, la contribution aux dépenses d'administration générale a été augmentée à 10% des contributions transports permettant ainsi un budget qui s'équilibre.

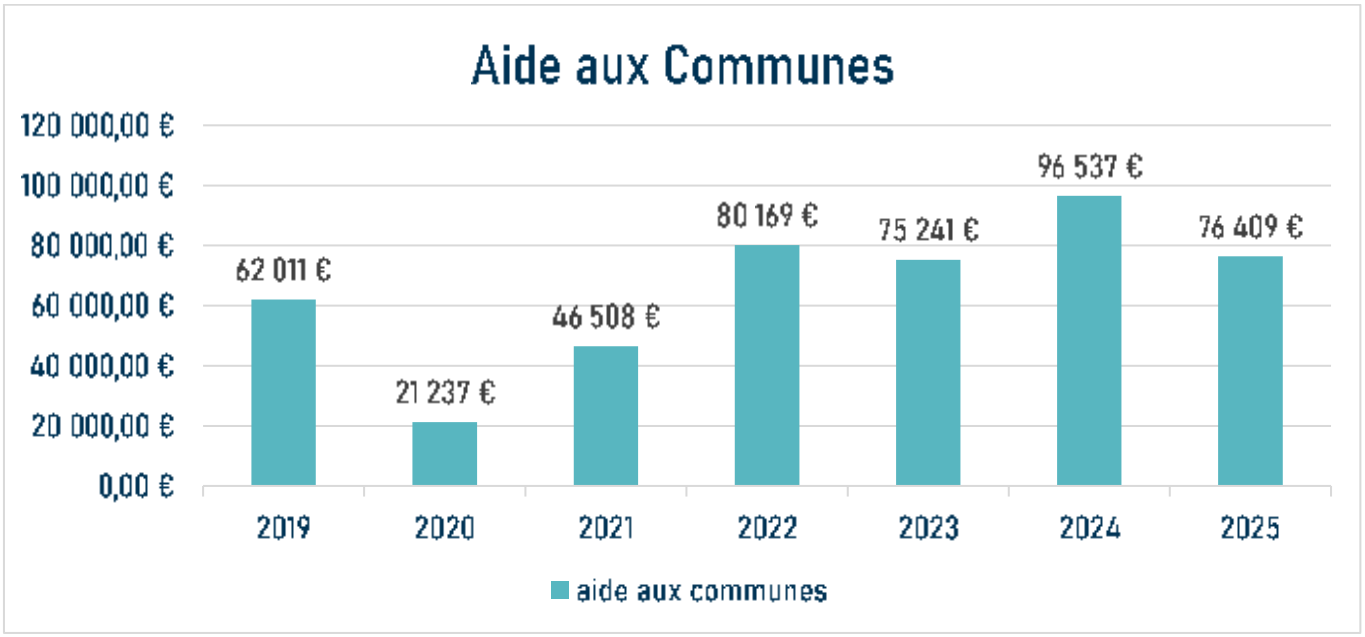
L'investissement :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En 2025 les dépenses sont de 150 565.73 € pour un montant de recettes de 184 022.10 €.



Depuis 2023, l'équilibre dépenses / recettes s'inversent, correspondant à la volonté de la Commission des Finances, d'accroitre les investissements pour les communes et pour l'équipement du SYM P-M



L'aide aux communes en 2025 a concerné les communes d'Espira de l'Agly, Le Soler, Llupia, Palau Del Vidre, Perpignan, Pia et Saint Génis Des Fontaines pour l'installation d'un self.

I – 4 LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES ET PERSPECTIVES DE L'ANNEE 2025 :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Pour mémoire, les orientations budgétaires étaient les suivantes :

a) Marché restauration :

➔ Une certaine stagnation des effectifs à périmètre constant et une dépense autour de 8 200 000 €.

➔ Déploiement du programme de lutte contre le gaspillage alimentaire :

- Livret des bonnes pratiques

b) Le marché transport :

Nouvelle augmentation des prix du marché qui devrait être limitée de 2 à 3 %.
Un déficit des transports financés à contrôler : les mesures prises lors des précédentes années (rationalisation des transports liés aux rencontres chantantes et la baisse des destinations pédagogiques, etc…) devraient montrer leurs effets en 2025.



c) L'animation pédagogique :

2025 sera tournée vers le programme de lutte contre le gaspillage alimentaire par la création de 3 escape game, par la recherche de nouveaux partenariats et la mise en œuvre de nouveaux ateliers pédagogiques.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II – LA GESTION DES COMPETENCES

II – 1 : LA COMPETENCE RESTAURATION

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le SYM P-M poursuit sa politique volontariste pour une alimentation durable et un service socialement soutenable pour les différentes familles de convives.

En matière de restauration, cette politique est définie par la Commission Restauration. Elle est ensuite déclinée par les services sur un mode participatif qui s'appuie fortement sur les commissions des menus.

II-1-A : UNE GOUVERNANCE PARTAGEE ET TRANSPARENTE

Une démarche participative :

- ❖ Les commissions « menus »

3 commissions spécifiques se réunissent très régulièrement afin de faire le point sur les propositions de menus avec les 2 prestataires de restauration : plusieurs commissions et par conséquent de nombreux intervenants qui débattent, participent et décident.



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Schéma de décision pour les menus scolaires



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

❖ La commission Restauration :

En 2024, la commission restauration a décidé d'avancer la procédure de renouvellement du marché qui prend fin au 31 août 2026, afin de tenir compte de la période des élections municipales. Ainsi, un rétroplanning de la procédure a été décidé :

Le rétroplanning ci-dessous a été respecté et la Commission Restauration confortée des Vice-présidents et de la commission des finances s'est réunie en COPIL pour suivre la procédure de renouvellement du marché :

	2024			2025												2026								
	oct	nov	dec	janv	fev	mars	avril	mai	juin	juill	août	sept	oct	nov	dec	janv	fev	mars	avril	mai	juin	juill	août	sept
Désignation d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage																								
AMO - Publicité	X																							
AMO - Attribution		X																						
Préparation de la consultation																								
COPIL - Définition du besoin - réunion de cadrage			COPIL																					
Bilan d'éxécution			X	X																				
COPIL - Bilan et Proposition de Scénarii					COPIL																			
Rédaction du CCTP et cadre de réponse					X	X	X																	
Sourcing							X																	
Finalisation du DCE, publication, remise & analyse des offres																								
COPIL - Validation du Cahier des Charges							COPIL																	
Finalisation du Dossier de Consultation des Entreprises								X	X															
Publication										X														
Visite par les candidats										X	X	X												
Remise des offres													X											
Analyse des offres													X	X										
Présentation de l'analyse des offres et négociations																								
COPIL - Présentation Analyse des Offres														COPIL										
Négociations														X	X									
Remise des offres définitives																X								
Analyse des offres définitives																X								
Procédure d'attribution & lancement du marché																								
COPIL - présentation du rapport d'analyse des offres Définitives																	COPIL							
CAO - Choix des prestataires																	CAO							
Courriers de rejet																	X							
Notifications																	X							
Préparation du lancement du marché & mise au point																		X	X	X	X	X	X	
Démarrage des prestations																								X

Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été nommée et la première réunion de cadrage pour l'écriture d'un nouveau cahier des charges a été organisée le 9 décembre 2024. S'en sont suivis 4 réunions en 2025 pour aboutir en mars 2026 à l'attribution du marché.
La commission restauration s'est ensuite réuni 2 fois supplémentaires pour le suivi du marché restauration.

II-1-B : UNE ALIMENTATION SOCIALEMENT SOUTENABLE

Comme chaque année et conformément au cahier des charges, le prix du marché est révisé tous les ans selon une formule de révision signifiée à l'article 3.5 du CCAP du marché restauration.
En 2025, le taux d'augmentation des prix du marché a été arrêté à 2.41 %.
Malgré cela et grâce aux efforts faits par le SYM P-M, la contribution des communes reste en deçà d'un prix à 5 € le repas avec 4 ou 5 composantes.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

II-1-C : UNE ALIMENTATION DURABLE

Les pourcentages d'achat :

Les engagements du SYM P-M fixés par les lois Egalim / AGEC et Climat et Résilience sont atteints.

Concernant les approvisionnements, le SYM P-M affiche un taux d'alimentation durable de 56 % dont 30 % de bio et 26 % de SIQO.

Actions de notre prestataire de repas la Sté ELIOR, dans ce programme

OBLIGATION de la loi EGALIM
50 % de produits SIQO (IGP, AOC, Label Rouge..) dont 30 % de BIO

2023 : 42 % d'achats
2024 : 55 % d'achats
2025 : 56 % d'achats

- **Actions d'amélioration de la qualité de la prestation par** :
  - De nouvelles recettes classiques et végétariennes
  - Un travail important entamé avec la société Guasch afin d'obtenir une viande de qualité ainsi que d'augmenter les achats locaux pour la viande portant ainsi la dépense à 945 000 € pour l'achat de viandes locales.
  - Un travail important également est menée avec la SCIC le Local afin d'augmenter la part d'achat de fruits et légumes locaux ,

  Portant ainsi le pourcentage d'achat local à 29 %.

- **Autres démarches** :
  - Convention de dons alimentaires

II-1-D : LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

En 2025, un groupe de travail a été créé pour l'écriture d'un livret des bonnes pratiques, rédigé par et pour les agents de restauration, les animateurs et les responsables restauration. En cours d'écriture en 2025, le groupe de travail a poursuivi son travail pour une rédaction définitive et une édition en 2026. 2025 est l'année du déploiement du programme de lutte contre le gaspillage alimentaire dans sa partie opérationnelle.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ZOOM SUR LA COMPETENCE : « CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE »

En 2025, 14 communes sont adhérentes à cette compétence soit directement, soit par le biais de leur Centre Communal d'Action Sociale.
Le service rendu par cette compétence comprend :

- La confection des repas par un prestataire,
- La livraison au domicile des convives des repas.

4 communes ont opté pour un service qui se limite à la confection et la livraison en un point, la livraison au domicile de chaque convive étant assuré par les agents communaux.
Il s'agit des communes de Perpignan, de Tautavel, d'Espira de l'Agly et de Saint Paul de Fenouillet.
10 communes ont opté pour un service allant de la confection à la livraison des repas au domicile des convives : Baho, Claira, Pézilla la rivière, Saint Marie la Mer, Vingrau, le Soler, Pia, saint Feliu d'Avall, Villelongue de la Salanque, Villeneuve la Rivière.
La compétence est gérée au travers du marché restauration, la prestation faisant partie du lot n°3 : « Confection et livraison de repas en liaison froide pour le portage de repas à domicile ainsi que les repas de la Croix Rouge ». Ce lot est, depuis le 1er septembre 2022, confié à la Société Guy Barboteu.
La compétence déclinée sur 14 communes est une compétence qui accompagne les politiques communales de maintien des personnes âgées à domicile. Le service de portage met en collaboration les services du SYM P-M et des CCAS ou des services communaux pour une prise en charge complète du convive. Les commandes sont passées par les services communaux en lien avec les convives ou leur famille, la conception est assurée par le prestataire et la livraison est faite par la commune ou les agents du SYM P-M. Cette proximité instaurée avec les convives permet une veille sociale supplémentaire, une vigilance apportée auprès des personnes âgées ou dépendantes.
Outre cet apport qui fait de cette compétence un véritable service public et pas seulement une simple prestation, les services du SYM P-M, les Élus épaulés de la Commission des menus du portage veillent à la qualité des repas servis. Tout en mettant l'accent sur les produits de qualité et l'approvisionnement local, la commission des menus veille à la qualité des menus tournée pour les personnes âgées vers des recettes traditionnelles cuisinées sur place privilégiant le goût et la quantité.

Quelques exemples de recettes traditionnelles :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

MOULES FRAICHES A LA CREME	*BOUILLINADE DE COLIN*	*BOURRIDE DE CALAMARS A LA SETOISE*	
CASSOULET	*POT AU FEU*	*COUSCOUS A L'AGNEAU*	*COUSCOUS AU POULET*
CUISSE DE LAPIN A LA CATALANE	*ROTI D'AGNEAU SAUCE AU THYM ET FLAGEOLETS*		*ENDIVES AU JAMBON*
VELOUTE DE POIS CASSES	*NOIX DE JOUE DE PORC CONFITE*		*CHOU FARCI BRAISE*
CHOU FLEUR BECHAMEL	*OMELETTE FRAICHE*	*BOLES DE PICOULAT*	*GRATIN DAUPHINOIS*

Parallèlement, le SYM P-M et/ou le prestataire met en place des animations ou évènements spécifiques :
En 2025, le mercredi 8 octobre précisément, notre prestataire, la société BARBOTEU a participé à l'opération « Le Grand Repas » parrainée par Thierry Marx et suivie sur l'ensemble du territoire français sur une idée simple : établir un menu de qualité respectant la saisonnalité et travaillée avec des produits locaux. La proposition était la suivante :



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Enfin en termes d'animations, l'année est jalonnée d'évènements calendaires agrémentés d'un cadeau spécial à chaque convive :

- A noël, un coffret gourmand
- A Pâques : des chocolats de Pâques Cémoi
- En juin : une barquette de cerises de Céret





La fréquentation :

Sur l'année 2025, le nombre de repas est constant avec 126 476 repas pour 346 repas par jour environ. Le portage à domicile a été déployé sur la commune de Claira dès le mois de janvier 2025. Ces repas sont répartis comme suit sur chaque commune :

Baho : 7 repas
Pézilla la Rivière : 13 repas
Saint Feliu d'Avall : 8 repas
Sainte Marie la Mer : 18 repas
Villelongue de la Salanque : 6 repas
Espira de l'Agly : 19 repas
Vingrau : 1 repas
Perpignan : 153 repas
Pia : 44 repas
Saint Paul de Fenouillet : 22 repas
Tautavel : 8 repas
Le Soler : 39 repas
Villeneuve la Rivière : 4 repas
Claira : 4 repas

Le service grandit et avec lui l'organisation du SYM P-M qui comprend pour cette compétence en 2025 : 3 agents de livraison et d'allotissement, un responsable d'équipe selon l'organigramme suivant :

- 1 Responsable Restauration
- 1 responsable d'équipe
- 3 agents de service portage (livraison et allotissement)



II – 2 : LA COMPETENCE ANIMATION :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La compétence animation pédagogique autour de l'alimentation est une compétence à part entière support de l'ensemble de la politique de « Restauration collective » définie par le SYM Pyrénées-Méditerranée. En cela le SYM P-M se conforme à la circulaire du 25 juin 2001 relative à la composition des repas servis en restauration scolaire et la sécurité des aliments, qui stipule que **« les enfants ne prennent en général dans le cadre scolaire qu'un nombre restreint de leurs repas annuels : l'école ne peut donc pas à elle seule assurer l'équilibre alimentaire des enfants. En revanche, elle peut assurer une formation élémentaire du goût, en multipliant les occasions de découverte et une éducation nutritionnelle en expliquant la nécessité de la diversité alimentaire et des inconvénients des stéréotypes ». Ainsi la circulaire préconise « d'organiser autour de l'alimentaire des animations dont les grands axes pourraient être :**

- **D'éduquer les goûts des élèves, valoriser le patrimoine culinaire et promouvoir des produits de bonne qualité,**
- **De mettre en avant un vocabulaire précis,**
- **D'expliquer les secrets de fabrication et de composition des aliments,**
- **De déguster des spécialités du pays… »**

II-2-A : LES ATELIERS PEDAGOGIQUES

En 2025, reconduction des ateliers pédagogiques de 2024 à 2025 sur les thématiques :

- Santé nutrition,
- Jardinage,
- Développement durable

La compétence animation pédagogique a représenté en 2025, 62 projets pour 62 classes pour un budget de 11 801.43 € (dont 5231.43 € de transports).





Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Perpignan

27
projets / classes

Sydetom : 4
Slow food Hôtel à insectes : 1
Petit Déjeuner : 6
IDA 66 Jeu du recycl : 2
Slow food lombricompost : 2
Régaler plutôt que gaspiller :1
IDA 66 Cuisine anti gaspi : 1
Slow food cuisine anti gaspi : 1
Civambio 66 :1
Lycée agricole de Rivesaltes : 4
Potager sur pied : 2
Halle aux carreaux : 2

680
Enfants

H Rigaud
Jean Zay /Herriot
J J Rousseau
E Roudayre
Blaise Pascal
Victor Duruy
Romain Rolland
Hélène Boucher
Fenelon
Claude Simon Elem /mat
Jules Ferry
Alembert
Pont Neuf
Pierre de Coubertin
Mas Bresson

Villages

35
projets / classes

Sydetom : 4
Slow Food Hôtel à insectes : 2
Petit Déjeuner : 7
Jeu d'équilibre alimentaire : 3
Régalez plutôt que gaspiller : 1
Ida 66 cuisine anti gaspi : 3
Slow Food cuisine anti gaspi : 1
Paysans à l'école : 3
Civambio : 2
Lycée agricole de Rivesaltes : 3
Potager sur pied : 1
Halles aux carreaux : 3
Slow Food jardin : 2

880
Enfants

Pia
Toulouges
Canet en Roussillon
Estagel
St Génis des Fontaines
St Féliu d'Avall
Le Soler
Saleilles
Villeneuve la Raho
Peyrestortes
Baho
Torreilles
Villelongue de la Salanque
Espira de l'Agly

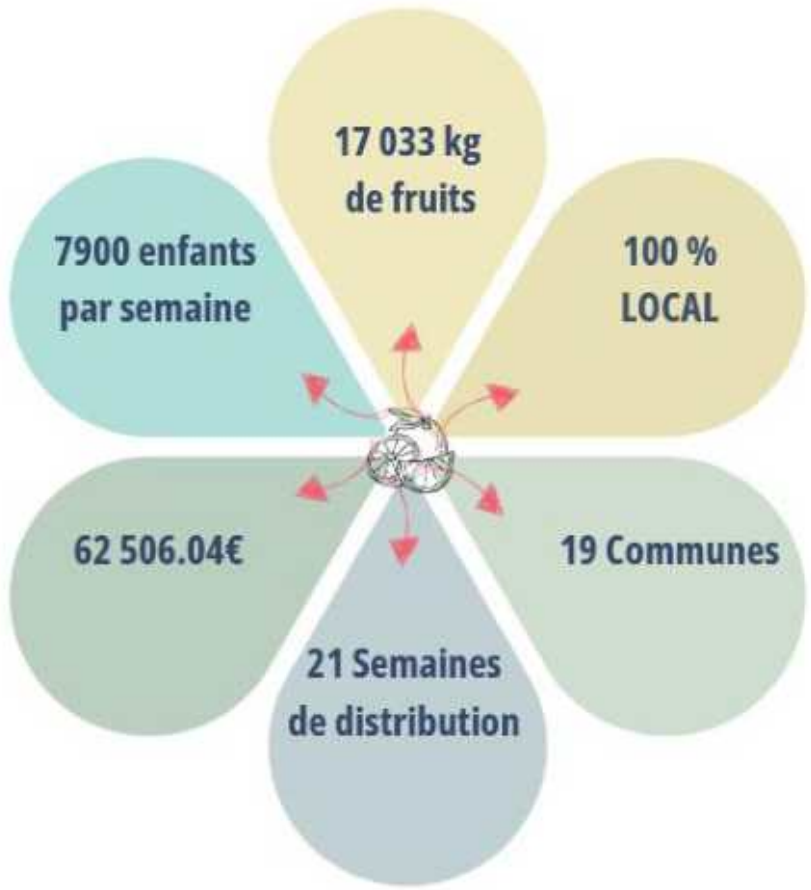




II-2-B : LE FRUIT POUR LA RECRE

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Pour l'année scolaire 2025, le fruit pour la récré a représenté 17,033 tonnes de fruits dont 100 % étaient issus de la production locale et plus précisément achetés par Elior principalement à la plateforme « LeLocal66 ».



19 communes actuellement émargent à ce dispositif entièrement pris en charge par le SYMPM pour les maternelles et en partie pour les primaires.



La dépense pour le SYM P-M est de 62 506.04 € TTC en 2025.

Bilan distribution Fruits à la récré 2025			
Dates	**Produits**	**Quantité en kg**	**Fournisseur**
15/05/2025	TOMATES CERISE	651	Le Local
22/05/2025	JUS DE POMMES BIO	406	Le Local
05/06/2025	NECTARINES	1019	Le Local
12/06/2025	MELONS BIO	1104	Le Local
19/06/2025	ABRICOTS	1050	Le Local
26/06/2025	NECTARINES	881	Le Local
03/07/2025	ABRICOTS	740	Le Local
04/09/2025	Figue	300	Le Local
11/09/2025	Nashi bio	758	Le Local
18/09/2025	Nectarine	1020	Le Local
25/09/2025	Prune	620	Le Local
02/10/2025	Tomates cerises	640	Le Local
09/10/2025	Prunes	780	Le Local
16/10/2025	Pommes	720	Le Local
06/11/2025	Kaki pommes	1078	Le Local
13/11/2025	Kiwis gold pce	738	Jardins de Perpignan
20/11/2025	Poires	804	Le Local
27/11/2025	Jus de fruits bib 3 l	1227	Le Local
04/12/2025	Clémentines	835	Le Local
11/12/2025	Kakis bio	924	Le Local
18/12/2025	Kiwis	738	Le Local

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



II-2-C : LES EVENEMENTS

Le Challenge des Mini-Toques :

Pour la 19ème année consécutive, le challenge est un véritable succès. En 2025, la journée cohésion des finalistes et leurs parents a eu lieu à Pollestres et à Thuir.



Le Comité de lecture s’est réuni pour étudier les 181 recettes déposées par les candidats.



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026





Les enfants sélectionnés ont visité l’exploitation de Didier Salgado, producteur bio et parrain de la 19ieme édition, ils ont semé et cueilli des courgettes, et se sont régalés à midi chez David Vincent à Thuir, chef Toques Blanches du Patio Catalan.





Les épreuves pratiques se sont déroulées au lycée hôtelier d’Argelès sur Mer.

Le jury de dégustation s’est réuni à l’issue des épreuves pour noter les recettes.



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



La remise des prix a été organisée à Sainte Marie la Mer au sein de la Salle Oméga. Elle a rassemblé plus de 400 personnes.



La fête des fruits et légumes frais :

La Fête des Fruits et Légumes Frais se poursuit en partenariat avec le Purple Campus et les étudiants en BTS Diététique qui sont chargés d'animer dans l'ensemble des établissements scolaires du périmètre du SYM P-M, des ateliers pédagogiques autour de l'équilibre nutritionnel et la découverte des fruits et légumes frais.

La manifestation en 2025 a été menée par 3 élèves en BTS diététiques qui ont animé un atelier au sein de 47 classes des écoles du territoire.

La semaine bleue :



A Saint Feliu d'Avall notamment, un repas intergénérationnel a permis de partager un moment convivial autour d'un déjeuner au restaurant scolaire.



Une nouveauté : Le Plat Signature

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En 2025, la cheffe Marie-Eglantine Delcher du restaurant la Passerelle a officié avec une entrée froide courgette et calamars





Les chefs Alain Delprat et Julien Montassié, chefs du Yucca et de l'Epicentre ont proposé un dessert 100% local : Mato des Pyrénées Catalanes, confiture de potimarron et rousquilles

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



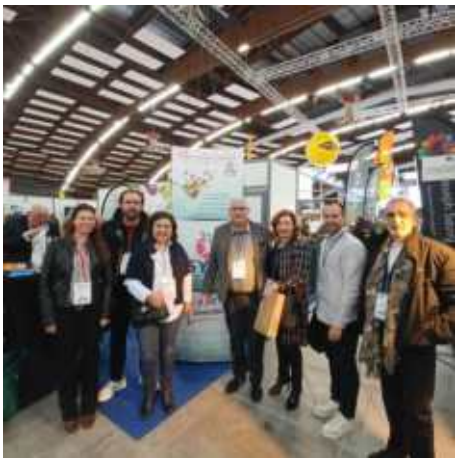




II-2-D : LA COMMUNICATION

Le Salon des Maires :

le SYM P-M a participé en Mars 2025 à la 13ème édition du Salon des maires de l'AMF66









Un escape Game sur l'antigaspi y était présenté, une roue de la fortune offrant à nombre de communes de gagner de nombreux lots dont un transport d'enfant gratuit remporté par la commune de Saint Nazaire, des bons-repas auprès de nos partenaires des toques blanches, des corbeilles de fruits et légumes offerts par la SCIC Le Local …



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le partenariat avec France Bleu Roussillon :

Ce partenariat a permis une couverture à raison de trois directs successifs pour le concours des mini toques et plusieurs annonces publicitaires sur les antennes de FBR le matin.





En 2025, le SYM a mis en place avec ICI Roussillon une annonce en direct tous les soirs des repas des enfants à la cantine scolaire.

II – 3 : LA COMPETENCE TRANSPORT :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Réunie 5 fois en 2025 et composée d'Élus des communes, la Commission Transport est en charge du suivi des dossiers relatifs aux transports périscolaires et pédagogiques et du suivi et du renouvellement du marché transport.

II-3-A : L'ACTIVITE DU MARCHE

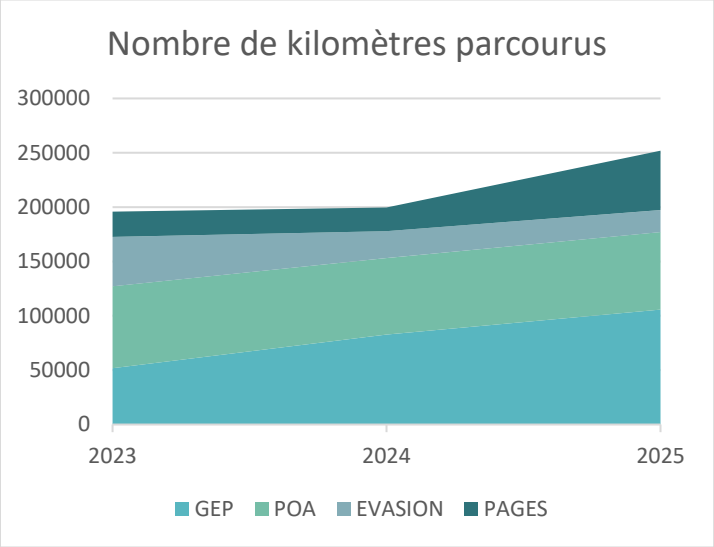


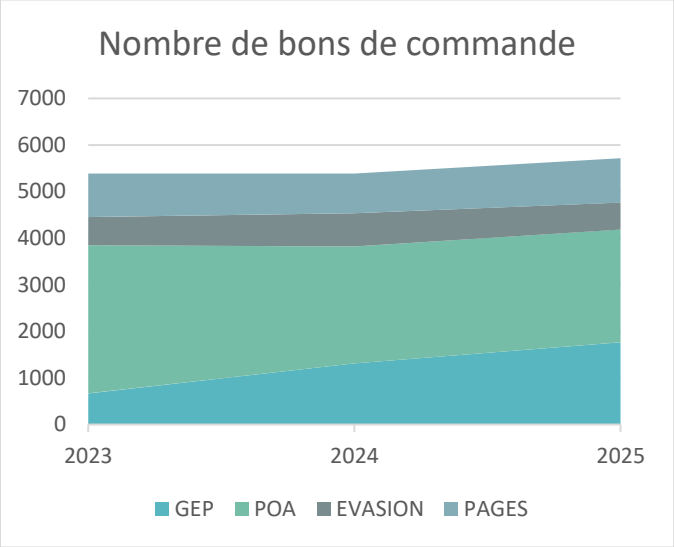
Mais aussi : des crèches, l'USEP



2025 est marquée par une demande de transports toujours aussi élevée, et une forte hausse en termes de kilomètres :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026





2025	GEP	POA	Evasion catalane	Pagès	**TOTAL**
Nombre de sorties	1765	2423	577	952	**5717**
Nombre de kilomètres totaux	105748	71325	20195	54660	**251 928**

Plusieurs phénomènes expliquent ces constats :

- L'adhésion d'une nouvelle commune au 1er janvier 2025 : Corneilla La Rivière
- Depuis 2023, des adhésions de communes davantage éloignées d'infrastructures sportives, culturelles ou de loisirs,
- La suppression de transports quotidiens (piscine & cantine) sur la commune de Perpignan à compter du mois de septembre 2024,
- La modification de la liste des sites éducatifs pour lesquels le SYM P-M finance le transport, désormais focalisée sur les communes adhérentes au SYM P-M, limitant de ce fait les déplacements plus lointains.
- L'augmentation du nombre de transports financés en particulier pour les sorties vers les sites éducatifs et la fête de la science.

Par ailleurs, les conditions d'annulation et de report ont été clarifiées dans le cadre d'une mise à jour de règlement permettant une meilleure lisibilité des procédures.

II-3-B : LA POLITIQUE DE TRANSPORTS FINANCES

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

En 2025, le travail de réduction des coûts des transports financés se poursuit et porte ses fruits.

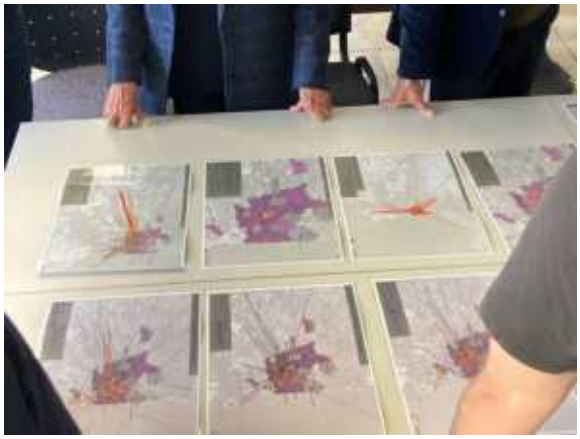
Budgets / années	Sorties éducatives	Animation	Bus de Ville (Perpignan)	Prévention Routière	Manifestations								Divers (prises en charge exceptionnelles)	TOTAL
					Couleurs Culture / Expo Arts / Arts en Fête	Ecole et Cinema	Forum des Métiers	Petit XIII	Rencontres au Spectacle	Rencontres Chantantes	Visa pour l'image	Expo Sciences / Fete de la science		
2016	45 254,36 €	2 992,42 €	2 496,00 €	48,00 €	3 370,86 €	6 087,09 €	56,68 €	1 316,34 €	5 529,39 €	6 309,50 €	194,50 €	746,98 €	2 966,23 €	**77 368,35 €**
2017	29 928,50 €	2 724,47 €	2 088,00 €	78,32 €	3 342,73 €	9 951,05 €	202,81 €	1 453,59 €		8 310,26 €	397,28 €	1 745,19 €	1 917,08 €	**62 139,28 €**
2018	32 707,24 €	3 706,11 €	2 448,00 €	122,90 €	3 193,70 €	6 913,44 €	- €	704,19 €		10 030,98 €	599,59 €	1 476,60 €	211,43 €	**62 114,18 €**
2019	32 818,22 €	3 778,50 €	2 268,00 €	- €	2 665,44 €	8 053,73 €	322,63 €	2 043,77 €		10 872,15 €	558,97 €	1 738,44 €	295,48 €	**65 415,33 €**
2022	45 412,69 €	2 505,36 €	2 052,00 €		3 663,13 €	9 371,30 €	- €	346,25 €		2 503,72 €	952,97 €	942,72 €	36,14 €	**67 786,28 €**
2023	56 081,57 €	5 556,77 €	2 657,50 €		556,28 €	10 876,65 €		1 038,92 €		10 457,67 €	681,07 €	2 000,74 €	290,28 €	**90 197,45 €**
2024	49 251,10 €	4 951,92 €	2 544,00 €	109,25 €	557,15 €	11 345,54 €		1 340,71 €		4 971,56 €	233,21 €	1 844,89 €	718,47 €	**77 867,80 €**
2025	60 833,77 €	5 382,70 €	2 676,00 €	104,40 €	993,82 €	12 050,15 €		807,61 €		5 880,80 €	660,72 €	3 521,85 €	712,07 €	**93 623,89 €**

La hausse des transports financés en 2025 est fortement compensée par la hausse des contributions aux dépenses d'administration générale. Le déficit de la compétence transport est en baisse : de 52 948 € en 2023, en 2025 il représente 8 132.40€.
Il est à noter également l'ajout d'un nouveau site : le Parc de Clairfont sur la commune de Toulouges, qui ouvrira ses portes aux scolaires au 1er septembre 2026 et l'ajout de « Maths au Palais ».

II-3-C : LE RENOUVELLEMENT DU MARCHE

En 2025, la commission a anticipé le renouvellement du marché, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2026, pour s'adapter au calendrier des élections municipales. Un calendrier prévisionnel a été établi pour organiser cette procédure. Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été nommée et la première réunion de cadrage pour l'écriture d'un nouveau cahier des charges a été organisée le 18 septembre 2025.

18 communes se sont inscrites aux ateliers « rencontres avec les acteurs du territoire » organisés le 12 novembre 2025.





Autour de cartographies élaborées par l'assistant à maîtrise d'ouvrage, élus, enseignants et agents des communes ont échangé afin d'évoquer les dysfonctionnements actuels et permettre d'identifier les axes d'amélioration de l'offre et de la qualité de service afin d'ajuster le futur cahier des charges du marché.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DOCUMENT N°1

LES ORDRES DU JOUR DU BUREAU ET DU COMITE SYNDICAL

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU BUREAU
DU 28 JANVIER 2025 A 18H30
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Bureau du 5 décembre 2024** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
2)	**Modification du tableau des effectifs** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
3)	**Information et Questions diverses** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU COMITE
DU 11 FEVRIER 2025 A 18H00
AU SOLER

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Comité du 5 décembre 2024** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
2)	**Installation d'un nouvel Elu délégué de la CAISSE des ECOLES de PERPIGNAN** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
3)	**Mise à jour de la Commission Animation Pédagogique / Communication** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
4)	**Adhésion de la Commune de CORNEILLA LA RIVIERE à la compétence optionnelle « La restauration collective qui consiste en la fourniture de repas en liaison froide pour les usagers des centres de loisirs sans hébergement »** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
5)	**Débat d'orientation budgétaire – Exercice 2025** **dont Présentation du Cahier des Charges : AMO – étude préalable à la construction de la cuisine centrale et sa programmation** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
6)	**Information et Questions diverses** • **Décision 1 à 3 (2025)** • **Questionnaire aux communes – renouvellement du marché restauration**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU COMITÉ
DU MARDI 25 MARS 2025 A 18H00
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Comité du 11 février 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
2)	**Compte de Gestion de l'Exercice 2024** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
3)	**Compte Administratif de l'Exercice 2024** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
4)	**Bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'Exercice 2024** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
5)	**Affectation du Résultat d'exploitation de l'Exercice 2024** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
6)	**Approbation du Budget Primitif – Exercice 2025** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
7)	**Fixation de la contribution des Communes adhérentes pour l'exercice 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
8)	**Reconduction du Programme « Un Fruit pour la Récré » pour l'année civile 2025** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
9)	**Adhésion au Club des Partenaires des Toques Blanches du Roussillon - Occitanie** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
10)	**Renouvellement de la convention et subvention pour l'association des Toques Blanches du Roussillon - Occitanie – organisation du concours des Mini-Toques** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
11)	**Renouvellement de la convention et participation pour le Lycée Christian Bourquin – organisation du concours des Mini-Toques** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
12)	**Convention de Participation – Protection Sociale Complémentaire : volet Prévoyance du CDG66** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
13)	**Protection sociale des agents : participation au risque santé** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
14)	**Convention d'adhésion au service « Protection des données – DPD mutualisé » du CDG66** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
15)	**Renouvellement du règlement d'utilisation des véhicules de service** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
16)	**Information et Questions diverses** **Décisions 4 à 6 / 2025** **Présentation du rapport d'activité 2024**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU BUREAU
DU MERCREDI 11 JUIN 2025 A 17H30
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Bureau du 28 janvier 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
	RESSOURCES HUMAINES
2)	**Modification du tableau des effectifs** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
	COMPETENCE ANIMATION PEDAGOGIQUE ET COMMUNICATION
3)	**Adoption du calendrier et des thématiques de l'édition 2026 du Challenge « Les Mini-Toques »** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
4)	**Nouveaux catalogues pédagogiques 2025 - 2026** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
5)	**Information et Questions diverses**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU COMITÉ
DU MERCREDI 11 JUIN 2025 A 18H00
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Comité du 25 mars 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
2)	**Accueil d'une nouvelle Elue Déléguée – Commune de Saint Genis des Fontaines** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
AFFAIRES GENERALES	
3)	**Modification de la composition de la Commission Animation Pédagogique / Communication** ***Rapporteur Mme Catherine GAY***
COMPETENCE RESTAURATION	
4)	**Modification au marché Restauration - lots 1 & 2 : création d'une 4ème tranche de fréquentation** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
5)	**Réactualisation du Plan de Progrès Elior au regard de la loi Egalim** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
6)	**Fixation des contributions pour la restauration scolaire, ALSH et petite enfance des lots 1, 2 et 4 du marché restauration au 1er septembre 2025** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
7)	**Modalités de remboursement de l'achat de pain aux communes et aux associations prestataires des communes membres pour la restauration collective** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
8)	**Fixation des contributions pour la fourniture et la livraison de repas pour les personnes âgées et/ou dépendantes au 1er septembre 2025 - Lot 3 du marché restauration** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
COMPETENCE TRANSPORT	
9)	**Modification du règlement du service transport** ***Rapporteur M. Patrick GOT***
INFORMATION ET QUESTIONS DIVERSES	
10)	**Décisions 7 à 19 / 2025** **Attribution du Marché AMO – Programmation cuisine centrale** **Consultation AMO transport** **Présentation d'une nouvelle organisation de la structure**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU COMITÉ
DU MARDI 8 JUILLET 2025 A 18H00
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Comité du 11 juin 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
AFFAIRES GENERALES	
2)	**Adhésion du CCAS de Le Soler à la compétence obligatoire : La restauration collective qui consiste en la fourniture de repas en liaison froide pour la petite enfance – au 01/07/2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
COMPETENCE RESTAURATION	
3)	**Lancement de la consultation pour le renouvellement du marché Restauration :** • **Adoption du DCE** • **Autorisation au Président à lancer la procédure de mise en concurrence** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
4)	**Modification au marché restauration 2022-2026 – Lot 1 : externalisation du service de repas dans les satellites pour les sites de Dagneaux et du Mas Bresson – Commune de Perpignan** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
RESSOURCES HUMAINES	
5)	**Révision du Régime Indemnitaire - modification de la délibération C.38/2024 relative au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ainsi que du complément indemnitaire annuel** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
INFORMATION ET QUESTIONS DIVERSES	
6)	**Décisions 21 &22 / 2025** **Lancement du marché lessiviels** **Lancement du marché vêtements de travail** **Lancement du marché maintenance**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU BUREAU
DU MERCREDI 10 DECEMBRE 2025 A 17H45
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR	
1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Bureau du 11 juin 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
RESSOURCES HUMAINES	
2)	**Modification du tableau des effectifs** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
INFORMATION ET QUESTIONS DIVERSES	
3)	**Information et Questions diverses**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RÉUNION DU COMITÉ
DU MERCREDI 10 DECEMBRE 2025 A 18H00
A PERPIGNAN

ORDRE DU JOUR

1)	**Approbation du Procès-Verbal de la séance du Comité du 8 juillet 2025** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
	AFFAIRES GENERALES
2)	**Modifications statutaires relatives à des transferts de compétence :** **- Retrait de la compétence obligatoire restauration collective pour la petite enfance - Commune de LE SOLER** **- Adhésion à la compétence obligatoire restauration collective pour la petite enfance - CCAS de LE SOLER** **- Retrait de la compétence optionnelle portage de repas - CCAS de TAUTAVEL - retrait d'un membre** **- Adhésion à la compétence optionnelle portage de repas - Commune de TAUTAVEL** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
	COMPETENCE RESTAURATION
3)	**Modification n°3 au lot n°3 du Marché Restauration : ajout d'une option « Pain de Mie » pour le portage de repas** **Modification de la délibération n° C26/2025 en date du 11 juin 2025 relative aux contributions pour la Restauration du Lot n° 3 – Fourniture et livraison de repas à domicile pour les personnes âgées et/ou dépendantes à compter du 5 janvier 2026** ***Rapporteur M. Gérard RAYNAL***
	COMPETENCE TRANSPORT
4)	**Mise à jour de la liste des sites éducatifs** ***Rapporteur M. Patrick GOT***
	RESSOURCES HUMAINES
5)	**Convention de Participation – Protection Sociale Complémentaire : volet Santé du CDG66** ***Rapporteur M. Robert RAYNAUD***
	COMPTABILITE
6)	**Débat d'Orientation Budgétaire - Exercice 2026** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
7)	**Autorisation de Liquidation et de Mandatement des Dépenses d'Investissement sur l'Exercice 2026** ***Rapporteur M. Frédéric SOL***
	INFORMATION ET QUESTIONS DIVERSES
7)	**Information et Questions diverses** **Décisions 23/2025 à 30/2025** **Marché Restauration** **Marché Maintenance** **Marché Lessiviels** **Marché Transport**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

DOCUMENT N°2

RAPPORT ANNUEL ELIOR 2024 / 2025



RAPPORT ANNUEL DU SYM 2024 / 2025

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

SYM Pyrénées - Méditerranée
RESTAURATION • ANIMATION • TRANSPORT

ELIOR

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

- Partenaire avec vous dans la lutte contre le gaspillage alimentaire, l'école Vertefeuille a fait partie des sites pilotes formations Lutte contre le Gaspillage qui ont débutées en novembre 2023
- Participation à la réunion du 18 Décembre avec un retour et un bilan de la lutte contre le gaspillage sur les restaurants scolaires
- Janvier 2025, réintégration d'un service de viande de bœuf ou de veau par cycle de menu. (suspendue lors de l'inflation de 2023 d'un commun accord)
- Test convives le 30 avril 2025
- Organisation de Formations HACCP en avril et mai 2025 pour le personnel mairie et Elior des restaurants scolaires.
- Les 20 et 21 mars 2025 à vos côtes au salon des maires
- Les 7 mai 2025 demi finale des Mini Toques au Lycée Christian Bourquin à Argelès-sur-Mer
- Le 4 juin 2025 finale et remise des prix aux Mini Toques à Sainte Marie la Mer
- En juillet 2025 confirmation de la reprise de deux nouveaux restaurants scolaires (Dagneaux et le Mas Bresson) pour la rentrée de septembre
- De mars à juin 2025 déjeuners sur des restaurants scolaires de la ville de Perpignan (D'Alembert, Vertefeuille, Amade, Herriot) en présence du SYM d'élus et de parents d'élèves
- Le 20 juin 2025 déjeuner sur le restaurant scolaire de Sainte Marie en présence du SYM d'élus et de parents d'élèves
- Le 19 juin 2025 déjeuner sur le restaurant Romain Rolland pour le plat signature de Marie Eglantine DELCHER
- Le 6 juin 2025 visite de la cuisine centrale en présence du SYM, Maire élus et parents d'élèves de la commune de Villeneuve de la Raho
- Nomination de Mr Stéphane Malavergne au poste de responsable de la restauration du SYM en remplacement de Mr Bruno Bellois
- Acquisition d'un tamis pour faire des purées de fruits sur la cuisine, purée de fruits faites avec des fruits « moches » du local 66
- Visite de la cuisine centrale de Corbeilles Essonne le 20 novembre 2024 en compagnie de Mr Fréderic Cance Maximo

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

1.1. LA FREQUENTATION

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

REPAS SCOLAIRES FACTURES 2024/2025

NOMBRE DE REPAS SCOLAIRE SYM PYRENEES MEDITERRANEE - ANNEE SCOLAIRE 2024/2025

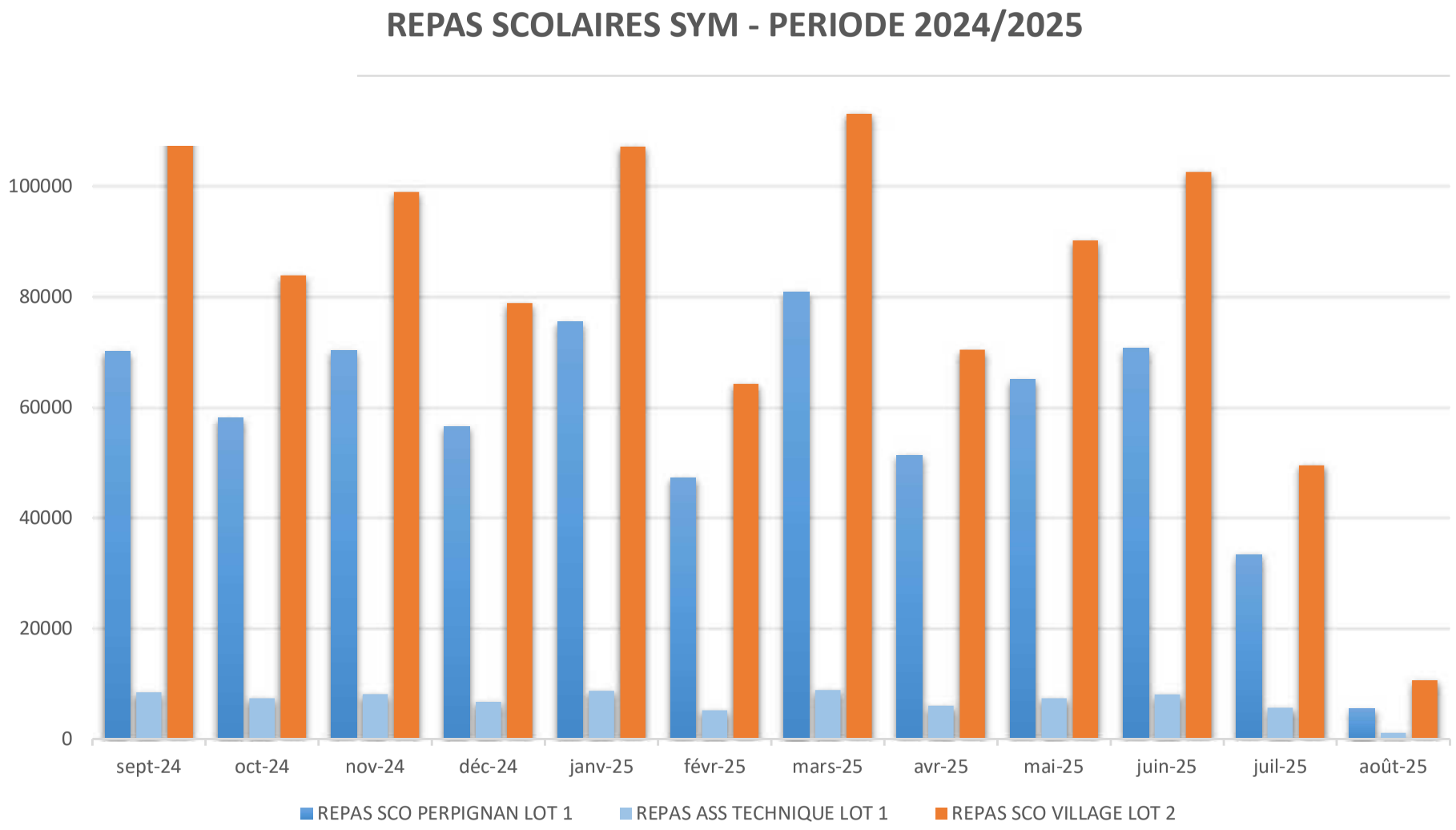
SCOLAIRE LOT 1	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	TOTAL
TOTAL - MAT. SCOL	21816	19116	22746	17980	25138	16219	26699	17713	21693	23692	12644	1936	**227392**
TOTAL - PRIM. SCOL	43513	34983	43199	34918	45555	27820	49035	30219	39294	42417	18324	3045	**412322**
TOTAL - ADL. SCOL	4786	3984	4353	3564	4778	3200	5091	3408	4120	4573	2400	492	**44749**
TOTAL REPAS VILLAGE LOT 1	**70115**	**58083**	**70298**	**56462**	**75471**	**47239**	**80825**	**51340**	**65107**	**70682**	**33368**	**5473**	**684463**

ASSISTANCE TECHNIQUE	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	TOTAL
Pollestres - maternelles	2512	2127	2444	2042	2628	1547	2683	1813	2249	2553	1447	342	**24387**
Pollestres - primaires	5077	4341	4681	3682	5015	2830	5231	3324	4229	4638	3291	640	**46979**
Pollestres -adultes	155	121	121	110	134	82	127	111	114	128	112	49	**1364**
Pollestres adultes Portage	704	764	855	892	923	741	841	793	770	760	789	80	**8912**
TOTAL REPAS LOT 1	**8448**	**7353**	**8101**	**6726**	**8700**	**5200**	**8882**	**6041**	**7362**	**8079**	**5639**	**1111**	**81642**
TOTAL LOT 1	*78563*	*65436*	*78399*	*63188*	*84171*	*52439*	*89707*	*57381*	*72469*	*78761*	*39007*	*6584*	*766105*

SCOLAIRE LOT 2	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	TOTAL
TOTAL - MAT. SCOL	13563	10620	12660	10089	14214	8236	14875	9026	12000	13848	6889	509	**126529**
TOTAL - PRIM. SCOL	28593	21769	25554	20287	27903	17165	29326	18439	22932	26298	13953	1582	**253801**
TOTAL - ADL. SCOL	1187	975	1115	982	1214	914	1256	925	929	1027	796	148	**11468**
TOTAL - MAT. SCOL SANS PAIN	22616	16378	20228	16371	22072	12411	23429	13814	18777	20725	7810	2106	**196737**
TOTAL - PRIM. SCOL SANS PAIN	43567	33570	38976	30716	41337	25156	43788	27868	35130	40211	19794	6210	**385323**
TOTAL-ADL-SANS PAIN	632	584	442	405	436	358	459	368	432	463	282	79	**5340**
TOTAL REPAS VILLAGE LOT 2	**110158**	**83896**	**98975**	**78850**	**107176**	**64240**	**113133**	**70440**	**90200**	**102572**	**49524**	**10634**	**979798**

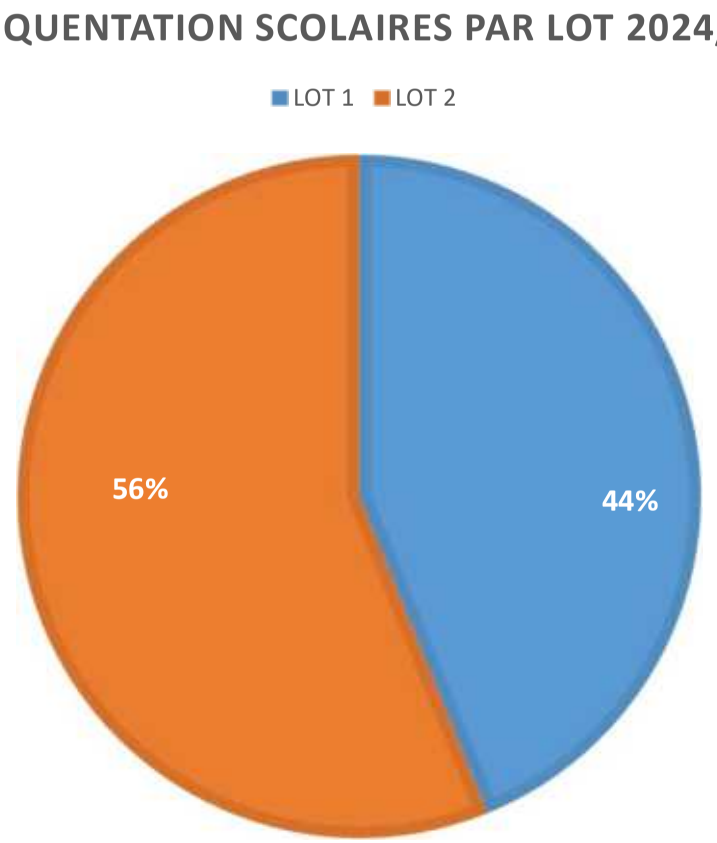
Accusé de réception en préfecture
066-216605012-20260924-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FRÉQUENTATION REPAS SCOLAIRES



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FRÉQUENTATION REPAS SCOLAIRES



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FRÉQUENCES MOYENNES OBSERVÉES CETTE ANNÉE

Composantes	Fréquence recommandée	Moyenne de l'année	Appréciation
Entrées contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	2	
Cumul : Crudités ou fruits crus contenant au moins 50% de légumes ou de fruits	10 sur 20 min	10	
Produits frits ou pré-frits contenant plus de 15% de lipides	4 sur 20 max	0	
Plats protidiques ayant un rapport P/L<1	2 sur 20 max	2	
Poissons ou préparations à base de de poisson contenant au moins 70% de poisson et ayant un P/L> ou =2	4 sur 20 min	5	
Viandes non hachées de bœuf, de veau	4 sur 20 min	4,5	
Préparations ou plats prêts à consommer à base de viande, de poisson, d'œuf et/ou de fromage, contenant moins de 70% du grammage recommandé pour la denrée protidique des plats composés	4 sur 20 max	2	
Légumes cuits, autres que secs, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes	10 sur 20 min	10	
Légumes secs, féculents ou céréales, seuls ou en mélange contenant au moins 50% de légumes secs, féculents ou céréales	10 sur 20 min	10	
Fromages contenants au moins 150 mg de calcium laitier par portion	8 sur 20 min	9	
Fromage contenant entre 100 et 150 mg de calcium laitier par portion	4 sur 20 min	5	
Produits laitiers ou dessert lactés contenant plus de 100 mg de calcium laitier et moins de 5g de lipides par portion	6 sur 20 min	7	
Dessert de fruits crus	8 sur 20 min	11	
Desserts de fruits crus ou cuits bio		9	

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

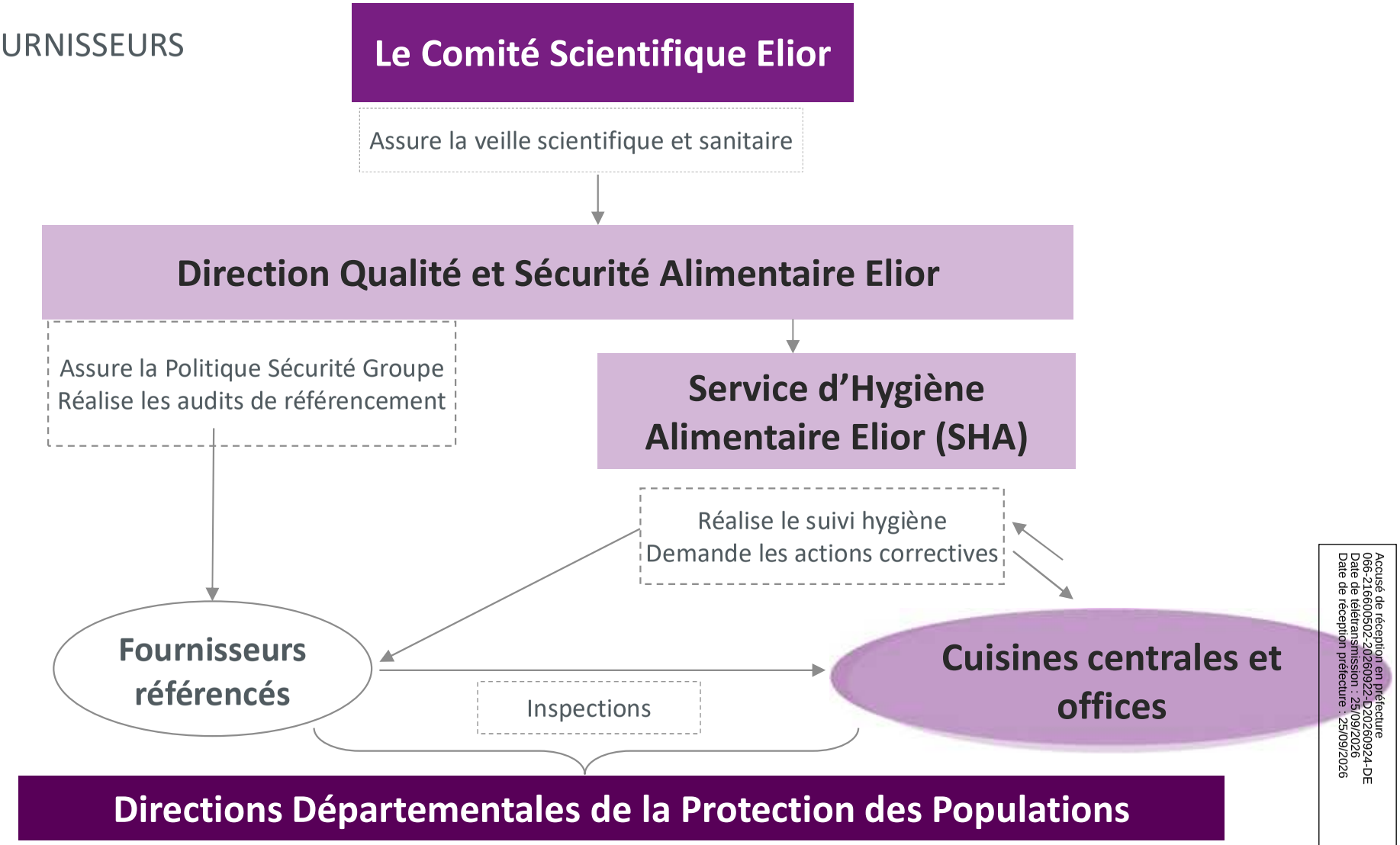
Engagement et Plan de progrès pour l'alimentation durable en nombre de composants de septembre 2024 à août 2025

Critères	Objectifs	Composantes	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
Bio	REEL 39%	Entrées	9	9	10	8	11	10	9	6	7	9	12	9
		Viandes	1		2		3	2	2	3	1	3	2	
		Légumes	1	3	3	3	2	6	3	5	6	4	5	4
		Féculents	5	5	3	4	3	4	3	6	4	6	5	6
		Fromages	3	5	4	6	3	2	3	4	2	5	2	3
		Laitage	6	4	5	4	3	3	6	3	3	5	4	4
	OBJECTIF 26%	Fruits crus	9	10	8	5	11	7	9	6	6	7	7	4
		Fruits cuits	1	1	1	2	2	2	2	3	3	1	3	3
		Desserts		1										1
		Patisseries			1		1	1	1					
		Total composantes Bio	**35**	**38**	**37**	**32**	**39**	**37**	**38**	**36**	**32**	**40**	**40**	**34**
		Total Bio/100	**36%**	**37%**	**42%**	**33%**	**39%**	**40%**	**40%**	**39%**	**38%**	**43%**	**40%**	**37%**
Local	REEL 29 %	Entrées	7	5			1	3	1	3	6	4	12	13
		Viandes	7	6	6	7	8	6	7	5	4	5	6	
		Légumes	4	4	1	1	3	2		2	1	3	5	1
		Féculents	2	2	2	1	1	3	3	1	1	2	1	1
		Fromages	1	1	1		1	2	1	2	1	1	1	
		Laitage	2	3	2	2	1	2	1	1	2	2	2	2
		Fruits crus	7	4	9	11	10	7	7	8	10	9	15	18
	OBJECTIF 31%	Fruits cuits	1	1	1	1	2	1				1		
		Desserts												
		Patisseries												
		Total Local	**31**	**26**	**22**	**23**	**27**	**26**	**20**	**22**	**25**	**27**	**42**	**35**
		Total Local/100	**32%**	**25%**	**25%**	**24%**	**27%**	**28%**	**21%**	**24%**	**30%**	**29%**	**42%**	**38%**
Label	REEL 15%	Bœuf	2	2	2	2	2	2	3	2	2	2	1	2
		Veau	1	3	1	3	2	1	2	2	1	1	2	1
		Agneau												
		Porc	1					1		1	1		1	1
		Volaille	2	2	2	1	1	2	3	1		3		3
		Poisson	4	5	4	4	5	4	2	3	3	3	4	3
	OBJECTIF 17%	Fromages	3	3	3	2	3	3	5	3	2	3	3	4
		feculents		2	1	1	3	2	2	1	1	2	1	2
		Total Label	**13**	**17**	**13**	**13**	**16**	**15**	**17**	**13**	**10**	**14**	**12**	**16**
		Total Label/100	**13%**	**17%**	**15%**	**13%**	**16%**	**16%**	**18%**	**14%**	**12%**	**15%**	**12%**	**17%**

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

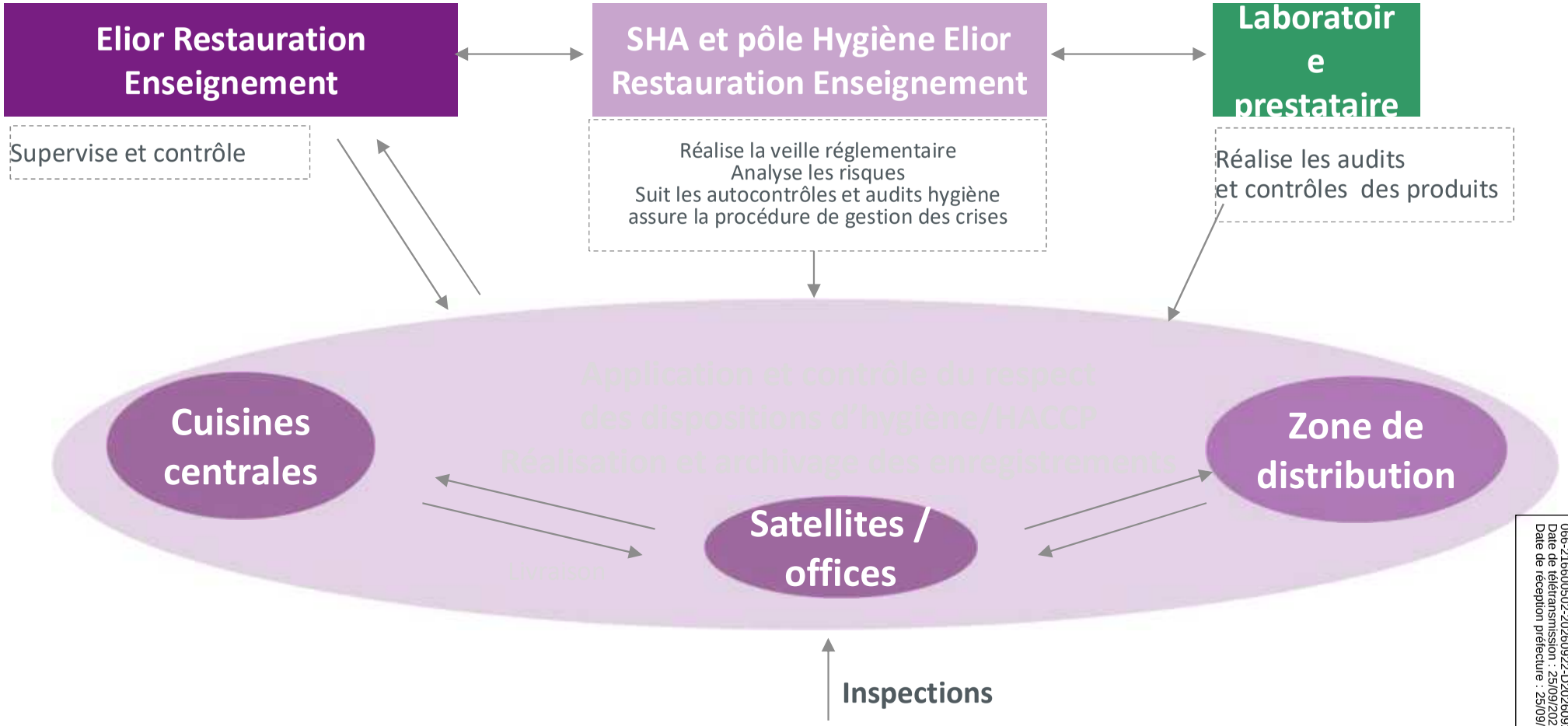
Les FOURNISSEURS



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES ACTEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les RESTAURANTS



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES AUTOCONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Conformément aux textes règlementaires et à notre manuel HACCP, nous faisons réaliser régulièrement des **analyses microbiologiques des plats et des surfaces**, par un laboratoire indépendant (Cf. schéma précédent).

La réglementation classe la qualité microbiologique d'un produit alimentaire ou d'une surface dans une des catégories suivantes :

- **Satisfaisant**
- **Insatisfaisant**

à noter que ce niveau n'implique pas nécessairement un danger pour la santé du consommateur

➢*Nous vous rappelons qu'un produit « insatisfaisant » reste consommable*

Les analyses microbiologiques



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

RESULTATS DES AUTOCONTRÔLES MICROBIOLOGIQUES

Produits finis	Surfaces	Listeria Produits finis	Listeria Surfaces	Audit
Taux d'analyses satisfaisantes hors tests de vieillissement et analyses exceptionnelles		Taux d'analyses satisfaisantes		
99,25%	94,59%	97,30%	100,00%	18,62

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FRÉQUENCE DES COMMISSIONS RESTAURATION

	Sep.24	Oct.24	Nov.24	Déc.24	Janv. 25	Fév.25	Mars 25	Avril 25	Mai 25	Juin 25	Juil. 25	Aout 25	Nombre total
SCOLAIRES		10/10		04/12		11/02		01/04	21/05	26/06			6
CRECHES APPRO BRUT	24 /09				21/01		24/03			06/06			4
CRECHES LF													0

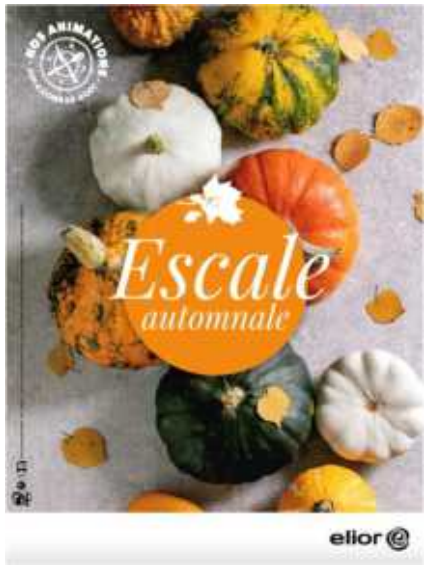
Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANIMATIONS
INCONTOURNABLES
2024-2025

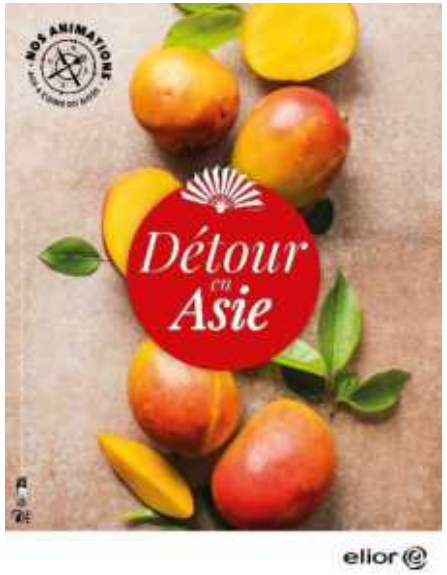
Noël, Pâques, la rentrée ou l'automne, la galette, l'été …. Fêtons les grands moments de notre calendrier ! Toujours l'occasion de se régaler, dans une ambiance festive.

CALENDAIRE

DES AFFICHES







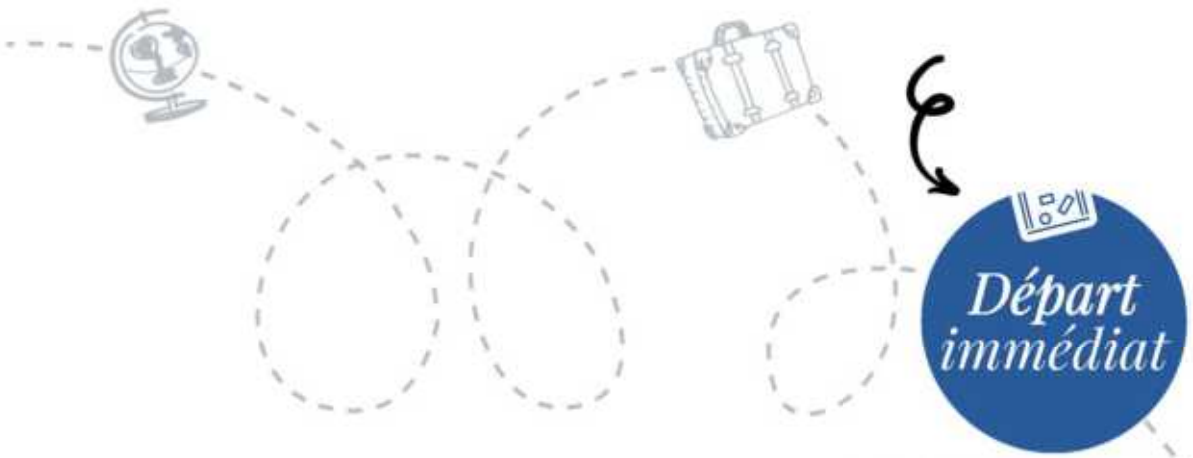




Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

2024-2025

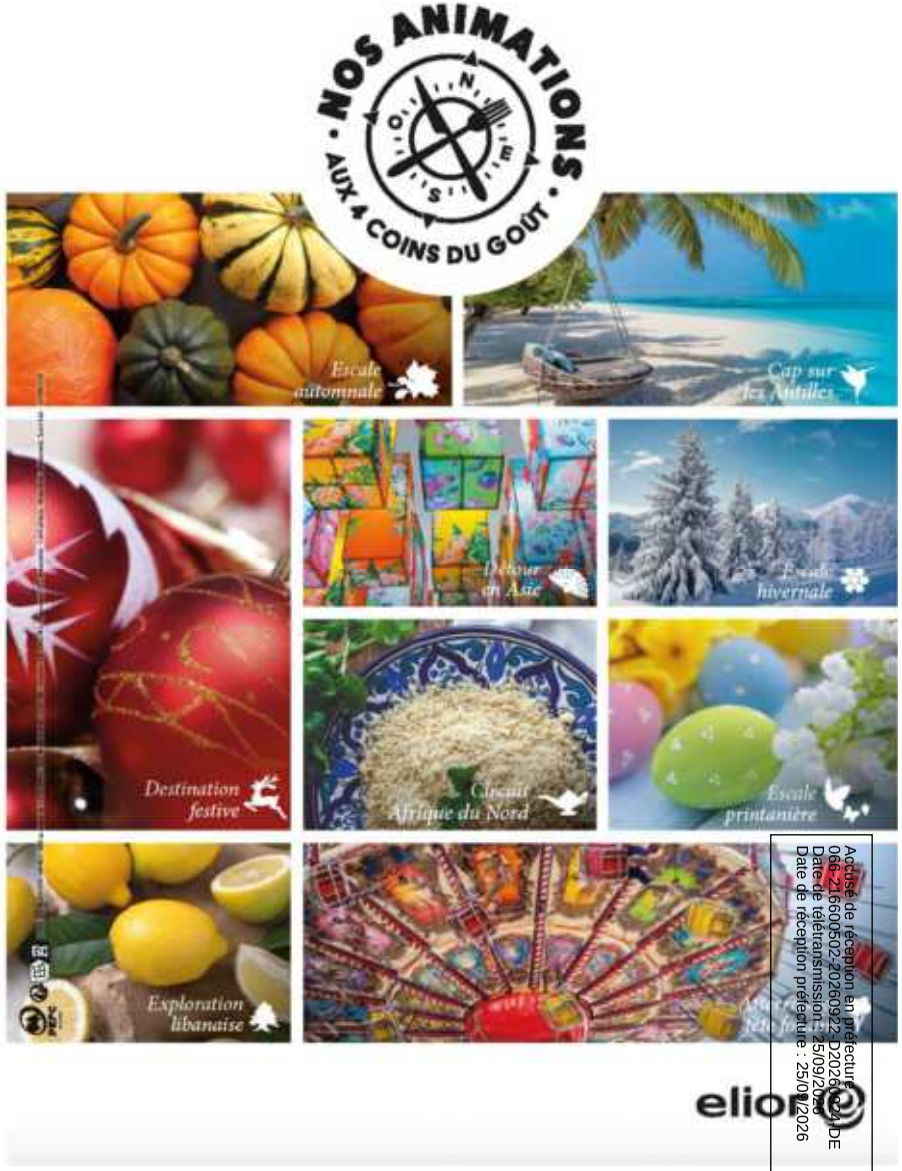
Welcome on board* !



Bienvenue à bord* de l'expérience gustative la plus animée de l'année.
Prenez place, Elior vous invite à un délicieux voyage. Saisissez vos couverts, nouez votre serviette, départ immédiat !

Fermez les yeux, libérez vos papilles et imaginez-vous déambuler dans une ambiance gourmande aux couleurs vives et aux saveurs exquises.

Laissez-vous transporter aux 4 coins du goût. Faites le plein de découvertes et vivez une aventure savoureuse. Escales de saison, festivités, explorations d'ici, escapades d'ailleurs.
C'est parti pour toute une année !



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D2026092-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANIMATIONS
SAVEURS ET
DECOUVERTES
2024-2025

ESCALE AUX 4 COINS DU GOUT

SAVEURS & DECOUVERTES

Semaine du 14 au 18
octobre 2024
octobreoctobre



Le jeudi 28 novembre 2024



Le jeudi 6 février 2025



Jeudi 13 mars 2025



Jeudi 15 mai 2025



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026



Plats signatures proposés par les Toques Blanches du Roussillon
Menus élaborés par les enfants
Test convives



Plats signatures proposés par les Toques Blanches du Roussillon

- Le jeudi 17 octobre 2024 lors de le semaine « Escale Automnale » l'Aligot recette inspirée par le Franck SEGURET chef du Clos Des Lys à Perpignan
- Le 19 juin 2025 « Courgettes croquantes du Roussillon et calamars poêlés parfumés à la menthe et graines de courges » Recettes de Marie Eglantine DELCHER cheffe du restaurant la Passerelle à Perpignan

Menus proposés par les enfants

- Le 2 octobre 2024 Menu élaboré par le conseil municipal des enfants de Sainte Marie
- Le 12 janvier 2025 Menu élaboré par les enfants du Soler

Test convives du 30 avril 2025 – Après dégustation par les enfants et adultes; 3 recettes ont été validées et 2 recettes à retravailler

- Flan de blé aux courgettes Recette à retravailler
- Sauté de veau sauce Yassa Recette validée
- Dahl de lentilles et riz Recette validée
- Fraises et crème mandarine basilic Recette validée
- Cheesecake galette pur beurre Recette à retravailler

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ANIMATIONS
A LA CARTE
2024-2025

REGALER PLUTÔT QUE GASPILLER

DÉVELOPPEMENT DURABLE

« J'apprends à ne pas jeter en cuisinant de délicieuses recettes »

- L'atelier se déroule le mercredi après-midi
- Cette nouvelle animation valorise le pain au travers de recettes originales
- Les enfants confectionnent des cookies ou muffins réalisé avec le pain du restaurant scolaire non servi
- Pendant la cuisson la diététicienne sensibilise à la thématique du gaspillage alimentaire sous forme de quiz ludique
- L'atelier se clôture par un goûter convivial









Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

LES ANIMATIONS

Animations Nutritionnelles

Petit déjeunons ensemble

Elior propose aux enfant un atelier « découverte » qui permet aux enfants de composer eux-mêmes un plateau équilibré et aux adolescents des conseils pour prendre un petit-déjeuner équilibré.

Le jeu d'équilibre

Elior propose aux enfant un atelier « jeu d'équilibre ». Les enfants sont en équipe pour participer à 5 jeux sur l'équilibre alimentaire.

Un fruit pour la récré

Cette animation a pour but d'inciter les enfants à consommer un fruit pendant leur pause.

Des animations ludiques et éducatives pour les enfants



Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ATELIERS
A LA CARTE
2024-2025

NUTRITIONNELLE

PETIT-DEJEUNONS ENSEMBLE

« J'apprends à composer un petit-déjeuner équilibré »





L'atelier se déroule le matin dans le restaurant scolaire.

Autour d'un buffet varié et savoureux, la Diététicienne Elior apprend aux enfants à composer eux-mêmes un petit-déjeuner idéal pour passer une matinée sans fatigue.

- Des chevalets représentant chaque famille d'aliments

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

NUTRITIONNELLE

« JEU D'EQUILIBRE »

« J'apprends à connaître les aliments pour bien me nourrir »







L'atelier se déroule en classe avec la présence du professeur.

En les faisant participer, réagir et en leur donnant des astuces, la Diététicienne Elior suscite l'intérêt des élèves de façon ludique afin que la notion d'équilibre rejoigne naturellement celle du plaisir.

CONTENU DU KIT

- Des affiches « groupes d'aliments »
- Des cartes « apports nutritionnels »
- Des cartes « ingrédients »
- Des cartes « plats cuisinés »
- Un poster « repères nutritionnels du PNNS »
- Des quiz

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

PLANNING DES ANIMATIONS 2024 2025

	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
PETIT DEJEUNER		Torreilles	Jean Zay– Perpignan Roudayre- Perpignan Pasteur Lamartine- Perpignan	Saint Genis des Fontaines Toulouges	Canet Pierre et Marie curie	Victor Hugo- Perpignan Saint Féliu d'Avall Corneilla de la Rivière Saleilles
REGALEZ PLUTÔT QUE GASPILLER					Corneilla de la Rivière	Mas Bresson
JEU D'EQUILIBRE			Canet Pierre et Marie Curie	Canet Pierre et Marie Curie	Saint Genis des Fontaines	Le Soler

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

REPORTING EGALIM

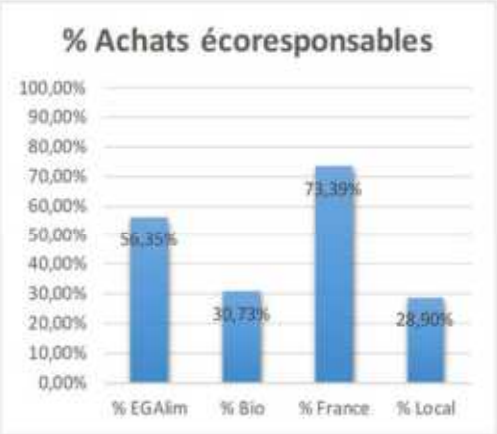
Format simplifié - De septembre 2024 à aout 2025

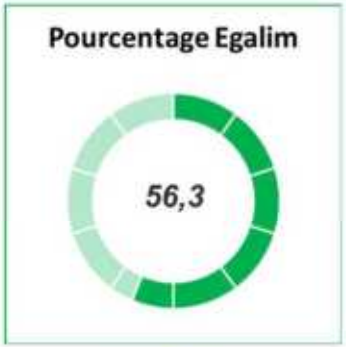
Périmètre : CDPF PERPIGNAN SYM

Contrats : 32 contrats (voir filtre d'affichage en haut du rapport)

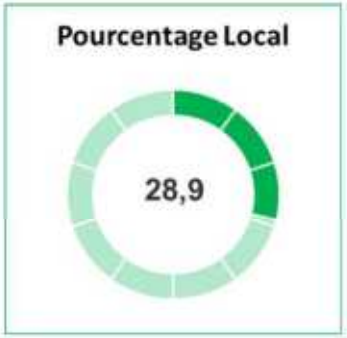
Famille	Total	Bio	AOC/AOP/IGP /STG	HVE/CE2	Externalités env.	Soit total EGAlim	% EGAlim	Origine France	Local	% Bio	% France	% Local
Viandes et volailles fraîches et surgelées	**935 387,14 €**	51 865	809 841	2 118	1 188	**865 012**	92,48%	***830 555***	869 546	0,96%	*88,79%*	92,96%
Produits aquatiques frais et surgelés	**284 620,47 €**	0	0	0	231 785	**231 785**	81,44%	***192 333***	6 606	0,00%	*67,58%*	*2,32%*
Charcuterie	**72 275,66 €**	0	25 327	0	0	**25 327**	35,04%	***61 678***	8 758	0,00%	*85,34%*	*12,12%*
Fruits et légumes frais et surgelés	**1 336 712,75 €**	831 223	0	160 427	23 033	**1 014 684**	75,91%	***703 919***	313 557	15,45%	*52,66%*	*23,46%*
BOF (produits laitiers, beurre et oeufs)	**1 045 448,75 €**	448 174	78 782	620	1 010	**528 587**	50,56%	***872 040***	150 929	8,33%	*83,41%*	*14,44%*
Boulangerie/pâtisseries fraîches	**225 816,61 €**	20 017	0	0	0	**20 017**	8,86%	***223 472***	117 620	0,37%	*98,96%*	*52,09%*
Autres produits frais, surgelés et d'épicerie	**1 474 794,59 €**	301 507	28 819	14 398	0	**344 724**	23,37%	***1 063 173***	87 420	5,61%	*72,09%*	*5,93%*
Boissons	**3 363,11 €**	0	336	0	0	**336**	9,98%	***85***	0	0,00%	*2,53%*	*0,00%*
TOTAL	**5 378 419,09 €**	**1 652 786**	**943 106**	**177 564**	**257 016**	**3 030 472**	**56,35%**	***3 947 255***	***1 554 436***	***30,73%***	***73,39%***	**28,90%**

Objectifs % :
- **Bio : 29%**
- **Local : 28%**
- **Labels : 26%**
- **Egalim : 55%**
- **Alimentation durable : 83%**





Objectif 55



Objectif 28 %

% Alimentation durable = 85,25 %

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Délibération 2026/09/24

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/24

RAPPORT ANNUEL DU SYNDICAT MIXTE POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE, L'ANIMATION PEDAGOGIQUE ET LE TRANSPORT (SYM) PYRENEES-MEDITERRANEE POUR L'EXERCICE 2025

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5211-39 ;

Délibération 2026/09/24

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260924-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le rapport annuel d'activité et le compte financier unique de l'exercice 2025 du SYM Pyrénées-Méditerranée qui sont annexés à la présente délibération ;

En vertu des dispositions de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales : *« Le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le Conseil Municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au Conseil Municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale ».*

Monsieur le Maire rappelle que la commune a transféré les compétences fournitures des repas en liaison froide pour les écoles et pour les accueils de loisirs sans hébergement, ainsi que l'animation pédagogique autour de l'alimentation et le transport routier des enfants hors transports scolaires.

Le SYM a communiqué son rapport d'activité pour l'exercice 2025, qui est porté à la connaissance de l'Assemblée.

Entendu l'exposé de Madame Isabelle LE MOUÉE, Adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires, accueils de loisirs sans hébergement, culture ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** le rapport accompagné du compte financier unique 2025, après débat, établi et présenté pour l'exercice 2025 par le Syndicat Mixte pour la restauration collective, l'animation pédagogique et le Transport (SYM) Pyrénées-Méditerranée annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Règlement intérieur du Conseil Municipal

Mandat 2026 – 2032

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

PREAMBULE

Conformément à l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le présent règlement a pour objet de fixer les règles particulières de fonctionnement du Conseil et de ses différentes instances.

Le contenu du règlement intérieur est librement fixé par le Conseil Municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne dans le respect des lois et règlements en vigueur.

En dehors des dispositions spécifiques qui doivent y figurer, il n'a vocation qu'à compléter ou préciser, en tant que de besoin, les règles générales déjà fixées à la date de son adoption par le code précité et auxquelles il convient de se référer (chapitres I et III du Titre du livre Ier de la deuxième partie du CGCT).

Chaque membre du Conseil Municipal doit s'engager à déclarer au Maire toute situation susceptible d'entrainer un conflit d'intérêt entre sa fonction d'élu et sa vie professionnelle, associative ou personnelle (profession d'un membre de sa famille, activité commerciale d'une entreprise avec laquelle il entretient un lien, action d'une association dont il est membre, etc.).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

SOMMAIRE

CHAPITRE I : Les réunions du Conseil Municipal
Article 1 : Périodicité des séances
Article 2 : Convocations
Article 3 : Ordre du jour
Article 4 : Accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat de service public
Article 5 : Questions orales / Questions écrites
Article 6 : Informations complémentaires demandées à l'administration

CHAPITRE II : Tenue des séances
Article 7 : Présidence
Article 8 : Quorum
Article 9 : Pouvoirs
Article 10 : Secrétaire de séance
Article 11 : Personnel municipal et intervenants extérieurs
Article 12 : Accès et tenue du public
Article 13 : Séance à huis clos
Article 14 : Police de l'assemblée

CHAPITRE III : Débats et votes des délibérations
Article 15 : Déroulement de la séance
Article 16 : Débats ordinaires
Article 17 : Débat d'orientation budgétaire
Article 18 : Suspension de séance
Article 19 : Amendements
Article 20 : Votes
Article 21 : Clôture de discussion

CHAPITRE IV : Comptes rendus des débats et des décisions
Article 22 : Procès-verbaux
Article 23 : Délibérations

CHAPITRE V : Commissions
Article 24 : Commissions municipales
Article 25 : Commissions spéciales et commissions extra-municipales
Article 26 : Comités consultatifs
Article 27 : Délégations dans les organismes extérieurs

CHAPITRE VI : Dispositions diverses
Article 28 : Les groupes politiques
Article 29 : Mise à disposition d'un local aux conseillers de l'opposition
Article 30 : Droit d'expression sur les supports d'information
Article 31 : Désignation des délégués dans les organismes extérieurs
Article 32 : Modification du règlement
Article 33 : Application du règlement

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CHAPITRE I – LES REUNIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 – Périodicité des séances

Le Conseil Municipal se réunit au moins une fois par trimestre.
Le Maire peut réunir le Conseil Municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui est faite par le représentant de l'État dans le département ou par le tiers au moins des membres en exercice du Conseil Municipal. En cas d'urgence, le représentant de l'État dans le département peut abréger ce délai.

Article 2 – Convocations

Toute convocation est faite par le Maire ou en cas d'absence par l'élu qui le remplace. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est adressée aux conseillers municipaux par dématérialisation conformément à la Loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique sauf si ces derniers demandent par écrit (courriel ou courrier) à la Direction Générale des services à ce qu'elle soit adressée par écrit.
Les conseillers municipaux accusent réception de la convocation adressée par voie dématérialisée.
La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion qui se tient en principe à l'hôtel de ville.
Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs avant la date de réunion.
En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Maire sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc. Le Maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au Conseil Municipal qui se prononce définitivement sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.
Une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération est adressée avec la convocation aux membres du Conseil Municipal ainsi que tous documents utiles à l'information des élus.
Si la délibération concerne un contrat relevant des délégations de service public (contrat de concession), les documents afférents au projet de contrat sont transmis quinze jours avant sa délibération et peuvent à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur (prise de rendez-vous 24 heures au préalable auprès de la Direction générale des services).

Article 3 – Ordre du jour

Le Maire fixe l'ordre du jour de la séance qui est reproduit sur la convocation et porté à la connaissance du public.

Article 4 – Accès aux dossiers préparatoires et aux projets de contrat de service public

Tout membre du Conseil Municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Durant les cinq jours précédant la séance et le jour de la séance, les conseillers municipaux peuvent demander au Maire, par écrit, de consulter les dossiers, et notamment les annexes relatives aux projets de délibérations (susceptibles d'être amendées ou modifiées jusqu'au vote du Conseil Municipal), pendant les heures d'ouverture des bureaux de la mairie, sous réserve que leur volume ou le travail nécessaire à leur présentation ne désorganise pas la conduite normale du service, dans le respect des secrets industriels, commerciaux ou des règles de confidentialité en vigueur.

Un délai pourra être demandé par l'administration pour la mise à disposition du dossier, sauf convocation urgente du Conseil Municipal.
Les projets de contrat de service public sont consultables en mairie aux heures et jours d'ouvertures, à compter de l'envoi de la convocation et pendant huit jours avant la séance du Conseil Municipal concernée. Une information préalable sera nécessairement donnée à la Direction Générale des Services.
La consultation des dossiers, projets de contrats ou de marchés sera possible sur demande écrite adressée au Maire, 48 heures avant la date de consultation souhaitée.
Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres de l'assemblée.
Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un membre du Conseil Municipal auprès de l'administration communale devra se faire sous couvert du Maire ou, en son absence, de l'adjoint en charge du dossier.
Dans tous les cas, ces dossiers seront en séance à la disposition des membres de l'Assemblée.

Article 5 – Questions orales / Questions écrites

Les membres du Conseil peuvent exposer en séance du conseil des questions orales, c'est-à-dire des demandes d'explications ou d'informations portant sur des sujets d'intérêt communal.
Le texte des questions orales est adressé par écrit au Maire 48 heures au moins avant la séance du Conseil Municipal à l'adresse suivante : dgs@claira.fr. Il fait l'objet d'un accusé de réception.
Les questions déposées après expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.
Lors de la séance, le Maire invite l'auteur de la question à procéder à sa lecture. Si une réponse peut être apportée, le maire ou l'adjoint délégué compétent répond à la question posée.
Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le Maire peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du conseil municipal spécialement organisée à cet effet. Si l'objet des questions orales le justifie, le Maire peut décider de les transmettre pour examen aux commissions permanentes concernées.
La réponse est retranscrite, dans la mesure du possible, au procès-verbal de la réunion au cours de laquelle la question a été posée.
Chaque membre du Conseil Municipal peut adresser au Maire des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant la commune ou l'action municipale.

Article 6 – Informations complémentaires demandées à l'administration

Toute question, demande d'informations complémentaires ou intervention d'un membre du Conseil Municipal auprès de l'administration communale devra être adressée par écrit au Maire, seul représentant de l'exécutif communal habilité, qui répondra lui-même ou autorisera qui de droit à le faire pour son compte.
Les informations demandées seront communiquées dans la quinzaine suivant la demande ; toutefois, si l'administration a besoin d'un délai supplémentaire pour répondre, le conseiller municipal concerné en sera informé dans les meilleurs délais.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CHAPITRE II – TENUE DES SEANCES

Article 7 – Présidence

Le Maire et, à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal.

La séance dans laquelle il est procédé à l'élection du Maire, est présidée par le plus âgé des membres du Conseil Municipal.
Dans les séances où le compte financier unique est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même quand il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit obligatoirement se retirer au moment du vote.
Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le *quorum* et la validité des pouvoirs, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote. Il met fin, s'il y a lieu, aux interruptions de séance, met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement, avec le secrétaire de séance, les épreuves des votes, en proclame les résultats et prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.
Les conseillers municipaux ne peuvent intervenir qu'après avoir demandé la parole et obtenu l'accord express du Maire.

Article 8 - Quorum

Le Conseil Municipal ne peut délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est physiquement présente à la séance.
Le quorum, à savoir la majorité des membres en exercice (la moitié + un), doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un conseiller municipal s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le *quorum* reste atteint malgré ce départ.
Si le *quorum* n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Maire lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.
Les pouvoirs donnés par les conseillers absents n'entrent pas en compte dans le calcul du *quorum*.
Quand, après une première convocation régulièrement faite, selon les dispositions de l'article L 2121-17 du CGCT, le Conseil Municipal ne s'est pas réuni en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle, est valable quel que soit le nombre des membres présents.

Article 9 - Pouvoirs

Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix, pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat.
Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.
Les pouvoirs sont adressés au Maire ou à la Direction générale des services par courriel ou par courrier avant la séance du Conseil Municipal ou doivent être remis impérativement au Maire au début de la séance.
Le pouvoir peut être établi au cours d'une séance à laquelle participe un conseiller municipal obligé de se retirer avant la fin de la séance.
Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les conseillers municipaux qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Maire leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 10 - Secrétaire de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.
Le secrétaire de séance assiste le Maire pour la vérification du *quorum* et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Article 11 - Personnel municipal et intervenants extérieurs

Le Conseil Municipal peut adjoindre au secrétaire de séance des auxiliaires pris en dehors de ses membres qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.
Assistent aux séances du Conseil Municipal : le Directeur Général des Services et, le cas échéant, tout autre fonctionnaire municipal ou personne qualifiée concernée par l'ordre du jour et invitée par le Maire.
Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du Maire, et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.

Article 12 - Accès et tenue du public

Les séances du Conseil Municipal sont publiques. Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Les représentants de la presse s'installent avec le public.
Durant toute la séance, le public présent doit garder le silence et ne pas se déplacer dans la salle afin de ne pas troubler la tenue des débats. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites, la délibération des conseillers municipaux devant se faire de manière libre et indépendante.

Article 13 – Séance à huis clos

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du Maire, le Conseil Municipal peut décider, sans débat à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.
La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du Conseil Municipal. Dans ce cas, nulle personne étrangère ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres du Conseil Municipal. Seuls les membres du Conseil Municipal, les fonctionnaires municipaux et les personnes dûment autorisées par le Maire y ont accès.

Article 14 - Police de l'Assemblée

Le Maire fait observer et respecter le présent règlement. Il rappelle à l'ordre les membres ou le public qui s'en écartent et, en cas de troubles ou d'infraction pénale, il est fait application, avec l'aide des forces de police, des dispositions de l'article L.2121-16 du Code Général des Collectivités Territoriales "*le Maire a seul la police de l'Assemblée. Le Maire peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre".*
Les infractions au présent règlement, commises par les membres du Conseil Municipal, feront l'objet des sanctions suivantes prononcées par le Maire : rappel à l'ordre, rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal (est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal, tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre).
Sans préjudice des pouvoirs du Maire au titre de l'article L.2121-16 du CGCT, tout enregistrement de la séance fait l'objet d'une information par son auteur en début de séance auprès du Président de séance.
Le Maire rappelle que pour l'enregistrement vidéo, les plans larges sont à privilégier. Dans le cas contraire, l'autorisation préalable des personnes non élues sont requises. Le droit à l'image des agents publics territoriaux en exercice s'applique aux enregistrements.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Lorsque l'enregistrement des débats génère un trouble au bon ordre des travaux du Conseil, le Maire peut le faire cesser au titre de son pouvoir de police de l'assemblée.
Le Conseil municipal pourra être retransmis en direct sur support vidéo et/ou enregistré sur support audio.
Les téléphones portables devront être paramétrés en mode silencieux ou tout autre mode permettant d'assurer la sérénité de la séance.

CHAPITRE III – DEBATS ET VOTES DES DELIBERATIONS

Article 15 - Déroulement de la séance

En application de l'article L.2121-14 du CGCT, le Maire préside le Conseil Municipal. Dès lors, il organise le bon déroulé de la séance et peut décider de suspendre ou de clore une réunion en fonction des circonstances.
Le Maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le *quorum*, proclame la validité de la séance si le quorum est atteint, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, et cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.
Le Maire énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.
Le Maire peut accorder immédiatement, en fonction des nécessités, la parole en cas de réclamation concernant l'ordre du jour.
Il demande au Conseil Municipal de nommer le secrétaire de séance.
Une fois l'ordre du jour adopté, le Maire rend compte, conformément à l'article L.2122-23 du CGCT, des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal, conformément à l'article L.2122-22 du CGCT. Il aborde ensuite les points d'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.
Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le Maire ou les rapporteurs désignés par le Maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du Maire lui-même ou de l'adjoint ou du conseiller en charge du dossier.

Article 16 - Débats ordinaires

La parole est accordée par le Maire aux membres du Conseil Municipal qui la demandent. Aucun membre du Conseil Municipal ne peut parler sans avoir au préalable demandé la parole au Maire et l'avoir obtenue, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.
Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question ou trouble l'ordre par des interruptions ou des attaques personnelles et/ou subjectives ou polémiques, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut alors faire application des dispositions prévues par le présent règlement intérieur.
Les membres du Conseil Municipal prennent la parole dans l'ordre déterminé par le Maire.
Chaque conseiller municipal expose son point de vue avec la clarté et la concision requises au bon fonctionnement de l'organe délibérant.
Le temps de parole des conseillers municipaux à l'occasion des débats est fixé à cinq minutes au-delà desquelles le président de séance, sans y être tenu et en se réservant une appréciation au cas par cas, peut inviter un membre de l'organe délibérant à abréger ses propos pour éviter les prises de parole exagérément longues. L'appréciation est fonction de la nature et à la complexité de la question inscrite à l'ordre du jour.
Lorsqu'un membre du Conseil Municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des propos inappropriés, la parole peut lui être retirée par le Maire.

Sous peine de rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Accusé de réception Préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 17 – Débat d'orientation budgétaire

Le budget de la Commune est proposé par le Maire au Conseil Municipal.
Un débat a lieu au sein du Conseil Municipal sur les orientations budgétaires du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de dix semaines précédant le vote du budget.
Le débat d'orientation budgétaire aura lieu lors d'une séance ordinaire après inscription à l'ordre du jour ou lors d'une séance réservée à cet effet. Le Conseil Municipal donne acte au président de sa tenue. Il sera enregistré au procès-verbal de séance.
Toute convocation est accompagnée d'un rapport apportant les précisions nécessaires à la compréhension des débats à intervenir. Le rapport est mis à la disposition des conseillers et accompagné des annexes aux documents budgétaires prévus par les lois et règlements en vigueur.

Article 18 - Suspension de séance

La suspension de séance est décidée par le Président de séance.
Le Président peut mettre aux voix toute demande de suspension de séance émanant d'un conseiller.
Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séances.

Article 19 – Amendements

Les conseillers municipaux ont le droit de proposer des amendements sur des projets de délibération à l'ordre du jour. Le texte des amendements doit être porté à la connaissance du maire par tout moyen écrit 48 heures avant la séance du conseil municipal (ne sont pas comptés dans ce délai les samedi, dimanche et jour férié). Ils doivent être présentés par écrit au Maire.
Le Président de séance appelle l'auteur de l'amendement à le lire à l'assemblée. Le Conseil Municipal décide à la majorité des membres présents ou représentés de l'accepter, de le rejeter ou de le renvoyer en commission pour étude.

Article 20 - Votes

Dès qu'une opération de vote est engagée, le Maire n'accorde plus la parole. De plus, à l'issue du vote, le débat est clos.
Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. Les bulletins nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.
En cas de partage des voix, sauf le cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante.
Le Conseil Municipal vote de l'une des trois manières suivantes :

- à main levée,
- au scrutin public par appel nominal,
- au scrutin secret.

Ordinairement, le Conseil Municipal vote à main levée, le résultat étant constaté par le Maire et le Secrétaire.
Le vote a lieu au scrutin public, sur la demande du quart des membres présents ; les noms des votants avec la désignation de leurs votes sont insérés au procès-verbal.
Il est voté au scrutin secret toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame ou qu'il s'agit de procéder à une nomination ou à une présentation. Dans ce dernier cas, après deux tours de scrutin secret, si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. A égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Le vote du compte financier unique présenté annuellement doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte financier unique est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Article 21 - Clôture de discussion

La clôture de toute discussion peut être décidée par le Conseil Municipal, à la demande du Président de séance ou d'un membre du conseil.
Il appartient au Président de séance seul de mettre fin aux débats.

CHAPITRE IV – COMPTES RENDUS DES DEBATS ET DES DECISIONS

Article 22 - Procès-verbaux

Les séances publiques du Conseil Municipal sont retranscrites et donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.
Il doit mentionner la date et l'heure de séance, les noms du maire, des conseillers municipaux présents ou représentés, et du ou des secrétaires de séance, le *quorum*, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, pour les scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, la teneur des discussions au cours de la séance qui s'entend comme le résumé des opinions exprimées afin d'informer les citoyens sur les principales informations, interventions, idées et opinions évoquées au cours de la séance.
Le procès-verbal est rédigé par le secrétaire de séance, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire. Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des membres du Conseil Municipal qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.
Le procès-verbal de la séance précédente sera envoyé à tous les conseillers municipaux avant la prochaine réunion en même temps que la convocation de la séance à laquelle il sera approuvé. Il est arrêté à la séance suivante par une mise aux voix pour son adoption et intègre des rectifications éventuelles.

Article 23 – Délibérations

Les délibérations sont inscrites par ordre d'établissement.
Les actes pris par le Conseil Municipal sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'État dans le département.
La liste des délibérations examinées est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet.

Elle comprend *a minima* la date de la séance, le numéro des délibérations examinées par le Conseil Municipal et la mention de l'objet de chacune d'entre elles, approuvées ou refusées par le Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CHAPITRE V – COMMISSIONS

Article 24 - Commissions municipales

Le Conseil Municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration soit à l'initiative d'un de ses membres.
Le Conseil Municipal décide, par délibération, la création de commissions permanentes et détermine leurs attributions. Elles sont composées exclusivement de conseillers municipaux.
Le Conseil Municipal fixe le nombre de conseillers siégeant dans chaque commission et désigne ceux qui y siégeront, dont au moins un élu de l'opposition.
Les membres de commissions permanentes sont désignés au scrutin secret sauf si le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'y renoncer.
Les membres élus sont nommés pour la durée du mandat.
Le Maire est président de droit de chaque commission permanente.
Les commissions permanentes sont chargées d'étudier les questions soumises au Conseil Municipal et de mener un travail d'approfondissement et de préparation des dossiers inscrits à l'ordre du jour d'un Conseil Municipal.
Elles peuvent être saisies avant chaque Conseil Municipal si des questions les concernant sont portées à l'ordre du jour de la séance. Toutefois, si un dossier était présenté à l'ordre du jour du Conseil Municipal sans avoir été présenté en commission, ce défaut de consultation n'aurait aucune conséquence sur la légalité de ladite délibération.
Elles peuvent se réunir à tout moment, à chaque fois que le Maire ou le vice-président ou la majorité de ses membres le juge utile.
Elles peuvent entendre des personnes qualifiées extérieures au Conseil Municipal et faire appel aux agents municipaux. Les séances des commissions ne sont pas publiques.
Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, débattent, émettent des avis consultatifs, formulent des propositions et participent à l'élaboration des dossiers, objets d'un rapport en conseil municipal.
La convocation est adressée par le Maire à chaque conseiller membre par voie dématérialisée dans un délai de cinq jours francs avant la date de commission, accompagnée de l'ordre du jour.
Chaque commission se réunit sans condition de *quorum*.
Les commissions statuent à la majorité des membres présents.

Article 25 – Commissions spéciales et commissions extra-municipales

Le Conseil Municipal peut décider, en cours de mandat, de la création de commissions spéciales pour l'examen d'un ou plusieurs dossiers. La durée de vie des commissions est dépendante de l'instruction et elles prennent fin à l'aboutissement des études et la réalisation de l'affaire.
Il peut être créé une commission consultative compétente pour un ou plusieurs services locaux exploités en régie ou dans le cadre d'une convention de gestion déléguée. Elle doit comprendre parmi ses membres des représentants d'associations d'usagers du ou des services concernés. Elle est présidée par le Maire.
Le Conseil Municipal en fixe la composition sur proposition du Maire.

Article 26 – Comités consultatifs

Le Conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout sujet d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune et, sur proposition du Maire, décider de leur composition pour une durée qui ne peut excéder le mandat municipal en cours.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ils permettent de regrouper, sous la présidence d'un élu désigné par le Conseil Municipal, des personnalités extérieures aux conseillers municipaux particulièrement qualifiées ou directement concernées par les affaires soumises à l'avis du comité.
Les avis émis par les comités consultatifs ne sauraient en aucun cas lier le conseil municipal.

Article 27 - Délégations dans les organismes extérieurs

La Commune est représentée dans différents organismes ou instances extérieurs. La désignation des délégués est réalisée dans les trois mois après l'installation du nouveau Conseil Municipal. Ces désignations se feront conformément à l'article L 5211-7 du CGCT et peuvent faire d'une modification en cours de mandature en raison de la démission d'un Conseil municipal.
Concernant la désignation des délégués intercommunautaires par le Conseil municipal, elle devra intervenir dans les délais fixés par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28 - Les groupes politiques

Les conseillers peuvent se constituer en groupe selon leurs affinités politiques. Chaque conseiller peut adhérer à un groupe mais ne peut faire partie que d'un seul.
Les groupes se constituent en remettant au Maire une déclaration signée de tous les membres, mentionnant son appellation, l'identité de ses membres ainsi que le nom de celui d'entre eux qui le représente et assure la fonction de président.
Tout groupe politique réunit au moins trois conseillers municipaux.
Un conseiller qui n'appartient à aucun groupe reconnu peut s'inscrire au groupe des non-inscrits s'il comporte au moins deux éléments, ou s'apparenter à un groupe existant de son choix avec l'agrément du Président de ce groupe.
Les modifications des groupes sont portées à la connaissance du Maire sous la double signature du conseiller intéressé et du président de groupe s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement, sous la seule signature du président de groupe s'il s'agit d'une exclusion. Le Maire en donne connaissance au Conseil Municipal qui suit cette information.

Article 29 – Mise à disposition d'un local aux conseillers d'opposition

Il est satisfait à toute demande de mise à disposition d'un local commun émise par des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans le délai légal de quatre mois. L'utilisation du local fait l'objet d'une demande écrite adressée au Maire.
Le local mis à disposition ne saurait en aucun cas être destinée à une permanence ou à accueillir des réunions publiques.
Dans le souci de compatibilité avec l'exécution des services publics, la mise à disposition d'un local ne peut être que temporaire, soit quatre heures par semaine pendant les heures ouvrables.

Article 30 – Droit d'expression sur les supports d'information municipaux

Conformément à l'article L.2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale (bulletin municipal) sur les réalisations et la gestion du Conseil Municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale dans les conditions prévues à l'article 28.

Accusé de réception préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Ces dispositions s'appliquent à tout bulletin d'information générale actuel ou à venir, quelle que soit sa forme ou les modalités de sa publication dès lors qu'il est destiné à la population de la commune de Claira.

Un espace de libre expression du groupe des élus d'opposition n'appartenant pas à la majorité municipale est prévu sur les supports numériques municipaux.

Cet espace est identifié par le titre « Tribune libre » qui est également diffusé sur les supports numériques municipaux.

• Répartition des espaces

- Pour Claira Mag (20 pages) :

La répartition de l'espace d'expression réservé au groupe des élus de l'opposition est fixée à 1 200 signes (espaces, titres et signatures compris).

Le groupe des élus de la majorité municipale disposera également d'un espace d'expression de 2 400 signes.

- Pour la gazette municipale Bon Dia (4 pages)

La répartition de l'espace d'expression réservé au groupe des élus de l'opposition est fixée à 750 caractères et espaces compris

Le groupe des élus de la majorité municipale disposera également d'un espace d'expression de 1500 signes.

• Modalité d'expression

- Les règles de la composition sont identiques pour chacun des espaces d'expression : il n'est pas autorisé d'ajouter ou inclure dans l'espace d'expression un logo, une photographie, un dessin, des adresses de liens hypertextes etc. Seuls les textes avec des caractères identiques à ceux utilisés dans les articles de la publication (en taille et typographie) peuvent y être publiés en noir.
- Les demandes de publication sont avisées par courriel par le service de la communication. Les textes destinés à la publication sont adressés par courriel au Maire, directeur de la publication, et au service communication, au plus tard le jour fixé pour le retour des textes lors de la demande de publication. Pour être publié, le texte devra être remis, sous format Word, par courriel, au service communication (courriel : communication@claira.fr), au plus tard aux dates fixées dans le courriel informant les conseillers d'opposition du planning de parution du bulletin municipal. Pour ne pas retarder la parution des supports d'information, aucune épreuve n'est communiquée, la transmission du texte ayant valeur de bon à tirer.

Les textes devront être envoyés au service communication conformément aux instructions qu'il communiquera par mail aux élus de l'opposition.

L'expression des élus n'appartenant pas à la majorité municipale étant une obligation légale, les élus sont seuls responsables du contenu des articles publiés.

• Responsabilité :

Le Maire est le directeur de la publication. Suivant l'article 42 de la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse, le directeur de publication est considéré comme étant l'auteur principal des crimes et délits commis par voie de presse. A ce titre, il se réserve le droit de refuser un texte qui méconnaîtrait les dispositions de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 (contenu diffamatoire, outrageant …) et en informe les auteurs.

Tout texte comportant des risques de troubles à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publiques, ayant un caractère diffamatoire, injurieux ou manifestement outrageant, ou dont le contenu porte atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne, de nature à engager la responsabilité pénale du maire, ne sera pas publié. Dans ce cas, les membres de l'opposition en seront immédiatement avisés.

Les propos tenus dans les espaces d'expression n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s).

Article 31 - Désignation des délégués dans les organismes extérieurs

Le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes dans les cas et conditions prévus par les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et des textes régissant ces organismes.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.
Par ailleurs, quand il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Maire, il est procédé à une nouvelle élection des adjoints, ainsi que des délégués de la Commune au sein d'organismes extérieurs. A cette occasion, les délégués en poste peuvent être soit reconduits expressément dans leur fonction, soit remplacés.

Article 32 - Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Maire ou d'un tiers des membres en exercice de l'assemblée communale.

Article 33 - Application du règlement

Le présent règlement est applicable à partir de la date du dépôt en Préfecture de l'extrait de la délibération du Conseil Municipal l'ayant approuvé. Il devra ensuite être adopté à chaque renouvellement de Conseil Municipal dans les six mois de son installation.

Délibération 2026/09/25

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 21 Abstention : 00 Contre : 06
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/25
REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-8 ;

VU l'ordonnance n°2021-1310 du 07 octobre 2021 et le décret n°2021-1311 du 07 octobre 2021 portant sur la réforme des règles de publicité, entrés en vigueur le 1er juillet 2022 ;

VU la délibération n°2020/07/05 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 portant sur la mise en place d'un règlement intérieur du Conseil Municipal ;

VU la délibération n°2021/01/05 du Conseil Municipal en date du 14 janvier 2021 portant sur la modification de l'article 29 dudit règlement intérieur ;

VU la délibération n°2024/09/08 du 26 septembre 2024 ayant pour objet la modification du règlement intérieur du Conseil Municipal ;

VU le projet de règlement intérieur du Conseil Municipal annexé ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal a adopté son règlement intérieur par délibération n°2020/07/05 en date du 10 juillet 2020 en application de l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales qui a, par la suite, été modifié par délibérations n°2021/01/05 et n°2024/09/08 lors des séances du 14 janvier 2021 et du 26 septembre 2024 ;

CONSIDERANT que l'objectif du règlement est d'assurer le fonctionnement de l'Assemblée dans un souci d'efficacité du travail de cette instance et d'assurer le droit à l'expression, dans le respect du cadre légal et réglementaire en vigueur ;

CONSIDERANT que l'article L.2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriale prévoit l'obligation pour les Conseils municipaux des communes de 1000 habitants et plus de se doter d'un règlement intérieur dans les six mois qui suivent la séance d'installation du Conseil Municipal. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement.

CONSIDERANT qu'au regard des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le règlement intérieur du Conseil Municipal a été réécrit, modifié et certaines règles propres au fonctionnement ont été clarifiées ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré à la majorité des membres présents et représentés **(21 VOIX POUR, 0 ABSTENTION, 6 VOIX CONTRE** : Monsieur Michel BARBÉ (pouvoir de Madame Brigitte GRUNFELDER), Madame Sophie BOHER THEVENOT, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ (pouvoir de Monsieur Jérôme BARRERE), Madame Joëlle ESTELA METOIS, le Conseil Municipal DECIDE **:**

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur du Conseil Municipal annexée à la présente délibération ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

■ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260925-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

SYDEEL 66 - COMMUNE DE CLAIRA

Convention de mandat pour la coordination des travaux d'enfouissement et de mise en esthétique des réseaux de distribution électrique basse tension (BT), d'éclairage public (EP) et de communications électroniques (FT)
« Rue de Torreilles »

Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales,*
Vu *le Code de la Commande publique,*
Vu *les statuts du SYDEEL66 approuvés par l'arrêté Préfectoral N° PREF/DCL/BCLAI/2019309-0002 du 05 Novembre 2019 et notamment ses articles 5.1.1 et 5.1.2*
Vu *la délibération N°44042020 du comité syndical du 16 Décembre 2020 instaurant les nouvelles modalités financières du Sydeel66 à compter du 01/01/2021,*
Vu *la délibération du Comité Syndical n°49/04/2016 DU 15/12/2016 modifiant l'article 3.3 de la présente convention,*
Vu *la délibération N° 03012019 du 11 Février 2019 relative à la contribution du concessionnaire aux travaux d 'aménagement esthétique des ouvrages de la concession par application de l'article 8 du cahier des charges de concession du 14 Décembre 2018,*
Vu *la délibération N°47042021 du Comité Syndical du 27 Septembre 2021, relative à la convention Orange pour l'enfouissement coordonné des réseaux aériens de communications électroniques et ses applications locales,*
Vu *les marchés de maitrise d'œuvre et de travaux en vigueur,*
Vu *le devis estimatif des travaux et son plan de financement,*
Vu *la délibération du Conseil Municipal de la commune de* **CLAIRA** *approuvant le plan de financement et autorisant le Maire à signer la future convention de mandat en vue de la réalisation des travaux d'enfouissement et de mise en esthétique des réseaux.*

Considérant que la commune de **CLAIRA** souhaite réaliser des travaux coordonnés de mise en esthétique des réseaux de distribution d'électricité basse tension, d'éclairage public et de communications électroniques, et sollicite l'attribution d'une subvention du SYDEEL 66 à cet effet,

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

Entre, d'une part :

- Le SYDEEL 66, Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan, représenté par son Président en exercice, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du ....., en qualité de maître d'ouvrage des travaux réalisés sur le réseau public de distribution d'électricité BT ci-après désigné par « le Syndicat »,

Et d'autre part,

- La commune de CLAIRA représentée par son Maire en exercice, dûment habilité à cet effet par délibération de son conseil municipal en date du ....., en qualité de maître d'ouvrage des travaux d'éclairage public et pour les seuls travaux relatifs à la « tranchée aménagée » et à la pose des installations des réseaux de communications électroniques FT, ci-après désigné « la Commune »,

Accusé de réception en préfecture
066-216600660-20260924-DE250926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Considérant qu'il y a donc lieu, d'une part, de désigner le Syndicat en qualité de maître d'ouvrage et coordinateur unique de l'opération et, d'autre part, de définir les modalités financières de réalisation des travaux,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 - Objet de la Convention :

En application de l'article L 2422-12 du Code de la Commande publique, considérant que l'enfouissement et la mise en esthétique du réseau de distribution publique d'électricité sera réalisé en coordination avec les travaux d'enfouissement et de mise en esthétique des réseaux d'éclairage public et de communications électroniques, et qu'ils relèvent simultanément de la compétence des deux parties, le Syndicat est désigné comme maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'enfouissement et de mise en esthétique.

Au final, la présente convention a donc pour objet :

→ De définir les modalités d'organisation et de coordination des travaux de dissimulation du réseau public de distribution électrique et d'éclairage public ;

→ De définir les modalités de financement des travaux de mise en esthétique des réseaux entre les deux parties contractantes.

Article 2 - Déroulement de l'opération :

Le Syndicat détermine les processus techniques et administratifs selon lesquels l'ouvrage sera réalisé.
En tant que maître d'ouvrage désigné en vertu de la présente, le Syndicat choisit le maître d'œuvre et la ou les entreprises qui seront chargées de la réalisation des travaux et des prestations complémentaires, ainsi que le coordonnateur sécurité et protection de la santé dans le respect des dispositions du code de la Commande publique.

Après approbation du projet par la Commune, le Syndicat s'assure de la bonne exécution des marchés jusqu'à leur réception.
Le Syndicat remet les ouvrages réalisés au concessionnaire qui les intègre dans la concession.
Le Syndicat accomplit tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Le Syndicat tient informé la Commune du déroulement de l'opération au fur et à mesure des différentes phases.

Article 3 - Modalités financières :

3.1 - Montant total estimatif de l'opération visée à l'article 1 :

Le montant total estimatif des travaux correspond à la somme de **107 646.00 €** toutes taxes comprises. Toutefois le montant définitif des travaux prendra en compte l'actualisation des prix conformément au marché passé avec les entreprises.

3.2 – Plan de financement de l'opération :
voir annexe

3.3 – Modalités de paiement :

A/ Obligations du Syndicat :

Le Syndicat s'engage à régler la totalité des dépenses liées à cette opération, soit les coûts correspondants aux :

- Dossier de consultation relatif aux travaux sur les réseaux de distribution publics d'électricité conformément à l'article R-323-25 de la partie règlementaire du code de l'Energie (décret n°2015-1823 du 30 décembre 2015) ;
- Les missions CSPS ;

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- Les prestations de contrôles techniques des ouvrages conformément à l'article 13 du décret n°2011-1697 du 01/12/2011 ;
- Les analyses environnementales pour les déchets de chantiers (code du travail) ;
- Travaux propres et annexes au réseau de distribution public d'électricité, France Télécom et d'éclairage public ;
- Frais de maîtrise d'œuvre ;
- Toutes autres prestations réglementaires.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet de cette opération donneront lieu à l'établissement d'un décompte général définitif déterminant le coût total des travaux.

B/ Obligations de la commune :

La commune verse au Syndicat le coût de la participation et de l'autofinancement restant à sa charge, déduction faite des subventions du Syndicat, d'ENEDIS et d'ORANGE soit la somme estimative de **61 091.00 €** qui pourra être augmentée ou diminuée selon **l'actualisation des prix indiquée dans le marché de travaux référencé :**

- **30% du montant total** de la somme estimative **dès l'approbation de la convention** par la commune à réception par le Syndicat, soit la somme de **18 327.30 €.**

Il est précisé que seul le versement de cette somme déclenche la réalisation effective des travaux.

- **50%** du montant de la participation et de l'autofinancement calculé sur le montant de la commande de travaux + MOE au démarrage du chantier.

- **Le solde réel** suite à l'établissement de l'état de liquidation de l'opération par le Syndicat au vu de la réalisation des travaux (comprenant l'actualisation des prix).

Article 4 - Modification et résiliation de la Convention :

Toute modification à la présente convention, et notamment du montant total des travaux indiqué à son article 3-1, doit impérativement donner lieu à la signature préalable d'un avenant avant tout commencement des travaux faisant l'objet de la modification.

La résiliation de la présente convention peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties contractantes. Dès lors, la totalité des dépenses liées aux phases d'études et de travaux, qui aura déjà été réalisée, sera supportée par la partie ayant pris l'initiative de la résiliation.

Article 5 – Non réalisation des travaux :

En cas de non réalisation des travaux, liée directement au fait de la Commune, la totalité des dépenses qui aura déjà été réalisée et réglée par le Syndicat, sera remboursée par la Commune, dès réception du titre exécutoire.

Article 6 - Obligations de publicité :

La Commune s'engage à associer le Syndicat dans toutes ses démarches de communication sur l'opération, à mentionner la participation technique et financière du Syndicat sur tout support de communication local, notamment dans ses rapports avec les divers médias.

Article 7 – Litiges :

Les parties s'engagent à tenter de régler à l'amiable tout différent résultant de l'interprétation, de l'exécution et des suites de la présente convention.
A défaut de règlement amiable, le litige sera porté, à la diligence de l'une ou de l'autre des parties, devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER.

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Article 8 – Règles comptables :

En application des règles comptables relatives aux opérations pour compte de tiers, les éléments du réseau d'éclairage public feront l'objet d'un transfert comptable du Syndicat vers la Commune sur la base de la présente convention et du décompte général définitif (état de liquidation).

Article 9 – Achèvement de la convention :

La présente convention s'achève à la date de versement du solde de la participation et de l'autofinancement de la commune au Syndicat.

Fait à Perpignan, le 9 septembre 2026

Pour la commune de « CLAIRA »
Le Maire, le

Marc PETIT

Pour « le SYDEEL 66 »
Le Président
Maire de RIA-SIRACH

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL D'ÉNERGIES ET D'ÉLECTRICITÉ ★ SYDEEL 66

Jean MAURY

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

CONVENTION SYDEEL 66 - COMMUNE de CLAIRA

PLAN DE FINANCEMENT de l'OPERATION POUR COMPTE DE TIERS N° " Rue de Torreilles "

Distribution publique d'électricité Basse tension	Taux	HT	TVA	TTC
EVAL Travaux Réseaux Dist Electricité (BT)		40 500,00 €	8 100,00 €	48 600,00 €
REEL Travaux Réseaux Dist Electricité (BT)		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prest. MOE Réseaux Dist Electricité (BT) *	7,00%	2 835,00 €	567,00 €	3 402,00 €
Prestations annexes réglementaires (Missions diagnostic amiante et contrôle technique des ouvrages)		2 500,00 €	500,00 €	3 000,00 €
TOTAL Réseaux Dist Electricité (TVA = Charge SYDEEL, remboursé par service des impôts		45 835,00 €	**9 167,00 €**	55 002,00 €
dont participation sur HT (Charge SYDEEL) **	40%	**18 334,00 €**		
dont participation sur HT (Charge ENEDIS) ***	40%	**18 334,00 €**		
dont participation COMMUNE (sur travaux HT) *****		**9 167,00 €**		
Eclairage public				
EVAL Travaux Eclairage Public		19 000,00 €	3 800,00 €	22 800,00 €
REEL Travaux Eclairage Public		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prest. MOE Eclairage Public *	7,00%	1 330,00 €	266,00 €	1 596,00 €
TOTAL Eclairage Public (TVA = Charge COMMUNE)		20 330,00 €	4 066,00 €	24 396,00 €
dont autofinancement sur TTC (Charge COMMUNE)		**24 396,00 €**		
Communications électroniques				
EVAL Travaux Communications Electroniques		22 000,00 €	4 400,00 €	26 400,00 €
REEL Travaux Communications Electroniques		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Prest. MOE Communications Electroniques *	7,00%	1 540,00 €	308,00 €	1 848,00 €
TOTAL Comm. Electroniques (Charge COMMUNE TTC)		23 540,00 €	4 708,00 €	28 248,00 €
dont participation sur HT (Charge ORANGE) ****		**720,00 €**		
dont autofinancement sur TTC (Charge COMMUNE)		**27 528,00 €**		
TOTAL GENERAL de l'OPERATION		89 705,00 €	17 941,00 €	107 646,00 €
DONT coût NET du financement SYDEEL				**18 334,00 €**
soit (dépense budgétaire TTC SYDEEL)				27 501,00 €
moins (remboursement TVA par Service des Impots)				**9 167,00 €**
DONT coût NET du financement ENEDIS				**18 334,00 €**
DONT coût NET du financement Service des Impots				**9 167,00 €**
DONT coût NET du financement ORANGE				**720,00 €**
DONT coût de la participation et des autofinancements de la COMMUNE				**61 091,00 €**
TOTAL TTC de contrôle				107 646,00 €

REMARQUES :

* Pourcentage (variable selon marché MOE) du coût prévisionnel HT des TRAVAUX (ligne EVAL)

** Participation SYDEEL = 40% du montant HT "Réseaux Dist. Elec.", plafonnée à 50 000 €

*** Participation ENEDIS = 40% du montant HT "Réseaux Dist. Elec.", plafonnée à 50 000 €

**** Participation ORANGE = 9 € au mètre linéaire par réseau construit

***** Participation Commune = Travaux HT - Participation du sydeel - Participation enedis art 8

ARTICLES BUDGETAIRES POUR MANDATEMENT COMMUNE

Commune en M14 : Réseau BT - Article 2041 subdivisé selon nomenclature utilisée pour Montant participation Commune

Commune en M57 : Réseau BT - Article 2324 "subvention d'équipement versées" lorsqu'il y a plusieurs acomptes puis à intégrer au 204 pour l'amortissement à la fin du chantier après paiement du solde avec l'état de liquidation Montant participation Commune

Réseaux EP et CE - Article 238 pour Montant charge Commune

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Délibération 2026/09/26

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/26

CONVENTION DE MANDAT AVEC LE SYDEEL 66 POUR LA COORDINATION DES TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET DE MISE EN ESTHETIQUE DES RESEAUX DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE BASSE TENSION (BT), D'ECLAIRAGE PUBLIC (EP) ET DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (FT) – RUE DE TORREILLES

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Délibération 2026/09/26

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260926-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code de la Commande Publique ;

VU les statuts du SYDEEL 66 approuvés par arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLAI/2019309-0002 du 5 novembre 2019 et notamment ses articles 5.1.1 et 5.1.2 ;

VU le devis estimatif des travaux et son plan de financement ainsi que le projet de convention de mandat qui sont annexés ;

CONSIDERANT que la commune de Claira est adhérente du Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité du Pays Catalan dit SYDEEL 66 pour la compétence relative à l'enfouissement et la mise en esthétique des réseaux ;

CONSIDERANT que la commune souhaite réaliser des travaux (rue de Torreilles) qui seront coordonnés par le SYDEEL 66 pour la mise en esthétique des réseaux de distribution d'électricité basse tension, d'éclairage public et de communications électriques. Le financement de ces travaux sera prévu au budget 2027 de la commune. La commune souhaite solliciter l'attribution d'une subvention du SYDEEL 66 ;

CONSIDERANT que le SYDEEL 66 sera désigné en qualité de maître d'ouvrage et coordinateur unique de l'opération ;

CONSIDERANT que le montant total estimatif des travaux correspond à la somme de 107 646,00 euros Hors Taxes. La commune devra verser au syndicat une participation financière correspondant à l'autofinancement restant à sa charge, déduction faite des subventions du SYDEEL 66, d'Enedis et d'Orange soit la somme estimative de 61 091,00 euros qui pourra être augmentée ou diminuée en fonction de l'actualité des prix des marchés publics du SYDEEL 66 ;

Entendu l'exposé de Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, adjoint délégué aux travaux, à l'eau et à l'environnement

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

■ **D'APPROUVER** la convention de mandat à intervenir avec le SYDEEL 66 pour la coordination des travaux d'enfouissement et de mise en esthétique des réseaux de distribution électrique basse tension (BT), d'éclairage public (EP) et de communications électriques (FT) pour la rue de Torreilles telle qu'annexée à la présente délibération ;

■ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260927-20260927-DE
Date de télétransmission : 28/09/2026
Date de réception préfecture : 28/09/2026

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT

Entre

La Commune de Claira

4 place de la République

66350 CLAIRA

Représentée par son Maire, Marc PETIT

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Pyrénées-Orientales

Palais Consulaire - Quai-de-Lattre-de-Tassigny - BP 10941

66020 Perpignan Cedex

Représentée par son Président, M. Laurent GAUZE

PROJET

Préambule :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

L**a Chambre de Commerce et d'Industrie des Pyrénées-Orientales** (ci-dessous dénommée C.C.I.), établissement public économique a pour mission de favoriser et de valoriser le développement économique des Pyrénées-Orientales, à travers ses actions l'accompagnement à la création des entreprises et au développement des entreprises existantes, son expertise territoriale permettant d'apporter des solutions d'aide à la décision pour les élus locaux.

La commune de Claira, collectivité territoriale a pour mission de satisfaire aux besoins de la population locale. Les compétences de la collectivité sont variées : action sociale, aménagement urbanisme, logement, politique de la ville… A ce titre, la commune de **Claira** s'est engagée dans une démarche de soutien, de préservation et de valorisation des activités commerciales sur son territoire. Les élus de la commune souhaitent rendre attractif son territoire et pérenniser les entreprises commerciales, de services déjà implantées et en accueillir de nouvelles, anticiper les besoins futurs de la population afin de renforcer le dynamisme de son territoire. Pour cela, ils envisagent de mettre en place un périmètre de droit de préemption des fonds de commerce, fonds artisanaux et baux commerciaux.

Compte tenu de leur volonté commune de coopération, les deux parties conviennent de formaliser leur collaboration en faveur du développement commercial du territoire concerné dans le but d'optimiser leurs moyens et de rationaliser au mieux l'action générale de développement et d'aménagement du territoire.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

PROJET

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La CCI des Pyrénées-Orientales et la commune de Claira décident de conclure une convention de partenariat en faveur du soutien des commerces de Claira.

Dans la recherche d'une meilleure coordination, les partenaires ont décidé de formaliser leur collaboration technique autour des axes suivants :

- Réalisation d'un diagnostic partagé du tissu commercial
- Analyse des potentialités commerciales
- Accompagnement de la commune dans ses relations avec les commerçants
- Construction d'une dynamique collective durable

Pour permettre la réalisation de ces 4 axes, des actions volontaristes ciblées feront l'objet d'une fiche action en annexe de la présente convention.

ARTICLE 2 : **OBJECTIFS DE LA CONVENTION**

L'action menée contribuera à

→ Soutenir le commerce de proximité

→ Dynamiser le tissu commercial de la commune

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS

La CCI des Pyrénées-Orientales met à jour et alimente au quotidien le fichier des entreprises de son ressort (Registre du Commerce et des Sociétés). Elle dispose donc de données sur les créations et les radiations, la liste des entreprises par territoires, par secteurs d'activité…

La CCI des Pyrénées-Orientales s'engage :

- → A fournir annuellement et gratuitement une extraction du fichier des entreprises sur son territoire pour ses besoins internes (RGPD)
- → Sur demande, à fournir les informations disponibles sur une entreprise domiciliée sur son territoire
- → A apporter un appui d'ingénierie, d'expertise et de communication à la commune de Claira pour les actions citées en annexe 1

La commune de Claira s'engage :

- → Utiliser les informations communiquées par la CCI des Pyrénées-Orientales qu'à des fins propres dans le but d'aider à la décision de ses responsables
- → A transmettre à la CCI des Pyrénées-Orientales toutes informations sur les entreprises en sa possession et pouvant être nécessaires à la mise à jour du fichier des entreprises.
- → Ne pas diffuser, ni à titre gracieux, ni à titre payant, une extraction du fichier des entreprises de la CCI des Pyrénées-Orientales (RGPD)
- → A communiquer sur ses propres réseaux de communication de l'opération faisant l'objet de cette convention
- → A travailler en partenariat avec l'association de commerçants de la ville
- → A s'acquitter de la participation financière correspondant aux fiches actions choisies

ARTICLE 4 : PILOTAGE

Un comité de pilotage et de suivi de la mission composé de représentants des deux contractants se réunira autant de fois que nécessaire avant la restitution finale de la prestation.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents amenés à être échangés, notamment lorsque ceux-ci concernent la situation professionnelle des chefs d'entreprise.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 6 : RESILIATION

Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect ou d'inexécution par l'une ou l'autre des parties d'une ou plusieurs obligations et trois mois après mise en demeure restée infructueuse, la présente convention sera résiliée de plein droit si bon semble à la partie lésée, et sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité ou action judiciaire.

Toutefois, les parties conviennent que les actions en cours à la date de résiliation de la convention devront être menées à terme.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétant sera le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 8 : REFERENT TECHNIQUE POUR LA PRESENTE CONVENTION

CCI DES PO
Fabienne DURAND
07 63 72 54 16
f.durand@pyrenees-orientales.cci.fr

Fait en 2 exemplaires originaux,

Le

Le Maire de Claira, **Le Président de la CCI PO**

Marc PETIT **Laurent GAUZE**

PROJET

Annexe 1

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- **Axe 1 : Réaliser un diagnostic partagé du tissu commercial**

FICHE ACTION SOLUCCIO Territoire	**Diagnostic de l'appareil commercial :** Observatoire des points de vente et de la vacance commerciale

OBJET DE L'ACTION

La commune qui souhaite mettre en place un périmètre de droit de préemption commercial, un observatoire de l'offre commerciale et de la vacance commerciale.

Dans le cadre de la convention cadre de partenariat, la CCI PO propose de réaliser un état des lieux de l'offre commerciale : Observatoire cartographié des points de vente et de la vacance commerciale

CIBLES

Les entreprises ayant un point de vente avec une vitrine commerciale. Sont exclues les professions libérales (médecins, infirmiers, notaires…).

OBJECTIFS

Pour la collectivité de Claira :
- Avoir une connaissance précise des commerces présents sur la commune
- Mettre en place un droit de préemption commercial

METHODOLOGIE DES CCI

- Présentation socio-démographique de la commune
- Analyse cartographique de l'offre commerciale permanente existante et de la vacance
- Rapport détaillé portant sur l'offre commerciale (nombre, typologie), son évolution et l'état de l'offre concurrentielle
- Préconisations en vue de la délimitation du périmètre de droit de préemption commercial

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE	5 210 € HT soit 6 252 € TTC Pris en charge de 20% de ce montant par la CCI PO
VOTRE REFERENT A LA CCI PO	Pôle DATA / Etudes Mme Fabienne DURAND Tél : 07 63 72 54 16 Courriel : f.durand@pyrenees-orientales.cci.fr

PROJET

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- **Axe 2 : Analyser les potentialités de développement commercial**

FICHE ACTION	**Analyse de la consommation et des comportements d'achats des ménages**

OBJET DE L'ACTION

Outil d'aide à la décision pour des projets d'aménagement ou d'implantation commerciale

OBJECTIFS

- Evaluer les potentiels de marché local : combine dépensent les ménages résidents ?
- Connaître les comportements de consommation des ménages : où ils font leurs achats, dans quelles communes, dans quels types de commerces
- Mesurer l'attractivité commerciale d'un territoire, d'un pôle commercial et anticiper le développement de l'offre commerciale

METHODOLOGIE DES CCI

- 35 produits de consommation courante sont analysés par famille de produits : alimentaire / équipement de la personne / équipement du foyer / bricolage, jardinage / biens culturels et de loisirs
- Données exclusives au réseau des CCI – données 2025 délivrées à l'échelle de la commune
- Expertise sur les besoins du territoire en terme de développement commercial

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE	1200 € HT soit 1 440 € TTC Pris en charge de 20% de ce montant par la CCI PO
VOTRE REFERENT A LA CCI PO	Pôle DATA / Etudes Mme Fabienne DURAND Tél : 07 63 72 54 16 Courriel : f.durand@pyrenees-orientales.cci.fr

PROJET

- **Axe 3 : Accompagnement de la commune dans ses relations avec les commerçants**

Accusé de réception en préfecture
066-216600302-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

FICHE ACTION SOLUCCIO Territoire	**Aider à structurer une association de commerçants**

OBJET DE L'ACTION

Offrir une ingénierie d'accompagnement sur mesure pour créer, restructurer ou remobiliser une association de commerçants locale. L'action vise à doter les commerçants d'une gouvernance solide, d'une feuille de route stratégique et d'outils opérationnels afin de renforcer la vitalité commerciale du centre-ville et de créer un interlocuteur représentatif auprès de la commune.

CIBLES

Tous les professionnels ayant une activité inscrite au RCS sur la commune de Claira

OBJECTIFS

Pour la collectivité de Claira :
- Disposer d'un interlocuteur unique pour partager les informations sur la commune (règlementation, animations, évènements…)
- Développer la fréquentation et l'attractivité de la commune

METHODOLOGIE DES CCI

- Aide à la constitution de l'association de commerçants sur le plan juridique et organisationnel
- Elaborer un plan d'action annuel (évènements, chèques cadeaux, réseaux sociaux…)

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE	Pris en charge totalement par la CCI PO
VOTRE REFERENT A LA CCI PO	Pôle Commerce Mme Rose GOURDON / 07 64 46 35 16 Mme Bénédicte SYLVESTRE / 06 65 81 32 64 Courriel : b.sylvestre@pyrenees-orientales.cci.fr

PROJET

FICHE ACTION

SOLUCCIO Territoire

Participation de la CCI aux évènements organisés par la commune

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

OBJET DE L'ACTION

L'animation du tissu commercial a pour objectif de mobiliser des acteurs variés (entreprises, porteurs de projets, chambres consulaires, élus, associations, structures institutionnelles…) autour de projets fédérateurs, leviers de développement économique.

OBJECTIFS

Il s'agit notamment :

- de créer des connexions et des liens entre les entreprises
- de permettre aux entreprises de contribuer activement à la co-construction des projets structurants pour le territoire portés par la ville de Claira.

METHODOLOGIE DES CCI

- Participer avec la ville de Claira a des rencontres économiques sur le territoire de la commune en définissant conjointement des thématiques à destination des professionnels

- Communiquer sur des propres réseaux des évènements mis en place par la ville, à destination des professionnels.

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE	1 300 € HT, 1 560 € TTC Pris en charge de 20% de ce montant par la CCI PO
VOTRE REFERENT A LA CCI PO	Pôle Commerce Mme Rose GOURDON / 07 64 46 35 16 Mme Bénédicte SYLVESTRE / 06 65 81 32 64 Courriel : b.sylvestre@pyrenees-orientales.cci.fr

PROJET

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- **Axe 4 : Accompagner l'attractivité commerciale de la ville**

FICHE ACTION	Soutenir l'attractivité commerciale à travers de bons d'achats

OBJET DE L'ACTION

Soutenir la consommation dans les commerces locaux
Fidéliser la clientèle
Offrir des bons d'achats à ses employés, aux nouveaux arrivants, …

CIBLES

La commune de Claira et ses divers services (CCAS, police municipale, office de tourisme…)

OBJECTIFS

- Récompenser les salariés lors d'évènements : naissance, mariage, retraite, Noël….
- Accueillir les nouveaux arrivants

METHODOLOGIE DES CCI

- La CCI des PO prend en charge le soutien administratif, logistique et technique de cette opération

CONTRIBUTION FINANCIERE DE LA COMMUNE	La ville de Claira s'engage à commander plus de 2 000 € de bons d'achats sur un an.
VOTRE REFERENT A LA CCI PO	Pôle Commerce Mme Rose GOURDON / 07 64 46 35 16 Mme Bénédicte SYLVESTRE / 06 65 81 32 64 Courriel : b.sylvestre@pyrenees-orientales.cci.fr

PROJET

Délibération 2026/09/27

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/27

CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (CCI) DES PYRENEES-ORIENTALES EN FAVEUR DU SOUTIEN DES COMMERCES DE CLAIRA

Délibération 2026/09/27

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260927-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la convention-cadre de partenariat proposée par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales en faveur du soutien des commerces de Claira annexée ;

CONSIDERANT que la commune de Claira entend collaborer étroitement avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales pour soutenir les commerces de Claira. En ce sens, des actions de coordination sont prévues pour réaliser un diagnostic partagé du tissu commercial, analyser les potentialités commerciales, accompagner la commune dans ses relations avec les commerçants sans oublier la construction d'une dynamique collective durable ;

CONSIDERANT que pour réaliser les missions prévues dans la convention un comité de pilotage et de suivi sera constitué ;

Entendu l'exposé de Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Adjointe déléguée aux commerces, à l'artisanat et au marché de plein vent ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la convention-cadre de partenariat à intervenir avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales en faveur du soutien des commerces de Claira telle qu'annexée à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales en faveur du soutien des commerces de Claira ainsi que tout acte utile nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260928-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE - EXERCICE 2026 - DECISION MODIFICATIVE n°2

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision	Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision
TOTAL				TOTAL			
INVESTISSEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision	Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision
23	2312	agencement et aménagement de terrain (P.124)	-1 800,00 €	13	1312	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables - Region	16 000,00 €
20	2031	Frais d'études, de recherche et de developpement (P.124)	1 800,00 €				
21	2181	Installations générales, agencements, aménagements divers (P.124)	15 000,00 €				
21	21848	Autres matériels de bureau et mobilier (P.115)	4 755,00 €				
21	21351	Installations générales, agencements, aménagements batiments publics (P.105)	830,00 €				
21	2115	Terrains Bâtis (P.104)	23 000,00 €				
21	21318	autres batiments publics (P.103)	-27 585,00 €				
TOTAL			16 000,00 €	TOTAL			16 000,00 €

Délibération 2026/09/28

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260928-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre 2026 à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				Vote
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		
27	21	27		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/28

DECISION MODIFICATIVE N°2
BUDGET PRINCIPAL DE L'EXERCICE 2026

Délibération 2026/09/28

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260928-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

VU la délibération n°D2026/04/16 du 23 avril 2026 approuvant le Budget Principal de l'exercice 2026 ;

VU la délibération n°D2026/07/24 du 27 juillet 2026 approuvant la décision modificative n°1 du Budget principal de l'exercice 2026 ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder à une modification des crédits inscrits en recettes d'investissement pour prendre en compte la notification d'une subvention de la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée pour le financement du terrain Multisports de la Torre Nord ;

CONSIDERANT qu'il convient également de prendre en compte de procéder à des modifications de crédits au sein des programmes d'investissements ;

CONSIDERANT qu'en conséquence la section d'investissement du budget primitif de l'exercice 2026 sera modifiée comme suit :

INVESTISSEMENT							
DEPENSES				RECETTES			
Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision	Chapitre	Nature	Libellé nature	Prévision
23	2312	agencement et aménagement de terrain (P.124)	-1 800,00 €	13	1312	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables - Region	16 000,00 €
20	2031	Frais d'études, de recherche et de developpement (P.124)	1 800,00 €				
21	2181	Installations générales, agencements, aménagements divers (P.124)	15 000,00 €				
21	21848	Autres matériels de bureau et mobilier (P.115)	4 755,00 €				
21	21351	Installations générales, agencements, aménagements batiments publics (P.105)	830,00 €				
21	2115	Terrains Bâtis (P.104)	23 000,00 €				
21	21318	autres batiments publics (P.103)	-27 585,00 €				
TOTAL			16 000,00 €	TOTAL			16 000,00 €

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260928-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

■ **D'APPROUVER** la décision modificative n°2 du budget principal de l'exercice 2026 telle que présentée ci-dessus pour la section d'investissement ;

■ **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT

Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA ★ PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530 ★

Robert GREFFE

Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260928-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260929-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

C O N V E N T I O N

ENTRE:

⇨ La Commune de Clairà, représentée par Monsieur Marc Petit, Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du ,

ET

⇨ L'Association APLEC, dont le siège social est Casa dels Països Catalans - Université, à Perpignan, représentée par Monsieur Alà Baylac Ferrer, Président

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

L'APLEC, dans le cadre réglementaire de « l'enseignement de langue et culture régionale » (circulaire 14-12-2021), dispensera des cours de langue catalane dans le cadre de l'horaire normal auprès des élèves de l'école de Clairà.

ARTICLE 2

Conditions d'exécution de la mission :

L'APLEC assure le recrutement de l'intervenant principalement parmi les étudiants de catalan de l'Université de Perpinyà ou diplômés de catalan aux compétences linguistiques et culturelles contrôlées.

L'APLEC assure parallèlement des journées de formation, obligatoires et rémunérées, pour les intervenants. Le coût de cette formation sera réparti entre toutes les communes participant au programme "Alberes", au prorata du nombre d'heures réellement effectuées durant l'année scolaire 2026-2027.

2 h 15 de cours seront dispensées par semaine de classe à l'école élémentaire (3 classes de CM2).
3 heures et 30 minutes de cours seront dispensées par semaine de classes à l'école maternelle (7 classes de maternelle).

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260929-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

ARTICLE 3

Durée de la mission : La mission débutera après signature et transmission de la présente convention à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, et s'achèvera à la fin de l'année scolaire 2026-2027.

ARTICLE 4

Le coût horaire **correspondant aux heures de cours dispensés et aux heures de formation de l'intervenant.e** est de 39 € (TTC) par heure. La participation de la commune est de 50 % du coût des heures d'enseignement dispensées pour la période de septembre 2026 à juillet 2027.

Ce calcul sera susceptible d'être modulé en fonction du nombre réel d'heures effectuées.

ARTICLE 5

Les versements seront effectués au compte FR76 1660 7000 1938 1211 4814 879, ouvert par l'APLEC auprès de la Banque Populaire, Agence du Moulin à Vent à Perpignan.

ARTICLE 6

Cas de force majeure : Si l'exécution du présent contrat est retardée ou empêchée en raison de cas de force majeure ou de cas fortuit, chacune des parties sera relevée de ses obligations. Les parties se mettraient alors d'accord pour le règlement des prestations déjà fournies au prorata des heures d'enseignement effectuées.

ARTICLE 7

Modification : Après accord des parties, les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées par avenant écrit et signé.

Fait à ……., le

Le Président
de l'APLEC

Le Maire
de la Commune



Délibération 2026/09/29

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260929-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

République Française
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de CLAIRA

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 22 septembre 2026

L'an deux mille vingt-six, le 22 septembre à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune de Claira s'est réuni à la salle du Conseil, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Marc PETIT, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles ont été transmises aux conseillers municipaux le 16 septembre 2026.

Présents : Monsieur Marc PETIT, Madame Isabelle LE MOUÉE, Madame Camille CAVERIBERE, Monsieur Jean PUGINIER, Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA, Madame Marjorie LLOPIS NOVARO, Monsieur Manuel GOMEZ, Monsieur Jean-Marc HOULNÉ, Monsieur Robert GREFFE, Monsieur Marc BARATON, Madame Nancy DÉLOY, Madame Myriam POUILLAUDE, Monsieur Yannig MERLIN, Madame Carole SALCENACH, Madame Elisabeth BONNET, Monsieur Nicolas REQUESENS, Madame Elisa MARTI, Madame Joëlle ESTELA METOIS, Monsieur Michel BARBÉ, Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ, Madame Sophie BOHER THEVENOT.

Absent et excusé : Néant

Pouvoirs ont été donnés par :
Monsieur Jérôme BARRERE à Monsieur Louis BERRUGA LOPEZ ;
Madame Nolween DUCES à Monsieur Jean-Louis VINCIGUERRA ;
Madame Jennifer DUBECQ à Madame Isabelle LE MOUÉE ;
Madame Karine GUILLEMAT à Monsieur Manuel GOMEZ ;
Madame Brigitte GRUNFELDER à Monsieur Michel BARBÉ ;
Monsieur Guy WALCZAK à Monsieur Marc PETIT.

Nombre de membres				VOTE
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote		Pour : 27 Abstention : 00 Contre : 00
27	21	27		

Secrétaire de séance : Robert GREFFE

D 2026/09/29

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION APLEC POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE CATALANE AUPRES DES ELEVES DES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE DE CLAIRA

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Délibération 2026/09/29

Accusé de réception en préfecture
066-216600502-20260922-D20260929-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

VU la circulaire du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports du 14 décembre 2021 portant sur l'enseignement en primaire et secondaire des langues et cultures régionales ;

VU la convention relative à l'enseignement de la langue catalane auprès des élèves des écoles de Claira proposée par l'association APLEC annexée ;

CONSIDERANT que la commune de Claira entend promouvoir l'enseignement de la langue catalane au sein de ses écoles maternelle et élémentaire compte tenu de son ancrage et de son identité catalane ;

CONSIDERANT que la langue catalane est un élément du patrimoine immatériel dont l'enseignement permettra aux enfants de développer leur culture générale et régionale ;

CONSIDERANT que l'APLEC – Associacio Per L'Ensenyament del Catala, créée en 1983, dont le siège est situé à l'Université de Perpignan, est une association d'enseignants, d'étudiants et de parents d'élèves, qui soutiennent l'enseignement du catalan. L'APLEC est membre fondatrice de la FLAREP (Fédération pour les LAngues Régionales dans l'Enseignement Public) ;

CONSIDERANT que la convention proposée par l'APLEC prévoit que seront dispensés, par semaine, 2h15 de cours pour des élèves de classes de CM2 et 3h30 pour des élèves de l'école maternelle, et ce pendant toute la période l'année scolaire 2026-2027. L'intervenant(e) sera recruté(e) par l'association parmi les étudiants de catalan de l'Université de Perpignan ou diplômés de catalan. Le coût horaire, comprenant les heures de cours et les heures de formation de l'intervenant(e) est de 39 € TTC, la commune participant à hauteur de 50 % du coût des heures d'enseignement dispensées ;

Entendu l'exposé de Madame Isabelle LE MOUEE, Adjointe déléguée aux affaires scolaires et périscolaires, accueils de loisirs sans hébergement, culture ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** la convention avec l'association APLEC portant sur l'enseignement de la langue catalane dans les écoles de Claira telle qu'annexée à la présente délibération ;

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention avec l'association APLEC portant sur l'enseignement de la langue catalane dans les écoles de Claira ainsi que tout acte utile nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 22 septembre 2026.

Marc PETIT
Maire de CLAIRA

MAIRIE DE CLAIRA
PYRÉNÉES-ORIENTALES 66530

Robert GREFFE
Secrétaire de séance

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :
- Recours administratif gracieux,
- Recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue PITOT – 34000 Montpellier).